



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

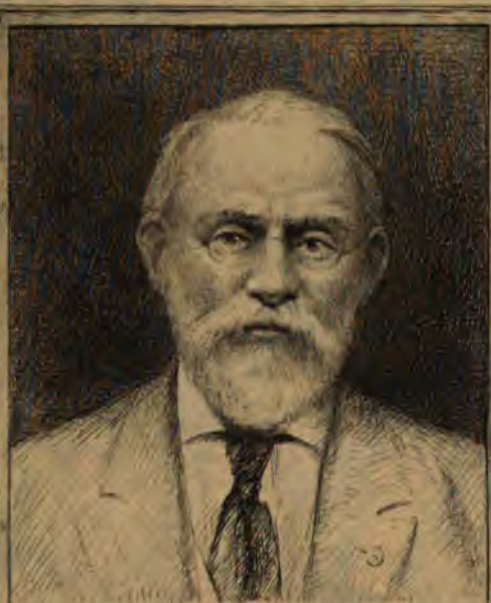
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

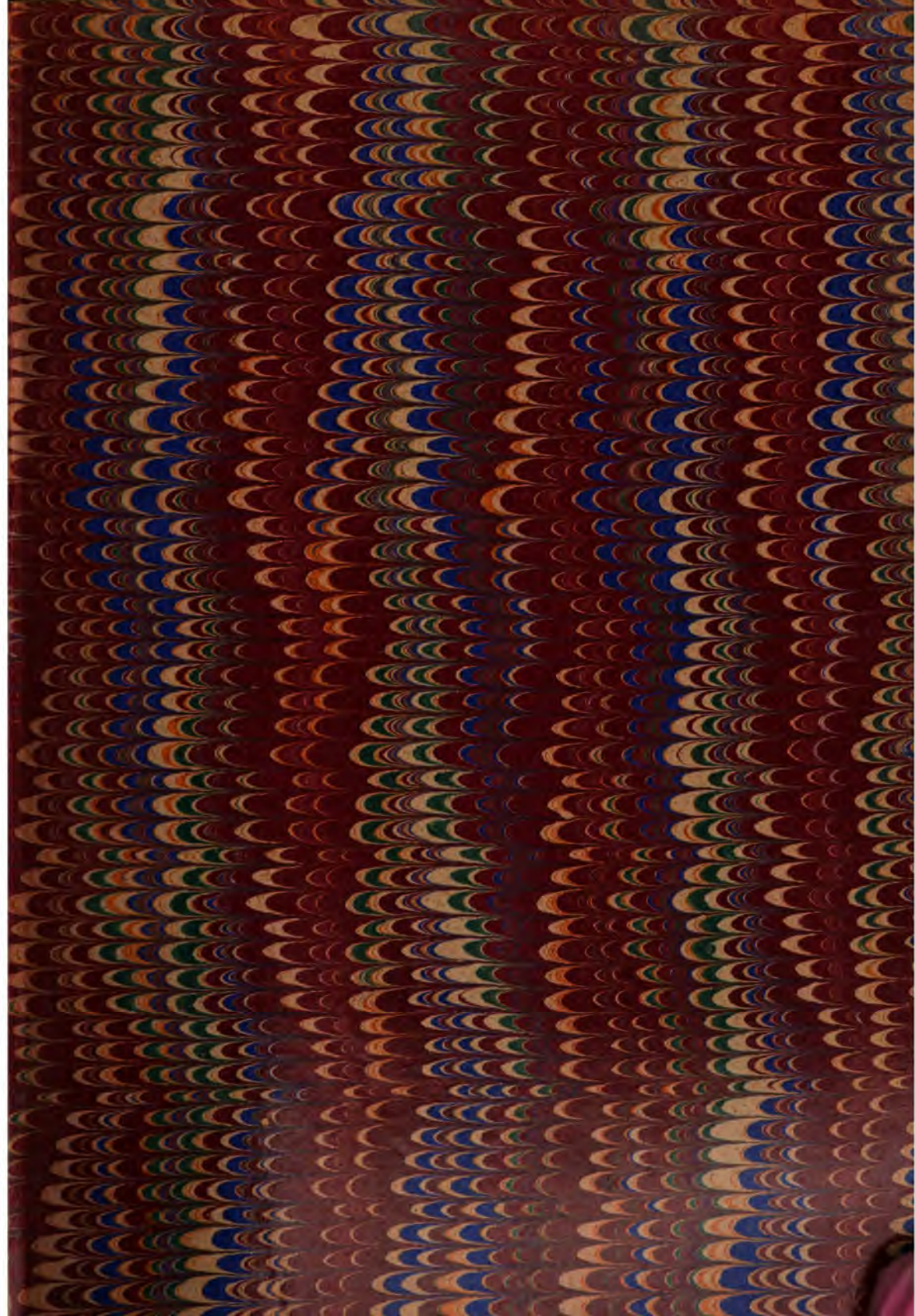
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

et moderne
BADIOU-AMANT
7, Rue du Plat, LYON
ACHAT DE BIBLIOTHÈQUES



SILAS WRIGHT DUNNING
BEQUEST
UNIVERSITY OF MICHIGAN
GENERAL LIBRARY



120
10/12/20
10/12/20

#C

611

#781

S8



32617
SOCIÉTÉ DÉPARTEMENTALE
D'ARCHÉOLOGIE & DE STATISTIQUE
DE LA DROME

TOME VINGT-QUATRIÈME

VALENCE. — IMPRIMERIE JULES CÉAS ET FILS

BULLETIN
DE LA
SOCIÉTÉ (DÉPARTEMENTALE)
D'ARCHÉOLOGIE
ET
DE STATISTIQUE
DE LA DROME

Colligite ne pereant.

TOME VINGT-QUATRIÈME



VALENCE

AU SECRÉTARIAT DE LA SOCIÉTÉ, RUE FARNERIE, 31

—
M.DCCC.LXXXX

44

Dunning
Nischoff
5-4-27
13603

LE SUD-EST DE LA FRANCE FÉODALE EN 1380



UNITED STATES DEPARTMENT OF AGRICULTURE

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION

WATER RESOURCES DIVISION





MONNAIES

DES

ARCHEVÊQUES D'EMBRUN

Quand au moyen-âge les seigneurs propriétaires de grands domaines tentèrent de se rendre indépendants, le plus précieux des droits qu'ils s'arrogèrent fut assurément celui de battre monnaie ; dans l'ordre ecclésiastique nous voyons les évêques et les monastères solliciter et obtenir les premières concessions faites par nos souverains, puis plus tard, par les empereurs d'Allemagne dans la partie de l'ancienne Gaule qui relevait de l'Empire. Aussi doit-on s'étonner de voir, même parmi les plus puissants, un certain nombre de prélats négliger d'user largement de ce droit le plus enviable de tous, puisque en dehors du prestige ajouté à leur puissance comme souverains temporels, ils devaient trouver dans la fabrication des monnaies une source de revenus considérables. Il se peut qu'entravés dans l'exercice de leurs droits régaliens par le mauvais vouloir des voués ou par la compétition des comtes, quelques évêques n'aient pu tout d'abord mettre à profit les concessions qui leur avaient été faites, mais bientôt leurs successeurs saisissent avec empressement toutes les occasions d'affirmer hautement leur pouvoir souverain et de s'affranchir des obstacles qui s'opposaient à la libre exploitation de leurs privilèges.

Ce que l'on connaît aujourd'hui de la numismatique des archevêques d'Embrun se réduit à fort peu de chose ; les monnaies de ces prélats sont très rares, et, dans l'état actuel de la science, elles ne sauraient donner une idée exacte de leur monnayage. Sans doute les trouvailles nous réservent plus d'une surprise dont le résultat viendra diminuer le nombre des lacunes existant dans la série monétaire de ce petit état féodal, mais il se peut aussi que, préoccupés d'assurer avant tout le bénéfice qui devait résulter de la fabrication des monnaies, les premiers archevêques d'Embrun aient préféré, pendant la seconde moitié du XII^e siècle et les deux premiers tiers du XIII^e, imiter ou contrefaire les espèces qui avaient cours dans la région, plutôt que de frapper un numéraire embrunais dont la circulation aurait été ainsi limitée à l'étendue du domaine de leur temporel. A cette époque les monnaies qui circulaient dans la région, et dont les documents historiques font sans cesse mention, étaient les *melgoriens*, les *raymondins* et les *coronats*. Avant de reprendre l'examen des monnaies connues à ce jour des archevêques d'Embrun, il est, croyons-nous, nécessaire de rapporter ici tous les documents historiques relatifs aux droits de monnayage qu'ont possédés ces prélats, et de mentionner les principaux actes qui peuvent éclairer sur l'étendue de leurs possessions.

I

Le pouvoir temporel des archevêques d'Embrun, dont la juridiction spirituelle s'étendait sur les évêchés de Digne, de Senez, de Glandève, de Vence, de Grasse et de Nice, c'est-à-dire sur toute la région désignée autrefois sous le nom d'Alpes-Maritimes, ne paraît point avoir jamais dépassé l'étendue de la *Civitas Ebrodunensium*, le *pagus Ebrodunensis* des temps carolingiens devenu plus tard l'Embrunois.

Compris dans les possessions de Guillaume I^{er}, comte de Provence, le pays d'Embrun, devenu état féodal sous le titre

de comté, fut administré directement par les archevêques. « Vers le milieu du XII^e siècle, dit M. J. Roman, ceux-ci virent leur puissance s'accroître chaque jour ; grâce à l'éloignement du comte de Provence, leur souverain immédiat, ils s'emparèrent d'une multitude de droits dont l'exercice eût pu régulièrement leur être contesté par un maître plus rapproché et plus jaloux de son autorité. Aucun seigneur voisin ne pouvait, du reste, mettre une barrière à leurs envahissements ; on peut, en effet, affirmer, en règle générale, que le diocèse d'Embrun est l'un de ceux où la féodalité a jeté le moins de racines ; l'archevêque, le dauphin et le comte de Provence étaient pour ainsi dire les seuls propriétaires de cette vaste contrée (1). »

En 1020, Rodolphe II, roi de Bourgogne et d'Arles, donne à Bertrand, comte de Forcalquier, le comté d'Embrun et s'en réserve les régales et le haut domaine qu'il cède ensuite à l'empereur Conrad, son parent, avec tous ses Etats (2). Ces droits des comtes de Forcalquier sur le comté d'Embrun sont affirmés par plusieurs actes dans lesquels Guillaume III, mort en 1129, prend le titre de comte d'Embrun (3).

En 1127, concession est faite à l'archevêque et à l'Eglise d'Embrun, par Guillaume, comte et marquis de Provence, de la mine d'argent de Faravel qui existe encore sous le nom de la Minière (4).

En 1135, Raymond Bérenger II donne à l'église d'Embrun les terres de Saulze, de Bréziers, de Beaufort et de Rochebrune.

En 1147, Conrad, par la grâce de Dieu, roi des Romains, donne à Guillaume de Champsaur, archevêque d'Embrun

(1) *Sigillographie du diocèse d'Embrun*, page 14.

(2) *Histoire géographique, naturelle, ecclésiastique et civile du diocèse d'Embrun*, par M. XXX (ALBERT, curé de Seyne), 1783, I, p. 103.

(3) BLANCART. *Essai sur les monnaies de Charles I^{er}*, p. 177.

(4) Acte cité par Marcellin Fournier.

et à ses successeurs les régales de la ville d'Embrun, la juridiction, le droit de faire battre monnaie, le droit de péage tant sur la terre que sur la rivière de la Durance... « In nomine sancte et individue Trinitatis, Conradus, dei gratia Romanorum rex secundus, urbis Ebredunensis archiepiscopo..... tibi, venerabilis pretaxate urbis Willelme archiepiscopo et per te ecclesie tue et successoribus tuis Ebredunensis urbis et totius episcopatus tui nostra regalia concedimus, justitias, monetam, pedaticum, utraque strata telluris et fluminis Druentie.... Anno ab incarnatione Domini MCXLVII (1). »

Ce don des régales que Conrad accordait à l'archevêque d'Embrun était une œuvre de politique habile de la part de l'empereur, dont le prétendu pouvoir sur les débris de l'ancien royaume d'Arles et de Bourgogne se réduisait alors à de vaines formalités de souveraineté ; il ne pouvait y imposer son autorité, et la puissance des comtes de Provence, détenteurs des domaines que Conrad essayait, mais en vain, de retenir sous sa suzeraineté, était trop fortement établie pour qu'il lui fût permis de donner aux archevêques d'Embrun la propriété de fiefs dépendants du comte de Forcalquier, si ces prélats n'en étaient déjà en possession (2). En cette circonstance l'empereur ne faisait que confirmer à l'archevêque la possession de terres et de domaines concédés précédemment par les comtes de Provence, en y ajoutant les droits régaliens, dont alors l'Empire était si prodigue en faveur de tous ceux qu'il cherchait à retenir sous son pouvoir.

Cette donation, qui faisait de l'archevêque d'Embrun, déjà très puissant par les nombreuses concessions du comte de

(1) ALBERT, II, p. 10 et 106.

(2) En déléguant leurs pouvoirs aux dignitaires ecclésiastiques, les empereurs avaient affaire à des hommes plus instruits et qui n'offraient pas, au même degré que les familles héréditaires, le danger des révoltes et des usurpations.

Provence, un véritable souverain dans les domaines du temporel de son église, fut renouvelée par un diplôme de l'empereur Conrad, le 18 des calendes d'octobre 1151, et attestée par Raymond, évêque de Gap, Hugues de Digne et W., évêque de Vence (1). La même année le pape Eugène III voulut que cette donation fût confirmée par les Décrétales.

En 1177, Guillaume IV décide que dans les deux villes d'Embrun et de Chorges l'hommage serait dû également aux deux co-seigneurs, et que la juridiction leur en serait commune, fait qui établit l'existence d'une seigneurie indivise, dont les revenus devaient être mis en commun et partagés entre les possesseurs (2). Enfin, vers les dernières années du XII^e siècle, Guillaume VI avait accordé aux archevêques des droits considérables sur les terres de Freyssinières, des Orres, Rame et Chapcella.

En 1202, par suite du mariage de Béatrix de Claustal, petite-fille de Guillaume VI, comte de Forcalquier, avec le dauphin Guigues André, celui-ci reçut en dot tout le pays que les comtes de Forcalquier possédaient depuis le pont de Busch près Sisteron, en remontant vers le Briançonnais, c'est-à-dire les comtés d'Embrun et de Gap : totum comitatum et totam terram quæ a Ponte Bouchii de Sistarico sursum est et extenditur per Episcopatum Vapincensem et per Archiepiscopatum Ebredunensem (3).

Cette donation du comté d'Embrun aux Dauphins fut ratifiée, en 1245, par Raymond Bérenger V, comte de Provence, à qui le comté de Forcalquier était arrivé par succession.

En 1210, afin de prévenir les difficultés qui pouvaient résulter de la cession du comté d'Embrun au Dauphiné, Guigues André se déclara le vassal de l'archevêque d'Embrun pour tous les biens qui avaient appartenu aux comtes de For-

(1) *Archives de l'Isère*, B, 3011.

(2) *Archives des Bouches-du-Rhône*, B, 288.

(3) *Archives de l'Isère*, B, 3001. VALBONNAIS, *Histoire du Dauphiné*. T. I^{er}, p. 469.

calquier, en réservant toutefois la *co-seigneurie d'Embrun* et de Chorges, avec quelques terres le long de la Durance. Cette déclaration du Dauphin ne modifiait en rien la situation qui était faite au prélat vis-à-vis son co-seigneur ; la seigneurie d'Embrun demeurait toujours indivise et les bénéfices de la fabrication, si elle avait lieu, devaient être communs aux deux participants.

En 1214, par suite du mariage de la fille du Dauphin, le comté d'Embrun passa un instant entre les mains d'Amalric, fils de Simon de Montfort, comte de Toulouse, mais, dès l'année 1232, il fut racheté et revint aux Dauphins qui le possédèrent jusqu'en 1349, époque à laquelle le Dauphiné fut réuni à la France.

Dans un article sur des monnaies inédites de quelques prélats (1), M. de Longpérier rapporte que Rodolphe, empereur d'Allemagne, confirma aux archevêques d'Embrun, en 1276, le droit de battre monnaie qui leur avait été concédé par ses prédécesseurs. Selon le rapport de Papon, le droit régalien confirmé à l'archevêque Jacques Sérène est spécifié en ces termes : *Monetæ cudendæ autoritate jurisdictio plenaria*. Puis il ajoute : « Les archevêques d'Embrun firent peu d'usage de ce droit ; leurs monnaies sont rares ; elles ont d'un côté la figure d'un évêque qui a la mitre sur la tête et pour légende R : ARCHIEPS, et au revers un ornement en forme de fleurs EBREDVNENSIS (2). »

1294, 13 mai. — « Ordonnance de Raymond, archevêque d'Embrun, et de Humbert, Dauphin, portant règlement pour la monnaie qu'ils voulaient fabriquer à Embrun (3). »

(1) *Revue Numismatique*, 1837, page 365. — *Œuvres complètes*, t. IV, page 6.

(2) *Histoire de la Provence*. T. II, page 590.

(3) *Cartulaire du Dauphiné*, fonds latin N° 10959, p. 322. Bibliothèque Nationale. — FONTANIEU, Reg. *Cotté transcripta sup. vidimus quarundam Litt. Tangent. comit Ebred.* F° 76. Ce registre n'existe plus aux archives de l'Isère. Note de M. Prudhomme, archiviste.

1384, 20 octobre. — « Lettre du Roy portant deffenses de se servir en Dauphiné d'autres monnaies que de celles qui seront faites au coin du Roy, du Pape et de l'Empereur (1). »

« Cet acte, dit Fontanieu, est la première atteinte que nos Roys ayent donné au droit dont plusieurs seigneurs et prélats du Dauphiné étaient en possession de faire battre monnoye. »

1385, 23 août. — « Lettres du Roy portant règlement des titres de toutes les monnoyes qui devoient avoir cours en Dauphiné (2). »

1401, 22 février. — « Arrêt du conseil Delphinal portant défense à toutes personnes de commercer, ni recevoir aucunes espèces de la monnoye que l'archevêque d'Embrun avait fait fabriquer (3). » Fontanieu ajoute en note le passage suivant que nous transcrivons fidèlement : « Les archevêques d'Embrun faisoient un mauvais usage du droit de battre monnoye. Ils en fabriquaient qui n'étoit pas de bon alloy ni de bon poids. Ces bons archevêques, comme on le verra par la suite, eurent peine à se corriger. »

1401, 2 juillet. — « Lettres du Roy portant au Gouverneur de faire battre monnoye en Dauphiné, deffendre le cours des monnoies étrangères et employer le profit desdites monnoyes aux réparations des châteaux et places de la province (4). »

« A cette époque, ajoute Fontanieu, presque toutes les seigneuries laïques, auxquelles le droit de battre monnoie avait été accordé, se trouvaient réunies au domaine delphinal, mais il n'en étoit pas de même des droits accordés aux prélats. Le Gouverneur venoit de prendre l'archevêque d'Embrun sur le

(1) *Cartulaire du Dauphiné*, n° 10959, p. 52. « *Reg. compositiones*, etc., etc., f° 70, r°.

(2) *Cartulaire du Dauphiné*, n° 10959, p. 67. — *Reg. instit. Gapian* f° 80.

(3) Id. Id. *Reg. Cotté, cop. plur. litt. et inst. Dalp. patrim in. indic. Ebred. tangent* f° 81.

(4) *Cartulaire du Dauphiné*, n° 10959, p. 323.

fait d'avoir battu une fausse monnaie, et il en eust peut-être été de même des autres archevêques et évêques, si l'on en eust fait une exacte recherche. Le Roy, pour apporter un remède général, prit le party d'une refonte et de deffendre le cours de toute autre monnaie que celle qu'il faisoit fabriquer. »

1406, 13 novembre. — L'atelier delphinal de Mirabel est transféré à Embrun par ordre du roi Charles VI, (1) qui crée Jean Imbert garde et contre-garde de cette nouvelle officine; Pierre de Mantoeux essayeur, et y attache comme tailleur Barthélemy Vincent, précédemment attaché à l'atelier de Mirabel.

1420, 28 février. — « Henricus dominus Cassenatici, miles, consiliarius et cambellanus illustrissimi principis et domini nostri, domini Dalphini Viennensis, gubernator Dalphinatus dilectis baillivis et iudicibus majoribus Vapicensis comitatus et Ebreduni vel eorum vices gerentibus salutem. Nuper ad nostram notitiam parvenit quod dominus archiepiscopus Ebreduni in civitate Ebreduni de novo faciebat fabricari monetam, licet alias nunquam hoc fuerit usitatum; probari fecimus et examinari de eadem moneta cujus legis aut valores existeret per viros notabiles in talibus expertos, per quos repertum fuit et nobis relatum quod quatuor grossi dicte monete non valent nisi tres grossos et grossus nisi tres quartos grossi et quartus unum patacum cum dimidio, et sic nobis apparuit et apparet huiusmodi novitatem fabricationis dicte monete fore tanquam prejudiciale domino nostro dalphino et dampnosam ejus patrie et subditis ac reipublice restringendam et ad pristinum statum reducendam. Scripsimus propterea dicto domino archiepiscopo ut super hoc provide-ret cessando a predictae monete cussione et, si justam causam habere pretenderet talia faciendi, nos faceret super hoc informari; alias autem casu quo hoc non faceret vobis mandavi-

(1) MORIN, *Num. féodale du Dauphiné*, p. 198. — Cet atelier dura jusqu'en 1417.

mus ut faceretis preconizari et prohiberi per omnia et singula loca dictorum bailliviatuum judicaturarum quod nulla persona audeat dictam monetam recipere aut eidem dare cursum, nisi ad rationem et valorem predictos quos reperta fuit valere; prout predicta plenius in aliis nostris litteris vobis et dicto Domino archiepiscopo directis continentur, de et super quibus litteris dictus dom. archiepiscopus, nullam responsionem saltem rationabilem et sufficientem nobis fecit; nec etiam vos ad exequutionem dicte preconizationis processistis saltem de qua appareat nobis seu constet; sed adhuc dicta moneta cursum suum habet sibi per dictum dom. archiepiscopum datum, et quod deterius est aliam debiliorem monetam fabricari fecit idem dom. archiepiscopus in prejudicium et dampnum quorum supra. Quocirca nolentes predicta sub dissimulatione transire, vobis et vestrum cuilibet in solidum, prout suo incombis officio, harum serie precipimus et mandamus districtius injungentes quatinus dictas preconizationes et inhibitiones per omnia et singula locastrarum judicaturarum et bailliviatuum confestim fieri faciatis, inhibendo, ut supra, omnibus et singulis personis, cujuscunque status vel conditionis existant, ne dictam monetam recipere aut eidem dare cursum audeant vel presumant quovis modo nisi ad valorem et rationem supra dictos, per deputatos a nobis repositos et conclusos ad penam et sub pena quinquaginta marcharum argenti fini, domino nostro applicanda et per quemlibet contra facientem et irremissibiliter commutenda presentesque ad cautelam in cartularium curiarumstrarum faciatis registrari et de exequutione ipsarum nos certificare habeatis.

Datum Grationopoli die XXVIII februarii anno Domini 1420.

Per dom. Gubernatorem in consilio quo erant domini P. Gerardi, G. Gelinon presidens Johannes Generis et advocatus.

A. Actuheris (1).

(1) *Archives de l'Isère*, B, 3001. Cote *Copie plurium litterarum ac instr. dalphinale patrimonium in judic. Ebredunis tangentium*, f° 81.

1442. — « Alors que le Dauphiné était déjà depuis près d'un siècle réuni au royaume, on voulut ôter le privilège de battre monnaie à l'archevêque Jean Girard. Celui-ci s'en plaignit et il fut nommé des commissaires pour décider cette affaire qui jugèrent qu'il ne pourroit le faire dans un lieu qui seroit commun à l'archevêché et au Dauphiné, qu'il pourroit le faire sur la frontière où le Dauphiné n'avoit aucun droit. Ainsi l'on croit que, depuis ce temps là, l'archevêque pouvoit faire battre monnaie à Beaufort, hameau de la paroisse de Breziers (1). »

1445, 12 avril. — « Lettres du Roy qui ordonne que la seule monnoye aux armes du Dauphin aura cours en Dauphiné, quelle sera au même titre que celle de France et aura cours dans tout le royaume (2). »

De l'exposé qui précède il résulte que les archevêques d'Embrun étaient non les comtes, mais seulement les princes seigneurs d'un certain nombre de fiefs situés dans le *pagus Ebredunensis* ; qu'ils partagèrent la seigneurie de la ville même d'Embrun, d'abord avec les comtes de Forcalquier, puis ensuite, à partir de 1202, avec les Dauphins ; enfin que si leur puissance spirituelle s'étendait sur toute la région des Alpes-Maritimes, leur souveraineté effective, réduite à quelques domaines épars, ne pouvait constituer un État féodal bien important.

Aussi la concession impériale de 1147 ne dut-elle pas profiter immédiatement aux archevêques, ni les engager à entreprendre une fabrication dont les bénéfices auraient été presque nuls, puisque la circulation d'un numéraire à leur nom se serait trouvée circonscrite aux limites restreintes de leurs domaines directs.

(1) ALBERT, t. II, p. 17 et 195. Cette petite localité, qui avait neuf habitants, se trouvait sur les terres de Provence.

(2) *Cartulaire du Dauphiné*, n° 10962.

On ignore si Guillaume de Champsaur et ses successeurs immédiats usèrent des droits qui leur avaient été cédés par Conrad et Rodolphe, mais on peut accepter avec toute vraisemblance que, pendant la période comprise entre 1147 et 1202, si toutefois ils avaient créé un atelier monétaire dans leurs domaines, les archevêques d'Embrun durent partager les bénéfices de la fabrication avec les comtes de Forcalquier, et, dans ce cas, émettre des espèces non à leur nom, mais bien à ceux des comtes de Provence, dont le cours était alors assuré dans toute l'étendue de cette province. A partir de 1202, époque à laquelle le comté d'Embrun arriva entre les mains des Dauphins de Viennois, ce dut être avec leurs nouveaux co-seigneurs qu'ils eurent à s'entendre pour la fabrication des monnaies, si toutefois, ce qui n'est point certain, ils firent, dès cette époque, usage de leurs droits, si souvent confirmés avant la fin du XIII^e siècle. L'absence de monnaies antérieures à l'occupation du siège d'Embrun par Raymond III (1289-1294), avait engagé M. de Longpérier à émettre l'opinion, fort acceptable, que les archevêques à partir de la confirmation intervenue en 1276, mirent seulement à profit le privilège dont avait été gratifié Guillaume de Champsaur, leur prédécesseur.

II

Jusqu'à ce jour la numismatique d'Embrun n'a jamais été l'objet d'une étude spéciale (1); M. H. Morin avait, il est vrai, annoncé que, continuant ses recherches sur la Numismatique du moyen âge du Dauphiné, il s'occuperait des

(1) Dans son article : *Des droits et des privilèges temporels des archevêques d'Embrun*, Albert s'exprime ainsi : « Ils faisoient battre monnaie ; néanmoins leurs armes n'y étoient pas gravées, mais seulement une croix d'un côté et quelque image, avec une inscription de l'autre, qui apprenoit de quel évêché étoit la pièce de monnaie. » II, p. 10.

monnaies de ces archevêques, mais, entraîné par d'autres préoccupations, cet érudit n'a point tenu sa promesse, et la numismatique féodale du Dauphiné qu'il nous promettait est demeurée à l'état de projet. Cependant tous ceux qui se sont occupés des monnaies féodales ont consacré quelques lignes aux monnaies d'Embrun.

Dans son *Traité des monnaies des prélats et des barons de France*, Duby nous a transmis les dessins de trois variétés qui sont évidemment les reproductions d'une même pièce incorrectement rendue; l'un est pris sur l'exemplaire de la collection de Boullongne, aujourd'hui au Cabinet de France, les autres ont été empruntés aux planches de Boze et à un dessin fait par M. de Saint-Vincent pour son *Mémoire sur les monnaies qui avaient cours en Provence, annexé à l'Histoire de la Provence*, de Papon. Quant à la note jointe à la courte dissertation de Duby rappelant, d'après Chopin, que l'archevêque d'Embrun aurait été le quatrième des seigneurs auxquels Louis X avait reconnu le droit de battre monnaie, il n'y a pas lieu de discuter ici la valeur de ce renseignement, le savant travail de M. Blancart sur l'ordonnance de 1315 ayant définitivement rétabli le texte exact de ce précieux document, si diversement interprété par Chopin et par ceux qui l'ont rapporté après lui.

C'est à M. de Longpérier que nous devons la première attribution raisonnée de la pièce au nom de l'archevêque Raymond, laissée indécise par Duby, ainsi que la publication du gros de Pastor d'Aubenas, exemplaire demeuré unique (1).

Poey-d'Avant, dans son grand travail sur les monnaies féodales de France, résume les travaux de ses devanciers et n'apporte aucun renseignement nouveau sur la numismatique des archevêques d'Embrun (2). Enfin c'est à M. Car-

(1) *Revue Numismatique*, 1837, p. 365. — *Œuvres complètes*, t. IV, p. 7.

(2) *Monnaies féodales de France*, tome III, p. 20.

pentin que l'on doit la connaissance d'un type inédit, portant à trois le nombre bien restreint des monnaies dont se compose à ce jour la série monétaire embrunaise (1), M. Blancart, le savant archiviste de Marseille, et M. Caron, le continuateur de Poey-d'Avant, se sont également occupés du monnayage d'Embrun. Dans l'examen des monnaies dont il nous faut reprendre la description, nous reviendrons sur leurs travaux et discuterons les attributions qu'ils ont proposées.

III

GUILLAUME DE CHAMPSAUR 1135-1169

Concession monétaire accordée en 1147 par l'empereur Conrad, et confirmée par lui en 1151.

JACQUES DE SÉRÈNE. 1275-1286

Confirmation du droit de frapper monnaie renouvelée par l'empereur Rodolphe en 1276.

GUILLAUME IV 1286-1289

RAYMOND III DE MÉVOUILLON 1289-1294

Convention monétaire intervenue entre l'archevêque et Humbert I, dauphin de Viennois, le 13 mai 1294.

GUILLAUME V, DE MANDAGOT 1295-1311

JEAN I, DU PUY. 1311-1319

RAYMOND IV. ROUBAUD 1319-1323

BERTRAND DE DÉAUX 1323-1337

PASTEUR DE SARRESCUDERIO 1338-1350

A partir de 1349 le Dauphiné devient l'apanage des fils aînés des rois de France.

GUILLAUME VI, DE BORDES 1351-1361

RAYMOND V, DE SALG. 1361-1364

BERTRAND II, DE CHAUTEAUNEUF 1364-1365

(1) *Revue Numismatique*, 1865, p. 186.

BERNARD II (1)	1365-1366
PIERRE II D'AMEIL	1366-1379
MICHEL-ETIENNE DE PERELLOS	1379-1427

En 1401, décri de la monnaie des archevêques dans le Dauphiné.

JACQUES II, GELU 1427-1432

JEAN DE GIRARD 1434-1457

A partir de 1445 la monnaie aux armes du Dauphin pouvait seule avoir cours dans le Dauphiné.

Nous ne connaissons à ce jour que les produits monétaires aux noms des trois seuls archevêques Raymond III, Raymond IV et Pasteur.

RAYMOND III, 1289-1294.



✠:R RAO HIEPS, buste mitré, à gauche.

✠:EBREOVNENSIS, croix feuillée.

Billon. Double. Poids 1 g. 21.

Cabinet de France. — (Coll. Chaper de Grenoble. 1.17, 2 exemplaires).

Cet exemplaire, qui provient de la collection de Boullongne, a été publié, d'après l'original, par Duby qui, sans y

(1) Consulter, au sujet de cette liste chronologique des archevêques d'Embrun, le *Tableau historique des Hautes-Alpes*, de M. J. Roman et l'ouvrage de Gams : *Series Episcoporum*, etc., etc.

prendre garde, l'a reproduit deux autres fois sur des dessins inexacts empruntés à Boze et à M. de Saint-Vincent (1), ce dont il est très facile de se rendre compte. En publiant à nouveau ce double dans son travail sur les monnaies féodales de France, Poey-d'Avant, qui cependant avait constaté ce fait, indique sous le n° 4748, la pièce reproduite sous le n° 1 de la planche II de Duby, sans s'apercevoir que cette monnaie est précisément celle qui, déjà décrite sous le n° 4747, est passée de la collection de Boullongne au Cabinet de France, Ce numismatiste accepte sans hésitation l'opinion de M. de Longpérier qui classait ce double de billon à Raymond IV, en raison du style du revers, dont la croix à triple nervure et aux extrémités fleuronées rappelle celle que l'on remarque sur le gros de Pastor son successeur presque immédiat ; cette attribution paraît avoir été généralement adoptée (2).

Cependant en présence de la convention monétaire conclue en 1294 entre Raymond III et le dauphin Humbert I^{er}, convention dont malheureusement les termes ne nous sont point connus, cette attribution pourrait bien n'être pas exacte. On ignore les circonstances dans lesquelles fut conclue cette convention dont parle Fontanieu ; aucun document ne nous renseigne sur l'instant précis où la monnaie émise par les archevêques reçut leur nom et leur effigie, enfin le rapprochement fait par M. de Longpérier entre le type de ce double et celui du gros de Pastor peut être établi avec des monnaies contemporaines de Raymond III.

Si la monnaie dont nous nous occupons n'est point un produit de la convention monétaire faite le 13 mai 1294, et dont les effets furent interrompus par la mort de cet archevêque, arrivée le 28 juin suivant, il n'est nullement prouvé

(1) Cet exemplaire offre ARCHIPS au lieu de ARCHIEPS.

(2) C'est également à ce prélat que M. A. de Barthélemy (*Numis. moderne*, p. 232), et B. FILLON (*Catal. Rousseau*, n° 66g) attribuent ce double.

qu'elle soit de Raymond IV (1319-1323). Son type paraît avoir été emprunté soit à un denier de Charles II d'Anjou, comte de Provence (1285-1309) présentant au droit un buste couronné tourné à gauche (1), soit au sol coronat du même prince cité par Duby, offrant au revers une croix à triple nervure fleuronnée (2). Sur le double dont il s'agit nous retrouvons, en effet, un buste dirigé à gauche sur lequel la mitre remplace la couronne, puis au revers la même croix.

C'est par erreur que, dans sa rédaction du *Catalogue des Monnaies féodales françaises de Jean Rousseau*, B. Fillon indique pour le n° 669, la lecture † R : ARCHIEPVS. Cette pièce, acquise par M. J. Roman, et entrée depuis quelques années dans la collection de M. Chaper de Grenoble, porte bien la légende : ✠ R : HRC' HIEPS.

RAYMOND IV, 1319-1323.



• R : ARCHIE PISCOPVS • Personnage mitré debout et vu de face, revêtu du pallium chargé de la croix épiscopale, tenant une crosse de la main gauche et élevant la droite pour bénir.

(1) POEY-D'AVANT, Pl. LXXXIX, n° 8.

(2) Tome II, pl. XCV, n° 5. Nous admettons que ce gros, bien lu et bien reproduit par M. de Saint-Vincent, n'est point le gros de Robert II (1309-1343), publié par M. Caron, pl. XV, n° 11.

✠ : **ABREDOVNENSIS** : Croix feuillée à triple nervure, chargée au centre d'un quatre feuilles évidée.

Argent. Gros. Poids 2 gr. 60.

Musée de Marseille (1). (Coll. Chaper de Grenoble, 2,65-2,68).

Il est bien difficile de déterminer, avec toute la certitude désirable, auquel des archevêques du nom de Raymond ce gros peut appartenir. S'appuyant sur la bonté du métal qui est d'argent pur et de même aloi que celui des monnaies de Thierry V, évêque de Metz (1369-1383) frappées au même type, M. Carpentin refuse de donner cette pièce à Raymond IV (1319-1323) pour l'accorder à Raymond V (1361-1364) ; il fait remarquer en outre, que les caractères employés dans la légende de ce gros, ont une forme plus moderne que celle des mêmes lettres gravées sur la monnaie de Pastor.

En publiant à nouveau cette pièce intéressante, notre confrère, M. Caron, se refuse à accepter la classification proposée par M. Carpentin, et repousse également l'avis de M. J. Roman qui voudrait reporter ce gros à Raymond III (2) ; selon son opinion la croix feuillée, importée d'Italie par les comtes de Provence, n'ayant point paru avant l'émission des carlins au nom de Robert, après 1309, Raymond III n'aurait pu en faire usage ; de plus c'est à Raymond IV qu'il attribue cette monnaie dont on connaît une dizaine d'exemplaires.

S'il paraît impossible à M. Caron de faire remonter, comme le voudrait M. J. Roman, l'émission du gros en question antérieurement à l'année 1294, la présence de la croix feuillée ne saurait être un argument sérieux à l'appui du refus qu'il fait d'attribuer cette pièce à Raymond III. C'est à tort, croyons-nous, que le continuateur de Poey-d'Avant reporte après l'année 1309 l'apparition de cette croix en Provence ;

(1) Décrit par M. CARPENTIN dans la *Revue Numismatique*, 1865, p. 186, pl. VIII, n° 3.

(2) *Monnaies féodales françaises*, p. 270.

elle est antérieure à la création des carlins de Robert (1309-1343); on la remarque déjà au temps de Raymond III sur les monnaies de Charles d'Anjou (1285-1309) (1). Notre confrère n'apportant aucune preuve à l'appui de son opinion en faveur de Raymond IV, il y a lieu d'examiner si le style de ce gros qui devrait servir de guide, est suffisamment accusé, et si les lettres des légendes, assez inexactement rendues dans les dessins qui en ont été donnés, peuvent, en raison de leur caractère paléographique, fournir des points de comparaison avec le gros de Pasteur, dont l'émission se trouve circonscrite entre 1338 et 1350.

Cet examen du style en général et de la forme des lettres nous l'avons fait avec le soin le plus scrupuleux, non sur les dessins publiés, mais sur les originaux eux-mêmes, sans obtenir le moindre résultat; dans les légendes des monnaies contemporaines de Provence aux noms de Charles II, de Robert et de Jeanne de Naples, de l'archevêque d'Arles, Etienne de la Garde, émises de 1285 à 1359, c'est-à-dire depuis le commencement de l'épiscopat de Raymond III (1289) jusqu'à celui de Raymond V (1361), les lettres **A H R E G** sont indifféremment employées par les graveurs. Toutefois si les caractères paléographiques des légendes ne procurent aucun renseignement sur l'époque de l'émission du gros au nom de Raymond, l'ornement feuillé qui termine chaque branche de la croix fournit un indice, bien faible il est vrai, mais dont il y a lieu de tenir compte. En tout conforme à celle des deniers de Raymond III, cette terminaison en feuillage ne saurait être postérieure à l'émission du gros de l'archevêque Pasteur dont le type, largement épanoui et très caractéristique dans son exécution, fut adopté plus tard dans le monnayage des espèces frappées aux noms de Louis II, comte de Valentinois et de Diois (1373-1419), et de Guillaume de La Voulte, évêque de Valence et de Die (1378-1384) (2).

(1) POEY D'AVANT, pl. LXXXXIX, n° 9 et 10.

(2) Voir POEY-D'AVANT, Pl. CIII, n° 15 et CIV, n° 1.

PASTEUR 1338-1350.



PASTOR ARCHIEPUS. Personnage mitré debout et vu de face, revêtu du pallium chargé de cinq croix, tenant une crosse de la main gauche et élevant la droite pour bénir.

R. — ✱ : **EBREDUNENSIS** : Croix feuillée à triple nervure chargée au centre d'un quatre feuilles évidé.

Billon. — Double. — Poids : 2 gr. 36 (1).

Cabinet de France.

« Le père Fournier, auteur des *Annales ecclésiastiques d'Embrun*, assure avoir vu de ses yeux et d'avoir touché des pièces de monnaies en cuivre et en argent où il y avait d'un côté l'image de l'archevêque avec cette inscription : *Pastor archiepiscopus Ebredunensis* et une autre *Sanctus Marcellinus* où il y avait son image et de l'autre côté l'image d'un cavalier *Guigo Delphinus Viennensis* (2). »

La première de ces pièces est le gros cité plus haut; quant à la seconde, portant l'image du premier archevêque d'Embrun, elle est encore à retrouver.

Telles sont à ce jour les seules variétés connues du mon-

(1) Décrit par M. A. de Longpérier dans la *Revue numismatique*, 1837, p. 365, pl. XII, n° 5, et reproduit par POEY-D'AVANT sous le n° 4749, pl. CIV, n° 16.

(2) *Annales ecclésiastiques*, ouvrage demeuré manuscrit, cité par Albert, p. 16.

monnayage aux noms des archevêques d'Embrun ; leur rareté est excessive ; mais si, comme il est permis de l'espérer, on découvrirait dans la région un dépôt monétaire enfoui vers le milieu du XV^e siècle, il ne serait pas impossible d'y rencontrer de nouvelles variétés, et sans doute aussi quelques-unes des monnaies dont parlent l'édit de 1401, l'enquête de 1420 et la concession de 1442.

L'arrêt du Conseil Delphinal rendu le 22 février 1401 ne laissant aucun doute sur le fait de monnayage auquel se livrait l'archevêque Michel-Étienne de Perellos, il faut bien admettre que ses prédécesseurs, malgré l'activité des ateliers delphinaux établis à Crémieu, à Romans et à Mirabel, n'avaient point cessé d'user de leur droit monétaire dans leur atelier d'Embrun. Si cette ordonnance, dont nous connaissons l'énoncé, mais non les termes précis, ne nous renseigne point sur le type, le poids et l'aloi de leurs produits, l'enquête faite en 1420 nous édifie pleinement sur l'usage qu'ils faisaient de leur privilège. Invité à cesser toute fabrication et à faire connaître en vertu de quel droit il s'arrogeait cette prérogative souveraine, l'archevêque s'abstient non-seulement de répondre au gouverneur de Dauphiné, représentant du roi, mais il continue, dit l'acte en question, sa fabrication et met en circulation des produits à un titre plus faible encore : « *debiliorem monetam.* »

Quant aux espèces fabriquées, dit-on, dès 1442, à Beaufort, hors des terres du Dauphiné, on doit croire qu'elles étaient des imitations, des contrefaçons des monnaies frappées à cette époque en Savoie, en Piémont, dans les comtés de Vaud et de Saluces ; aussi est-ce dans les dépôts monétaires de cette région qu'il serait possible de les retrouver.

Il demeure donc bien établi que les trois types décrits ci-dessus ne sauraient être les seuls émis par les archevêques d'Embrun ; les pièces de quatre gros, le gros et le quart de gros « dont la circulation était si ruineuse pour le pays » suivant les termes de l'enquête de 1420, devront un jour être

reconnus parmi les contrefaçons des espèces delphinales, françaises ou étrangères, qui circulaient dans le pays d'Embrun et dans les pays frontières de ce petit Etat féodal.

IV

Nous ne pouvons clore cet article sur la numismatique des archevêques d'Embrun sans parler d'une intéressante série que M. Blancart a tenté d'attribuer à un comte de cette ville.

Nul plus que nous n'apprécie les travaux dans lesquels, abordant de front les problèmes les plus ardues de la numismatique, ce savant trouve des solutions inattendues en s'appuyant sur des textes formels : dates des émissions, poids des espèces, évaluation du marc, valeur intrinsèque, détails de fabrication, rien ne lui échappe ; il prend corps à corps les attributions douteuses, les combat avec une vigueur de raisonnement très remarquable et refute les arguments de ses adversaires en s'aidant de documents historiques, dont l'abondance n'a d'égale que son habileté à les faire valoir. Cependant il serait, croyons-nous, difficile d'accepter la proposition de M. Blancart relative au denier attribué successivement à Bertrand, comte de Toulouse, 1105-1112 (1) ; à Bertrand de Forcalquier, comte de Seyne, 1150-1208 (2) ; à Bertrand, vicomte de Cadenet, 1225-1245 (3), et dans lequel le savant archiviste de Marseille veut voir un produit du monnayage exercé momentanément à Embrun par Bertrand IV, comte de Forcalquier, petit-fils de Guillaume, qui, dans ses chartes, prenait le titre de comte d'Embrun (4).

Après avoir démontré d'une façon irréfutable que l'attribution à Bertrand, vicomte et non comte de Cadenet, ne pou-

(1) *Revue numismatique*, 1841, p. 373, et 1844, p. 127.

(2) *Mém. de la Soc. des Antiquaires de France*, T. XX, p. 35.

(3) POEY-D'AVANT, *Monnaies féodales de France*, II, p. 413.

(4) *Essai sur les monnaies de Charles I^{er} frappées en Provence*, p. 177.

vait se soutenir en présence des termes précis de la charte de 1225, dans laquelle il n'est point question de ce personnage, mais bien d'un certain Raymond, M. Blancart examine la proposition émise par M. de Longpérier, puis reprise par M. Deloye en faveur de Seyne (1) ; il s'efforce de démontrer que l'existence du prétendu comté de Seyne est plus que problématique, car, dit-il, si à aucune époque les documents n'en font mention « ni dans l'histoire, ni dans l'administration ; ni nommément, ni implicitement », il devient difficile de suivre ces auteurs dans leur tentative d'attribution. Enfin, après avoir refusé d'admettre que les lettres EDNE puissent jamais être interprétées Et Dux NarbonE, ni être transformées en CADENETI, M. Blancart repousse également l'explication SEDeNE, prétendu nom de Seyne, même avec l'élision de la lettre euphonique S, et propose à son tour de retrouver dans la légende EDNE l'abréviation de EbreDuNEnsis.

Si ingénieuse que puisse paraître cette explication, elle ne présente pas beaucoup de solidité ; malgré l'habileté dont fait preuve notre très érudit confrère dans l'exposé des arguments invoqués à l'appui de sa thèse, il ne nous est pas possible d'accepter l'attribution faite à Bertrand, comte d'Embrun, et nous ne croyons pas qu'elle trouve grand crédit auprès des numismatistes. Pour qu'elle puisse être prise en considération, il eût été nécessaire de fortifier cette proposition par des exemples de même nature empruntés aux monnaies de cette époque. Que le nom de la Provence PROVIN-CIA soit exprimé dans les légendes monétaires par les seules lettres PV, cela se comprend, ce sont les initiales des deux éléments constitutifs du mot ProVincie ; nous aurions admis sans difficulté la forme abrégative EBDNE qui maintiendrait

(1) *Revue numismatique*, 1850, p. 28. — M. Caron déclare s'en tenir à l'opinion de M. de Longpérier « qui, dit-il, se défend bien mieux que celle de Poey-d'Avant. » (*Monnaies féodales françaises*, p. 253.)

la charpente, l'ossature de EBrEDvNensis, mais dans le cas cité, l'absence de la lettre essentielle B, trop contraire aux usages adoptés, ne nous permet pas de suivre le savant archivist dans la voie d'interprétation qu'il indique.

Les quatre propositions émises à ce jour, pour l'attribution des monnaies en question, demeurant discutables, malgré l'autorité que chacune d'elles emprunte à son auteur, nous soumettons à la critique de nos confrères en numismatique une cinquième explication dont l'idée première, hâtons-nous de le dire, nous a été suggérée dans cette recherche par M. A. de Barthélemy.

Sans insister sur l'antiquité et l'illustration de la maison de Baux, dont les archives publiées, dans un important travail, nous procurent les documents qui peuvent donner quelque poids à notre attribution (1), nous proposons d'accorder à un prince de cette maison les monnaies présentant au revers une étoile à huit raies ; la nomenclature des nombreux fiefs que ces seigneurs possédaient en Provence et, dans le Dauphiné fournira peut-être le nom de l'atelier où elles ont été émises. L'origine de ces monnaies ayant été recherchée dans l'imitation des espèces offrant une rosace à six branches, frappées à Gap, à Orange, à St-Paul-Trois-Châteaux, nous croyons nécessaire, dans l'intérêt de la démonstration que nous allons exposer, de reprendre l'examen des monnaies à ce type.

Les plus anciennes monnaies reproduisant au revers un chrisme altéré qui, plus tard, devait donner naissance à une rosace à six feuilles, paraissent contemporaines du monnayage au nom de Lothaire immobilisé à Bourges, et de l'émission des deniers de Brioude au nom d'un comte d'Auvergne VLELMO ; suivent de bien près, si même elles ne

(1) M. le D^r BARTHÉLEMY, *Inventaire chronologique et analytique des chartes de la maison de Baux*, in-8°, 1882.

sont pas du même temps, les monnaies du Puy qui doivent être antérieures au premier tiers du XI^e siècle. Ces différents types presque identiques constituent, comme il est facile de le reconnaître, un premier groupe appartenant à une même région ; malgré la barbarie de certaines légendes, aucun d'eux ne saurait être attribué à une province éloignée du centre de la France ; aussi est-ce bien à tort, selon nous, que plusieurs numismatistes ont cru pouvoir détacher de ce groupe la variété de coin **MONETA 2D9 MANUE** lue **MANVESCE**, pour l'attribuer à un prétendu atelier de Manosque en Provence dont l'histoire ne fait aucunement mention et qui, s'il a jamais existé, n'aurait produit que ce seul type monétaire.

Au tableau comparatif des caractères employés sur les monnaies citées précédemment :

✠LOTERIYSREX	BITYRICES CIVIT✠
✠MONETA°	SCEMARIAE :
✠NONETA°	2D9MANUE °
✠VKELMOCIII	IBNIUITES : ✠

si on veut bien joindre, comme appartenant au même temps et à la même région, ceux inscrits sur les monnaies d'Eudes l'ancien,

✠ V D O D W C L W D W ✠

il ressortira de cet examen, comme constatation évidente, l'emploi de l'**W** à base carrée à Brioude, à Châteauroux et au Puy, l'introduction, parfois avant la croisette, de points disposés **g**, **gg**, **og**, vestiges de la lettre **X** des mots **REX** on **DVX**, enfin la conviction que la forme des lettres et le style général de ces deniers, frappés dans les premières années

du XI^e siècle, ne permettent point d'enlever au bassin de la Loire aucun des éléments qui constituent ce groupe pour en doter les bords de la Durance, du moins à cette époque reculée.

On ne connaît au commencement du XI^e siècle aucune monnaie qu'il soit permis d'attribuer, avec certitude, aux premiers comtes héréditaires de Provence, ni aux comtes de Forcalquier auxquels cependant on veut donner les deniers **209 MANUSC** ; de plus la forme de l'U à base carrée, que tout récemment encore un de nos confrères déclarait appartenir au midi (1), ne se retrouve point, avant la fin du XIII^e siècle dans l'alphabet monétaire employé sur les monnaies de cette partie du sud de la France féodale. Nous croyons la pièce attribuée à Manosque contemporaine des premiers deniers à la légende **MONETA SCA MARIA**, frappée dans l'atelier épiscopal du Puy vers la fin du X^e siècle ; elle ne saurait avoir été émise par les comtes de Forcalquier dont l'existence à cette époque est plus que problématique, enfin il n'est nullement démontré, malgré le nom de *Manuesca*, fourni par les chartes du XII^e siècle, que, par le style, la forme des lettres et le poids élevé de ces pièces, il soit possible de les faire remonter à l'époque où apparaît le plus ancien comte de Forcalquier qui vécut de 1094 à 1129.

C'est évidemment de la croix à six branches que procède la rosace à six feuilles, type fort en faveur pendant la seconde moitié du XII^e siècle et le commencement du XIII^e. Adopté par les évêques du Velay, imité presque servilement par ceux de Gap qui, vers la même époque placèrent sur leurs monnaies la tête de S. Maurice de Vienne, ce type fut accepté par un prince de la maison d'Orange, puis enfin, mais alors sensiblement modifié dans sa représentation, par les évêques de St-Paul-Trois-Châteaux, dans la seconde moitié du XIII^e,

(1) Monnaies féodales françaises, page 254.

siècle, puisqu'il faut attribuer soit à Bertrand (1251-1288), soit à Benoît (1288) les deniers à la légende BE . EPISCOPVS.

Ces quatre variétés, imitées d'un même type originel, forment le second groupe :

✱ BEATE MARIE, ✱ PODIGNSIS

✱ BEATE MARIE, ✱ UAPIENSIS

✱ BEATE MARIE, ✱ PRINSEPSAR

: BE✱EPIS✱COPVS, ✱ TRICAS✱ TRINZ

C'est peut-être cette faveur si grande accordée au type de la rosace, dans la vallée du Rhône et sur les bords de la Durance, qui a suggéré à M. Blancart l'idée d'attribuer à l'atelier des comtes d'Embrun, voisin de celui de Gap, les monnaies à l'étoile à huit raies qui apparaît sur les deniers à la légende EDNE, qu'il veut donner à Bertrand IV, comte de Forcalquier, et dans lesquels nous proposons de reconnaître les produits du monnayage d'un seigneur de la maison de Baux. La date de l'émission de ces pièces se trouvant circonscrites entre le dernier tiers du XII^e siècle et le premier tiers du XIII^e, il nous faut rechercher à quel seigneur de cette maison elles peuvent être accordées, puis démontrer que notre proposition en faveur de Bertrand de Baux I^{er}, seigneur de Berre, possesseur des terres de Meyrargues, Puyricard et Marignane, seigneur d'Evenos, présente quelques garanties.

Dans son Histoire de Provence (1). Papon rapporte que l'empereur Conrad III aurait accordé, le 4 août 1145, à Raymond de Baux, seigneur de Berre, et à Etienne sa femme, le privilège de battre monnaie à Arles, à Aix et dans leur château de Trinquetaille, avec le droit de circulation dans le royaume de Provence. Ce privilège fut confirmé, en 1160,

(1) Tome II, p. 14.

par Frédéric Barberousse à ses fils, Hugues de Baux, Bertrand et Gilbert, ainsi qu'à leur mère Etiennette et à leurs descendants. Par son mariage avec Tiburge, fille de Raimbaud III, prince d'Orange, Bertrand lors du décès de Raimbaud IV, son beau-frère, entra en possession d'une partie de cette principauté et à sa mort, arrivée vers 1181, il laissait sa succession à ses trois fils : Guillaume qui du chef de sa mère devint prince d'Orange, Hugues héritier de la terre de Baux et du château de Trinquetaille, puis Bertrand qui reçut en partage les domaines de Berre, d'Istres, de Miramas, de Marignane, de Meyrargues, de Puyricard. C'est ce Bertrand que nous avons en vue dans notre attribution.

On ne connaît point les produits qui peuvent être attribués au monnayage des seigneurs de la maison de Baux avant leur prise de possession du comté d'Orange ; c'est à Guillaume IV (1182-1219) que Poey-d'Avant accorde les premières espèces retrouvées jusqu'à ce jour. Possesseur d'une partie de la principauté d'Orange, ce seigneur ne jouissait pas de tous les revenus que procurait l'exercice du droit monétaire, car dans une transaction signée en 1203, entre lui et Raimbaud d'Orange, successeur de Guillaume III, relativement aux limites de leurs diverses possessions, tant dans la ville que dans les environs, il est déclaré que le domaine de Martignan le péage et le produit de la monnaie resteront indivis (1).

Un document publié par M. le Dr Barthélemy nous renseigne sur l'étendue des privilèges régaliens accordés à la famille de Baux vers les dernières années du XII^e siècle. Le 9 octobre 1184, l'empereur Frédéric, reconnaissant des services que lui avaient rendus Bertrand de Baux I^{er} et ses frères, accordait à ses fils Guillaume, Bertrand et Hugues l'autorisation de battre monnaie dans la ville d'Orange, d'en garder tout le profit, puis le droit de porter leurs enseignes jusqu'au

(1) Archives des Bouches-du-Rhône, B, 309.

Rhône, et de l'Isère à la mer, confirmant en cela les privilèges qui leur avaient été donnés par l'empereur Conrad, son aïeul (1).

Il est permis de croire qu'à l'exemple de son frère Guillaume IV, Bertrand de Baux, seigneur de Berre, mit à profit le droit de battre monnaie que lui octroyait le diplôme impérial. Riche en fiefs et en puissance, Bertrand aurait adopté soit, en le modifiant un peu, le type d'une monnaie en faveur qui avait un cours répandu dans l'étendue de la région où se trouvaient ses nombreux domaines, soit l'étoile des Baux qui, dans ce cas, aurait remplacé la rosace à six branches que l'on retrouve vers cette époque dans l'atelier d'Orange.

Si on consulte la sigillographie de la maison de Baux, dont les plus anciens monuments ne remontent pas au delà du XIII^e siècle, on remarque, en effet, dans le blason de cette famille une étoile à seize raies qui, sur un sceau de Hugues de Baux, vicomte de Marseille, en 1216, est reproduite indifféremment à seize raies ou bien à huit raies sur le caparaçon du cheval. Ce sont également des étoiles à huit raies que nous retrouvons dans les cantons de la croix évidée d'un sceau de Barral de Baux, son fils, 1251, puis un autre à douze raies sur la housse du cheval de Raymond de Baux II, seigneur de Berre, en 1220. L'étoile reproduite au droit de la monnaie dont nous reprenons l'étude étant identique à celle qui figure dans les armoiries de la maison de Baux, y a-t-il témérité de proposer l'attribution des pièces à ce type à Bertrand, seigneur de Berre, qui vivait de 1181 à 1201.

Il nous aurait été très agréable de proposer une explication des quatre lettres EDNE, dans lesquelles on a tenté de retrouver successivement les noms de Narbonne, de Seyne, de Cadenet et d'Embrun, et de résoudre ainsi le problème qui a

(1) *Archives des Bouches-du-Rhône*, Reg. B. 1069, f^o 227.

intrigué tant de chercheurs érudits. Si nos efforts, sur ce point, sont demeurés sans résultat, nous croyons que, dans la recherche à faire, il ne faut point attacher trop d'importance à la position du signe d'élision placé sur certains exemplaires entre les lettres D et N, puis sur d'autres après l'N, et reconnaître que le personnage en question, qualifié du titre de comte, a peut-être cherché à dissimuler le nom de sa seigneurie, celui de l'atelier où il faisait battre monnaie. Les deux premières lettres ED', interprétées Et Dominus, permettent de retrouver dans les suivantes NE les initiales de Neian, Nègles, Néoules et Ners, terres qui appartenaient à la famille de Baux ; si, au contraire, on ne peut séparer les lettres DN', il demeure alors la seule initiale E qui conviendrait peut-être à Evenos, nom d'un ancien château situé près d'Ollioules, dont les ruines existent encore, et qui, selon l'opinion de M. le Dr Barthélemy, appartenait à Bertrand, seigneur de Berre, à qui nous proposons d'attribuer les deniers à la légende EDNE.

En soumettant ces différentes hypothèses à la bienveillante critique de nos confrères en numismatique, nous déclarons être prêt à accepter toute autre proposition s'appuyant sur des arguments plus satisfaisants, et qui comporterait un développement moins conjectural des lettres énigmatiques EDNE.

L. MAXE-WERLY.

NOTA. — Les caractères sigillographiques employés dans ce travail ont été gracieusement prêtés par l'Imprimerie Nationale.

LES
AMIS DE JEAN DRAGON

*Professeur à l'Académie Protestante
de Die.*

(SUITE. — Voir la 90^e livraison).

JEAN DRAGON ET SA FAMILLE

A en croire les généalogistes, la famille Dragon, dont les armoiries étaient *d'azur au dragon d'or*, vint à Crest en Dauphiné, de Delft en Hollande, vers le milieu de la seconde moitié du XVI^e siècle. « Il y a cent ans, » dit Guy Allard, qui écrivait en 1670. Seulement, les généalogistes ne sont pas toujours des historiens, ils le sont même rarement et, dans tous les cas, s'il est vrai que cette famille vint, comme on le prétend, des bords de la Schie sur ceux de la Drôme, c'est beaucoup plus tôt que ne le dit l'auteur du *Nobiliaire du Dauphiné* ; car en 1570, les Dragon, de Crest, formaient pour le moins deux branches, alors séparées, depuis assez longtemps, pour que l'une fût catholique et noble et l'autre roturière et protestante. Or, c'est à la dernière qu'appartenait le possesseur de notre *liber amicorum*. Seulement comme la branche noble, qui se fit protestante à son tour, vers 1600, et à laquelle appartenait un André Dragon, mari

de Jeanne de Beauchastel (1), qui mourut avant 1615, ne laissant qu'une fille du nom de Jeanne-Olympe, née à Crest le 3 avril 1589 ; comme cette branche, disons-nous, a fourni, elle aussi, et dans le même temps, au moins un ministre du culte réformé, le pasteur Jean Dragon, sieur de Choméane, historiens et biographes ont généralement confondu ce dernier avec son homonyme, compatriote, collègue et parent, le possesseur de notre *album*, de qui il fut du reste l'ami, ce qui lui vaudra d'avoir plus loin sa notice (2).

Revenant à celui qui nous occupe en ce moment, il était le fils d'un autre Jean Dragon, qui s'étant expatrié pour cause de religion, en 1559, fut alors inscrit sur le rôle des habitants de Genève, comme étant de « Crest au diocèse de Dye » et qui, revenu ensuite dans sa ville natale, y était syndic de l'église réformée de cette ville, le 31 décembre 1599, date à laquelle cette église acquit des frères Gibouin un emplacement près de la porte Villeneuve, pour la construction d'un temple. Chargé deux ans après de représenter le colloque du Valentinois, dont Crest faisait partie, dans une assemblée politique, qui se tint à Grenoble au mois d'août 1602, ce premier Jean Dragon eut la double déconvenue, de ne pouvoir remplir son mandat parce qu'il ne le tenait que du consistoire de Crest, ce qui était insuffisant, et de se voir ensuite refuser, par le synode, le remboursement de ses frais de

(1) Cette Jeanne de Beauchastel, qui était de Die, appartenait à la même famille que Jean de Beauchastel, doyen de l'église cathédrale de cette ville, qui ayant embrassé la réforme, présida au brûlement des reliques de saint Etienne, évêque de Die, en 1567.

(2) CHORIER : *L'Est. pol. du Dauph.*, III, 231. — G. ALLARD : *Nobil. du Dauph.* — Etat civil de Crest. — *La France protestante*, édit. Bordier. V. 482.

voyage, parce qu'il n'avait pas rempli son mandat. Quant à son fils, le possesseur de notre *album*, envoyé de bonne heure à Genève, pour y suivre les cours d'une académie, qui fournissait alors de pasteurs et de professeurs la France protestante, c'est là qu'il recueillit ses premiers autographes, cinquante environ, dont les dates extrêmes sont mai 1599 et septembre 1602. Mais, si la dernière de ces dates marque évidemment la fin du séjour de notre étudiant à Genève, — il n'y a qu'à lire quelques-uns des autographes qui la portent, pour s'en convaincre, — elle ne répond pas pour cela à la fin de ses études ; car on sait par le *Livre du Recteur*, qu'en 1602, Jean Dragon venait seulement d'être promu à la première classe, autrement reconnu apte à faire ce que l'on appelle aujourd'hui sa rhétorique. Ce qui nous amène à croire que l'étudiant cretois fut probablement rappelé alors dans sa famille, par quelque événement fortuit, peut-être par la mort de son père, que l'on ne rencontre plus nulle part, passé cette date. A moins qu'en cette circonstance, comme en beaucoup d'autres, du reste, Dragon ait tout simplement donné une première preuve d'un caractère souvent difficile et d'une humeur quelque peu capricieuse et changeante (1).

Ce qu'il y a de tout à fait certain, c'est que l'académie protestante de Die, ayant été fondée sur ces entrefaites (28 octobre 1604), et cela dans des conditions qui permettaient à chacun des huit colloques du Dauphiné (2), d'y avoir au moins un étudiant en théologie, entretenu à l'aide de la subvention que le roi faisait alors aux églises

(1) Arch. mun. de Crest. — Reg. des syn. du Dauph.

(2) Ces huit colloques étaient dits du Graisivaudan, du Viennois, du Valentinois, du Diois, des Baronnies, du Gapençais, de l'Embrunais et du Val-Cluson.

réformées du Dauphine, tant pour le recrutement que pour le traitement de leurs pasteurs, le synode provincial qui se tint à Grenoble, au mois de mars 1605, choisit Dragon pour être l'« escolier du Valentinois ». Mais ce n'est cependant pas à Die que notre crestois fit ses études théologiques, car bien que l'académie de cette ville fût alors fondée, depuis environ 20 mois, aucune de ses chaires n'avait encore été occupée, quand au mois de juin 1606, Rattier et Feuot (1), professeurs prêtés par l'académie de Berne, vinrent y enseigner, le premier, la théologie et l'hébreu, et l'autre l'éloquence. Il les fit à Montélimar, sous le célèbre Chamier (2), qui groupa pendant quelque temps autour de lui, ceux de ses compatriotes dauphinois qui se destinaient au ministère pastoral ; et nous pouvons ajouter, qu'il les termina d'une manière brillante. Seulement il faut dire aussi, qu'il ne se distingua pas, dès cette époque, par son amour de la discipline, non plus que par le souci des obligations qu'il avait contractées vis-à-vis du synode provincial, en acceptant de lui les avantages de boursier. Si peu, qu'après l'avoir inutilement appelé, par deux fois, devant elle, pour se rendre compte du degré d'avancement de ses études, cette assemblée décida au mois de juin 1607, que la partie de la subvention royale affectée à l'entretien de Dragon, « seroit sequestrée entre « les mains de M. Chamier, pour luy en estre fourny ce « qui luy en sera deub, proportionnellement au temps

(1) Rattier mourut à Die, « d'un flux de sang, » trois mois après son arrivée dans cette ville et Jules Feuot abandonna sa chaire, au bout d'un an, pour devenir pasteur du Buis.

(2) Daniel Chamier, célèbre théologien protestant, né à Montélimar, qui devenu pasteur de cette ville vers 1593, le fut jusqu'en 1612, date à laquelle le synode national l'envoya à Montauban, où il fut tué d'un coup de canon, le 17 octobre 1621, pendant le siège de cette ville par Louis XIII.

« qu'il aura passé à l'académie, » ajoutant que dans le cas où il ne se présenterait pas à bref délai, devant le colloque du Valentinois, « pour y estre examiné, et, s'il en « estoit trouvé capable, receu pasteur, ledict Dragon « seroit définitivement privé de l'entretienement qu'on « luy avoit accordé. (1) »

Rappelé ainsi à la pratique de ses devoirs, Jean Dragon s'y rangea si bien qu'on lui donna, l'an d'après, toute liberté de choisir entre la carrière de l'enseignement et le ministère pastoral, pourvu qu'il exerçât l'un ou l'autre dans la province. Bien plus, les administrateurs de l'académie de Die, qui n'arrivaient que difficilement à recruter un personnel enseignant, l'ayant alors demandé pour professeur d'éloquence, avec un traitement de 400 livres, le synode provincial insista pour lui faire accepter une charge, qu'il estimait être « fort honorable et avantageuse en beaucoup de sortes » et finalement, tout en protestant qu'il ne le faisait que pour « l'honneur, respect et devoir » auxquels il était tenu envers « ceste compaignie, » notre crestois passa brusquement du banc des écoliers dans une des plus importantes chaires de l'académie de Die, la première de ce qu'on appelait le Collège (2).

C'était en juin 1608, et neuf mois après, ce professeur en quelque sorte improvisé, jouissait déjà d'une telle réputation d'éloquence, que le professeur de théologie Scharp, qui prêtait d'ordinaire son concours aux pasteurs de l'église de Die, pour la prédication, ayant un moment quitté cette ville, au commencement de l'année 1609, ses élèves, qui étaient autant d'aspirants au ministère pastoral,

(1) Actes des syn. de Saint-Marcellin (1606), de Montélimar (1607) et d'Orpierre (1608).

(2) Actes du syn. d'Orpierre (1608).

demandèrent que Dragon le remplaçât dans cette partie de sa tâche, et que s'associant à cette demande, le synode provincial invita notre professeur à se faire recevoir, pour cela, ministre du culte. Mais un succès, qui ne pouvait que l'attacher à la carrière professorale, devait par cela même faire décliner à notre professeur une invitation, qui tenait à l'en distraire dans une certaine mesure. Aussi n'y manqua-t-il pas ; cela d'autant moins, que l'on ne confiait guère à des pasteurs l'enseignement de la philosophie, qui était précisément l'objet de son ambition, et celle des deux chaires de l'académie de Die, consacrées à cet enseignement, qu'occupait dès 1607 le bâlois Jean Steck (1), étant devenue vacante au mois de février 1611, par suite du départ de ce dernier, il la postula. Seulement sa candidature s'étant heurtée à celle de l'écossais Lesleus (2), que patronnait Steck lui-même, il n'en fallut pas davantage pour lui faire abandonner une carrière à laquelle il semblait définitivement acquis et, qui plus est, pour l'engager dans une querelle avec le Conseil académique (3).

Lesleus, de qui nous parlerons amplement plus loin, étant un calviniste d'une orthodoxie douteuse, en même temps qu'un professeur d'une expérience et d'un savoir in-

(1) Jean Steck, professeur de philosophie, né à Bâle, le 11 décembre 1582, et décédé à Berne en 1628, occupait depuis le mois de juin 1607, une des chaires de l'académie de Die, lorsqu'il l'abandonna pour aller à Montpellier, où il fut reçu docteur le 11 mars 1611. De Montpellier il retourna, dit-on, dans sa ville natale et ses biographes ajoutent qu'une des chaires de l'académie de Saumur, lui ayant été alors offerte par Du Plessis-Mornay, il la refusa ; mais c'est dans tous les cas, à tort, qu'il ne font aller Steck à Lausanne qu'en 1615, car il écrivait de cette ville, à ses anciens collègues de l'académie de Die, pour leur recommander Sébastien Basson, dès le mois d'octobre 1611.

(2) Voir la notice consacrée à ce professeur.

(3) Actes du synod. — Conclus. acad. du 17 février 1611.

contestés, sa candidature à la chaire de philosophie postulée par Dragon, eut en effet, pour résultat, d'accentuer certaines divergences de vues chez les membres de ce Conseil. Complaisamment accueillie par ceux qui ne se préoccupaient que du savoir chez un professeur, elle fut énergiquement repoussée par les autres, ceux qui se préoccupaient avant tout de la doctrine, et l'on en arriva bien vite à ce point d'aigreur, que le recteur Vulson de la Colombière (1), qui tenait pour Dragon, s'étant plaint de ce que le concurrent de ce dernier, « auroit proferé contre luy plusieurs propos fascheux, » la majorité du Conseil, qui redoutait un conflit, prit occasion de cette plainte pour ajourner l'examen des deux candidats. Il s'agissait de donner aux esprits le temps de se calmer ; seulement notre crestois, que ses précédents succès avaient quelque peu grisé, considéra cet ajournement comme une injure et, de dépit, entra sur le champ en négociations avec les protestants de sa ville natale, pour devenir leur pasteur (2).

Instruits de cela, les membres du Conseil académique s'empressèrent de rappeler à l'ombrageux professeur, qu'il ne pouvait réglementairement abandonner sa chaire que trois mois après l'acceptation de sa démission ; puis ils chargèrent le recteur, son chef, de s'opposer, le cas échéant, à son admission au « saint ministère » et, le synode provincial qui se tint à Veynes, sur ces entrefaites (avril 1611), ayant favorisé leur dessein, en donnant pour pasteur, à l'église de Crest, un ancien catholique, du nom de Crespe (3), on put croire, un moment, qu'il n'y aurait

(1) Voir la notice consacrée à ce pasteur.

(2) Concl. acad. du 6 mars 1611

(3) Né à Aimargues en Languedoc, mais établi en Dauphiné, Jacques Crespe était un ancien élève des Jésuites de Carpentras, qui s'étant bruyam-

pas autre chose de changé. Mais Crespe ayant abandonné au bout de quelques semaines, le protestantisme et le pastorat, pour retourner au catholicisme, rien ne put alors empêcher notre professeur d'éloquence d'être nommé pasteur de Crest (1).

Il le fut par le colloque du Valentinois, qui avait ce droit en l'absence du synode provincial et qui ne se préoccupant, en cette circonstance, que des intérêts de l'église protestante de Crest, permit au professeur cretois, d'abandonner, sur le champ, sa chaire, pour ses nouvelles fonctions. Seulement le Conseil académique, à qui Dragon s'adressa ensuite (22 juin), pour obtenir avec un congé

ment converti au protestantisme, vers le milieu de l'année 1610, dut à cela d'être compris aussitôt, parmi les étudiants en théologie, entretenus aux frais des églises protestantes de la province et d'être nommé, l'an suivant, pasteur de l'importante église de Crest. Seulement notre homme dont les convictions n'étaient pas, paraît-il, d'une bien grande solidité, étant ensuite retourné au catholicisme, les mêmes hommes qui l'avaient auparavant trouvé digne de tous les avantages, le trouvèrent alors capable de tous les forfaits. Après l'avoir déposé, le synode national, tenu à Privas, du 24 mai au 4 juillet 1612, le signala, comme « ayant esté accusé par un papiste, maistre d'escole, d'« voir commis un crime très énorme, lorsqu'il estudioit au collège des Jésuites. » Ajoutant, pour éviter toute surprise, qu'il était « âgé d'environ vingt-six ans, « de stature basse, de poil noir et borgne, » et qu'il se disait « aumosnier « de l'évesque de Valence. » De plus, le synode provincial du Dauphiné chargea, quelques semaines plus tard, le colloque du Valentinois de faire « rechercher s'il y a quelqu'un en son ressort et notamment au Montélimar, « qui avant l'apostasie dudit Crespe, ait eu cognoissance de la mauvaise vie « qu'il auroit menée en la papauté » ; et c'est probablement par représailles, que Crespe, qui s'était borné à faire circuler quelques copies manuscrites d'un factum, indiquant les motifs de son changement de religion, lorsqu'il passa du catholicisme au protestantisme, fit imprimer en 1615, à Lyon, une brochure de 28 pages in-octavo, intitulée : *Lettre déclaratoire de M. Jacques Crespe, naguère ministre en l'église prétendue réformée et depuis réduit à la foy catholique, apostolique et romaine....à Messieurs les prétendus réformés de la ville de Crest en Dauphiné.*

(1) Conclus. acad. du 22 juin 1611.

régulier le payement de ses gages, lui refusa l'un et l'autre, en s'appuyant, pour cela, sur les règlements, et remontrant avec raison, que ce serait jeter la perturbation dans le collège et provoquer par suite, le mécontentement des pères de famille, qui ne manqueraient pas de s'en plaindre au synode, que de laisser la première classe de cet établissement sans professeur. Comme preuve de son bon vouloir, il offrit cependant de lui accorder ce qu'il demandait, sitôt qu'on lui aurait trouvé un remplaçant acceptable et de lui permettre, en attendant, d'aller toutes les semaines à Crest, partant « l'après disnée de chaque sabmedy et revenant le lundy matin, » pour y visiter son troupeau. Ajoutant, qu'on ne lui marchanderait pas désormais au sein du corps professoral, les honneurs et les préséances dûs aux ministres du saint Evangile et l'adjuvant enfin, de tenir le serment d'obéissance, qu'il avait prêté aux « loix de l'académie. » Mais tout en se défendant de vouloir « brescher lesdictes loix, » Dragon se retrancha derrière le droit, qu'avait incontestablement le colloque du Valentinois, de le nommer pasteur de Crest, pour soutenir qu'il était, par cela même, délié des engagements qu'il avait pu contracter comme professeur. Or, cette attitude irrita à ce point les administrateurs de l'académie de Die, que notre professeur-pasteur ayant ensuite proposé de faire faire sa classe par un de ses anciens élèves, nommé Alexis (1), qui était un « personnage cogneu par sa doctrine et mœurs, » ils refusèrent d'entrer dans un arrangement quelconque à ce sujet et que, non contents de cela, ils le censurèrent pour une leçon manquée (2).

Placé ainsi dans l'impossibilité de contenter le Conseil

(1) Voir plus loin, la notice consacrée à ce personnage.

(2) Conclus. acad. des 22 juin et 14 juillet 1611.

académique, sans mécontenter les protestants cretois, ses ouailles, qui le réclamaient instamment, Dragon n'hésita plus, il prit le congé qu'on lui refusait, « quelles réquisitions et prières qu'il ait faictes » et les membres du Conseil académique ripostèrent en décidant qu'il serait « pourvu à la première classe, aux frais et despens du sieur Dragon. » Mais ce n'est pas une raison pour en conclure, qu'il y eut alors rupture complète entre l'académie de Die et le nouveau pasteur de Crest ; car indépendamment de ce que l'*album* de ce dernier renferme un bon nombre de souvenirs autographes d'administrateurs, de professeurs et d'étudiants de cette académie, datés des mois de juillet, août et septembre 1611, c'est-à-dire du temps même où se produisirent ces dissentiments, nous savons d'ailleurs, que la chaire de philosophie, cause première du litige, ayant été remise au concours peu de temps après, les membres du Conseil académique profitèrent de ce que Dragon se trouvait accidentellement à Die, en ce moment-là, pour le prier de se joindre aux examinateurs, « comme pasteur de la province et en quelque sorte encore officier de l'académie et décider conjointement avec eux, de celui à qui devoit être donnée la profession disputée (1). »

En trois ans de professorat, notre cretois ne s'était du reste, pas seulement fait une réputation d'humaniste, par ses vers grecs et latins, dont on trouve un échantillon parmi les pièces encomiastiques accompagnant la traduction de la seconde semaine de Du Bartas en vers grecs, par Samuel Benoît (2) ; comme théologien et surtout par son intégrité et par la rectitude de son jugement, il était encore

(1) Conclus. acad. des 19 juillet et 14 septembre 1611.

(2) Voir plus loin la note concernant ce personnage.

devenu une autorité pour ses coreligionnaires dauphinois, qui l'employèrent, pasteur, dans une foule de circonstances. Ainsi le voit-on chargé, en 1613, de la délicate mission de réconcilier les habitants de Nyons et leur pasteur Jean-Paul Perrin (1), avec l'impérieux et brutal gou-

(1) Ce pasteur qui occupa successivement les postes de Gap (1596-1599), de St-Bonnet (1600-1601), de Nyons (1602-1622) et de Serres (1622-1626), et dont l'*Histoire des Vaudois* fut imprimée en 1619, aux frais des églises réformées du Dauphiné, était le père de Nathanaël Perrin, un des deux étudiants dont la conversion au catholicisme, à cette dernière date, donna lieu au pamphlet intitulé : *Missive des professeurs de l'Eglise réformée et eschole de Dye en Dauphiné, concernant l'odieux et déloyal crime de plagiat, commis par l'artifice des Jésuites et autres religieux de l'Eglise romaine, es personnes de deux jeunes escoliers clandestinement distraicts et enlevés de ladite eschole, et par elle du despuis recouvrés.* (s.l.n.d. in-12 de 16 pages.) Ces deux étudiants ayant été envoyés au collège des Jésuites de Vienne, leurs parents et les chefs de l'académie s'en plaignirent vivement à Lesdiguières, qui les fit ramener à Die, où ils durent faire publiquement amende honorable. Mais Nathanaël Perrin n'en continua pas moins à voir secrètement les Jésuites, ce qui donna lieu à une enquête, trait des mœurs du temps, s'il en fut jamais, qui occupa les pasteurs et le Bureau académique de Die, pendant plusieurs jours du mois de janvier 1620 et dans laquelle on voit un enfant « âgé d'environ dix ans, » Mathieu Albert, rapporter qu'il a vu, huit jours auparavant, Perrin s'introduire chez les Jésuites, en passant par dessus les murs de leur jardin, à l'aide d'une échelle qu'un jardinier lui tendit du dedans : un sieur Gontier, dire qu'il a vu le même Perrin « aller secrestement vers l'evesché par les ruelles et l'a suivi pas à pas, mais que Perrin s'estant retourné lui demandant où il alloit, il craignit qu'il ne le battist, tellement qu'il n'osa plus le suivre » ; enfin le recteur de l'académie, reconnaître qu'il avait engagé notre étudiant à « tirer de personnes interposées et sans parler aux Jésuites, lettres desdits Jésuites, pour descouvrir le moyen dont ils usent pour suborner les enfants. »

Retiré alors par son père, Perrin ne revint à Die, trois mois après, que pour reprendre ses entretiens secrets avec les Jésuites, et même leur mener d'autres étudiants, ce qui le fit cette fois renvoyer de l'académie.

Après avoir eu des différends avec Gouvernet, le pasteur Jean-Paul Perrin en eut avec Jean de la Tour-Mirabel, seigneur de Montmorin et de Sigottier, autre gouverneur de Nyons et avec un membre du consistoire de cette ville. Nous dirons un mot des derniers à l'article *Rodulphus Rex*.

verneur de cette ville, René de la Tour-du-Pin-Gouvernet, qui ne trouvant pas celui-là suffisamment docile vis-à-vis de lui, s'en était vengé, quelque temps auparavant, en lui faisant passer son cheval sur le corps, un jour qu'il le rencontra sur son passage. De telle sorte, que l'auteur de l'*Histoire des Vaudois* fut « laissé comme mort et qu'il fallut le mettre sur une beste, pour le ramener en ville. » Puis ce sont les protestants d'Orange qui l'employèrent, pour obtenir du prince Philippe-Guillaume de Nassau, qu'il ne s'opposât pas à ce que leur église fût encore comprise dans la circonscription synodale du Dauphiné, et nous le trouvons ensuite mêlé, comme délégué du synode et par cela même comme arbitre, aux conflits qui se produisirent au sein du Conseil académique de Die, dans les commencements de l'année 1617, à propos de la chaire d'hébreu ; la majorité de ce Conseil, ayant adjugé cette chaire au pasteur Alexandre de Vinay, parce qu'il était « plus agréable au peuple pour ses prédications, » tandis que la minorité, qui finit d'ailleurs par obtenir gain de cause, tenait avec raison, pour le pasteur Etienne Blanc, qui avait « plus d'adresse et d'intelligence en la langue sainte. » Affaire des plus graves, dont le compte-rendu officiel n'occupe pas moins de vingt-une pages du registre des conclusions académiques, dont nous avons déjà dit un mot dans notre introduction et dans laquelle le secrétaire du Conseil fut convaincu d'avoir dressé de faux procès-verbaux pour assurer le triomphe de de Vinay (1).

Deux ans après, Dragon était chargé d'examiner « une dispute en latin, » du pasteur de Gap, David du Piotay,

(1) Actes du synode de Dieulefit (1616). — Arch. mun. de Nyons, BB 16.
— Concl. acad. des 15 janvier 1617 et jours suivants.

avec le vicaire Jean Arnaud et le jésuite Raymond Des-
tritis, et de voir s'il y avait lieu d'en autoriser l'impres-
sion ; ensuite de quoi, le synode provincial du Dauphiné
l'envoya auprès de celui du Bas - Languedoc, pour lui
exposer les raisons du refus, par lequel il avait accueilli
certaines réclamations de l'église d'Orange, et nous se-
rions en un mot, par trop long, si nous voulions rappeler
une à une ici, toutes les missions qui furent confiées à
notre crestois, toutes les affaires, dans lesquelles il inter-
vint comme médiateur, comme négociateur ou comme
arbitre. Mais il en est cependant encore une, dont nous
croyons devoir résumer les principaux incidents, parce
qu'ils sont autant de curieux traits des mœurs académi-
ques du temps (1).

Les deux chaires de philosophie, auparavant occupées à
l'académie de Die, par Visconti et Le Fèvre (2), étant deve-
nues vacantes au commencement de l'année 1621, il s'agis-
sait de mettre fin à cette double vacance, et comme des
trois seuls candidats qui se présentèrent et qui étaient tous
diois, l'un nommé Duseigneur et médecin (3), déserta le
concours après la première épreuve et les autres, qui
étaient le professeur de seconde, Escoffier (4) et le médecin
Chastet (5), ne furent « pas trouvés assez forts, » les délè-

(1) Actes du synode de Gap.

(2) Voir plus loin, les notices consacrées à ses deux professeurs.

(3) Jean Duseigneur, docteur en médecine de la faculté de Montpellier, qui avait été candidat à cette même chaire de philosophie, dix ans au-
paravant, en même temps que Le Fèvre.

(4) Isaac Escoffier ou Scoffier, qui occupa la seconde chaire de philosophie
de l'académie de Die jusqu'à sa mort, arrivée en 1634, était avocat, comme
Chastet, et Jeanne Second, sa femme, mourut en 1649, âgée de 57 ans.

(5) Voir plus loin la notice consacrée à Etienne Chastet, frère de ce pro-
fesseur.

gués synodaux Dragon et Vinay (1), proposèrent de faire appel à ceux des pasteurs de la province, qui pourraient « occuper lesdictes chaires de philosophie. » Mais bien qu'elle répondit, le mieux possible, aux nécessités de la situation, cette proposition fut immédiatement repoussée, comme étant en contradiction avec les instructions du synode national (2) et parce qu'« il se perdrait », dit-on, « beaucoup de temps, à la recherche de pasteurs, qui devroient en après obtenir congé de leurs églises et colloques. » En réalité, parce que la grande préoccupation du Conseil académique fut toujours d'échapper, le plus possible, à la domination des pasteurs. Rien ne le prouve mieux, que l'empressement avec lequel revenant sur leurs précédentes résolutions, ils coupèrent alors court à toute discussion sur ce point, en décidant séance tenante, que les candidats Escoffier et Chastet seraient provisoirement employés « jusques aux vacations de septembre, » c'est-à-dire jusqu'à la fin de l'année scolaire, époque à laquelle le provisoire devint du reste définitif, contre le gré du synode (3).

Or, la nomination du professeur de seconde à une chaire de philosophie, ayant amené celle du professeur de quatrième, Antoine Gresse (4), à la seconde classe et, par enchaînement, celle d'un homme qui devait être plus tard

(1) Le même que celui de qui il a été question plus haut.

(2) Aux termes d'une décision du synode national d'Alais (1620), l'enseignement de la philosophie ne devait pas être confié à des pasteurs.

(3) Concl. académ. des 17, 18, 19, 20, 21 et 22 janvier 1621.

(4) Ce professeur, qui fut pourvu de la chaire d'éloquence en 1626 et l'occupa jusqu'à sa mort, arrivée en 1673, était le fils ou le frère de David Gresse, notaire et procureur, décédé à Die le 29 septembre 1639, et le mari de Françoise Plante, décédée le 13 septembre 1650. Il fut quatre fois principal du collège : en 1642-1643, en 1646, en 1651-1652 et en 1657-1658.

célèbre, David de Rodon (1), à la quatrième, il en résulta d'autres difficultés, à cause de l'orageux passé qu'avait déjà, bien que tout jeune encore, ce dernier professeur.

(1) Bien que l'on ait de nombreuses biographies de David de Rodon, il y a certainement beaucoup à dire encore sur ce personnage, que la *France protestante* dit être un des premiers dialecticiens de son temps; car indépendamment de ce qu'aucune de ces biographies n'est complète, il y a des erreurs dans toutes. La plupart avancent, en effet, que de Rodon fit ses études à l'académie de Sédan, alors que c'est à celle de Die, dont il était un des étudiants en théologie en 1618 et dont il devint alors un des professeurs. On a dit ensuite, que les *Quatre raisons pour lesquelles on doit quitter la R. P. R.*, écrit de controverse catholique, imprimé en 1631, furent composées pendant le séjour que de Rodon fit chez les Jésuites de Vienne, en 1619 et 1620, et pour expliquer la différence des dates, on suppose que cet écrit ayant été retenu par les Jésuites, ceux-ci le publièrent quand son auteur redevenu protestant, se fut fait une réputation. Mais la supposition est toute gratuite, attendu qu'il est établi que de Rodon abandonna plus d'une fois le protestantisme et qu'on ne le rencontre précisément dans aucune académie ou collège protestant, de 1624 à 1633. De plus, tandis que celui de ses biographes, à qui l'on doit cette ingénieuse supposition, lui fait occuper douze ans durant (1621-1633) la chaire de quatrième à l'académie de Die, il est établi que de Rodon abandonna cette chaire dès 1623, date à laquelle il soutint deux thèses de philosophie à l'académie de Sédan, ensuite de quoi on perd sa trace, pendant dix ans au moins. Enfin il est d'autant plus surprenant, que ce même biographe croie que l'ancien professeur de quatrième, devenu professeur de philosophie, dans cette même académie, en 1634, abandonna Die pour Orange, cinq ans après, à cause de l'inexactitude avec laquelle ses états étaient payés, qu'il a eu les registres de l'académie de Die sous les yeux et qu'il y est dit tout au long, que ce départ eut pour cause une caractéristique et scandaleuse querelle, dont il sera du reste question plus loin, à propos du professeur Vial.

Ajoutons que David de Rodon était le petit-fils de Guillaume de Rodon, juge de la ville de Die, en 1550 et le fils d'Abel de Rodon, diacre de l'église protestante de Die en 1601 et professeur de quatrième à l'académie de cette ville, de 1607 à 1617; que sa mère, Judith de la Place, mourut à Die le 1^{er} janvier 1659; qu'il avait au moins une sœur, du nom de Jeanne, qui mourut sans avoir été mariée, seize mois avant sa mère (4 septembre 1657), et qu'il était probablement le frère d'un Louis de Rodon, notaire et procureur à Die, en 1649.

Etudiant en théologie, chargé de cette même classe de quatrième, trois ans auparavant, de Rodon s'était fait, en effet, renvoyer de l'académie au mois de juillet 1619, pour « ses débauches et dissolutions ordinaires » et d'autres écarts de conduite; ensuite de quoi, il était allé de dépit, chez les Jésuites de Vienne, où il avait fait profession de catholicisme. Seulement comme de Rodon n'était point homme à s'accommoder de la sévère discipline des Jésuites, il était revenu à Die, au bout de quelques mois et, comme il avait fait preuve, dans l'intervalle, de certaines qualités de polémiste, qui en faisaient un homme précieux en ces temps de disputes théologiques, ceux-là même qui l'avaient chassé, puis traité de misérable, dans leurs écrits, s'étaient alors efforcés de le retenir par des promesses, dont sa réintégration dans la chaire de quatrième, n'était que la réalisation. Mais il ne désarma pas pour cela toutes les rancunes, car à la nouvelle de sa réintégration, un avocat du nom de Perrinet, dont il avait blessé le frère un soir de débauche et qui avait obtenu pour ce fait, un décret de prise de corps contre lui, menaça de faire exécuter ce décret, s'il était donné suite à la décision du Conseil académique. Ce qui mit celui-ci dans une situation d'autant plus difficile, qu'ayant alors demandé sa démission à de Rodon, ce dernier la refusa, pour ne pas donner, dit-il, « de sinistres opinions de lui » et finalement, ce n'est qu'après deux longs mois de négociations et de pourparlers, que notre professeur de quatrième put prendre possession de sa chaire (1).

Préciser le rôle que joua personnellement Dragon, dans ces différentes affaires, et dans beaucoup d'autres d'un

(1) Concl. acad. des 22, 23, 24, 26 et 31 janvier, 3 février et 14 mars 1621.

moindre intérêt, serait d'autant plus difficile, qu'il eut, presque toujours, des collaborateurs, dont l'action ne saurait être distinguée de la sienne ; mais le fait d'avoir été souvent chargé de difficiles et délicates missions est la meilleure preuve que nous puissions avoir de son habileté et de la souplesse de son caractère, en certaines circonstances, et cela est d'autant plus à noter, qu'il se montra généralement tout autre, dans les circonstances ordinaires de la vie. Etudiant et professeur, il eut, en effet, des difficultés et même des querelles, pasteur il en fut de même et, tout d'abord à Crest, sa ville natale, dont nous l'avons vu devenir pasteur, dans des conditions qui semblaient devoir l'y fixer pour toujours et où il fit preuve d'un zèle, qui ne pouvait que lui gagner les sympathies de son église (1), il eut bientôt avec celle-ci de tels différends, qu'au bout de moins d'une année, le colloque du Valentinois rendait à l'un et à l'autre sa liberté et que le synode provincial, qui fut ensuite saisi du différend, ayant cru le trancher, en enjoignant à l'église de Crest, « d'entretenir et honorer son pasteur, luy donnant 450 livres par an, » — ce qui était beaucoup pour l'époque, — et à Dragon de « se contenter, pour le présent, » de cette somme, ce der-

(1) Le zèle que Jean Dragon déploya, pendant son séjour à Crest, pour la diffusion des doctrines protestantes, est affirmé par un passage du *Nouveau Panurge*, pamphlet des plus grossiers, dans lequel il est dit à propos de l'établissement des capucins, dans cette ville, en 1609 :

*Dragon si vous allez voir dedans Chabreillan
Ce père capuchin, qu'on nomme Aureillan,
Si rodomont voulez mal habille combattre,
Contre la papauté vous ch..... pour quatre.
Retirez vous breneux, l'aspect du capuchon
Est un mechoaquan, qui lache le dragon.*

Ce qui peut donner une idée du ton des polémiques du temps.

nier refusa obstinément de conserver le poste de Crest (août 1612) (1).

Transféré alors à Serres (2), bourg du Gapençais, qui était une des places de sûreté du parti huguenot en Dauphiné, notre pasteur se vit, cette fois-ci, repoussé par les habitants, qui s'étant déjà pourvus eux-mêmes d'un ministre du culte, refusèrent celui que leur envoyait le synode, quelques observations que pussent leur faire, ceux qui avaient charge d'installer ce dernier et même en dépit des « griefves censures » de cette assemblée. De telle sorte que boudant les uns et repoussé par les autres, Dragon n'obtint un poste, qu'il pût occuper, qu'au mois d'avril 1613, date à laquelle on lui confia celui de Saint-Paul-Trois-Châteaux (3). Mais, en revanche, combien cette petite ville du Bas-Dauphiné, était-elle bien le poste qui lui convenait ? et cela non-seulement parce qu'un homme qui se laissait volontiers donner le titre d'évêque de l'église de Crest, — *Cretensis ecclesiæ pastor et episcopus*, — lorsqu'il était pasteur de cette ville, ne pouvait qu'être flatté d'exercer le ministère pastoral dans une des cités épiscopales de la province, mais encore parce qu'avec son caractère tout à la fois entreprenant et inquiet, il devait s'y trouver plus à l'aise (4).

Après avoir été pendant trente ans et plus, si complètement les maîtres de leur ville, qu'aucun office n'y fut célébré ce temps durant, et qu'en 1582, l'évêque Thomas Pobel, ne put prendre possession de son siège qu'« à l'aspect du clocher, » les protestants de Saint-Paul n'avaient,

(1) Actes du synode de Mantoules (août 1612).

(2) Ch.-l. de canton de l'arrondissement de Gap (Hautes-Alpes).

(3) Ch.-l. de canton de l'arrondissement de Montélimar (Drôme).

(4) Actes du synode de Die (avril 1613). — Album de Dragon, fol. 144.

en effet, que difficilement accepté le rétablissement du culte catholique en 1600 et depuis, les efforts de l'évêque et de son clergé, pour reprendre leurs positions d'autrefois, n'avaient naturellement fait qu'augmenter leur mécontentement; mais on ne voit pas cependant qu'ils offrissent de la consistance, en tant qu'église, quand Dragon leur arriva. Car leur triomphe en 1571, ayant été marqué, comme presque partout ailleurs, par la dévastation des édifices consacrés au culte catholique, quelques mariages de prêtres ou de moines et le pillage traditionnel des biens ecclésiastiques, ils se passèrent de pasteur jusqu'en 1602, c'est-à-dire jusqu'au retour du clergé catholique, et celui qui leur fut alors donné et son successeur Feuot, qui était un ancien professeur de l'académie de Die, ne semblent pas s'être beaucoup occupés de leur troupeau. Or, dès qu'il eut remplacé Feuot, Dragon fit auprès des commissaires exécuteurs de l'Edit de Nantes, d'actives et pressantes démarches, pour obtenir que l'exercice public du culte réformé, pût avoir lieu dans les villages voisins de la Baume-de-Transit, Clansayes et Saint-Restitut (1), comme à Saint-Paul; puis il obtint d'eux (10 juin 1614), la confirmation d'une ordonnance du 27 avril 1600, aux termes de laquelle catholiques et protestants devaient se pourvoir, dans trois mois, les uns et les autres, d'une cloche, pour annoncer leurs exercices religieux, en attendant quoi ils pouvaient se servir à tour de rôle de celle de l'horloge municipale et prescrivant en outre, l'achat par la communauté, d'un cimetière pour les protestants, qui devraient abandonner l'ancien aux catholiques. Enfin, pour nous en tenir aux faits les plus importants, après avoir inutile-

(1) Communes du canton de Saint-Paul-Trois-Châteaux.

ment insisté, en 1618, auprès du synode provincial, pour qu'un régent propre à enseigner la jeunesse, « soit établi à Saint-Paul », ainsi qu'on l'avait fait à Embrun, il sollicitait, deux ans plus tard, un secours du synode national, « tant pour dresser une escole, que pour achever de bastir un temple resté imparfait (1). »

On comprend facilement après cela, que Dragon n'ait pas eu de difficultés avec ses ouailles, pendant les neuf années qu'il fut pasteur à Saint-Paul-Trois-Châteaux ; mais les procès-verbaux des délibérations du synode provincial, nous apprennent qu'il en eut, par contre, dans ce temps-là, tantôt avec les habitants de Crest, qui refusèrent pendant longtemps de s'acquitter vis-à-vis de lui, sous différents prétextes, à ce point que le synode de Die (1613) décida que le pasteur Espagne (2), successeur de Dragon n'irait point à Crest, tant que celui-ci ne serait pas payé ; tantôt avec l'académie de Die, à qui il réclamait encore certain reste de ses gages de professeur en 1618 ; tantôt avec le colloque des Baronnie, à cause de la mission dont il l'avait chargé auprès de Gouvernet ; tantôt avec d'autres. Et comme ces contestations eurent

(1) LACROIX : *L'arrond. de Montélimar*, VII, 365 — E. ARNAUD : *Hist. des prot. du Dauphiné*, II, 296. — Actes des synodes du Pont-en-Royans (1614), et d'Embrun (1618). — AYMON : *Tous les Synodes de France*, I, 180.

(2) Jean Espagne, qui fut ensuite pasteur à la Grève (1613), à Orange (1614-1620), en Hollande et en Angleterre. M. Arnaud ne le donne pas dans sa liste des pasteurs de Crest ; mais indépendamment de ce que la délibération du synode est formelle, le passage suivant du *Nouveau Panurge* est précis :

*O ministres Crétois ! pour réveille-matin,
Chacun de vous aura un père capucin,
Fuyés l'un après l'autre, allons trousser bagage,
Guérin, Crespe, Dragon, Espagne, quel dommaige
Ignorants ministreaux, l'aspect du capuchon,
Vous ira dévorant la rate et le poulmon.*

toutes pour cause, la réclamation de petites sommes qu'il prétendait lui être dues, elles sont tout à la fois une explication et une excuse de l'humeur chagrine et du caractère souvent difficile de notre crestois. Il paraît avoir été toujours dans la gêne, et c'est vraisemblablement pour cela que le synode provincial, qui faisait, d'ailleurs, de lui, le cas que nous savons, à cause de son mérite, inclina visiblement de son côté dans toutes ses querelles (1).

Encore pasteur à Saint-Paul-Trois-Châteaux en 1622, Dragon ne l'était plus l'année suivante, et comme on trouve en 1626 un pasteur du même nom à Courthezon (2), bourg de la principauté d'Orange, M. le pasteur Arnaud (3) a pensé que ce devait être le même homme, transféré d'un poste à un autre, ce que nous avons cru, tout d'abord, nous-mêmes. Seulement il résulte d'un acte de l'an 1630, qu'a bien voulu nous signaler l'obligeant conservateur de la bibliothèque publique de Grenoble, M. Edmond Maignien, que le pasteur de Courthezon était le père de ce Dragon, sieur de Choméane, de qui nous avons dit un mot en commençant et, pour se convaincre que ce dernier n'était pas le fils du possesseur de notre *album*, il n'y a qu'à lire les deux autographes, qu'on a de lui dans cet *album*. Ils sont d'un disciple et d'un admirateur, non d'un fils, et cela ressort du reste péremptoirement de ce double fait, qu'en 1612, le fameux pasteur, Pierre du Moulin, traitait encore Jean Dragon, de jeune homme de grande espérance, — *spei adolescens*, — tandis que Choméane, étudiant en philosophie

(1) Actes des Synodes du Pont-en-Royans (1614), de Dieulefit (1616) et d'Embrun (1618).

(2) Ch.-l. de canton de l'arrondissement d'Orange (Vaucluse).

(3) *Hist. des prot. du Dauphiné*, II, 388.

dès 1611, était pasteur, c'est-à-dire âgé d'au moins vingt-trois ou vingt-quatre ans en 1617.

Il y a donc tout lieu de croire que le Jean Dragon qui nous occupe en ce moment, mourut vers 1622, pasteur de Saint-Paul-Trois-Châteaux.

Terminons cette notice en disant que les souvenirs autographes que renferme notre *album*, y étant sans aucun ordre, nous avons cru devoir former trois groupes de leurs signataires, que nous allons maintenant faire connaître l'un après l'autre : amis de Genève, amis de Die, amis de Crest et de Saint-Paul-Trois-Châteaux.

La plupart des premiers, qui sont les plus nombreux, ne sont pas à proprement parler des amis, mais des connaissances d'un étudiant qui, pressé de remplir son *album*, demandait, ne fut-ce qu'un mot, à quiconque se trouvait sur son passage. Les suivants, également nombreux, sont des administrateurs, des professeurs et des étudiants de l'académie de Die, qui entendirent certainement faire quelque opposition à l'autorité académique, en témoignant de leurs sympathies pour un homme qui était en dissentiment avec cette autorité. Les auteurs des autographes recueillis à Crest, sont dans le même cas, en congratulant Dragon, ils critiquaient implicitement son église et c'est évidemment pour cela, qu'on ne rencontre parmi eux que deux crestois, qui étaient du reste des amis de la famille Dragon ; et pour ce qui est enfin, des deux souvenirs autographes datés de St-Paul-Trois-Châteaux, leur tout petit nombre prouve que dans cette ville, qui est celle qu'il habita le plus longtemps, le possesseur de notre *album* fut trop occupé d'autre chose, pour songer à recueillir des autographes et puis qu'y ayant toujours vécu sans querelles, il ne s'y sentit pas le besoin de compter ses amis.

(à suivre)

J. BRUN-DURAND.



NOTICE

SUR

ÉMILE AUGIER

Le 25 octobre 1889, les lettres françaises éprouvaient une perte cruelle : Emile Augier, notre éminent compatriote, mourait à Croissy (Seine-et-Oise), dans une maison de campagne où il a passé une partie de sa vie.

Bien que la Société ne le comptât pas au nombre de ses membres, elle a voulu qu'une notice fût consacrée dans le *Bulletin*, à une des illustrations de notre ville.

Guillaume-Victor-Emile Augier, était né à Valence, le 18 septembre 1820, dans une maison située Place Royale, dit son acte de naissance ; il était le fils de Joseph-Victor Augier, avocat, et de Anna-Honorine Pigault-Lebrun. L'acte de l'état-civil porte la signature du fameux romancier précurseur de Paul de Kock. M. Victor Augier s'était créé une situation au barreau ; il avait eu, en compagnie de M^e Mazade et de M^e Massonet, de spirituelle mémoire, maille à partir avec le Parquet, à la suite de la publication d'une brochure dans laquelle ces honorables avocats critiquaient le mode de procéder du Juge d'instruction et du Procureur du roi dans une affaire criminelle. A cette époque, nous l'avons vu récemment encore, les rapports n'étaient pas tou-

jours très tendres entre le Parquet et le Barreau. Par jugement du 19 février 1817, le Tribunal de Valence prononça l'interdiction contre les trois avocats pendant trois mois.

Victor Augier rédigea un *Mémoire* pour son beau-père, Pigault-Lebrun, contre un sieur Guichard, imprimeur à Avignon, inculpé de complicité du délit d'éditions contrefaites. La question de la propriété littéraire y est traitée avec une grande élévation. Victor Augier a placé comme épigraphe cette pensée de Pigault-Lebrun :

« Ma pensée est à moi, elle est inhérente à mon être ;
« elle en est la partie essentielle ; aucun événement
« privé ou politique ne peut m'en dépouiller. Si j'ai
« écrit et bien écrit, ma pensée me survit, elle traverse
« les âges et je suis toujours moi. Voilà une propriété
« vraie, certaine, incontestable, la seule même qui
« existe réellement. »

Victor Augier est l'auteur de la *Biographie Dauphinoise*. Cet ouvrage fut annoncé par un prospectus imprimé chez Marc-Aurel et intitulé *Biographie Dauphinoise* ou *Notices historiques* sur les hommes les plus remarquables par leurs vertus, leurs talents, leur courage ou leur industrie, qui sont nés, ou qui ont figuré dans le Dauphiné, depuis sa réunion à la France jusqu'en 1821(1). La rédaction de l'ouvrage est confiée à M. Victor Augier, avocat à Valence, membre de la Société Philotechnique de Paris, auquel seront adjoints des littérateurs distin-

(1) Archives de la Drôme.

gués. Prix de l'ouvrage : six francs. On avait réuni un certain nombre de souscripteurs. Il y avait 101 notices terminées dont 70 dues à la plume de Victor Augier. Il compta parmi ses principaux collaborateurs MM. Dupré, Bergeret, Dochier, Berger, avoué, Boveron-Desplaces. J'ai eu entre les mains, grâce à l'obligeance bien connue de notre savant collègue, M. Lacroix, une partie des épreuves de l'ouvrage, mais il ne parut pas.

Victor Augier fut l'avocat et le collaborateur de Dourille de Crest, éditeur des *Tablettes de la Drôme*. Cette revue n'eut pas une longue existence. Dourille fut cité devant le Tribunal de Valence pour contravention à la loi du 17 mars 1822. L'ouvrage fut supprimé.

Victor Augier attacha son nom à un procès criminel qui se déroula devant les assises de la Drôme pendant la Restauration. Il s'agit du procès Saladin : Empoisonnement d'un prêtre par le moyen des saintes Espèces. Il publia sa plaidoirie qu'interdit la censure.

Vers 1827 ou 1828, Emile Augier se rendait à l'école dirigée par M. Rocherie, en compagnie de son cousin, M. Vernet (1), et presque chaque jour Pigault-Lebrun, ce romancier trop licencieux, mais le modèle des maris et le plus tendre des pères, allait les chercher après la classe du soir. Lorsqu'ils avaient été sages, Pigault-Lebrun leur donnait une double récompense : des bonbons chez M^{me} Gauthier et des sous pour les distribuer aux pauvres. Emile Augier fut envoyé à Paris terminer ses études classiques au collège Henri IV ; il y

(1) Qui habite actuellement Bourdeaux et de qui nous tenons ces détails.

devint le condisciple du duc d'Aumale avec lequel il se disputait les premiers prix. Déjà son goût pour les lettres était très vif et commençait à inquiéter son père qui le destinait au barreau. Augier fit consciencieusement son droit et entra chez M^e Masson avoué à Paris ; mais il était rétif aux subtilités du Code et aux paperasseries de la procédure. Il employait son temps à écrire des pièces de théâtre, qu'il déposait religieusement chez les concierges de l'Odéon et du Théâtre Français.

Son premier collaborateur fut un jeune avocat. Ils allèrent tous deux frapper à la porte du père Dutertre, directeur de l'Ambigu comique. On disait alors le père Dutertre comme on disait le père Bugeaud. C'était un ancien soldat, d'humeur assez rude, un original : au demeurant le meilleur fils du monde. Un des auteurs lut ce manuscrit. C'était un drame moyen âge : *Charles VIII à Naples*. Le père Dutertre écouta religieusement et refusa net. Les deux collaborateurs sortirent navrés. « Tout compte fait, dit le lecteur, je reprends ma robe, j'abandonne le théâtre. Et toi ? moi, répliqua Emile Augier, je vais écrire une autre pièce (1). »

Le collaborateur d'Emile Augier était M^e Nogent-St-Laurent qui arriva à occuper une place fort honorable au barreau de Paris.

L'autre pièce était *La Cigüe*, comédie en deux actes, en vers, représentée avec succès sur la scène de l'Odéon, le 13 mai 1844, après que le Théâtre Français l'eut refusée. *La Cigüe* est sous la forme d'un élégant

(1) Jules CLARETIE.

pastiche des mœurs antiques, une première leçon de morale, donnée à l'indifférence égoïste et à la vieillesse prématurée des jeunes gens de notre époque. Cette œuvre est justement considérée comme une des plus parfaites qu'ait écrites Emile Augier (1).

Le 18 novembre 1845, *l'Homme de bien*, comédie en trois actes, en vers, était représentée au Théâtre Français. Elle obtint un demi-succès à cause du personnage principal « qui n'est pas sympathique, parce qu'il offre « le type d'un nouveau genre d'hypocrisie, celle de la « conscience (2). »

Le 23 mars 1848 parut *l'Aventurière*, cinq actes, en vers ; cette comédie obtint un immense succès et mit Augier au premier rang de nos maîtres de la scène. Cette pièce, exubérante de jeunesse et de couleur, racontait une histoire d'amour originale et étrange. Elle a conservé, après de longues années, sa saveur du premier jour. C'est le plus grand hommage rendu à l'excellence du foyer domestique.

Le 23 février 1849, le Théâtre des Variétés représentait *l'Habit Vert*, proverbe dû à la collaboration d'Alfred de Musset et d'Emile Augier. La pièce parut charmante et réussit.

L'année suivante au Théâtre Français, *Gabrielle*, comédie en cinq actes, en vers, fut en ce genre le triomphe d'Emile Augier. Dans cette pièce il sacrifiait l'amant et mettait la poésie dans la famille. L'Académie lui dé-

(1) VAPEREAU.

(2) *Camées artistiques*, Félix JAHYER.

cerna le prix Montyon qu'elle partagea avec *la Fille d'Eschyle*, de Joseph Autran (1).

Le 19 décembre 1850, il donnait *le Joueur de Flûte* au même théâtre. Cette pièce qui parut une imitation de *La Cigüe* fut moins applaudie que le modèle.

Le 16 avril 1851, *Gounod* se révélait à l'Opéra avec un ouvrage en trois actes, *Sapho*. Le poème était d'Emile Augier. Prenant *Sapho* sous son côté passionné, Augier avait bâti une légende toute d'imagination, donnant au musicien des situations élevées et poétiques, propres à favoriser l'essor de son génie ardent et de son large style.

Diane parut le 19 février 1852, au Théâtre Français; c'était un drame dans toute l'acception du mot. Il fut écrit pour Rachel et ne réussit pas, malgré le talent déployé par l'actrice, qui trouva dans Geffroi un partenaire digne d'elle et à la hauteur du rôle redoutable de Richelieu.

Le 2 août (1852), Emile Augier se présentait aux suffrages de ses concitoyens comme candidat au Conseil général de la Drôme dans le canton de Bourdeaux. Il obtint 821 voix sur 919 votants. En cette qualité il fut désigné pour faire partie de la Commission des Archives avec MM. Plan, Itier et Brunel. Le 27 août 1852, le Conseil général de la Drôme votait, sur son rapport, l'acquisition d'immeubles destinés à recevoir les archives départementales. Le 26 mai 1855, Emile Augier donna sa démission.

(1) VAPEREAU.

Mais les travaux du Conseil général ne le détournèrent pas de sa carrière dramatique. Le 19 mars 1853, il faisait jouer au Gymnase, *Philiberte*, charmante pièce de genre, où la grâce des détails suppléait au vide de l'action.

Le 23 décembre (1853), le Théâtre Français représentait une comédie en cinq actes, en prose, *la Pierre de touche*, en collaboration avec Jules Sandeau.

« Ces deux rares talents, l'un d'une inspiration si
« mâle, l'autre d'un grain si fin, étaient d'ailleurs absolu-
« ment faits pour se comprendre et se compléter. L'au-
« teur de *Sacs et parchemins*, écrivain délicat, analyste
« touchant, moraliste pénétrant et ému apportait à Au-
« gier des tendresses de sentiment qui s'alliaient admira-
« blement aux qualités robustes et hardies de l'homme
« qui a signé *le Mariage d'Olympe* et *les Effrontés* (1). »

Cette pièce n'obtint qu'un succès d'estime. Mais les deux auteurs prirent une brillante revanche avec *le Gendre de M. Poirier*, comédie en quatre actes, en prose, représentée au Gymnase le 8 avril 1854. C'est un chef-d'œuvre de finesse, d'observation et d'esprit. Le sujet est admirablement choisi : Il met en présence la noblesse et la bourgeoisie se livrant un dernier combat avant d'arriver à se fondre dans une existence commune (2).

Le 3 février 1855, il donne au Gymnase, *Ceinture dorée*, en collaboration avec Edouard Foussier, un demi-succès.

Emile Augier allait revêtir une forme nouvelle dans le

(1) CLARETIE. — *Biographie d'Emile Augier*.

(2) Félix JANIER.

Mariage d'Olympe, 17 juillet 1855. Il combat la réhabilitation de la courtisane et s'écrie : « il faut une punition pour la *Fille de Marbre*, pour la *Dame aux Camélias*, pour *Marion*. » A la première représentation *Olympe Taverny* tombait sur la scène tuée par son amant, après l'avoir averti qu'elle déshonorerait son nom. Mais ce dénouement faillit compromettre la pièce, et à la seconde représentation la scène se passa dans la coulisse.

Les nombreux succès d'Emile Augier l'avaient désigné aux suffrages de l'Académie Française. Il fut nommé, en remplacement de M. de Salvandy, vers la fin de 1857. Il prononça son discours de réception le 28 janvier 1858. Ce discours est à peu près rempli par l'éloge de son prédécesseur ; dans une péroraison remarquable et avec une mâle éloquence, il flétrit les lâches attentats des révolutionnaires auxquels un avocat illustre allait, dans une plaidoirie demeurée célèbre, chercher à élever un piédestal (1).

Augier entra à l'Académie malgré l'opposition de Villemain. Il venait d'être élu directeur pour trois mois, suivant l'usage. Comme tel, suivant l'usage aussi, la tâche lui incombait de recevoir, le cas échéant, le collègue qui succéderait au décédé et de parler dans son discours du nouvel et de l'ancien académicien. Emile Augier aborda M. Villemain déjà malade à cette époque et lui demanda des nouvelles de sa santé : Mauvaise, répondit l'illustre secrétaire perpétuel, peut-être serai-je mort avant trois mois. Je ne vous le conseille pas, repartit Augier en souriant.

(1) Plaidoirie de Jules Favre, affaire Orsini.

Le 6 février 1858, *la Jeunesse*, comédie en cinq actes, en vers, était représentée à l'Odéon ; le poète chante le bonheur des champs et cherche à décourager les ambitions qui naissent dans la grande ville. Cette comédie obtint un grand et légitime succès.

Coup sur coup, Emile Augier donna deux grandes comédies ; la première, *les Lionnes pauvres*, le 22 mai 1858, au Vaudeville, était un vrai drame d'une conception hardie contenant une leçon salutaire pour les jeunes femmes. La seconde, *Un beau mariage*, le 5 mai 1859, au Gymnase, succès d'estime. Ces deux pièces furent écrites en collaboration avec Edouard Fournier.

Nous arrivons maintenant à une grande étape dans la carrière d'Emile Augier. Le 18 janvier 1861, *les Effrontés*, comédie en cinq actes, représentée à la Comédie-Française, vint mettre en jeu toutes les passions. L'auteur attaquait les deux grandes puissances du moment : la finance et le journalisme.

Mais la comédie qui suivit *les Effrontés*, *le Fils de Giboyer*, souleva bien d'autres polémiques. L'auteur disait dans la préface placée en tête de son œuvre : « L'antagonisme du principe ancien et du principe nouveau voilà donc tout le sujet de ma pièce. » Quoi qu'on en ait dit, cette comédie n'est pas une pièce politique dans le vrai sens du mot, mais une pièce sociale. « Certes, dit François Coppée, il condamne l'ancien régime, mais sa sympathie pour les vaincus est indéniable et tout en raillant leurs ridicules il leur laisse toujours de la dignité ou du moins quelque grâce. »

« *Giboyer* c'est l'homme pauvre et instruit, mourant

« de faim avec un diplôme dérisoire dans la poche de son
 « habit râpé, c'est l'intelligence vassale du sac d'écus.
 « Prenez garde à ce bohème ! Le poète généreux pour
 « ceux qui souffrent, lui a laissé au cœur un grand senti-
 « ment, l'amour paternel, mais combien de *Giboyer* n'y
 « portent que la révolte et que la haine. Derrière les
 « ironies effrontées de *Figaro* gronde l'orage de 1793.
 « Il y a toujours des riches égoïstes et durs, et des
 « pauvres cyniques et envieux. Augier a du moins posé
 « le problème. Ce sera son éternel honneur (1). »

Victor de Laprade attaqua violemment dans le *Correspondant* la nouvelle comédie ; Emile Augier répondit par une lettre publiée dans l'*Opinion Nationale*. Eugène de Mirecourt, Barbey D'Aurevilly, Veuillot partirent en guerre contre *le Fils de Giboyer*. Emile Augier dédaigna leurs attaques. Ses adversaires ont usé du droit de réponse assez largement pour qu'ils ne puissent pas se poser en vaincus.

Le 19 octobre 1864, le Théâtre Français représentait *Maitre Guérin*, comédie en cinq actes ; le caractère du notaire de campagne y est conçu, dessiné et fouillé de main de maître. Cette forte étude est gâtée par la dureté du fils pour son père. Le 17 mars 1866, à l'Odéon, *la Contagion*, cinq actes, grand succès qui se propagea sur les scènes de province.

Le 25 janvier 1868, *Paul Forestier*, quatre actes, en vers ; 1^{er} mai 1869, *le Post-Scriptum*, un acte ; 6 décembre 1869, *Lions et Renards*, cinq actes, demi-succès ;

(1) François Coppée.

29 décembre 1873, avec Jules Sandeau, *Jean de Thome-ray*, succès de genre ; 1^{er} février 1876, *M^{me} Caverlet*, au Vaudeville, drame profond et humain ; Le 8 avril 1878, *les Fourchambault*, à la Comédie-Française ; grand succès de pièce et d'acteurs.

Emile Augier collabora avec Labiche ; il écrivit *le Prix Martin* et *Moi*, pour le théâtre du Palais-Royal. Il a rédigé en guise de préface au théâtre de Labiche, son ami, quelques pages qui ont été pour beaucoup dans son éléction à l'Académie Française. En 1856, il publia un volume de poésies : *Les Pariétaires*.

Il convient d'ajouter à cette énumération des œuvres d'Emile Augier : *Les Méprises de l'Amour*, comédie en 5 actes, en vers, composée après *La Cigüe* et qui ne fut pas représentée.

Au moment où il fut obligé de s'aliter pour ne plus se relever, il mettait la dernière main à une comédie en 5 actes.

Emile Augier avait été chargé de répondre à Emile Ollivier, élu membre de l'Académie Française. Pour des raisons dont je n'ai pas à parler et que j'ai encore moins à apprécier ici, la séance publique n'eut pas lieu. Le *Figaro* du 7 mars 1874, contient le discours d'Emile Augier. Qu'il me soit permis de citer le début : « Par quelle fantaisie le hasard, pour vous répondre, a-t-il désigné, dans une compagnie où l'on compte tant d'hommes d'Etat éminents, un des rares Français qui n'aiment pas la politique ? C'est sans doute une infirmité de mon esprit ; mais plus j'avance en âge, plus je suis tenté de la mettre au nombre des sciences inexactes entre

l'alchimie et l'astrologie judiciaire. Les événements ont tant de fois déjoué les calculs les plus spécieux, ils ont si brutalement convaincu d'erreur ses principes les plus opposés, qu'on n'est plus à se demander où est la vérité, mais s'il y a une vérité.

« On raconte qu'une Minerve antique fut retrouvée, pièce à pièce, par des fouilles successives, sur un espace de terrain considérable. Chacun des heureux inventeurs fit achever par un statuaire de son pays, chaque tronçon découvert, de sorte qu'on eut dix statues médiocres enchassant chacune un morceau du chef-d'œuvre ainsi condamné à la dispersion définitive.

« Ne serait-ce pas un peu l'histoire de la vérité ? Chaque parti en possède un morceau autour duquel il a modelé tout un système ; chaque parti adore son œuvre et déteste celle du voisin ; on se hait, on se méprise, on se bat pour ou contre un fragment de vérité, quand il serait si simple de rassembler les membres épars de la déesse et de la reconstituer sur son piédestal ! »

Emile Augier était justement préoccupé du rôle social de l'auteur dramatique et j'en trouve la preuve dans une vieille lettre qu'il adressait à M. Pitre Chevalier, qui lui demandait pour le *Musée des familles* une étude sur Molière :

« J'ai commencé trois fois le portrait de Molière, et trois fois je l'ai jeté au feu. Je n'ai pas la faculté de choisir mon point de vue. Quand je suis sous l'empire d'une idée, elle sort de ma plume malgré moi ! Or, ce qui me frappe aujourd'hui dans Molière, c'est le philosophe et le socialiste. Son libertinage, pour employer le

mot du temps, m'apparaît à chaque page de son œuvre, sous les préoccupations dont il a été obligé de l'envelopper. Mais ce n'est pas en quelques colonnes, ce n'est pas surtout dans le *Musée des familles* que cette restitution peut avoir lieu (23 février 1863).

L'œuvre d'Augier grandira en vieillissant ; elle est écrite dans une langue forte et claire, à l'abri des caprices de la mode. Son esprit éminemment français, qui n'empruntait rien ni à *Lope de Vega*, ni à *Gœthe*, ni à *Shakespeare*, qui prenait sa langue dans *Rabelais*, dans *Montaigne*, dans *Beaumarchais* avait toujours eu une allure indépendante. Il peignait ses contemporains sur le vif. Chez ce grand rieur la larme est souvent près du rire.

De l'homme privé il y a peu de choses à dire. Il a vécu longtemps auprès de son excellente mère qu'il adorait et entre ses deux sœurs (1). Il détestait le bruit et la réclame ; à un écrivain qui se proposait de publier sa biographie, et qui lui demandait quelques renseignements, il répondait : « Je suis né à Valence, en 1820, et depuis il ne m'est rien arrivé ! (2) »

Rappelons les circonstances de son mariage, circonstances qui ne sont connues que de ses intimes. Après la guerre, Augier fit une longue et cruelle maladie. Lorsqu'il fut en convalescence, sa famille lui fit faire un voyage en Italie pour se rétablir et se marier. C'était en 1873 : Augier arriva à Rome. Il se logea rue de Babuino, à deux

(1) Dont l'une, Mme Déroulède, est la mère du poète *des Chants du Soldat, de l'Hetman*, etc.

(2) Paul Rochem, dans *Le Gaulois* du 26 octobre 1889.

pas de la princesse de Sayn Wittgenstein-Beslebourg, dont le salon était le rendez-vous des cardinaux et des prélats. Un jour qu'il dînait à la villa Médicis, dont son ami Hébert, comme lui Dauphinois, était le Directeur, Hébert le présenta à Mgr Termoz, prélat romain, esprit fin et distingué. Augier et sa future femme recoururent avec simplicité à son ministère et la bénédiction nuptiale leur fut donnée à Sainte-Marie-du-Peuple. Le peintre Hébert et Amaury Duval furent les témoins d'Augier.

Emile Augier, était depuis 1870, grand officier de la Légion d'honneur.

« A présent, sur des hauteurs boisées d'où il pouvait
« voir sa maison, dans un petit cimetière de village, il
« repose (1).

« Après la solennité des pompes religieuses, l'éclat
« des grands honneurs militaires, le tumulte sympa-
« thique et brutal des foules, ses amis l'ont ramené à la
« campagne paisible qu'il habitait.

« Il est là, le vieux maître, dans la sérénité de la
« solitude et du silence, réuni à ceux qui l'avaient aimé,
« attendant ceux qu'il aimait, restant ainsi par delà le
« tombeau semblable à lui-même, et autant que Dieu
« le permet, renouant après sa mort les chères habitudes
« de sa vie. »

(1) PAILLERON.



LES MONNAIES

FRAPPÉES A MONTÉLIMAR

PENDANT LE RÈGNE DE LOUIS XII

(1498-1515)

L'importation en France des monnaies de Charles VIII et de Louis XII, frappées en Italie et de diverses espèces Italiennes, à la suite des expéditions entreprises par ces deux rois, exerça une influence caractéristique sur les monnaies Françaises. Les monnaies de Louis XII nous montrent cinq nouveautés, nouveautés qui témoignent à la fois de la situation politique et de la situation morale de cette époque déjà lointaine : 1° apparition du buste royal ; 2° emploi des *lettres romaines* ; 3° usage d'un emblème particulier au roi (le porc-épic) ; 4° tendance à faire disparaître la croix du revers ; 5° inscription sur un ducat d'or célèbre d'une légende hostile au pape (PERDAM BABILONIS NOMEN) (1). La numismatique du moyen âge va disparaître pour faire place à la numismatique des temps modernes.

On connaît actuellement *en nature* sept monnaies delphinales au nom de Louis XII émises par les quatre ateliers du Dauphiné : l'*écu au soleil*, l'*écu au porc-épic*, qui est si rare, le *douzain à la couronne*, le *douzain au porc-épic*, le *dizain*, le *double tournois*,

(1) B. FILLON. *Considérations hist. et artistiques sur les monnaies de France*, p. 170.

le *denier tournois*. Les espèces fabriquées à l'atelier de Montélimar pendant le règne de Louis XII sont assez rares. Leur étude doit être divisée en deux parties.

I. MAITRISE DE CLAUDE FAURE (1498-1506).

Claude Faure ou le Favre, nommé maître particulier le 14 novembre 1493, avait d'abord pour différent, sous Charles VIII, un F (initiale de son nom) avant la croisette. Le 23 janvier 1496 (n. st.), il lui est ordonné de mettre un petit dauphin au lieu de croisette, la lettre F après le mot REX et un point clos sous la troisième lettre (1). Au mois de juin 1496, les privilèges des Monnayeurs du Dauphiné furent confirmés, spécialement les privilèges des Monnayeurs de Montélimar, parmi lesquels se trouvaient Jean et Guigues Liard (2). M. de Saulcy nous fournit les renseignements suivants pendant le règne de Louis XII : 28 juin 1498, Bernardin de Rouvilhac est commis à la maîtrise. 13 sept., Antoine de Florence nommé tailleur. 7 déc., Claude Faure est maître particulier. 12 déc. 1499, Antoine de Florence confirmé dans la charge de tailleur. 21 déc. 1499 au 14 août 1501, Guillaume Coppe tailleur. 10 mars 1501 (1502 n. st.), Claude Faure commet à sa place Bernardin de Rouvilhac. 1502, Claude Faure a pour différent un F précédé d'une étoile ; le tailleur est Guil. de Carre ou de Carré. 25 mai 1504, Claude Faure prend pour différent un F entre deux étoiles. 23 juil. 1505 au 23 déc. 1505, Thomas Bourrelon et Robert Le Normant, commis par Claude Faure, ont pour différent un F entre deux triolets, à croix et à pile un point sous la troisième lettre (3).

Il fut frappé pendant la maîtrise de Claude Faure des *écus au soleil*, des *douzains à la couronne*, des *demi-liards* et des *mailles tournois*.

(1) DE SAULCY. *Elém. de l'hist. des at. monétaires*, p. 40.

(2) *Décameron numismatique*, p. 128.

(3) DE SAULCY. *Elém. de l'hist. des at. monétaires*, p. 40.

Première période (1498-1501).

I. *Ecus au soleil*. — Le 7 déc. 1498, Claude Faure envoya une boîte d'« escus sol » concernant uniquement, à ce que je crois, le règne de Charles VIII. Du 21 déc. 1499 au 14 août 1501, il fut émis 2,139 écus. 13,258 écus avaient été fabriqués du 1^{er} mai 1496 au 14 août 1501 (1).

1^o Fleur de lys couronnée brochant sur le grénétis intérieur. LVDOVICUS : DEI : GRA : FRANCORV. RE. F : Ecu rond écartelé de France-Dauphiné ; au sommet un soleil. Point clos sous la deuxième et sous la troisième lettre de *Ludovicus* ; le point clos sous la troisième lettre se confond presque avec la nageoire supérieure du dauphin, et il est difficile de l'apercevoir au premier abord. Le 25 janvier 1504, des écus de Claude Faure sont déclarés fautifs, précisément parce qu'ils portent un point sous la deuxième et la troisième lettre à la fois. Les deux points qui séparent les mots sont clos ; entre FRANCORV, RE et F, il n'y a qu'un seul point. Les lettres sont gothiques et la lettre F présente la plus grande analogie avec un A ; à première vue, on la prendrait volontiers pour cette lettre.

ṛf. — Fleur de lys couronnée brochant sur le grénétis intérieur. XPS : VINCIT : XPS : REGNAT : XPS : IMPERAT. Croix à triple nervure, fleurdelisée, aux cantons vides et avec un lys au centre. Pas de point secret, lettres gothiques et deux points clos entre les mots.

Toutes les lettres sont sensiblement inégales. Le tailleur Guillaume Coppe était vraiment peu habile.

Ecu à fleur de coin. Poids : 3 gr. 48. Coll. Vallentin.

2^o Variété avec FRANCORVM : REX.F au droit. Coll. Gréau (2).

(1) DE SAULCY. *An. de la Soc. Fr. de Num.*, t. IV, pp. 262 et 267.

(2). *Description des mon. françaises et étrangères composant la coll. de M. J. Gréau*, n° 442.

Le rédacteur du cat. de la coll. Gréau classe à tort cet écu à Romans, à cause de la place du point secret. Un examen attentif de la pièce lui aurait fait découvrir un second point secret sous le D de LVDOVICVS.

Le cat. d'une coll. de mon. royales de France cite un écu au soleil pour le Dauphiné avec le même différent F et qui appartient évidemment au maître Claude Faure (1).

Claude Faure n'attachait pas une grande importance, soit à une bonne fabrication des monnaies, soit à la place du point secret. Il n'avait qu'un but, retirer le plus grand bénéfice possible de sa maîtrise. D'ailleurs, il fut destitué. De même un douzain de Louis XII, frappé incontestablement à Grenoble et avec une rose à la fin des légendes, porte à tort un anneau sous la quatrième lettre de *Ludovicus*. (Coll. Vallentin.)

La coll. Gréau aurait possédé un écu au soleil pour le Dauphiné frappé à Poitiers (2). Ce fait aurait besoin d'être vérifié et ne peut être actuellement indiqué que pour mémoire.

Les écus au soleil de Charles VIII, frappés à Montélimar et à Romans, étaient peu estimés dans le commerce. A Avignon, on considérait leur titre comme étant à 15 et à 19 carats seulement : « Escus de Montélimar qui ont la croix (croix pattée), aysy feite, hont ung point dedans la corone et hont la lunecte versée sont à caras... 15. — Escus de Romans fays an ceste maniero (croix dont le pied est prolongé et arrondi à gauche), qu i ont la lune renversée comant tu voys (croix dont le pied est prolongé et arrondi à droite) et hont le point dedans la corone et le senhal de la Monoye se passon à caras... 19 » (3).

Les écus au soleil de Louis XII pour le Dauphiné ne sont

(1) N° 984 A.

(2) *Description*, etc., n° 443.

(3) Manuscrit de 1497 ou de 1498, dont je dois la communication à l'obligeance de M. Gustave Bayle. Les écus de Montélimar, dont il est question, ont été battus, à ce que je crois, du 14 novembre 1493 au 23 janvier 1496. Ils n'ont pas encore été retrouvés en nature.

pas très rares. Néanmoins, M. Hoffmann ne les a pas décrits ; il n'a publié que l'écu au porc-épic, qui est rarissime. L'écu, que Le Blanc a fait graver, a pour différent un E au revers (1). Il me paraît être d'Ennemond Le Maistre, maître de Crémieux, remplacé le 29 mai 1505 par Jehan Chaboud. Les écus de Charles VIII pour le Dauphiné sont peu communs.

Sous Louis XII, les écus au soleil conservèrent leur valeur fixée par l'ord. du 24 avril 1488 : 36 s. 3 d. Ils furent taillés à raison de 70 au marc de Paris (3 g. 496), au titre de 23 carats $\frac{1}{8}$, avec ce $\frac{1}{8}$ de remède. La fabrication des écus au soleil pour le Dauphiné fut prescrite par l'ord. du 25 avril 1498, dix-huit jours après la mort de Charles VIII.

II. *Douzains à la couronne*. — Le 7 déc. 1498, Claude Faure envoie une boîte de « sols tournois ou douzains ». Deux délivrances sont datées des 18 déc. 1499 et 14 août 1501 (2).

1° Fleur de lys couronnée brochant sur le grénétis intérieur LVDOVICUS : FRANCORV : REX.F. Ecu couronné de France-Dauphiné. Lettres gothiques, sauf les C. Deux points clos entre les mots ; un seul entre REX et F. Point secret sous la deuxième et la troisième lettre de *Ludovicus* comme sur les écus.

2° Fleur de lys couronnée brochant sur le grénétis intérieur SIT : NOMEN : DNI : BENEDICTVM. Pas de point secret. Croix pattée cantonnée d'un dauphin aux 1 et 4 et d'un lys aux 2 et 3. Lettres gothiques, sauf C ; deux points clos entre les mots.

Au droit et au revers, les C ressemblent, à s'y méprendre, à un G romain. Les R ont la boucle inférieure tournée à gauche et sont analogues à des B.

Coll. Vallentin.

2° Variété avec un seul point clos entre les mots.

(1) *Traité hist. des monnoies de France*, p. 258.

(2) DE SAULCY. *An. de la Soc. Fr. de Num.* t. IV, p. 264.

3° Un troisième exemplaire, que je viens d'acquérir, est absolument identique. Toutefois, les R sont en lettres romaines correctement gravées par le tailleur.

Coll. Vallentin.

4° Même type avec FRANCORVM. Après le différent F, deux points clos. Les C sont gothiques et les R bien faits. Au centre de la croix du revers, un lys. Cette croix est cantonnée d'un lys aux 1 et 4 et d'un dauphin aux 2 et 3 ; l'ordre des meubles des cantons est interverti.

Coll. Vallentin.

Ces quatre variétés démontrent que l'activité de l'atelier de Montélimar fut assez grande. Les douzains battus à Romans à la même époque par Gérard Chastaing offrent également une grande variété ; leur étude n'est pas moins intéressante au point de vue de l'histoire numismatique du Dauphiné.

D'après l'ord. du 24 avril 1498, les douzains à la couronne furent taillés à raison de 86 au marc de Paris (2 g, 846) ; leur titre était de 4 d. 1/2. La frappe des *douzains* à Amiens, Rennes et *Crémieux* et du *sizain* à St-Lô était tellement défectueuse, que les auteurs de ces pièces furent privés de leurs offices et poursuivis comme monnayeurs infidèles (1).

III. *Doubles tournois*. — L'ord. du 24 avril 1498 prescrivit la frappe de doubles tournois pour le Dauphiné, à raison de 186 au marc de Paris et au titre de 1 d. 12 gr. Il n'a pas été battu de doubles tournois à Montélimar pendant le règne de Louis XII, car ils n'ont pas été retrouvés et les documents écrits ne les mentionnent pas. Les doubles tournois de Louis XII, pour le Dauphiné, sont rares ; je n'ai jamais vu que ceux de Grenoble et de Romans (Gérard Chastaing). Il existait dans la coll. Gariel une pièce de billon, frappée à Montélimar, que le catalogue de cette collection considère comme un double tournois et qu'il classe à tort à Embrun (2). Je crois que cette monnaie est simplement un demi-liard.

(1) DELOMBARDY. *Cat. des monnaies françaises de la coll. Rignault*, p. 32.

(2) Coll. E. GARIEL. *Monnaies françaises*, n° 1910.

IV. *Demi-liards*. — Le 5 août 1500, on frappait des demi-liards au titre de 1 d. 12 gr., c'est-à-dire au même titre que les doubles tournois ; l'essai ne donna que 1 d. 10 gr. (1) soit une écharseté d'environ $\frac{7}{1000}$. Ces monnaies valaient la moitié d'un liard, c'est-à-dire 1 den. et demi ou les $\frac{3}{4}$ du double tournois. Les titres du double tournois et du demi-liard étant égaux, il s'ensuit que la taille des demi-liards fut faite sur le pied de 186 (taille du d. t.) $\times 4\frac{1}{3}$, soit sur le pied de 248 au marc. A égalité de titre, les poids de deux pièces de même nature sont en effet proportionnels à leur valeur et l'on doit résoudre la relation :

$$\frac{1}{\frac{3}{4}} = \frac{m/186}{m/x} = \frac{x}{186}$$

Le Blanc a fait reproduire, sous le titre de *double tournois*, la pièce suivante (2) :

† LUDOVICVS : FRANCOR : REX. Dans trois arceaux, deux fleurs de lys et au-dessous un dauphin.

† SIT : NOMEN : DNI : BENEDI I (*sic*). Croix pattée dans quatre arceaux tréflés.

Aucun point secret n'est indiqué. La légende du revers paraît devoir être rectifiée en BENEDI.F plutôt qu'en BENEDIT. On connaît d'autres exemples de l'abréviation BENEDI. Les monnaies analogues frappées à Montélimar par Claude Faure, sous Charles VIII, ont précisément pour différent un petit F à la fin de la légende du revers. (Coll. Vallentin). La monnaie vue par Le Blanc serait donc un demi-liard de Louis XII frappé à Montélimar. Du Cange a fait graver une pièce du Dauphiné qu'il appelle par erreur *liard*, qui est mal conservée et dont le différent et le point secret ne peuvent être distingués (3). C'est tout au plus un *double tournois*.

Ces demi-liards avaient exactement le même diamètre, le même titre et le même type que les doubles tournois de Louis

(1) DE SAULCY. *Elém. de l'hist. des at. monétaires*, p. 40.

(2). *Traité hist. des monnoies de France*, p. 258.

(3) Pl. XIV, n° 11 et V° *Moneta*, § sub Ludovico XII.

XII pour le Dauphiné ; leur poids seul était inférieur d'un quart à celui des doubles tournois. La fabrication de demi-liards ne doit pas surprendre. Le liard était fort usité autrefois en Dauphiné, et la création d'une monnaie, moitié du liard, était utile. Cette monnaie n'eut-elle pas de succès ? Je l'ignore. Il semble que dans le commerce on dut la confondre avec le double tournois, dont elle ne différait que par un écart de poids presque insignifiant (0 gr. 329). Il était facile de remédier à cet inconvénient en changeant le type. Dans tous les cas, c'est la seule fois qu'il soit fait mention de ces monnaies dont 8 valaient un sou t. On connaît un grand nombre de *quarts de liard* du Béarn et de Navarre (1).

Deuxième période (1501-1504).

1. *Ecus au soleil*. — Le 16 octobre 1501, Claude Faure prend pour différent un *F* précédé d'une étoile. Le 21 novembre 1503, une boîte fut close ; elle correspondait à une fabrication de 1,250 écus. Du 16 oct. au 28 avril 1504, il fut émis en tout 3,988 écus (2).

Aucune de ces monnaies n'a été retrouvée.

II. *Douzains à la couronne*. — Une boîte fut close le 21 nov. 1503.

Fleur de lys couronnée brochant sur le grénétis intérieur, LVDOVICVS : FRANCORVM : REX étoile. F en lettres gothiques. Ecu écartelé de France-Dauphiné ; un point clos entre les deux premiers lys du premier canton de l'écu. Un seul point secret (annelet) sous le D de *Ludovicus*.

Même revers que pour les douzains de la première période. La croix est cantonnée d'un lys aux 1 et 4 et d'un dauphin aux 2 et 3. Au centre de la croix, un lys.

Coll. Vallentin. Coll. Martin à Orange.

(1) A. BLANCHET. *Documents pour servir à l'hist. monétaire de la Navarre et du Béarn*, p. 33.

(2) DE SAULCY. *An. de la Soc. Fr. de Num.*, t. IV, p. 267 et p. 262.

Troisième période (1504-1505).

I. *Ecus au soleil*. — A partir du 25 mai 1504, le différent est un F entre deux étoiles. De ce jour au 23 juillet 1505, il fut frappé 4,163 écus (1). Aucun d'eux n'a été retrouvé.

II. *Douzains à la couronne*. — Même type que le douzain précédent. Au droit, REX étoile F étoile. Un seul point clos sous le D de LVDOVICVS. Lettres gothiques. Les C sont minuscules.

Au revers, pas de lys au centre de la croix.

Douzain à fleur de coin. Coll. Vallentin.

Quatrième période (1505).

Du 23 juillet 1505 au 20 décembre 1505, Thomas Bourrelon et Robert le Normant, commis par Claude Faure, ont pour différent un F au revers entre deux trioletes.

I. *Ecus au soleil*. — Il en a été frappé 5,226 pendant cette période (2). Aucun n'a été retrouvé.

On connaît quelques exemplaires de l'écu suivant :

Fleur de lys couronnée. LVDOVICVS : DEI : GRA FRAN-CORV.R.T : Ecu écartelé de France-Dauphiné.

Fleur de lys couronnée. XPS : VINCIT : XPS : REGNAT : XPS : IMPERAT. Croix fleurdelisée. Les lettres de l'avvers et du revers sont gothiques.

Coll. Gariel (3). Cartons Letellier (4).

Cet écu a été classé à Romans, ce qui est inadmissible. Sous Louis XII, en effet, le seul maître de l'atelier de Romans fut Gérard Chastaing. Le 11 janvier 1505 (1506 n. st.), il lui fut

(1) DE SAULCY. pp. 267-44.

(2) Id. *An. de la Soc. Fr. de Num.*, t. IV, p. 267.

(3) Coll. E. GARIEL. *Monnaies françaises*, n° 1895.

(4) LETELLIER. *Description hist. des mon. françaises*, 1889, t. II, p. 232.

enjoint de prendre G. C. pour différent au lieu de G. ; c'est à tort que M. le Dr Ulysse Chevalier lui a attribué pour différent un G après la lettre R couronnée (1). Le différent T n'indique pas l'atelier de Romans, mais celui de Grenoble. Cet écu est de *Thomas Bourrelon*, maître de l'atelier de Grenoble de 1505 à 1508, après avoir été commis à Montélimar en 1505. La lettre R n'a aucun rapport avec Romans ; c'est une abréviation insolite de REX.

II. *Douzains à la couronne*. — La dernière délivrance est du 20 décembre 1505 (2).

Au droit, pas de différent après REX. Un point secret (annelet) sous la troisième lettre de *Ludovicus*. Au revers, après *Benedictum*, F entre deux trèfles (triolet ou triole). Pas de point secret. La croix est cantonnée d'un lys aux 1 et 4 et d'un dauphin aux 2 et 3 ; pas de lys au centre de la croix.

Deux points clos entre les mots des légendes. Les lettres sont gothiques.

Coll. Vallentin.

III. *Mailles tournois*. — Le 20 sept. 1505, on frappait des mailles tournois noires à 1 gr. de fin (3). Le titre de ces monnaies devait être 1 denier et non 1 grain, comme l'indique M. de Saulcy. Les deniers tournois de Louis XII, dont ces mailles étaient la moitié, étaient à un denier de fin.

La pièce que Le Blanc a fait graver sous le nom *denier tournois* (4) est bien un denier tournois pour le Dauphiné. Elle n'a ni différent, ni point secret ; son attribution à un atelier déterminé n'est guère possible. De même, la rare monnaie décrite par Hoffmann est également un *denier tournois* ; elle ne porte ni différent, ni point secret (5).

(1) *Bull. de la Soc. arch. de la Drôme*, 1888, p. 135.

(2) DE SAULCY. *An. de la Soc. Fr. de Num.*, t. IV, p. 264.

(3) Id. *Elém. de l'hist. des at. monétaires*, p. 40.

(4) *Traité hist. des monnoies de France*, p. 258.

(5) *Monnaies royales de France*, p. 86, n° 47.

Les *mailles tournois* de Montélimar n'ont donc pas encore été retrouvées. Au droit de ces pièces doivent se trouver un lys et un dauphin dans trois arceaux.

On ne connaît en nature aucune maille tournois postérieure à Louis XI. En décrivant une maille tournois de Charles VIII, en cuivre pur, Delombardy ajoute que cette monnaie était l'œuvre des faux monnayeurs du temps et que la fabrication des mailles était alors interdite (1).

II. MAITRISE DE CHARLES LAURENT (1506-1508).

Claude Faure avait été destitué à cause de ses malversations. Le 4 mai 1506, Charles Laurent prêta serment. Il fut commis à la place de Claude Faure du 22 mai 1506 au 21 n. 1506 et ne tarda pas à devenir maître titulaire. Du 26 juillet 1507 au 23 octobre, suivant, Charles ou Carles Laurent ou Laurans émit 1,240 écus au soleil. Son différent fut un K avant la croisette, puis un K avant la croisette avec un pied de fleur de lys (?) sous ce K (2). Il semble que Charles Laurent ne fit frapper que des écus au soleil.

A la date du 19 nov. 1507, l'atelier de Montélimar chômait. Le 19 juin 1508, il fut fermé pour n'être rouvert que le 8 oct. 1521 (3).

Aucune des monnaies au différent de Charles Laurent n'a été retrouvée.

Par une ordonnance rendue à Blois le 19 novembre 1507, il fut ordonné de fabriquer en Dauphiné des *écus au porc-épic* à 70 au marc de Paris, et des *douzains au porc-épic* à raison de 86 au même marc. L'atelier de Montélimar n'a émis aucune de ces monnaies. Il n'a émis également aucun des *dizains* pour le Dau-

(1) *Cat. des monnaies françaises de la coll. Rignault*, p. 31.

(2) *Elém. de l'hist. des at. monétaires*, p. 40 et *An. de la Soc. Fr. de Num.*, t. IV, p. 267.

(3) *Elém. de l'hist. des at. monét.*, p. 40.

phiné, dont la fabrication fut prescrite en février 1512 (n. st.). Les *dizains* pour le Dauphiné, qu'on appelle à tort des *grands blancs* et qui valaient le tiers d'un *gros de roi*, ne furent frappés qu'à *Grenoble*; ils ont le différent A entre deux points clos (1) du maître Antoine Vagnion qui fut nommé pour dix ans le 3 juillet 1513.

Delombardy indique à tort qu'il y avait sept ateliers monétaires en Dauphiné, sous Louis XII (2).

En 1504, Mathieu Agaron, Pierre Alixent, Franciscus Silvi, Thomas Rey et son fils Jean Rey étaient ouvriers de la Monnaie de Montélimar; Antoine Rosselet était monnayer. Les ouvriers et les monnayeurs de l'atelier de Montélimar appartenaient au *Serment de l'Empire*. Ils engagèrent, à la fin du XV^e siècle ou au début du XVI^e siècle, un procès contre les consuls de la ville pour trois motifs: « Vid. unam super *tabernagio vini*, aliam... super *custodia portaliū ipsius ville M. A.* et reliquam super *emolumento ponderis farnagii dicte ville* ». Ils furent condamnés sur ces trois chefs: « Ad solvendum *tabernagium et farnagium sicuti ad custodiendum portalia* (3). »

Il n'est guère probable qu'on découvre un jour des monnaies de Louis XII, frappées en Dauphiné, portant seulement l'écu de France au lieu de l'écu écartelé de France-Dauphiné. Le billon fit à cette époque souvent défaut aux maîtres des monnaies de Romans et de Montélimar; à diverses reprises, ils adressèrent des plaintes à ce sujet.

Les *testons* et les *demi-testons* de Louis XII, qui sont si rares, n'ont été émis qu'à Lyon, Paris et Tours à partir de 1513. Aucun d'eux n'a été frappé en Dauphiné. J'ai été assez heureux pour acquérir un teston de Louis XII, trouvé dernièrement à Villeneuve-lez-Avignon; il a été frappé à Lyon et est identique à ceux déjà connus.

(1) *Bulletin de la Soc. de Statistique de l'Isère*, 1854, p. 350.

(2) *Cat.*, p. 33.

(3) *Cart. de Montélimar*, p. 326.

Les généraux maîtres ordonnèrent une fabrication active à l'atelier de Montélimar, parce que le Bas-Dauphiné était envahi par des espèces étrangères d'origines diverses et non pour lutter contre la concurrence des ateliers d'Orange et d'Avignon. Sauf des demi-florins d'or, dont on ne connaît aujourd'hui qu'un seul exemplaire, l'atelier d'Orange ne fabriqua que des monnaies de billon, sous les princes Jean II de Châlon (1475-1478) et (1482-1502) et Philibert de Châlon (1502-1530); les pièces de ce dernier sont rares. De même, à l'exception de trois variétés d'écus d'or fort rares, au nom du Légat Georges d'Amboise (1503-1511(?)), l'atelier d'Avignon ne frappa que des monnaies à bas titre pendant le pontificat des papes Alexandre VI (1492-1503) et Jules II (1503-1513). Les lingots d'argent et de billon manquaient souvent aux maîtres des ateliers d'Orange et d'Avignon. Malgré les défenses formelles des princes d'Orange et des Papes, ces lingots étaient exportés en Italie principalement.

M. Pilot a prétendu à tort que la marque distinctive de la Monnaie de Montélimar était « une étoile à cinq pointes », étoile qui aurait été également le signe particulier des monnaies des Adhémar (1).....!

On a écrit quelque part que l'atelier de Romans, notamment, avait été fermé au commencement du XVI^e siècle, dans le but de centraliser peu à peu la fabrication des monnaies. Il n'en est rien. Les monnaies fabriquées en Dauphiné étaient réellement défectueuses, les malversations dans les quatre ateliers nombreuses, fréquentes et importantes. Les espèces émises par les ateliers dauphinois eurent toujours une réputation peu flatteuse et parfaitement méritée dans le reste du Royaume. Nous avons déjà vu que les écus de Charles VIII de Montélimar et de Romans étaient considérés dans le commerce, à Avignon, comme étant à 15 et à 19 carats au lieu de 23 1/8, que

(1) *Congrès scientifique, 24^e session, t. II, p. 377.*

l'émission des douzains de Louis XII à Crémieux avait entraîné des poursuites, qu'à Montélimar le maître Claude Faure fut destitué, que le titre des demi-liards de ce maître étaient à 1 d. 10 gr. au lieu de 1 d. 12 gr., qu'il se servit de deux points secrets au lieu d'un seul. Une fermeture provisoire produisit un excellent effet. Les nombreuses monnaies dauphinoises de François I^{er} furent frappées avec soin, du moins en général. Néanmoins, des 11,401 écus au soleil frappés à Romans du 20 juillet 1523 au 24 déc. suivant, 216 furent cisaillés comme trop faibles (environ 2 %). A Grenoble, le maître Etienne Nachon fut condamné par contumace à être brûlé vif. Un peu plus tard, l'exécution de quelques douzains d'Henri II, battus à Romans en 1552, laissait tellement à désirer que leur auteur fut condamné à subir la peine capitale.

ROGER VALLENTIN.



MÉTÉOROLOGIE RÉGIONALE

1^o — Série Chronologique Générale de tous les faits recueillis.

(FIN. — Voir les 81^o, 82^o, 83^o, 84^o, 85^o, 86^o, 88^o, 89^o, 90^o et 91^o liv.)

1747. — « Depuis le 21^o septembre jusqu'au 5^o ou 6^o octobre suivant, il n'a pas discontinué de pleuvoir avec « des tonnerres et éclairs épouvantables ; ce qui a cauzé « des inondations de toutes parts et des ravages incom- « préhensibles. Au mois de décembre suivant les eaux « n'étoient pas encore écoulées, les habitants ont été com- « mandés pour travailler à cet écoulement ; la Cascade « étoit considérable et le trou près de Chorier où les eaux « se perdent insensiblement a été d'un grand secours. » (idem).

1748. — « Le 10^o janvier il a commencé de faire un « froid violent qui a duré huit jours effectifs ; on a pré- « tendu qu'en 1709, il ne faisoit point si froid ; les glaces « étoient d'une épaisseur prodigieuse.

« Le lundi gras, 26^o février, il a commencé de tomber « de la neige en grande quantité, ce qui a continué pen- « dant 3 ou 4 jours, et après trois ou quatre autres jours « d'intervalle il en est encore tombé à différentes reprises, « tellement qu'il y en avoit plus de quatre à cinq pieds,

« ayant été obligé d'alléger les toits des maisons ; il a
« ensuite fait des froids considérables qui ont duré plus
« de trois semaines. »

« L'hivert de cette année 1748 a été fort rigoureux, les
« œufs ont valu communément un sol pièce, le vin 8 sols
« le pot, le blé 15 livres le sétier et le reste à proportion.
« On ne trouvoit pas même pour de l'argent le néces-
« saire, ce qui a déterminé MM. les grands vicaires en
« l'absence de M. l'évêque, sur la réquisition des consuls,
« de donner la permission au peuple de faire gras pendant
« le Carême ; ce qui a été publié au prône de ce jour,
« 10^e mars... » (Idem.)

1755. — « L'hivert du commencement de cette année
« 1755 a été très rigoureux, et le froid si violent que le
« Rhône a été entièrement pris et gellé d'un bord à l'autre
« depuis le four à chaud jusques au-dessous des Capucins,
« j'y ai vû traverser sur la glace plus de mille personnes ;
« on y faisoit des branles, et on y a joué aux boules ; les
« Bedoces ne passaient pas ailleurs, ny les bouchers non
« plus avec leurs bestiaux, en un mot on y passoit avec
« autant de fermeté que sy c'eut été un pont à chau et à
« sable ; il est vrai que la glace étoit très épaisse, ce qui a
« duré plus de dix jours entiers.

« Sur la fin de novembre 1755, il a fait des pluyes ex-
« traordinaires qui ont occasionné des inondations sy
« grandes qu'elles ont causé des dommages considé-
« rables ; le Rhône avoit tellement grossi qu'il venoit
« presque au logis de St-Antoine au Bourg, et à la basse-
« ville jusqu'auprès du couvent des dames de Soyons : je
« l'ay vu ainsy le 30^e dudit mois de novembre. » (Idem.)

1756. — « Vers le 15^e de janvier, le Rhône a encore
« augmenté si considérablement, qu'il venoit du costé du

« bourg jusqu'au logis de St-Antoine, et du costé de la
« basse-ville jusques au couvent des dames de Soyons. »

(Idem.)

1756-1757. — « L'hivert de cette année 1757 a été
« très rigoureux. Le Rhône s'est pris et gellé comme en
« 1755, j'y ay vu passer sur la glace un nombre infini de
« personnes ; il est tombé une quantité prodigieuse de
« neige. » (Idem.)

1757. — Le 17 juillet, vers les cinq heures du soir,
un orage très violent éclata à Gap, et la Durance grossit
tout à coup d'une manière effrayante. Six hommes de
Tallard, qui montaient un radeau, se virent aussitôt em-
portés par la rapidité des flots jusqu'à Sisteron : leur
sauvetage n'eut lieu qu'après des péripéties émouvantes.

1758. — « Le 17 avril il tomba une gelée du soir au
« matin après qu'il eût plu et neigé toute la journée qui
« emporta les récoltes, sans aucune espérance : les cocons
« par la disette de la feuille qui fut totalement brûlée, les
« noix, les amandes, et le vin par le dessèchement des
« vignes. La consternation fut répandue dans tous les es-
« prits qui commençaient déjà d'être fort étonnés des
« malheureux succès de la guerre en Allemagne contre le
« roi de Prusse. Il y a du changement, on le verra plus
« tard. » (Registres paroissiaux de la Roche-de-Glun.)

« Le 17^e avril, il est tombé durant toute la journée beau-
« coup de la neige qui à la vérité fondoit en même tems,
« mais cela a occasionné une forte gellée les 18^e et les 19^e
« qui a détruit entièrement les vignes et les arbres qui
« avoient poussé, singulièrement les noyers, amandiers
« et mûriers. »

« Le mois de juillet de cette année 1758 a été très plu-
« vieux ; le Rhône a si fort grossi qu'il venoit jusques au
« logis St-Antoine, à la basse-ville, jusqu'aux Jacobins et

« ruisseau de St-Estayve et du costé des yles jusques au
 « premier pont après la descente où il y avoit un bateau
 « pour les habitants des îles : pour demander le beau tems
 « à Dieu on a fait des prières publiques et on a exposé le
 « St-Sacrement dans toutes les églises et on a fait une
 « procession générale où tous les corps religieux ont as-
 « sisté. » (Notes d'un Valentinois).

1767.— On lit dans les registres de délibérations de Valence du 10 mai 1767 : « ... que la gelée survenue aux fêtes
 « de Pâques dernières (17, 18 et 19 avril) a entièrement
 « gâté tous les fruits de branches en général, et singulièrement des noyers, amandiers, feuilles des meuriers, et
 « des vignes, d'où procédoient les plus grandes ressources
 « de la Communauté, pour pouvoir l'indemnizer de l'argent qui en est sorti et sortira pour l'achap des grains
 « étrangers qu'on a été obligé d'acheter à grand prix pour
 « se substantier, qu'en cet état il estimeroit expédient de
 « nommer des experts pour constater les dommages occasionnés par lad. gelée, dont ils dresseront leur rapport
 « pour être envoyé à Mgr l'Intendant, en le suppliant de
 « nous procurer un dégrèvement pour l'année prochaine
 « de la décharge des impositions qu'on seroit dans l'impossibilité d'acquitter ; et a requis d'être délibéré.

« Sur cette proposition le procureur du Roi a dit : Ces dernières années 1765 et 1766 sont, Messieurs, marquées
 « par des calamités et des misères dont nous nous ressentons longtemps. L'exportation de tout l'argent du Valentinois dans les provinces de Bourgogne, Franche-Comté et Champagne, que nous avons été obligés de
 « faire pour éviter la famine dont nous étions menacés,
 « nous met hors d'état de payer les impositions : nous
 « avons lieu d'espérer que ces malheurs touchoient à leur
 « terme par les soulagements qui nous ont été accordés

« sur les impositions et par le produit de nos fruits de
« branches comme amandes, noix, vin, eau de vie et soye,
« sur lequel nous avons lieu de compter ; mais, Mes-
« sieurs, ce qui est sans exemple, et ce qui n'est jamais
« arrivé, c'est que tout est entièrement perdu par les ge-
« lées du mois d'avril dernier, et notre récolte en laine est
« réduite à moins d'un quart par la mortalité des bes-
« tiaux ; de sorte que nous requérons que dans des pertes
« aussi violentes, nous n'avons rien de mieux que de por-
« ter nos gémissements jusqu'au pied du Thrône, et de
« supplier M. l'Intendant de les appuyer. »

On nomme des députés pour constater et évaluer les dommages.

1768. — La nuit du 3 au 4 octobre il pleut tellement à Roche-sur-Grane qu'il y avait 17 pieds d'hauteur d'eau à Colombet.

1784 — « Le dix décembre 1784, il tomba beaucoup
« de neige noire et fit un froid si violent pendant plus de
« trois semaines qui causat une grande misère chez les
« pauvres et journaliers qui furent cependant bien sou-
« lagé par les riches qui s'en empressèrent en faisant des
« aumônes considérables, M^r le Maire et Echevins, qui
« étoit M^r St Laurent, maire, de Josselin, Teissonnier,
« Laurent et Berger échevins, firent distribuer du pain
« pendant plusieurs jours ainsi que bien d'autres person-
« nes ; les chemins étoient impraticables, par les neiges,
« et ceux qui avoient restés pour entrer leurs vins furent
« obligés de le faire venir à grand frais parce que la Noël
« étoit là ; on employoit plusieurs ouvriers à faire les che-
« mins et on mettoit jusques à douze mulets pour se tirer
« des endroits de traverse, qui ne portoient quelquefois
« qu'un muid, on n'avoit pas vû depuis longtemps une
« neige noire si abondante et si printanière qui causa en

« tombant un dommage infini aux arbres, surtout dans la
« Bayanne, aux amandiers, mûriers, et pêchers, parce
« que ne faisant aucun vent elle s'amonceloit sur les ar-
« bres, et par son poid elle ébranloit tout ce qui ne pou-
« voit résister. Il est inconcevable au mal que cà fit aux
« branches qu'elle habatit et il y en avoit de la grosseur d'un
« homme, le bois taillif qui étoit en force étoit tout courbé
« et beaucoup de cassé, on auroit peine à le croire si je ne
« l'écrivoit avec toute la sincérité; à la Bayanne les aman-
« diers sembloit des potences. M. Monicault, directeur
« des Postes, les siens furent beaucoup endommagé à son
« domaine. » (Annales inédites de Michel Forest).

1785. — « Si l'hyvert fut printanier il fut aussi de lon-
« gue durée, depuis des siècles on avoit rien vu de si
« affreux. Il tomba le 29 mars, dernière fête de Pâques,
« près d'un pied de neige qui fût suivi d'un froid des plus
« rigoureux et la bize la plus furieuse l'enlevait des
« champs et la portait dans les creux, il y en avoit de
« amoncelé dans les gorges du Valentin, la Crozette et le
« Charrant, qui avoit six à sept pieds de haut et empê-
« choit les hameaux et villages circonvoisins de venir à la
« ville; ces neiges occasionnèrent jointes au froid une disette
« de paille et de foin étonnante, les troupeaux par ce long
« hivert n'avoient pu paître ayant consumé tout ce qu'on
« avoit de ramassé, les pauvres gens furent très emba-
« rassés, ils ôtaient la paille de leurs lits pour donner à leurs
« brebis et s'épuisoient la bourse pour les sauver de la
« faim. Il tomba encore de neige le 3 avril qui aussi amon-
« cellée par des bizes les plus furieuses et il y en avoit en-
« core au commencement de may. On fit des prières pu-
« bliques pour apaiser le courroux du ciel, tout le monde
« étoit consterné de ce temps qui ne finit qu'à la fin d'a-
« vril 1785. »

(Idem).

1787. — Les 5 et 6 octobre. — Dégâts causés aux digues en construction sur la Drôme, par la crue de ce jour.

1788. — Le 20 septembre. Nouvelle crue de la Drôme.

« Le 29 décembre, le froid a été si violent que le Rhône
« s'est glacé dans la nuit de ce jour-là au 30. Plus de
« 1200 personnes l'ont passé et traversé sur la glace
« vis-à-vis des Capucins le 30 et 31, même le premier
« janvier 1789. » (Notes d'un Valentinois).

1791. — Crues de la Véore à Chabeuil les 30 mai, et 4 décembre.

1792. — On lit dans les registres de la commune de Chabeuil :

« Du 1^{er} octobre 1792, à six heures du soir, le Conseil
« Général de la commune, en permanence assemblé.

« Des citoyens de l'enceinte et du faubourg appelé
« l'Hôpital, en delà de la rivière de Véoure, se sont
« présentés à la maison commune ; ils ont exposé avec la
« plus vive douleur que dans le moment présent, la ri-
« vière de Véoure est tellement débordée que l'eau entre
« à gros bouillons dans l'enceinte et dans les maisons
« voisines, que du côté de l'autre rive appelé l'Hopital
« les citoyens voisins ont été obligés de fuir pour éviter
« de périr, eux et leurs enfants, que la majeure partie de
« leurs troupeaux a été noyée ou périée par le venain
« qu'entraîne l'eau de ladite rivière ; que la plupart des
« denrées desdits citoyens a été submergée et enlevée par
« les eaux.

« Le Conseil Général sensiblement affecté des dégâts
« occasionnés par l'irruption de la rivière, désirant
« ardemment d'y remédier, a sur le champ nommé MM....
« citoyens de la commune, pour vérifier les faits et en faire
« immédiatement leur rapport au conseil généralassemblé,

« et lesdits citoyens étant présents ont accepté la charge
« avec le plus grand empressement.

«

« Sont revenus à la maison commune les citoyens préci-
« tés, lesquels ont fait le rapport suivant. Ils se sont portés
« sur la rivière de Véorre du côté de Chabeuil, ils se sont
« rendus certains que la dite rivière est on ne peut plus
« débordée, que l'eau entre à gros bouillons dans Chabeuil,
« qu'elle entre dans les maisons voisines et y cause de
« grands dégâts. Rendus sur la rive, du côté de l'Hôpital,
« lesdits commissaires n'ont pu pénétrer qu'avec la plus
« grande peine, et en courant les plus grands dangers ;
« ils ont vu les maisons désertes et abandonnées, par
« le fait, des citoyens ; ils ont vu qu'elles étaient remplies
« d'eau et que la majeure partie de leurs denrées et bestiaux
« avait été enlevée, avec observation de la part desdits
« commissaires que tous secours paraissent impuissants
« pour le moment à cause de l'irruption la plus violente
« et la plus considérable qu'on ait jamais vue.

« Le Conseil Général a donné acte de ce que dessus et
« arrêté qu'il serait réclamé des secours urgents au
« Directoire du Département. »

1793. — Magnifique parasélène observé à Valence,
dans la nuit du 15 au 16 décembre. « Trois cercles
« concentriques, parfaitement dessinés, rouge, blanc et
« bleu, entouraient la lune » (une fête civique à Valence,
pendant la Terreur. (Ad. Rochas).

1794. — Les 12 juin et 5 juillet, les récoltes et les
champs de St-Baudille (canton de Mens, Isère) furent
ravagés par une grêle affreuse, suivie d'une inondation qui
emporta les digues et les ponts, arracha les arbres, abîma
plus d'un tiers des terrains cultivés et coupa tous les
chemins.

1794-1795. — Pendant l'hiver, le Rhône charriant des glaces « obligeait les bateliers à séjourner à Donzère. »

1801. — Grêle désastreuse à Donzère, le 14 avril.

Inondation du Rhône du 16 frimaire an IX (7 décembre 1801) qui cause de grands dommages à Valence : il en est question dans les requêtes présentées, à Lyon, au premier Consul et au Ministre, par les Maire et députés de Valence, au mois de janvier suivant.

1802. — 31 décembre. Crue extraordinaire de la rivière de Bancel, par suite de neige suivie de pluie d'orage.

1809. — 13 mars : Tremblement de terre à Bouvantes (Drôme), la plupart des habitants étaient rassemblés dans l'église et le desservant disait la messe ; la secousse fut assez forte pour renverser plusieurs personnes.

1811. — Un éboulement de partie de la montagne de Ladret, attenante à celle de la Lance, eût lieu dans la nuit du 23 au 24 mars, et le deux du même mois, vers les cinq heures du soir, par un temps assez serein, et par 12° Réaumur, on aperçut tout à coup un globe enflammé se dirigeant du couchant au levant.

« Ce météore ayant parcouru l'espace avec une grande rapidité fut, avec l'éclat d'un grand coup de canon, se briser contre un rocher qui se trouve au sommet de la Lance. »

(Histoire arrond^t Montélimar. — Lacroix VII).

1819-1820. — Le plus grand de tous nos hivers entre ceux de 1789 et de 1830.

1821. — Dans la nuit du 27 au 28 mai, gelée qui fait beaucoup de mal aux vignes. (Notes d'un Valentinois).

Nous considérons comme terminée ici la première partie de notre *Météorologie Régionale*, par la publication

de cette longue série chronologique générale de tous les faits recueillis.

Nous aurions désiré pouvoir la compléter, comme nous l'avions indiqué dans notre préface, par des tableaux séparés pour chaque nature de phénomènes observés : ces tableaux nous les avons dressés et nous en avons déjà publié une partie dans le *Journal de Valence*, en 1888, sous le titre de : *Décades météorologiques* : mais nous estimons que leur reproduction, à cette place, constituerait une superfétation, outre que leur lecture serait d'autant plus longue et fastidieuse qu'il n'est pas possible d'en déduire actuellement des conclusions logiques. En effet, les observations, quelque nombreuses que nous ayons pu les trouver, sont forcément incomplètes et présentent parfois des lacunes considérables qui rompent les périodes.

Il nous paraît préférable de poursuivre, à bref délai, la publication de la deuxième partie, c'est-à-dire de la *période moderne*, qui s'étendra du 1^{er} janvier 1845 jusqu'à nos jours. Les observations sont alors plus complètes et faites avec assez de méthode, et les périodes peuvent en être dégagées plus facilement.

Qu'il nous soit permis, avant de clore ce travail, de remercier par la voie du *Bulletin*, tous ceux qui ont bien voulu s'y intéresser, et qui ont encouragé nos efforts et facilité notre tâche en nous procurant directement des observations, ou en nous indiquant les sources autorisées auxquelles nous avons puisé.

Nous exprimons enfin particulièrement toute notre gratitude à la *Société d'Archéologie et de Statistique de la Drôme* qui a bien voulu nous accorder une si large hospitalité dans son *Bulletin*.

MARIUS VILLARD.



COLONNE MILLIAIRE

DÉCOUVERTE A SAINT-DIDIER

(Canton de Bourg-de-Péage)

Le dimanche, 22 septembre 1889, une fête religieuse nous avait attiré à Saint-Didier, modeste village, dont le territoire forme une section de la commune de Charpey. L'église paroissiale est digne de fixer l'attention des archéologues. On peut la citer comme un modèle de restauration d'une église du XI^e siècle. Il y a peu d'années, grâce au zèle éclairé de M. l'abbé Charles Souchier, alors curé de Saint-Didier, elle a été heureusement rétablie dans son état primitif : quelques-unes de ses parties, le chœur et la façade, ont été conservées intactes ; d'autres ont dû être reconstruites, mais partout l'édifice se présente avec cette pureté de lignes et cet aspect grave et solennel qui sont la marque caractéristique des monuments de l'architecture romane. Après avoir admiré l'église, nous sommes allé à la recherche de tout ce que cette petite localité pouvait bien encore garder de vestiges des anciens âges (1). Dans cette

(1) Un document que nous avons publié (*Quarante années de l'histoire des évêques de Valence au moyen âge*. Paris, 1889, in-8°, p. 53-7), nous apprend que Saint-Didier avait autrefois son château ; il était sans doute sur le sommet d'une petite colline au sud-ouest du village. Aymar III de Poitiers, comte de Valentinois, se plaignait, en effet, en 1244, de ce que Philippe de

promenade archéologique, nous avons vu, examiné de près bon nombre de maisons qui tombent en ruine et que les propriétaires ont depuis longtemps abandonnées à leur malheureux sort. Nous cheminions, l'esprit obsédé par les réflexions pleines de tristesse qu'inspire toujours la vue des ruines, lorsque tout à coup, dans notre ciel assombri brilla un éclair de joie : nos regards venaient de rencontrer à l'entrée d'une maison, un tronçon de colonne antique, plantée en guise de banc. Nos pressentiments ne nous avaient point trompé, car un instant plus tard nous pouvions constater, avec cette satisfaction intime qu'il n'est pas donné à la foule de comprendre, que nous venions de découvrir une colonne milliaire. L'acquisition de cette pierre romaine fut bientôt négociée et conclue. Aujourd'hui ce petit monument, soustrait à de profanes usages, est installé avec tous les honneurs qui lui sont dus, dans le jardin de notre domaine des Lardents, à Marches, à quelques kilomètres au nord de Saint-Didier.

La colonne milliaire, dont nous signalons la découverte, n'est malheureusement pas entière ; ce n'est qu'un fragment (hauteur : 0,45 c. ; diamètre : 0,35 c.), qui avait été utilisé autrefois dans l'ancienne église pour supporter
 « un vaste bénitier rond, en pierre tendre comme celle
 « des colonnes de la porte de l'église. Je suis heureux,
 « m'écrit M. l'abbé Souchier, de n'avoir pas cédé à la

Savoie, évêque-élu de Valence, avait pendant une guerre détruit ses châteaux de Barcelonne et de Saint-Didier :... *et dextruxit castrum Sancti Desiderii et Barcellune et terram ejus vastavit. que dampna, preter stragem hominum et expensas inde factas, estimat quindecim millia marcharum argenti.*

« rapacité barbare de l'entrepreneur qui aurait brisé en « mille morceaux ce précieux débris », pour en faire sans doute des moellons. Mais la partie de cette colonne, que le temps et la main de l'homme ont respectée, porte encore quelques lignes de l'inscription, qu'il est facile, avec les éléments conservés, de rétablir en son entier.

Imp· Caes·
M· AureLIVS Probus
Pius FELIX Inv· Aug·
 PONTIFEX MAXIMVS
 GUTICUS MAXIMVS
 TRIBVNICIA POTEST
 III COS II *pater patriae*

L'empereur César Marcus Aurelius Probus, Pieux, Heureux, Invincible, Auguste, souverain pontife, Gothique très grand, revêtu de la puissance tribunicienne pour la troisième fois, consul deux fois, père de la patrie.

Il est infiniment regrettable que le chiffre milliaire se soit trouvé sur la portion de la colonne qui n'est point parvenue jusqu'à nous.

Nous puiserons dans le bel ouvrage de M. Allmer sur les *Inscriptions de Vienne*, dans l'*Histoire des Empereurs* de Tillemont et dans le *Galliæ Narbonensis provinciæ romanæ historia* d'Herzog le commentaire dont nous accompagnerons le texte de cette inscription.

Les données fournies par cette inscription nous permettent sans hésiter de l'attribuer à l'empereur Probus. Les lettres de la seconde ligne, échappées au martelage,

appartiennent évidemment au nom d'*Aurelius* qui est le *gentilicium* ou nom de famille de ce prince. Au III^e siècle, trois empereurs comme lui ont pris le surnom de «Gothique, à la suite d'éclatantes victoires sur les nations barbares : Claude II, dans les premiers mois de 270, Aurélien en 270 et Tacite en 276. Mais pendant toute la durée du règne de Claude, les Gaules demeurèrent au pouvoir de Tetricus, et quand Aurélien était consul pour la seconde fois, il exerçait sa cinquième puissance tribunicienne ; Tacite « n'ayant été empereur que six mois repartis sur deux années tribuniciennes n'a compté que deux puissances. » Il ne peut donc s'agir ici que de Probus.

L'historien Vopiscus parle de Probus comme de l'un des meilleurs et des plus grands princes que les Romains aient jamais eus. « Il le préfère à Trajan, à Adrien, aux « Antonins, à Alexandre, à Claude, à Aurélien, parce « qu'il a eu lui seul, dit-il, tout ce que chacun des « autres a eu d'excellent (1). » Le surnom de Gothique que lui décerna la reconnaissance des légions et du peuple, rappelle ses triomphes sur les barbares de la Germanie et de l'Illyrie. Après la mort d'Aurélien, les Germains avaient envahi les Gaules et s'étaient emparés des plus florissantes cités. S. Jérôme place en l'année 277 la grande victoire par laquelle il délivra entièrement les Gaules du joug de ces barbares. « Soixante et dix « grandes villes qu'ils avaient prises furent remises « en leur premier état, et toute l'Allemagne soumise,

(1) TILLEMONT. *Histoire des empereurs*, t. III, p. 560.

« selon les termes que Probe en écrivit au Sénat. Non
 « seulement on retira tout le butin que les barbares
 « avaient enlevé, mais on en fit encore plus sur eux.
 « Probe les obligea même de se retirer au delà du Necker
 « et de l'Elbe, et bastit sur leurs terres des villes romaines
 « et des châteaux pour y mettre des garnisons. Toutes
 « les villes des Gaules lui offrirent des couronnes d'or,
 « qu'il destina pour être consacrées à ses dieux (1). »
 Vers la fin de cette même année 277 ou au commen-
 cement de l'année suivante, « il s'en alla en Illyrie, en
 « passant par la Rhétie, en laquelle il établit si bien
 « la paix qu'il n'y resta pas même l'apparence d'aucun
 « trouble. Quand il fut en Illyrie, il y jeta une telle
 « terreur dans l'esprit des Sarmates et des autres barbares
 « qui la ravageaient, qu'il retira presque sans combat tout
 « ce qu'ils avaient occupé. Il passa de là dans la
 « Thrace, et la mémoire de ses anciens exploits, jointe
 « aux bruits de ceux qu'il venait de faire, obligea
 « tous les divers peuples compris sous le nom de Goths,
 « de se soumettre à sa puissance ou de lui demander
 « son amitié (2). »

Le second consulat de Probus (3) coïncide avec sa troisième puissance tribunicienne et fixe en l'année 278 la date de l'érection de notre milliaire. A cette époque l'empereur était en marche vers l'Orient, où il devait l'année suivante se couvrir de gloire dans la guerre contre les Perses. Pendant qu'il était absorbé dans cette lointaine

(1) TILLEMONT, p. 566-7.

(2) TILLEMONT, p. 568.

(3) PAGI, critique de BARONIUS. *Annales*, ad an. 280.

et difficile expédition, deux usurpateurs s'élevèrent dans les Gaules, Procule et Bonose. Le premier, au témoignage de Vopiscus, réussit un instant à se rendre maître de toute la Narbonaise; mais les lieutenants de l'empereur, avec des auxiliaires germains, ne tardèrent point à chasser l'usurpateur et à replacer la province sous l'autorité légitime (1). Serait-ce pendant la révolte de Procule, que le nom de Probus aurait été martelé sur notre inscription? Nous ne pouvons que poser la question sans y répondre.

« Un acte célèbre du règne de Probus doit avoir été
 « des plus heureux pour Vienne (et pour toute notre
 « région), On sait par les témoignages de Pline le
 « Naturaliste (14, 1 et 2) et de Martial (13, 107), que le
 « territoire Viennois était très renommé pour ses vins,
 « recherchés même à Rome, sous le nom de *picata* de
 « Vienne (2). Par un édit insensé, qui fut exécuté à peu
 « près dans toute sa rigueur en Occident, Domitien
 « ordonna, en 92, l'arrachement des vignes dans toutes
 « les provinces de l'empire. En 281, Probus voulant sous-
 « traire l'armée aux inconvénients de l'oisiveté à laquelle
 « la condamnait la paix dont ses victoires « sur toutes
 « les nations barbares et sur tous les tyrans » faisaient
 « alors jouir l'univers, occupa ses soldats à défricher et à
 « planter de vignes les coteaux de la Gaule, de la
 « Panonie et de la Mésie, et abandonna ces défrichements aux gens du pays, en leur permettant, ainsi

(1) TILLEMONT, p. 573.

(2) Cf. notre *Essai historique sur l'Eglise et la ville de Die*, t. 1, p. 21.

« qu'aux habitants de l'Espagne, de mettre en vignoble
« autant d'étendue de terre qu'ils le voudraient (1). »

Probus fut massacré par ses soldats vers le commencement d'août, suivant l'opinion la plus probable, ou vers le mois de novembre au plus tard, en l'année 282.

Il existe un autre milliaire au nom de l'empereur Probus. Bouche nous apprend qu'il a été découvert « entre la ville de Castellanne et la cité de Senez (2). » Nous en reproduisons l'inscription d'après Herzog (3).

IMP(eratori) CAES(ari) | M. AUR(elio) | PROBO P(io)
F(elici) | INV(icto) AUG(usto) Tr(ibunicia) p(otestate) |
III COS. II P(atr) P(atriciae) | II.

Il resterait encore une question à résoudre et ce ne serait pas assurément la moins intéressante. A quelle voie romaine appartenait le milliaire découvert à Saint-Didier ? Le tronçon de colonne parvenu jusqu'à nous n'ayant point conservé la marque numérale, il nous manque un des éléments les plus utiles pour résoudre ces sortes de problème. La petite localité, qui porte aujourd'hui le nom de Saint-Didier, se trouvait à peu de distance de la voie qui descendait des Alpes Cottiennes,

(1) ALLMER et DE TERREBASSE. *Inscriptions antiques et du moyen âge de Vienne*. Vienne, t. I (1875), p. 135.

(2) BOUCHE. *Chorographie ou description de la Provence*. Aix, 1664, in-f°, t. I, p. 520.

(3) HERZOG. *Galliae Narbonensis provinciae romanae historia*. Lipsiae, 1864, in-8°, p. 137 (appendice). — M. Allmer a publié (op. cit., p. 134) le fragment d'une inscription qui ne peut appartenir qu'à Probus :..... | (M) ΛΧ (imo) GOTH(ICO) (max) | TRIB(unicia) POT(estate) III. Cos. II | P. P. | . Ce fragment a été découvert à Vienne. Il proviendrait, paraît-il, du « piédestal « d'une statue élevée, nous ignorons par qui et pour quel motif, au plus « accompli des princes qui ont gouverné l'empire romain. »

passait par la vallée de la Drôme, venait rejoindre à Valence la grande route qui longeait le Rhône et formait avec elle la voie de Milan à Vienne. Au delà d'Aouste, l'ancienne *Augusta*, la voie cessait de suivre la Drôme pour gagner Valence par un tracé qu'il a été impossible jusqu'à ce jour de déterminer avec précision. Entre Aouste et Valence, l'itinéraire de Bordeaux à Jérusalem place la *mutatio Cerebelliaca* et lui assigne comme distance XII milles de Valence et X milles d'Aouste. Il semble qu'avec ces données on puisse aisément identifier *Cerebelliaca* avec une localité aujourd'hui connue. C'est là pourtant une difficulté qui continue à préoccuper les savants. Damville plaçait cette *mutatio Cerebelliaca* à Chabeuil; Walckenaer, d'accord en cela avec nos compatriotes Drojat et Delacroix, à Montoisson. M. Long hésitait entre Montoisson et Upie (1). Quoi qu'il en soit, *Cerebelliaca* est sur la voie romaine l'étape la plus rapprochée du lieu où a été découvert notre milliaire. Nous ajouterons, en supposant toutefois que ce milliaire appartienne bien à la voie de Milan à Vienne, qu'il est le seul connu jusqu'à présent sur le parcours de la route du mont Genève à Valence (2).

(1) RÉNIER (Léon). *Itinéraires romains de la Gaule*. Paris, 1850 (Extrait de l'*Annuaire de la Société des Antiquaires de France*, 1850), in-8°, p. 82-3. — Cf. MACÉ. *Mémoire sur quelques points controversés de la géographie des pays qui ont constitué le Dauphiné et la Savoie, avant et pendant la domination romaine*, dans *Bulletin de l'Académie delphinale*, 2^e série, t. II (1861-2), p. 421.

(2) HERZOG, op. cit., p. 145 (supplément). « Viarum duarum quae, una per Alpes Graias, altera per Alpes Cottias ex Italia in Narbonensem provinciam ferebant, milliarum nusquam inveni. »

DICTIONNAIRE

DES

DEVICES HÉRALDIQUES, NUMISMATIQUES, HISTORIQUES
ET FANTAISISTES DU DAUPHINÉ

(SUITE. — Voir la 90^e et 91^e livraison).

F

217. — FACERE BENÈ ET LÆTARI. — De Marville (CH).

218. — FACILE EST INVENTIS ADDERE. — Richard Cockson ou Cocson, imprimeur à Grenoble (1625-34).

219. — FACTIS FACTA ADORNAT. — De Dorne (CH).

220. — FAIS QUE DOIS, ADVIENNE QUE POURRA. — De Girard (B).

221. — FAIS TON DEVOIR. — Berton de Crillon de Balbes.

222. — FAITES MIEUX QUE JE NE DIS. — Devise de l'abbé Pollin, auteur du *Hameau de l'Agnelas*.

223. — FAUSTA SURGUNT LUMINA. — Devise placée sous les armes de la ville de Bourgoin.

224. — FAVET MOMUS, LUNA INFLUIT. — Une des devises du Régiment de la Calotte, société satyrique du XVIII^e siècle, d'institution dauphinoise.

225. — FECIT UTRAQUE UNUM. — Sur une monnaie

de François II et Marie Stuart, frappée en Ecosse, en 1558, avec son titre de Dauphin de Viennois.

226. — FECIT VERITAS. — Idem.

227. — FE ET HONOUR. — De Cheylus (B).

228. — FELICIBUS CONDOFLET BORBONII AUSPICIS.
— Sur un jeton de G. de Gadagne d'Hostun.

229. — FERME EN L'ADVERSITÉ. — Comte F. Monier de la Sizeranne. — C. a dit : FERME DANS L'ADVERSITÉ, au sujet de la devise des Cordoue, dont M. de la Sizeranne descend par sa mère.

230. — FERMETÉ ET LOYAUTÉ. — Chastellier (CH).

231. — FERME-TOI. — De Valpergue (B).

232. — FERRER FORTE È SPESSO. — Abel de Chevallet.

233. — FERRO CADIT AUREA MESSIS. — De Ferron (CH).

234. — FERRO NON AURO. — De Crussol (B).

235. — FESTE DIEU BAYARD ! — Cri de Bayard du Terrail (C).

236. — F.F.F. (*Felices Fuerunt Fideles*). — Félix (C).

237. — FIDE ET LENITATE. — Bernadou, év. de Gap.

238. — FIDELIS ES AC JUS AMAS. — Sur un jeton d'Isaac de Lafemas, 1655. (C'est *presque* l'anagramme de son nom : *Isacius de Lafemas*).

239. — FIDELIS EST AMICUS LIBER. — Sur un *Exlibris* de M. André Lalande, avoué à Valence.

240. — FIDES PERPETUA. — Ferrus (CH).

241. — FIRMA FIDE. — Galzain de Calsins (C).

242. — FIRMAT REGENDO CORONAS. — De Grolée-Viriville (B). — C. dit : *Format regendo coronas*.

243. — FLORES ET FRUCTUS, SCIENTIA ET VIRTUS. — Académie flosalpine et Société des amis chrétiens. Il y a une variété : FLORES ET FRUCTUS IN SCIENTIA ET VIRTUTE.

244. — FORCE DE COMMERS. — Commer. Diction.

245. — FORIS SED MAGIS INTUS. — De Murard.

246. — FORMAT REGENDO CORONAS. — (Voir plus haut FIRMAT, etc.).

247. — FORMONS DES CITOYENS. — Sur un livre ouvert, où on lit : *Avenir, espoir, honneur et travail*. Audessous : *Devoir, Patrie*. Devise de l'Ecole normale de Grenoble (M).

248. — FORT ET FERME. — De Guignard de Saint-Priest.

249. — FORTIS, FEROX ET CELER. — De MacCarthy.

250. — FORTIS FORTUNA FORTIOR. — B. de Villars (B). Sur le plat d'un livre de la Bibliothèque de Grenoble.

251. — FORTIS UT MORS. — De Monts.

252. — FORTIS UT MORS DILECTIO. — De Villars. On trouve cette devise, mais en langue grecque, sur la médaille de Jérôme de Villars, archev. de Vienne, que j'ai publiée en 1881, dans la *Revue belge de numismatique*. (V. le N° 117).

253. — FORTITUDINE ET HUMILITATE. — De Gillier (CH).

254. — FORTITUDINE, SUAVITATE. — Menze (CH). — Sur un cachet (M).

255. — FORTITUDO AC PRUDENTIA. — Odde de la Tour-du-Villard (C).

256. — FORTITUDO ET MANSUETUDO. — De Bernard de Lausière (B).

257. — FORTITUDO, NOBILITAS. — Bernard de Maigny (C).

258. — FRAGILE SI, MA BELLO. — Marin (CH).

259. — FRANC COMME L'OR. — D'Orcières (CH).

260. — FRANGIT INACCESSA. — Lesdiguières (A).

261. — FRATERNITÉ, UNION, SECOURS, TRAVAIL, PROSPÉRITÉ. — Société de bienfaisance de l'enclume et du marteau, à Grenoble.

262. — FRENI NESCIA VIRTUS. — De Prunelé (B).

263. — FRUOR DUM FOVEO. — Claude Frère. Sur deux médailles de 1623 et 1624.

264. — FULGET ET FLORET. — Fasson (CH).

265. — FULGET SEMPER. — Pierre de Cornu. Sur une médaille.

G

266. — GALLO CANENTE SPES REDIT. — Chaponay (CH).

267. — GARE LA QUEUE DES ALLEMAN ! — Alleman. Diction (CH).

268. — GARE LA QUEUE DES ALLEMAN ET DES BÉRANGER ! — Diction dauphinois que B. écrit : *Garde la queue des Alleman et des Béranger*.

269. — GAUCOURT ! — Cri de Raoul de Gaucourt, gouverneur du Dauphiné en 1428.

270. — GENTIS FORMIDO SABAUDÆ. (Pour *Sabaudia* sans doute). — Lesdiguières (CH).

271. — GLORIA TIBI SOLI. — Sur un méreau de St-Maurice de Vienne.

272. — GOLPIL EN BIEN CONSELT. — De Renard de Bussi (C).

273. — GRACIA DEI SUM ID QUOD SUM. — Sur une monnaie d'Henri IV, aux armes de France et Dauphiné.

274. — GRATIA PLENA DOMINUS TECUM. — Pierre Marniolles, imprimeur (1621-31).

275. — GRACIA SANCTI SPIRITUS ADSIT NOBIS. — Sur un méreau de Saint-Chef.

276. — GRADATIM TENDIMUS AD ASTRA. — Devise attribuée à Pierre Scarron, évêque de Grenoble (1620-68).

277. — GRADIBUS VIRTUTIS SIC ITUR AD ASTRA. — De Vallin.

278. — GRADIENDO ROBORE FLORET. — Lesdiguières. Sur une médaille de 1623.

279. -- GRANGES ET COMMIERS, TEL LES REGARDE QUI NE LES OSE TOUCHER. MAIS GARE LA QUEUE DES BERENGERS ET DES ALEMANS. Diction (CH).

280. — GUERRE ! — Cri des Lacroix-Chevrières. (CH). — C. le donne à la famille de Pisançon, mais sous cette forme : GUERRE, GUERRE !

G. VALLIER.

(A continuer)

PETIT GLOSSAIRE PATOIS

DES

VÉGÉTAUX DU DAUPHINÉ

(FIN. — Voir la 90^e et 91^e livraison).

R

<i>Raba,</i>	M. A. B.	Rave.
<i>Rabanèla,</i>	M.	Radis sauvage.
<i>Rabassa,</i>	B. A.	Truffe.
<i>Raïs,</i>	M.	Radis.
<i>Ramuca,</i>	A.	Rave.
<i>Rangle,</i>	H.	Plante parasite des prés.
<i>Rasca,</i>	B.	Cuscute.
<i>Rasin-de-pansa,</i>	M.	Groseilles.
<i>Rasin-de-St-Jan,</i>	M.	Id.
<i>Rasin-dou-diable,</i>	M.	Sebum acre.
<i>Ratabo,</i>	H.	Arrête-bœuf,
<i>Ravanèla,</i>	H.	Radis cultivé.
<i>Relenge,</i>	M.	Clématite.
<i>Renarda,</i>	H,	Nerprun.
<i>Renardiera,</i>	B.	Echalotte.
<i>Reparà,</i>	M.	Poirée.
<i>Reparada,</i>	B.	Id.
<i>Reponchon,</i>	H.	Mâche, doucette.
<i>Repoursi,</i>	DI.	Pissenlit.
<i>Revou,</i>	H.	Chêne.

<i>Riban,</i>	M.	Gazon à feuilles bariolées.
<i>Rifouart,</i>	B.	Raifort.
<i>Ringuet,</i>	H.	Var. de blé.
<i>Rivier,</i>	CH.	Cépage noir.
<i>Rogestan,</i>	H.	Consoude.
<i>Ronzeau.</i>	CH.	Roseau.
<i>Rouenegus,</i>	A.	Salsepareille.
<i>Rouia,</i>	DI.	Epeautre.
<i>Rouieta,</i>	M.	Amarante sauvage.
<i>Roumbre,</i>	A.	Sainfoin.
<i>Roule,</i>	B.	Chêne.
<i>Roure,</i>	M. A. B.	Id.
<i>Roure-vergentin,</i>	CH.	Chêne à écorce blanche.
<i>Roumani,</i>	M. A. B.	Romarin.
<i>Rousier,</i>	M.	Rosier.
<i>Rous,</i>	M.	Sumac, fustet,
<i>Rous d'iou,</i>	M. B.	Prunier à fruit jaune,
<i>Roussana,</i>	DI.	Cépage, roux doré.
<i>Rousoula,</i>	M.	Coquelicot.
<i>Ronzula,</i>	H.	Id.
<i>Rusula,</i>	H.	Id.

S

<i>Sabouneta,</i>	M.	Saponaire.
<i>Sagna,</i>	M. A. B.	Carex, <i>aspitosa</i> , laiche.
<i>Sagni,</i>	H.	Id. Id. Id.
<i>Sambuc,</i>	M. B. A.	Sureau.
<i>Sampechier,</i>	A.	Id.
<i>Sangu,</i>	M.	Id.
<i>Sanglu,</i>	M.	Id.
<i>Sangu-roucit,</i>	M.	Viorne rouge.
<i>Sanguin,</i>	B.	Cornouiller.
<i>Sap,</i>	A.	Sapin commun.

<i>Sapina,</i>	M.	Sapin.
<i>Sarradin,</i>	H.	Sarrazin.
<i>Sarvi,</i>	H.	Sauge.
<i>Sauvia,</i>	M. A. B.	Id.
<i>Sauze,</i>	M. A. B.	Saule.
<i>Seja,</i>	B.	Seigle.
<i>Selha,</i>	H. CH.	Id.
<i>Sel,</i>	A.	Id.
<i>Seu,</i>	DI.	Id.
<i>Seüc,</i>	H.	Sureau.
<i>Senebe,</i>	M.	Senevé.
<i>Senissou,</i>	M.	Seneçon.
<i>Serenta,</i>	A.	Epicea, Térébenthe.
<i>Serpoulh,</i>	A.	Serpolet.
<i>Serpoulet,</i>	M.	Id.
<i>Siras,</i>	M. B.	Cépage noir.
<i>Sourbeira,</i>	M.	Sorbier.
<i>Soutourna,</i>	A.	Chicorée amère.
<i>Sufia,</i>	A.	Pin épicea.
<i>Suifi,</i>	A.	Id.

T

<i>Tahus,</i>	A.	Pin à faire des torches.
<i>Tapat,</i>	DI.	Gazon, brome.
<i>Taquet,</i>	M.	Cépage Tokay.
<i>Tartarei,</i>	H.	Crête de coq.
<i>Tartarea,</i>	A.	Id.
<i>Tartifle,</i>	M. A. B.	Trufle, pomme de terre.
<i>Tatina,</i>	M.	Viorne.
<i>Trifola,</i>	H.	Id. Id.
<i>Teneia,</i>	A.	Tanaisie.
<i>Terengi,</i>	H.	Térébenthe.
<i>Touarcha,</i>	M.	Consoude.

<i>Tilhot,</i>	M. B.	Tilleul.
<i>Trafuelh,</i>	A.	Trèfle.
<i>Trainassa,</i>	M.	<i>Asperago procumbens.</i>
<i>Tirassa,</i>	A.	Id.
<i>Trames,</i>	M.	Blé de printemps (3 mois).
<i>Tremens,</i>	A.	Id.
<i>Tràmou,</i>	H.	Tremble.
<i>Tremo,</i>	H.	Id.
<i>Trauca-sacca,</i>	B.	Ægilops oveto.
<i>Traucha-sac,</i>	M.	Id.
<i>Trioulet,</i>	M.	Trèfle sauvage.
<i>Tusèla,</i>	M. A. B.	Blé sans arête.

U

<i>Uerge,</i>	M.	Orge.
<i>Urtia,</i>	H.	Ortie.
<i>Urtia gressecha,</i>	A.	Ortie brûlante.
<i>Usèli,</i>	CH.	Bois de Sainte-Lucie.
<i>Ugèli,</i>	M.	Mérisier.
<i>Usop,</i>	CH.	Hyssope.

V

<i>Vaurias,</i>	M. B.	Pommier à fruit rouge.
<i>Vege,</i>	M. A. B.	Osier rouge.
<i>Veranda,</i>	A.	Folle-avoine.
<i>Veraire,</i>	M. B.	Ellébore, <i>veratrum</i> .
<i>Verbouisset,</i>	B.	Petit houx.
<i>Verdala,</i>	B.	Variété d'olive.
<i>Verdèssi,</i>	H.	Variétés de cépages.
<i>Verdiga,</i>	H.	Id.
<i>Virgoulusa,</i>	M.	Variété de poire.

<i>Vermouasia,</i>	M.	Cépage malvoisie.
<i>Verna,</i>	M. A. B. H.	Aune.
<i>Verna-bassa,</i>	B.	Aune des bois.
<i>Via d'ase,</i>	B.	Aubergine.
<i>Vouilher,</i>	M. B.	Giroflier.
<i>Viouleta,</i>	M. A. B.	Violette.
<i>Vira soulelh,</i>	M.	Tourne-sol.
<i>Vise,</i>	M. A. B.	Vigne.
<i>Vestigue,</i>	M.	Gui.
<i>Visc,</i>	A. B.	Id.
<i>Vitre,</i>	CH.	Id.
<i>Vorze,</i>	H. CH.	Osier des ramières.
<i>Volvola,</i>	H.	Liseron.

L'ABBÉ MOUTIER.



CHRONIQUE

La Société a successivement perdu, pendant ce dernier trimestre : M. Hectorne (Emile), ancien employé des Ponts et Chaussées, receveur de l'hospice de Valence, collègue instruit et plein d'aménité et de bienveillance, aimé et estimé de tous ceux qui l'ont connu ; M. Bulot, ancien architecte à Valence, qui fut un des premiers à organiser notre Société, et M. Dupuy-Duvernét (Charles), ancien chef de division et ancien secrétaire général de la Préfecture de la Drôme, chevalier de la Légion d'honneur.

Il entra dans l'administration comme secrétaire particulier de M. Lemarchand de La Faverie, vers 1842. Son caractère conciliant, sa bonne figure, son intelligence et son savoir ne tardèrent pas à le faire remarquer. Il connaissait tout le département et se rendait utile à chacun. Comme il travaillait à ses *Mémoires*, depuis sa retraite, on y trouvera, s'ils sont imprimés, les plus piquantes révélations, car, esprit fin, délicat, libéral et tolérant, il avait vu de près bien des hommes et bien des choses et savait observer, juger, parler et écrire.

Dans le même temps, la mort creusait aussi de grands vides parmi les écrivains dauphinois, emportant tour à tour MM. Emile Augier, Albert du Boys, le comte Douglas et Adolphe Rochas.

Un de nos collègues rend hommage ici même à la mémoire d'Emile Augier ; M. Victor Colomb consacre à M. Rochas une notice détaillée dans la Collection bibliographique de M. E. Chaper ; l'excellente *Petite Revue Dauphinoise* de M. E. Baratier a commencé une étude sur M. Albert du Boys et M. le comte Douglas (Charles), l'auteur de deux ouvrages importants : *Vie et poésies de Soffrey Calignon, chancelier de Navarre* (en collaboration avec M. Gustave Vallier) et *Actes et Correspondance du Connétable de Lesdiguières* (en collaboration avec M. J. Roman), ne peut manquer aussi de biographies.

Faute de renseignements précis, il nous est impossible à cette heure de parler d'autres défunts que de M. Rochas.

Depuis l'oratorien Lelong, la bibliographie a fait d'immenses progrès avec Quérard, Brunet, M. le chanoine Chevalier et leurs émules.

Se plaçant sur une moindre sphère, M. Rochas (Adolphe) a fait revivre toute notre histoire locale et rendu la vie à nos artistes, à nos écrivains et à nos compatriotes illustres. Chorier, dans son *Histoire*, Guy Allard, dans sa *Bibliothèque*, avaient à peine effleuré le sujet. Lui s'attacha aux dates et aux titres des ouvrages de chaque auteur et, de 1856 à 1860, donna un livre éminemment utile, regardé comme un modèle, et consulté depuis par tous les chercheurs.

M. Rochas préparait un supplément et recueillait des notes qui sont aujourd'hui la propriété de M. E. Chaper; quant à une partie de celles des deux volumes publiés, elle appartient à M. Victor Colomb.

Il est aussi l'auteur d'un petit chef-d'œuvre littéraire intitulé *l'Abbaye joyeuse de Pierrelatte*. Bien que le fond repose sur des données authentiques, il y a trop voulu faire des jeunes gens de Pierrelatte de véritables moines de l'abbaye de Seuil, chantée par Rabelais, en exagérant leurs exploits bachiques. Mais la brochure est gaie, curieuse et lestement écrite.

Nous n'avons pas la liste complète des brochures de M. Rochas; ce sont là, au surplus, des œuvres secondaires où la main du maître se retrouve pourtant.

Son travail sur la Révolution, sous le titre de *Mémoires d'un bourgeois de Valence*, dont quelques fragments publiés ont excité l'attention, a été confié à M. E. Chaper, chez qui la générosité égale le savoir, et nous fera connaître cette époque agitée.

Quant à ses notes sur la Bibliographie de Valence, sur ses journaux, sur Die, sur la Drôme et sur le Dauphiné, elles ont été acquises avec partie de ses livres, par la Bibliothèque de Valence, dont il était devenu conservateur en janvier 1889, et là sa mémoire et ses travaux seront religieusement conservés.

Au point de vue biographique, l'existence de M. Rochas, comme celle de tous les travailleurs n'a été marquée par aucun événement mémorable. Né à Die en 1816, il étudia le droit, fut reçu avocat et préféra la bibliographie au code; il entra ensuite comme rédacteur au bureau des

archives départementales, et à sa retraite, vint se fixer à Valence, où il est décédé, avec le juste renom de premier bibliophile dauphinois.

OUVRAGES REÇUS

Antoine-Auguste Dériard, sa vie intime, ses travaux scientifiques et littéraires et le résumé analytique de ses biographies des Lyonnais dignes de mémoires, nés à Lyon ou qui y ont acquis le droit de cité, par ses fils Jules et Louis Dériard. Lyon, Pitrat aîné, 1890, in-4°, 436 pages. Véritable monument élevé à la mémoire d'un savant naturaliste, archéologue et bibliophile, né en 1796 à Givors et décédé à Lyon le 14 novembre 1873.

Lettres de Louis Bonaparte, roi de Hollande, à Mésangère (de Valence), publiées par le baron de Coston. Lyon, Brun, 1889, br. in-8°, de 70 pages. Les lecteurs du *Bulletin* connaissent déjà cette intéressante étude.

Météorologie régionale, série chronologique générale de tous les faits recueillis, par Marius Villard, architecte. Valence, J. Céas et fils, 1889, br. in-8°, 136 pages. Travail sérieux, justement apprécié par la presse locale et les lecteurs du *Bulletin*.

Les Universités en France sous l'ancien régime, par M. A. Silvy, ancien conseiller d'Etat, directeur honoraire au ministère de l'Instruction publique (Extrait de la *Réforme sociale*. Paris, 1889, br. in-8°, 24 pages). Fort savante et fort judicieuse étude qui amène l'auteur à cette conclusion : « Que l'Etat donne aux écoles ce qu'il peut donner, c'est-à-dire la protection civile dont elles ont besoin et qu'il abandonne la doctrine à la famille, c'est-à-dire à la liberté. »

Rapport sur les archives départementales, communales et hospitalières de l'Isère en 1888-89, présenté à M. le Préfet, par A. Prudhomme, archiviste départemental. Grenoble, 1889, Vallier et Chabert, br. in-12 de 39 pages. Dans ce compte-rendu intéressant figure une liste des pièces réintégrées aux archives de l'Isère.

L'ordine cluniacense in Italia ossia vita di S. Pietro Salernitano, primo vescovo di Policastro, fondatore del corpo di Cava ed istitutore della congregazione cavense,

lavoro pubblicato... per Paolo Guillaume. — Cava dei Tirreni, 1876, br. in-8°, 56 pages.

Vita di sant Alferio fondatore e primo abbate del cenobio della SS. Trinita di Cava de Tirreni (931-1050).... pubblicata... per Paolo Guillaume. Cava 1875, br. in-8°, 32 pages.

Le Navi cavensi nel Mediterraneo durante il medio evo ovvero vita di S. Costabile di Lucania fondatore di Castellabate. Lavoro pubblicato... per Paolo Guillaume. Cava 1876, br. in-8°, 56 p. Le savant et laborieux archiviste des Hautes-Alpes préludait alors à ses travaux historiques ultérieurs.

ROGER VALLENTIN. *Le Parlement des ouvriers et des monnayeurs du Serment de l'Empire, tenu à Avignon en mai 1531.* Paris, 1889, br. in-8°, 11 pages.

Les prénoms en Dauphiné au commencement du XV^e siècle. Gap, Jouglard, 1889, br. in-8°, 27 pages.

Un liard inédit d'Henri IV, roi de France, br. in-8°, 5 pages.

Le premier de ces travaux, publié par la *Société de Numismatique*, et le dernier, dans la *Revue Belge de Numismatique*, indiquent assez la notoriété acquise dans le monde savant par notre jeune et érudit collègue.

Episode de pillages de la commanderie de Vaulx par le seigneur de Maubec, 1363-1368, par Bergus. Bourgoin, Rabilloud, 1889, br. in-16, 23 pages. Cette étude repose sur des documents authentiques mis en œuvre avec art par M. Gauduel.

Une visite à la Bibliothèque de Carpentras, par M. Brouchoud. Lyon, 1887, br. in-4°, 15 pages. Un souvenir de notre savant collègue défunt.

La famille Mérez. — *La famille de Genas,* par Louis Pascal. Extrait du *Bulletin héraldique de France* où sont résumés les travaux imprimés et manuscrits antérieurs avec méthode, science et clarté.

Terminons par le bel et savant ouvrage de MM. Allmer et Dissard, intitulé : *Musée de Lyon. Inscriptions antiques.* Lyon, Delaroche, 1888-89, 2 vol. in-4°, et par les *Etudes numismatiques à l'époque mérovingienne*, de M. Maxe-Werly. Bruxelles, Gobbaerts, 1890, 49 p. in-8°.

SÉANCE DU 12 NOVEMBRE 1889

PRÉSIDENCE DE M. VALLENTIN

Lecture est donnée d'une lettre de M. le Ministre de l'Instruction publique et du programme des questions à traiter au Congrès des Sociétés Savantes en 1890.

M. le Secrétaire-général de l'Académie royale de Stockholm demande l'échange de ses publications avec les nôtres.

M. l'abbé Jassoud fait connaître le nom de l'artiste qui a fondu le bénitier de La Motte-de-Galaure : il s'appelait *Caves* ou *Cavet*. Notre zélé collègue désirerait savoir si les archives privées ou publiques mentionnent ce fondeur. Aucune réponse n'est faite.

Sur l'observation du Secrétaire-archiviste que le tirage à 500 exemplaires du *Bulletin* entraîne un stock encombrant de volumes, il est décidé que ce tirage sera réduit à 400 et que les années antérieures à 1890 seront livrées exceptionnellement aux membres de la Société et aux abonnés au prix de 3 francs chacune, port non compris.

M. le Président fait en quelques mots l'éloge des écrivains dauphinois décédés récemment, comme MM. Emile Augier, Albert du Boys, Adolphe Rochas et le comte Douglas.

La séance est terminée par une lecture sur les écoles de Tulette avant 1790.

LES
AMIS DE JEAN DRAGON

*Professeur à l'Académie Protestante
de Die.*

(SUITE. — Voir les 90°, 91° et 92° livraisons).

AMIS DE JEAN DRAGON

À Genève.

I

P. P. ACHEQUUS, 1602 (1).

Cet inconnu, qui se donne comme étant de la Gaule narbonnaise, a manifesté son attachement pour Dragon, en inscrivant dans son album quelques aphorismes ou sentences, parmi lesquels nous relevons celui-ci : *L'amy se cognoit au besoin.*

II

Joh. AUBERTUS, 1601 (2).

Bien qu'il ait fait une citation de Sénèque, pour démontrer à l'étudiant cretois l'utilité de la culture des lettres, Jean Aubert n'était ni un professeur, ni un étudiant de l'académie de Genève, et bien qu'il fût vraisemblablement

(1) L'autographe, signé de ce nom, est au folio 107 de l'album de Jean Dragon.

(2) Fol. 156.

de cette ville, il ne pouvait appartenir à la famille bourgeoise de son nom, originaire de Crest, attendu que celle-ci n'émigra qu'en 1685. Seulement il est bon de dire, qu'il y eut de tout temps à Genève et dans le Genevois plusieurs familles Aubert, les unes autochtones, d'autres venant de France, et que de ces dernières, il en est au moins deux, qui furent admises à la bourgeoisie, dans la seconde moitié du XVI^e siècle; celle d'un Robert Aubert, pelletier de Châlons-sur-Marne, le 27 janvier 1567 et celle de Vincent Aubert, fils à feu Nicolas de Clavans en Dauphiné, le 19 septembre 1595 (1).

III

F. BEAUREGARD delphinus (2).

Encore un inconnu, mais un Dauphinois et de plus un jeune homme, car il n'appellerait pas sans cela son ami intime, — *amicus suus intimus*, — celui qu'il déclare être un adolescent exceptionnellement doué. Peut-être ce Beauregard était-il un fils du capitaine protestant Esprit Michel, dit Beauregard, qui fut anobli en 1584, ou bien encore quelque parent de Barthélemy Giraud, dit le capitaine Beauregard, autre protestant habitant Mens en Trièves en 1596 (3).

IV

Theodorus BEZA, 1601 (4).

Théodore de Bèze, qui écrivait, en 1583, toute une demi-page dans le *Liber amicorum* de Jean Durant, deux

(1) Notes de M. Louis Dufour, archiviste d'Etat à Genève.

(2) Fol. 47.

(3) Note de M. Edmond Maignien, conservateur de la bibliothèque de Grenoble.

(4) Fol. 111.

ou trois lignes seulement dans celui du rémois Verdavène, l'année précédente, et autant en 1596 et en 1597 dans chacun de ceux de Samuel Wiss de Sion et du célèbre jurisconsulte Pacius, a tracé, d'une main tremblante, quelques mots de saint Bernard, dans l'album de Dragon. Puis, comme pour bien marquer la distance qui le séparait en ce moment-là du temps où il composait les *Juvenilia*, il a fait suivre cette citation de l'indication de son âge : *Annum hujus vitæ 83, die decembris 21, anno ultimi temporis 1601*. Et naturellement tout heureux de la possession d'un aussi précieux autographe, l'étudiant cretois y a joint le portrait et les armoiries du successeur de Calvin, l'un et l'autre empruntés à un volume de format un peu plus grand que son album.

Le portrait qui fait face à l'autographe, est dans un médaillon ovale portant en exergue : THEODORVS BEZA VEZELIVS, MINISTER VERBI DOMINI IN ECCLESIA GENEVENSIS ANNO ÆTA, 77, et au-dessous duquel on lit, après ce passage d'Isaïe : *Verbum Domini manet in æterum*, le quatrain suivant, signé : M.B.R. LRF. :

*Les humains admirans, bel esprit, les thresors
De ta plume coulans et de ta voix faconde,
Ont icy le plaisir de connoistre le corps
Qui contient cest esprit tant connu par le monde.*

Quant aux armoiries, qui sont collées au-dessous de l'autographe et au-dessous desquelles on lit : *Insignia Theodori Beza*, elles sont sans indication d'émaux, de... à la face de... chargée de trois roses de... accompagnée en pointe d'une clé de... posée en pal, avec la devise : PAX MVLTÀ DILIGENTIBVS NIHIL DEEST TIMENTIBVS.

Théodore de Bèze est un personnage trop connu, pour

que nous en puissions dire quelque chose qui n'ait été déjà dit. Rappelons cependant, qu'un de ses apologistes, Ancillon, avance « qu'il se maria trois fois » et la première avec une « Françoise de Saint-Marcel-d'Avançon, sœur d'un evesque de Grenoble, qui estoit vefve de Nicolas Odenoud, frère de Jean IV, premier consul de la mesme ville de Grenoble, son premier mary et de noble Philippe de Poy, seigneur de Fiancée, son second mary ». Or, bien que ce mariage soit révoqué en doute par Bayle et la plupart des historiens, il n'en est pas moins vrai, que l'auteur des *Mélanges critiques de littérature*, n'est pas le seul qui ait cru à trois mariages de Théodore de Bèze (1).

V

Moses BONIOTUS, 1600 (2).

Moïse Boniot ou de Boniot, qui représentait en 1615 l'église protestante de Grenoble au synode de Mens, à titre d'ancien, Bouteroue en étant alors le pasteur, était d'une famille dauphinoise que l'on dit avoir été anoblie en 1447, par le dauphin Louis, mais qui remontait à Pierre Boniot et Guillaume Odde, habitants de Lus-la-Croix-Haute (3), que les Montauban, seigneurs de ce lieu, anoblirent en 1323, et dont les descendants se confondirent ensuite en une seule famille. De Lus-la-Croix-Haute, les Odde de Boniot, ou, pour parler plus exactement, les Odde-Boniot, furent s'établir dans le Trièves, où ils se multiplièrent à ce point, qu'ils y donnèrent lieu au dicton : *Frap-*

(1) BAYLE : *Dict. hist. et crit.*, I, 601.

(2) Fol. 101.

(3) Commune du canton de Châtillon-en-Diois (Drôme).

per un buisson, il en sortira un Boniot, et du Trièves ils se répandirent ensuite, non seulement dans le reste du Dauphiné, mais encore en Vivarais et en Bourgogne. Aussi quantité d'entre eux prirent-ils part aux guerres civiles du XVI^e siècle, quelques-uns comme catholiques, beaucoup d'autres comme huguenots; seulement, tandis que bon nombre de leurs compatriotes trouvèrent dans cette mêlée l'illustration et la fortune, eux se trouvèrent être, après comme avant, d'obscurs petits gentilshommes, dont les plus importants se qualifiaient sieurs de quelque lopin de terre, tout au plus d'une maison-forte, et dont les plus instruits se réfugiaient dans les charges judiciaires du moindre degré (1).

VI

J. BONIOTUS, 1601 (2).

Autre membre de la même famille, ce J. Boniot paraît être un émigré qui, s'étant fixé à Genève, y hébergea le futur pasteur de Crest, pendant qu'il étudiait dans cette ville; car il est à remarquer, qu'il l'appelle son commensal en même temps que son compatriote et son meilleur ami. — *Amicus inter omnes, conterraneus et commensalis meus*.

VII

Petrus BONIOTUS, delphinus, 1602 (3).

Il ne s'agit pas ici, comme on le pourrait croire, d'un Pierre Boniot qui, devenu pasteur du Vercors en 1619 et

(1) CHORIER: *L'estat politique du Dauphiné*, III, 413. — Minutes de notaires.

(2) Fol. 100.

(3) Fol. 123.

de Rosans (1) en 1613, mourut dans cette dernière localité en 1618 ; mais bien d'un homonyme, qui étudiait à l'académie de Genève en 1600 et que l'on trouve ensuite établi à Chichilianne (2), docteur en droit et mari de Catherine d'Armand, qui le rendit père de deux fils, Alexandre, sieur de la Plane, et Corneille, sieur du Rancher, dont le plus jeune épousa Madeleine Vulson, fille du capitaine Pierre Vulson, sieur de Tourres et petite-fille d'une Odde de Boniot (3).

VIII

Josephus Brosseus (4).

Peut-être un M. de Brosse, qui, le 14 août 1599, tint à Genève, sur les fonts du baptême, au nom de Méric de Vic, seigneur d'Ermenonville, président au parlement de Toulouse et conseiller d'Etat du roi de France, Etienne-Méric Casaubon, le seul des enfants d'Isaac qui ait persévéré dans le protestantisme.

IX

D. Butere, genév., 1602 (5).

Le prénom de cet ami de Jean Dragon nous étant donné par *Le livre du Recteur*, dans lequel *Dyonisius Bouterius* figure comme étudiant à l'académie de Genève, en 1601, nous savons ainsi que son véritable nom est Denis Bouteroue, autrement celui d'un homme dont l'histoire est

(1) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Gap (Hautes-Alpes).

(2) Commune du canton de Clelles (Isère).

(3) *Ann. du Dauph.*, 476. — ARNAUD : *Hist. des prot. du Dauph.*, II, 376.

(4) Fol. 21.

(5) Fol. 119.

en quelque sorte celle des protestants du Dauphiné pendant un tiers au moins du XVII^e siècle. Et si la *France protestante* néglige de faire connaître le lieu de la naissance de ce petit-fils d'un autre Denis Bouteroue, « contre poinctier », reçu habitant de Genève le 25 septembre 1572, nous sommes fixés à ce sujet par le passage suivant des actes du synode provincial tenu à Montélimar au mois de juin 1607. « M. Bouteroue, natif de Genève, ayant esté ouy en proposition françoise et latine et examiné et reconnu capable du S. Ministère, a receu », y est-il dit, « la main d'association », sous promesse « d'enseigner une « doctrine pure, de se porter en toutes occasions aux fonctions de sa charge, conformément à la parole de Dieu, « et selon la discipline ecclésiastique et confession des « églises, et de ne se départir jamais de la province, sans « le consentement du Synode » (1).

Nommé alors pasteur à Grenoble, Bouteroue eut en commençant de telles difficultés avec cette église, que trois ans après il demandait avec instance d'être relevé de ses fonctions ou tout au moins transféré à Château-Dauphin (2), dont les habitants le réclamaient ; mais Lesdiguières et le Synode l'ayant ensuite fait revenir sur cette détermination, il n'en conserva pas moins son poste jusqu'à sa mort, c'est-à-dire pendant encore trente-cinq ans. Seulement il est bon de dire que, pendant ces trente-cinq années, notre pasteur genevois fut plutôt le négociateur et le représentant attitré des églises protestantes du Dauphiné, que le chef de celle de Grenoble ; et du reste,

(1) *La France prot.*, III, 31-33. — Actes du syn. de Montélimar (1607).

(2) Castel-Delfino, une des localités cédées au Piémont par le traité d'Utrecht.

comme pour bien marquer qu'il en devait être ainsi, ceux-là même qui s'opposèrent à son changement de poste, le chargèrent aussitôt de suppléer le fameux pasteur de Montélimar, Adrien Chamier, comme député de la province au prochain Synode national et de représenter en outre le Diois dans la première assemblée politique provinciale (1).

Deux ans plus tard (août 1612), le départ de Chamier pour Montauban, faisait en effet de Bouteroue la personnalité la plus marquante du corps des pasteurs du Dauphiné, et c'est conséquemment à lui qu'incombèrent dès lors les plus importantes et les plus difficiles missions. Citons dans le nombre, celle de centraliser la correspondance des députés-généraux, représentants officiels du parti huguenot auprès du roi, avec les protestants dauphinois, charge qui lui fut confiée en 1612 et dont il se démit au bout de cinq ans, parce qu'elle faisait « empeschement à ses études ». Ensuite celle de « réunir les mémoires des choses remarquables en chascune église ». Puis la plus que délicate mission de « remonstrer » au tout puissant Lesdiguières, « les inconveniens fort grands, à ce qu'un papiste eust l'estat de secretaire près de sa personne », et celle non moins délicate de réconcilier l'église de Die avec son pasteur Vulson de la Colombière ; mission qui ne réussit d'ailleurs pas, ainsi que nous le dirons en parlant de ce dernier. Quant au rôle que le pasteur de Grenoble joua comme représentant du Dauphiné, dans les synodes nationaux de Tonneins (1614), de Vitré (1617), de Castres (1626) et de Charenton (1631), et dans les assemblées politiques nationales de Grenoble (1615) et de Loudun (1619), il est naturellement plus connu ; mais nous ne

(1) Actes du syn. d'Embrun (1610).

saurions, quand même, nous dispenser de rappeler qu'il est un des quatre députés que le synode de Vitré envoya au roi Louis XIII, pour le féliciter, signe du temps, des heureuses conséquences de l'assassinat du maréchal d'Ancre ; que, chargé de faire valoir auprès du même prince les réclamations de l'assemblée de Loudun, il le fit avec tant de vivacité qu'on lui imposa silence, et que semblable mission lui ayant été donnée par le synode de Castres, il fit au roi une harangue des plus louangeuses, pour lui demander d'autoriser la convocation d'une assemblée politique et de permettre au fameux pasteur Pierre du Moulin de revenir à Paris (1).

D'autres harangues de Bouteroue, sont celle qu'il fit à Louis XIII à son passage à Grenoble le 29 novembre 1621 et celle qu'il adressa à Charles de Bourbon, comte de Soissons et gouverneur du Dauphiné, à son entrée dans cette ville, le 7 novembre de l'année suivante. Elles ont été imprimées toutes les deux, la dernière en une brochure de 8 pages in-octavo et l'autre dans *le Mercure*. Ce qui équivaut à dire qu'elles ont le même caractère que celle qu'il prononça au nom du synode de Castres, qui a eu, elle aussi, les honneurs du *Mercure*. Or, par une singulière contradiction, ce même Bouteroue, qui s'élevait, en 1626, contre les « pernicieux desseins brassez contre la couronne », autrement contre la rébellion du duc de Rohan, s'avisa, l'année suivante, de justifier cette rébellion dans un écrit de controverse intitulé : *La réponse des bons anges aux voix angéliques des mauvais, ou réfutation d'un escrit publié sous le nom de Jean d'Auric, tou-*

(1) Actes des syn. de Mantoules (1612), de Dieulefit (1616), de Nyons (1617) et de Gap (1619). — AYMON : *Tous les Syn. de France*.

chant les motifs de son apostasie le 30 janvier 1627 (1); y avançant en outre « que l'Eglise romaine approuve le parricide des rois chrétiens ». Ce qui lui valut naturellement d'être poursuivi devant le parlement de Grenoble qui, tout en faisant droit à une requête de lui, de son imprimeur Richard Cocxen et d'un nommé Nicolas Lattard, tendant à ce que l'affaire ne puisse être portée devant une autre cour, condamna le livre à être « publiquement lacéré, sur la place du Palais, par l'exécuteur de la haute justice et ensuite jeté au feu ». De plus, le roi fut tellement irrité de la publication de cet opuscule, que notre pasteur, ayant été élu député au synode national de Charenton, quatre ans plus tard, ce n'est qu'après de longs pourparlers et sur promesse de « se mieux comporter à l'avenir », qu'il lui fut permis de siéger dans cette assemblée (2).

Le temps des grandes luttes politiques étant d'ailleurs passé, à ce moment-là, pour les protestants dauphinois, Bouteroue, qui avait une prédilection marquée pour les controverses religieuses, ainsi que le prouvent celles qu'il eut en 1614 et 1615, avec le P. Marcellin, capucin (3); en 1619, avec le carme Jean Pétriny (4); en 1624, de re-

(1) In-octavo, s. l. n. d.

(2) Le *Mercure*, tomes VIII et XII. — Arch. de l'Isère. B 2,091 — AYMON, II, 471.

(3) Cette joute théologique nous est connue par la *Response du père Marcellin, prédicateur capucin, au narré du sieur ministre de Grenoble, sur leur conférence du 19 décembre 1614*. Grenoble, 1615, in-douze, et par la réplique intitulée : *Réfutation du livre du sieur Marcellin*. — Genève, 1715, in-octavo, avec une dédicace à Lesdiguières.

(4) L'ouvrage suivant est de Bouteroue et de Murat, pasteurs de Grenoble : *Response aux escrits du sieur Pétriny, dit le Petit-Carme, touchant la réelle existence du corps de Jésus-Christ en la Sainte Eucharistie*. Genève, 1618 ou 1619.

chef avec le P. Marcellin et cette même année avec l'augustin-déchaussé Charles de Saint-Agnès (1), Bouteroue, disons-nous, ne s'occupa vraisemblablement plus que de disputes théologiques et de querelles religieuses, et encore ne fut-il pas à l'abri, pour cela, des vexations que l'esprit d'intolérance inspire le plus souvent aux partis, maîtres du pouvoir. Décrété de prise de corps, en 1640, sur la plainte qu'il avait été fait un jubilé par quelques-uns de sa religion, le parlement de Grenoble le citait quatre ans plus tard à sa barre, à cause de l'approbation qu'il avait donnée au *Marseille sans miracles*, livre de controverse (2), « dont la publication aurait amené une sédition à Gap, sans la prudence de l'évêque de cette ville », disait le procureur général (3). C'est la dernière fois qu'il est question de lui.

Indépendamment des écrits que nous avons cités, Denis Bouteroue est l'auteur de : *Le mystère de la piété, ou sermon sur les paroles de S. Paul, I Thim., c. 3, v. 16*, Genève 1622, in-octavo de 56 pages, et d'une *Histoire des persécutions des églises réformées de Saluces*, qu'il soumit au Synode provincial en 1620, mais qui n'a pas été imprimée et qui est probablement perdue. De plus, c'est vraisemblablement à lui, que l'on doit un recueil manus-

(1) *Véritable narré de la conférence entre Bouteroue, ministre de Christ, et Marcellin, capucin*. S. l. 1624, in-12. — *Les motifs de la conversion d'Elzéard Charles, natif d'Avignon*, brochure de Bouteroue dont on ne connaît que le titre.

(2) Volume in-octavo de 167 pages, imprimé à Die chez Ezéchiel Benoit en 1622. Cet ouvrage est le compte rendu protestant d'une conférence que le pasteur de Veynes, Hugues Rollin, et le P. Bizot, jésuite, eurent en Provence le 21 et le 22 août 1644.

(3) Arch. de l'Isère, B. 217. — ARNAUD : *Notice sur les imprimeurs de l'acad. prot. de Die*, 35.

crit de documents protestants, qui forme le volume R. 7,054 de la Bibliothèque publique de Grenoble (1).

Terminons en disant que ce pasteur, qui ne paraît pas avoir laissé d'enfants, se maria deux fois : la première avec Elisabeth Le Mère, veuve d'un Annet de Griffon, qui, se trouvant à Genève en 1583, écrivit quelques lignes signées *Anneus Griffio Venæus* dans l'album de Jean Durant, et dont un fils, Barthélemy de Griffon, pour qui Bouteroue sollicitait une bourse à l'académie de Die en 1614, était élève de première classe dans cette académie en 1620 ; la seconde avec Madeleine Nivard qui, devenue veuve, se remaria avec Gabriel Eynardon, capitaine au régiment de Sully, avec qui elle vivait en 1659 et encore en 1670 (2).

X

Theodorus COLERIUS, 1599 (3).

Le nom ainsi latinisé est-il celui de Kohler, ou bien celui de Collier ? Dans ce dernier cas, Théodore Collier appartiendrait probablement à une famille de planteurs de tabac établie à Morges, dans le canton de Vaud, vers 1614, et dont un membre, M. de Collier, était ambassadeur de Hollande à Constantinople en 1732. Remarquons cependant que, parmi les amis de Jean Durant, il se trouve un *J.-J. Colerus Tigurinus*, dont l'autographe est daté du 30 mai 1583.

(1) Actes du syn. de Briançon (1620). — *Catalogue gén. des bibl. des départ. Grenoble*, p. 614.

(2) Actes du syn. du Pont-en-Royans (1614). — CHORIER : *L'estat pol.*, III, 298. — Arch. de l'Isère, B. 1,019 et 1,180.

(3) Fol. 63.

XI

Alexander COMBOURSERIUS, delphinus, 1599 (1).

Famille chevaleresque portant pour armes : *de gueules à la bande d'argent, chargée en chef d'une étoile d'azur*, les Combourcier étaient du Graisivaudan, où ils formèrent quatre branches, dont les deux plus importantes, celle des seigneurs du Terrail et de Ratiers et celle des sieurs de Roison, se sont éteintes au commencement du XVII^e siècle chez les d'Estaing et les d'Agoult, et dont les autres, celle des sieurs de la Grange et celle des Combourcier de Beaumont, finirent cent ans plus tard. De même que le suivant, Alexandre de Combourcier appartenait à la branche de Beaumont, et remarquons que, parmi les sentences latines et françaises écrites de sa main, dans l'album de Jean Dragon, il en est une qui donnerait à entendre qu'il y avait entre eux quelques liens de famille : *Entretiens en amour ceux de ta parenté* (2).

XII

Scipio COMBOURSERIUS (3).

Frère ou tout au moins proche parent du précédent, Scipion de Combourcier eut de son mariage avec Elisabeth Odde de Triors deux fils : Salomon, sieur de Beaumont, qui mourut vraisemblablement sans alliance, et Jacques, sieur de la Beaume, qui épousa, vers 1656, Mel-

(1) Folio 113.

(2) CHORIER : *L'Estat pol.*, III, 207. — *Ann. du Dauph.*, 166-167.

(3) Fol. 76.

chiole de Brunel de St-Maurice, veuve de Jacques Martron-Duvernay, lieutenant de chevau-légers. En 1626, cet ami de Jean Dragon avait pour curateur, dans un procès, Pierre Odde de Boniot, sieur de Boiron, autre ami de notre Crestois (1).

XIII

Stephanus CORCELLIUS, 1600 (2).

Etienne de Courcelles, dont les père et mère, Firmin de Courcelles et Marie de Masloisel, étaient des Picards réfugiés à Genève, naquit dans cette ville le 2 mai 1586. Il avait donc quinze ans seulement, lorsqu'il écrivit, dans notre album, quelques maximes ou sentences grecques ou latines, qui témoignent d'une bien précoce maturité, et devenu ensuite pasteur à Fontainebleau (1614), puis à Heiltz-le-Maurupt, il l'était à Vitry-le-François, lorsqu'il abandonna tout à fait les doctrines de Calvin, pour celles d'Arminius, qui eurent toujours ses préférences. C'était en 1636. Contraint de s'expatrier, à cause de cela, il fut alors en Hollande où, après avoir vécu pendant quelque temps dans une profonde misère, puis été correcteur d'imprimerie, il obtint enfin, en 1643, la chaire de philosophie que la mort d'Episcopius, un des apôtres de l'arminisme, laissa vacante dans le collège arminien d'Amsterdam, et cette chaire, il l'occupa jusqu'à sa mort, arrivée le 22 mai 1659. Il a laissé de nombreux ouvrages de controverse et publié les œuvres de son prédécesseur Simon Episcopius (3).

(1) Note de M. Ed. Maignien. — Arch. de l'Isère, B. 633.

(2) Fol. 135.

(3) MORÉRI : *Dict.*, III, 670. — A. DE MONTET, I, 207.

XIV

Jo. DENAYREUS, pict. (1).

On serait tenté de croire, qu'il s'agit ici d'un membre de la famille Denairia, une des plus anciennes de la bourgeoisie genevoise, tandis que nous avons affaire à un étudiant poitevin, qui fut inscrit sur les registres de l'académie de Genève le 3 des nones de mai 1601.

XV

Andreas DENDEUS, picta. (2).

Probablement encore un Poitevin qui, après avoir établi un parallèle entre le soleil et l'amitié, celle-ci éclairant la vie, comme l'autre éclaire le monde, y a joint cet honnête aveu : *En vertu j'espère.*

XVI

J. DESPORTUS, Gall. Narb., 1602 (3).

Un Français du Midi, qui a laissé dans notre album un échantillon du langage vulgaire de son pays : *Au besoun lous amis se counessount.*

XVII

Stephanus DUCHATUS, genev. (4).

Les Duchat ou Le Duchat étaient une famille bourgeoise de Genève, originaire de Besançon; mais nous ne croyons pas que celui qui a témoigné de ses sentiments pour Jean

(1) Fol. 99.

(2) Fol. 120.

(3) Fol. 122.

(4) Fol. 138.

Dragon, en transcrivant dans son album une phrase d'Isocrate, leur appartienne, car il était fils d'un Pierre Duchat, de Châtillon-sur-Loire et, dans tous les cas, étudiant à l'académie de Genève en 1602, il est qualifié chantre dans l'acte de son mariage avec Jacquême Bérard, veuve de Jacques Joly, citoyen de Genève, qu'il épousa le 2 mars 1620. Cette qualification lui est également donnée dans l'acte de baptême de son premier enfant, un autre Etienne Duchat, le 13 octobre de la même année, et encore dans l'acte de décès de cet enfant, le 18 mars 1622. C'est tout ce que nous savons de lui (1).

XVIII

Samuel DURANT, 1602 (2).

Fameux pasteur, dont l'éloquence a fait dire qu'il était un éclair et un tonnerre en chair, Samuel Durant était le fils aîné du trésorier des bâtiments du roi, Jean Durant, qui a laissé un *album amicorum* dont nous avons parlé, et le frère aîné de ce Daniel Durant, sieur de Hautefontaine, à qui Tallemant des Réaux a consacré un chapitre de ses *Historiettes*, dans lequel il est dit que l'aîné des deux frères, qui « avait le goût des armes, les quitta pour les lettres, tandis que le cadet, qui durant son jeune âge n'étoit porté qu'aux lettres, les quitta pour les armes (3) ».

Né probablement à Genève vers 1574 et devenu pasteur, Samuel Durant fut d'abord attaché comme ministre du culte à la personne du landgrave de Hesse, puis à celle de Catherine de Bourbon, duchesse de Bar, sœur

(1) Note de M. Louis Dufour.

(2) Fol. 143.

(3) Tome III, p. 229.

d'Henri IV, et ce n'est qu'après la mort de cette princesse (1604) qu'il fut placé à la tête de l'église protestante de Paris, poste dans lequel il acquit une réputation qui ne fit que grandir jusqu'à sa mort, en 1626. Aussi fut-il le représentant des églises de l'Ile-de-France dans presque toutes les grandes assemblées protestantes de son temps, notamment dans les synodes nationaux de St-Maixent (1609), de Privas (1612) et de Charenton (1623 et 1625), et dans les assemblées politiques de Saumur (1611) et de Grenoble (1615). Or, à Privas, Samuel Durant travailla, de concert avec Pierre du Moulin, à rétablir la bonne harmonie entre les seigneurs huguenots ; à Grenoble, où il fut adjoint au président de l'assemblée, le baron de Blet, c'est en réalité lui qui dirigea toutes les délibérations ; enfin ce n'est que sur ses instances, que le premier synode de Charenton (1623) décida que tous les pasteurs du royaume seraient tenus d'accepter, comme doctrinales, les résolutions du synode de Dordrecht, condamnant les arméniens (1).

Ce pasteur a laissé de nombreux ouvrages, imprimés après sa mort, par les soins de Frédéric Spanheim, son parent et son héritier.

XIX

Stephanus FAVONIUS, Genev. Allobr., 1602 (2).

Famille genevoise ayant eu plusieurs de ses membres dans les charges publiques, au XVII^e siècle. Les Favon sont originaires de Charlieu en Lyonnais, et celui qui, après avoir traduit en grec, en latin et même en hébreu,

(1) *France prot.*, éd. Bordier, V. 1,022.

(2) Fol. 117.

certaines pensées, parmi lesquelles nous distinguons celle-ci : *In æternum dividat homo annos suos in tres partes et tertiam partem impendat biblis*, y a joint l'expression d'une amitié sincère, — *synceri pectoris et non fallax testimonium*, — ce Favon-là, disons-nous, était le fils d'un autre Etienne Favon, qui s'étant fixé en Suisse vers 1575, y épousa Sarah de Poncher, fille de noble François de Poncher, ministre au comté de Neuchâtel. Né à Genève le 5 juin 1581, cet ami de Jean Dragon était étudiant à l'académie de cette ville, en 1599, et, devenu ensuite pasteur d'Issoudun en Berry, il y mourut, ne laissant pas d'enfants de son mariage avec Anne de Fontaine, fille de feu Claude, sieur de la Brosse, qu'il avait épousée en 1607 (1).

XX

Jacobus GOLARTIUS, genevensis, S. G. S. filius, 1602 (2).

Ainsi qu'il a, du reste, eu soin de nous le faire savoir, Jacques Goulart était un des fils du célèbre senlisien Simon Goulart et de Suzanne Picot. Il était le second et est l'auteur d'une carte du lac de Genève, faisant partie de l'atlas de Blaw, carte gravée à Paris par Le Clerc, en 1619, mais publiée dix ans plus tôt à Amsterdam ; ce qui permet de croire que notre géographe s'établit, au moins pendant quelque temps, auprès de son frère aîné Simon qui, pasteur calviniste de cette ville dès 1601, le fut jusqu'en 1618, date à laquelle il embrassa l'arménisme (3).

(1) Note de M. Louis Dufour.

(2) Fol. 176.

(3) A. DE MONTET : II, 388.

XXI

Johannes GOLARTIUS, 1602 (1).

Cet autre fils de Simon Goulart, qui a traduit en méchants vers français, dans notre album, le cent unième psaume de David, était, suivant Senebier, « un homme studieux, qui a laissé plusieurs manuscrits précieux, entre autres, *Antiquitates Genevenses*, un plan pour écrire l'histoire de Genève et une chronique du pays de Vaud, qu'il écrivait en 1608 (2) ».

XXII

Simon GOULARTIUS, Silvanectinus, 1602 (3).

L'auteur des *Mémoires de l'estat de France* sous Charles IX et de quantité d'autres écrits, maintenant oubliés, qui lui valurent cependant les éloges de Scaliger, de d'Aubigné et de Bayle. Simon Goulart ayant écrit dans l'album de notre étudiant dauphinois, avec un distique latin, exprimant la même pensée, celui-ci :

*Le sage fait le mal par amour de vertu,
Le fol craint de pescher crainte d'estre battu,*

nous en prenons occasion pour relever une erreur de la plupart de ses biographes. Ils disent, en effet, que, né à Senlis en 1574, mais établi à Genève en 1571, Simon Goulart revint ensuite en France, où il fut successivement pasteur dans le Forez, en Champagne et à Grenoble ; tandis que les registres des synodes du Dauphiné nous

(1) Fol. 177.

(2) *Hist. litt. de Genève*, II, 174.

(3) Fol.

apprennent, que ce pasteur ayant été demandé à « MM. de Genève » pour la capitale de cette province, au mois de mars 1607, cette demande, bien qu'appuyée par Lesdiguières, ne fut point accueillie et Gabriel Cuzin envoyé à la place de Goulart (1).

Il y a du reste tout lieu de croire que, devenu bourgeois de Genève et pasteur d'un des quartiers de cette ville en 1571, puis semainier, c'est-à-dire président de la compagnie de ses pasteurs, à la mort de Théodore de Bèze (1604), Simon Goulart n'eut pas d'autre résidence que Genève jusqu'à sa mort, arrivée le 3 janvier 1628; car il est bon de dire que la plupart de ses lettres et de ses ouvrages sont datés, comme l'autographe que renferme notre album, du quartier de Genève dont il était le pasteur, celui de St-Gervais. — *In castello Sangervasiano* (2).

Ajoutons que ce personnage, qui écrivait en 1597 dans l'album de Pacius : *Ou bien ou rien*, s'amusait à jouer sur les mots, huit ans auparavant, dans l'album de Jean Durant; car, parmi les sentences et maximes qu'il y a écrites, se trouve celle-ci : *Qui endure dure*.

XXIII

Gédéon GRANGERIUS, *Genevensis*, 1601 (3).

Né à Genève le 10 décembre 1581, Gédéon Granger était le fils de Georges Granger, tondeur de draps de Dijon, qui, s'étant réfugié dans cette ville à l'époque de

(1) Actes du synode de Grenoble (1605).

(2) MORÉRI : *Dict. hist.*, art. Goulart. — *In Scaligeranis*, 97. — D'AUBIGNÉ : *Hist. univ.*, III, liv. 3, ch. 23. — BAYLE : *Dict.*

(3) Fol. 152.

la St-Barthélemy, en fut reçu habitant le 6 septembre 1572 et bourgeois le 29 mars 1580. Sa mère avait nom Marguerite Bachelet (1).

XXIV

Franciscus GRINGALLETUS 1600 (2).

François Gringalet, fils de Jean, membre du Conseil des Deux-Cents et maître de la monnaie de Genève, naquit dans cette ville, ou tout au moins y fut baptisé le 23 mai 1585. Vingt-trois ans après (le 12 juin 1608), il étudiait la théologie à l'académie de la même ville, depuis longtemps déjà, lorsqu'il mourut « par une ptisie ou apostème ès pulmons, en la dicte cité, sur la minute ». Mais, ce qu'il importe surtout de remarquer, c'est que cet étudiant en théologie était un astronome qui prêta son concours à Képler et un poète latin distingué (3).

XXV

Stephanus HENNEQUINUS, Genevensis, 1501 (4).

Etienne Hennequin, qui naquit à Genève le 26 février 1581, et dont le parrain fut un Etienne Favon, qui pourrait bien être le père d'un autre ami de Jean Dragon, était fils de noble Jean Hennequin et de Blaise Allemand. Or, comme les autres enfants de ces derniers, furent tous tenus sur les fonts baptismaux par des gens de grande noblesse : Jean de Budé, Charles de Joinvillers, Jean Anjorant, il y a toute vraisemblance, que ce Jean Hennequin, était quelque cadet de la grande famille champenoise de son

(1) Notes de M. Louis Dufour.

(2) Fol. 106.

(3) Notes de M. Dufour.

(4) Fol. 29.

nom, dont les armoiries étaient *vairé d'or et d'azur, au chef de gueules chargé d'un lion léopardé d'or*. Dans tous les cas, réfugié à Genève dès les premiers troubles, il s'y maria en 1565 et sa femme, qui était genevoise, mourut le 22 janvier 1617 (1).

XXVI

Johannes JORDANUS, Genevensis, 1602 (2).

Tout ce que nous savons de ce Jean Jordan, qui a fait une assez longue citation de saint Grégoire, en l'honneur de son intime, le seigneur Jean Dragon, Dauphinois de Crest, — *intimo suo domino Joanni Draconi delphinati Cristensi*, — c'est qu'il était étudiant à l'académie de Genève en 1600; que, cinq ans plus tard (12 juillet 1605), il écrivait dans l'album du Hollandais Van Sorgen ce quatrain, devenu populaire depuis :

*Les amis de l'heure présente
Sont de la nature du melon,
Il faut en essayer cinquante,
Avant que d'en trouver un bon.*

Enfin, qu'ayant été ensuite le précepteur des enfants de Julien Piaget, riche marchand de Genève, celui-ci lui fit un legs dans son testament en date du 12 juin 1629 (3).

XXVII

Bartholomeus KECKERMANIS, 1601 (4).

Né à Dantzic, vers 1571 et décédé en 1609, Barthélemy Keckermann est un écrivain qui, après avoir ensei-

(1) Notes de M. Dufour. — MORÉRI : *Dict. hist. art.* Hennequin.

(2) Fol. 126.

(3) *Bull. de l'hist. du prot. franç.*, VIII, 417. — *Hist. de l'Escalade*, par Piaget; édit. Dufour-Vernes et Ritter, p. 12.

(4) Fol. 81.

gné la philosophie dans sa ville natale et l'hébreu à Heidelbergl, laissa un grand nombre d'ouvrages, dans lesquels « il fait paroître plus de méthode que d'esprit », dit Bayle, qui ajoute : « Ses livres sont pleins de pillage et ont été bien pillés ». Remarque à faire, cet hébraïsant est un des amis de Dragon, qui n'ont rien écrit en hébreu dans son album (1).

XXVIII

David MANNEUS, 1599 (2).

Etudiant en théologie à l'académie de Genève, à la date où il écrivait dans l'album de son compatriote Dragon, cette belle maxime : *Honestius est, pauperem esse, quam injustè divitem*. David Magnet devint, l'année suivante, pasteur à Clelles, où il eut quelques difficultés avec ses ouailles, à propos de son traitement, et d'où il fut transféré à Chichilianne en 1601. Revenu à Clelles en 1603, il fut de là à Tréminis en 1609 et transféré à Pontaix (3) trois ans après, il y resta jusqu'à sa mort vers 1629 (4).

D'Anne de Motte, sa femme, qui mourut à Die le 15 juillet 1654, David Magnet eut, entre autres enfants, deux fils dont l'aîné appelé David, comme lui, faisait sa théologie à l'académie de Die, en 1636, et fut ensuite pasteur de Condorcet, tandis que le cadet, appelé Daniel, était médecin à Die en 1652, date à laquelle il perdit sa femme Madeleine Gachet (5).

(1) BAYLE : *Dict. hist. et crit.*, II.

(2) Fol. 115.

(3) Commune du canton de Die (Drôme).

(4) Actes des synodes de Serres (1600), de Nyons (1601), d'Embrun (1603) et de Veynes (1611).

(5) Mortuaires de l'Eglise réformée de Die. — ARNAUD : *Hist. des prot. du Dauph.*, II.

XXIX

Josephus MONTALBANUS, 1699 (1).

Bien qu'il n'ait pas fait suivre sa signature du mot *delphinus*, cet ami de Jean Dragon était dauphinois; cela nous le savons par le *Livre du Recteur*, attendu qu'il était étudiant à l'académie de Genève en 1600, et bien que sans particule, comme c'était alors assez l'usage dans la cité de Calvin, ce nom est celui d'un gentilhomme dont la famille prétendait, non sans raison, descendre des anciens comtes souverains du Diois. En un mot, il s'agit ici de Joseph de Montauban-Jarjays, dont le père, Gaspard de Montauban, commissaire général de l'artillerie en 1591 et bailli des montagnes du Dauphiné en 1597, fut gouverneur de la ville de Gap de 1581 à 1618, et dont la mère, Catherine Flotte, dame de Jarjays, était elle-même d'une famille comptant parmi les plus anciennes de la province. Quant à lui, après avoir été pendant quelque temps au service de la Hollande (1605-1607), il revint en France, où il obtint, le 11 mai 1610, une commission de capitaine dans le régiment d'infanterie de Sault et devint, à la mort de son père, gouverneur de la ville Gap, charge qu'il conserva jusqu'en 1640, et dans l'exercice de laquelle il sut gagner les sympathies des habitants des deux religions. De son mariage avec Catherine de Pierre, en 1609, Joseph de Montauban laissa plusieurs enfants, dont la postérité est depuis longtemps éteinte. Il testa en 1644 (2).

(A suivre)

J. BRUN-DURAND.

(1) Fol. 52.

(2) LA CHESNAYE DES BOIS.

LE TRIÈVES

ET

SON PASSÉ ⁽¹⁾

(SUITE. — Voir les 84°, 85°, 86°, 87°, 90 et 91° livraisons).

ESPARRON.

L'ancien mandement et marquisat d'Esparron est actuellement situé sur la commune du Percy. Il appartient tout entier aux dauphins, qui l'aliénèrent par partie et à des époques différentes. La première famille qui le posséda conjointement avec le prince prit le nom de la terre. Cette famille se trouve mentionnée dans plusieurs actes anciens. En 1262, Lantelme reconnaît tenir du dauphin le mas appelé Falcon. Pendant la minorité de Guigues VIII, son oncle, Henri, élu de Metz et régent de Dauphiné, fit don à Guigues de Morges, seigneur de Châtelard, de l'hommage que lui devaient les héritiers de Pons d'Esparron, lesquels étaient alors les sieurs d'Aix (21 fév. 1321). Ceux-ci refusèrent plus tard de prêter cet hommage ; mais Guigues VIII ordonna à Guillaume

(1) C'est par suite d'une erreur, dont nous demandons pardon aux lecteurs, que, dans la 90^e livraison (juillet 1889), p. 273-74, nous avons parlé des Rochefort comme étant seigneurs de Pellafol (Isère). Ils l'étaient de Pellafol (canton de Bourg-de-Péage), dans la Drôme.

d'Esparron de le faire entre les mains de Guigues de Morges, suivant les concessions accordées à ce dernier par Jean II, son père, et son oncle Henri (1).

Le 10 juillet 1330, le dauphin vendit la portion domaniale d'Esparron avec tous les droits qu'il pouvait y avoir à Pierre de Claret, seigneur de Treschenu. Il se réserva seulement l'hommage qui devait lui être prêté comme au suzerain et le fut, en effet, le 19 avril 1345 (2).

Les Claret ne se contentèrent pas de la moitié du mandement, ils achetèrent bientôt de la famille Artaud sa portion et possédèrent Esparron jusqu'au commencement du XVII^e siècle, époque à laquelle Lucrèce de Claret le porta, en mariage, à Antoine de Simiane. Aymard François, comte de Nicolaï, chambellan de Napoléon I^{er}, le reçut par héritage de son oncle Charles-Alexandre de Simiane en 1811 (3).

Donnons maintenant quelques détails sur les seigneurs d'Esparron, d'après le travail de M. Pilot, ancien archiviste de l'Isère (4) et des *Mémoires* de procès (5).

Pierre de Claret, chevalier et acquéreur d'Esparron pour le prix de trente livres de gros tournois de France, possédait déjà la seigneurie de Treschenu (Drôme), terre voisine d'Esparron, et la mistralie du Trièves, qu'il avait reçue en don du dauphin Jean II. Il combattit à Varey, sous les ordres de Guigues VIII (1326), dont l'un des conseillers, Humbert de Claret, chanoine d'Embrun, était, à ce que nous croyons, son frère.

(1) *Inventaire*.

(2) Ubi *suprà*.

(3) *Mémoires* de procès ; Monétier-du-Percy.

(4) *Esparron*.

(5) Monétier-du-Percy.

Le petit-fils de Pierre, nommé Pierre comme lui, était à Azincourt et y fit des prodiges de valeur.

Jean de Claret essaya, en 1440, par voie de procédure, d'obtenir le transfert du péage d'Esparron à Treschenu. Ce péage, déjà mentionné dans l'acte de vente du 10 juillet 1330, existait encore au milieu du XV^e siècle, ainsi que l'atteste la procédure faite, le 14 avril et jours suivants 1460, par le vice-châtelain du Trièves, en vertu d'une commission du parlement de Grenoble et à la requête de Jean de Claret demandant qu'il fût perçu à Treschenu, car à Esparron, disait ce dernier, il n'y avait point d'habitants. La même procédure nous apprend que ce péage était d'un recouvrement difficile et s'exigeait depuis la fête de S. Luc jusqu'à celle de sainte Luce.

Au XVI^e siècle, Louis de Claret, par son mariage avec Jeanne de Tholon, dame d'une partie de Vinsobres, devint coseigneur de cette terre.

Marguerite d'Urre, épouse de Gaspard et mère de Louis de Claret, fournit, le 27 septembre 1540, en qualité de tutrice de son fils, un dénombrement de ses biens au vi-bailli de Graisivaudan. Dans cet acte, il est rapporté que la terre d'Esparron pouvait rapporter, années communes et charges déduites, un revenu de cent quarante florins, petite monnaie, à raison duquel son fils payait un cens annuel de dix sols viennois.

Par une transaction de 1553, Louis de Claret maintint les habitants de Chichilianne dans leurs anciens droits de bûcherage et paquelage, lesquels remontaient au dauphin (1).

(1) Quelques années auparavant, les habitants du Percy et du Monétier-du-Percy avaient été maintenus dans les mêmes droits,

Louis était gentilhomme ordinaire de la chambre du roi et chevalier de son ordre. Il laissa une fille, Lucrèce, qui épousa Antoine de Simiane, seigneur de Séderon et de la terre de Cairanne dans le Comtat-Venaissin.

Le fils d'Antoine et de Lucrèce, Louis de Simiane de Claret, albergea, par acte du 22 janvier 1635, à noble Ennemond Borel du Thau, sieur de Bénivent, tout ce qu'il possédait dans le mandement d'Esparron. Il se réserva les prés qu'il était en usage de louer aux beyles ou pâtres de Provence pour y faire paître leurs troupeaux. Le prix de cet albergement fut fixé à une redevance annuelle de cent douze livres, dix sols, outre quatre-vingt-deux livres d'introge qui furent payées par Pierre Vulson, sieur d'une partie de Saint-Maurice. Ce dernier, en effet, s'était uni, en 1636, au sieur de Bénivent pour établir des martinets à Esparron et y charbonner le bois; mais bientôt les communes usagères intentèrent un procès aux deux associés, sous le prétexte qu'ils épuisaient les forêts et rendaient leur droit de bûcherage impossible. Cette opposition fit annuler l'albergement et le seigneur rentra dans la possession de tous ses droits sur sa terre.

venant de la même source, par sentences du bailli de Graisivaudan, des 19 novembre 1521, 17 septembre 1571 et 5 mars 1572. Ces droits, que les habitants de Treschenu, Chichilianne, Percy et Monétier-du-Percy avaient de bûcherer et faire paître leurs troupeaux dans les bois communaux d'Esparron, étaient très anciens et avaient été accordés contre une rente annuelle et perpétuelle, payable par ces mêmes habitants au seigneur d'Esparron et aux siens, à chaque fête de Toussaint. La rente était ainsi répartie : 21 livres pour ceux du Percy et Monétier-du-Percy et 48 pour ceux de Chichilianne. Les droits des communes usagères ont été définitivement réglés, à la suite de longs procès, par un cantonnement fait, pour Treschenu, en 1817, et pour les trois autres, en 1837.

Louis vit la terre d'Esparron érigée en marquisat par lettres de Louis XIV (juin 1651). Il avait épousé (25 oct. 1620) Louise de Monteynard, dame de Chalencon et fille de Charles de Monteynard, sieur de Chanousse et Taullignan.

Le fils du précédent, Charles-Louis, fut capitaine de cavalerie au régiment Cardinal et épousa, en 1659, Magdeleine Hay, fille de Paul Hay, seigneur de Coëslan et du Châtelet, conseiller au parlement de Bretagne.

Né de cette union, Louis fut capitaine-lieutenant des gendarmes écossais et l'un des premiers gentilshommes de Philippe d'Orléans, lequel, devenu régent du royaume, le nomma lieutenant-général au gouvernement de Provence (1715). Il mourut à Paris, en 1718, à l'âge de quarante-sept ans, sans laisser de postérité.

Son frère François, né à Valréas, le 28 octobre 1674, fut successivement enseigne de vaisseau, lieutenant dans le régiment du roi et capitaine de grenadiers dans le premier bataillon du régiment Wallon, sous le prince de Nassau, emploi qu'il reçut, le 20 mai 1705. Il assista à la bataille de Ramillies (23 mai 1706), y fut gravement blessé et fait prisonnier. La liberté lui fut rendue à la paix. Il hérita des biens et titres de son frère, lui succéda dans la charge de gentilhomme de la chambre du duc d'Orléans et reçut le titre de brigadier d'infanterie (1^{er} fév. 1719). Il mourut célibataire et institua pour héritier son parent, Antoine-Charles-Augustin de Simiane, seigneur de Molans (1^{er} décembre 1719).

Le fils d'Antoine, Antoine-Charles, fut le dernier seigneur d'Esparron. Il émigra pendant la grande révolution et mourut en exil (17 juillet 1799). Tous ses titres avaient été brûlés, en 1794, à la requête des habitants de Treschenu, Menée, les Nonières, Archiane et Bénévisy. Son

fils unique mourut peu après lui et ses biens passèrent à plusieurs neveux, puis successivement et en totalité à M. Aymard-François, comte de Nicolaï, chambellan de Napoléon I^{er} et demeurant au château de Bercy. Ce dernier mourut, le 23 septembre 1811.

PÈLERINAGE DE NOTRE-DAME D'ESPARRON.

Nous n'avons que peu de choses à dire sur le pèlerinage d'Esparron ; car ce que nous avons pu découvrir de son passé n'est point en rapport avec sa renommée.

Nous croyons qu'il n'y eut d'abord qu'une grange, appartenant aux hospitaliers de St-Jean, propriétaires de la commanderie de St-Maurice. En effet, très souvent les maisons fermières de ces religieux prenaient elles-mêmes le nom d'hôpital. Il en est fait mention dans un acte d'arrangement, passé entre Pierre Isoard, sieur d'Aix et Fromond Bérenger, pour terminer les difficultés que ces deux seigneurs avaient entre eux (14 des calendes de mars 1263). Cet hôpital est également rappelé dans la vente de la portion domaniale faite par Guigues VIII à Pierre de Claret (10 juillet 1330). Il y est dit qu'il payait au dauphin deux sous annuels de cens pour le droit de garde. Ces paroles nous font voir que les religieux hospitaliers, pour se mettre à l'abri des incursions des bandes de pillards et des vexations des seigneurs voisins, avaient placé leurs personnes et leur maison sous la garde delphinale (1).

Voici maintenant ce que nous lisons dans un *prospectus* signé par M. Régnier, curé-archiprêtre de Clelles, homme

(1) Ubi *suprà*.

érudit et sérieux, mort à la Côte-Saint-André : « Il existe, en un désert sauvage, mais d'un aspect majestueux, nommé Esparron, une chapelle antique en l'honneur de la Très Sainte Vierge, construite dans le style gothique, et, depuis le XI^e siècle, l'objet de la vénération des chrétiens par les prodiges de grâce, les conversions et les guérisons qui s'y sont opérés.

« Ce lieu a toujours été un lieu de pèlerinage ; il fut visité par le preux Bayard qui s'y consacra à Marie et fut toujours grand et victorieux dans les combats. »

Le sanctuaire d'Esparron fut détruit, en 1562, par Mouvens, chef protestant et lieutenant du baron des Adrets, lorsque, quittant le Diois, il traversa le Trièves pour aller secourir Grenoble assiégé par les armées catholiques. M. Pilot, à qui nous devons la connaissance de ce fait, nous apprend encore qu'il s'est conservé un souvenir, d'après lequel l'oratoire, brûlé par Mouvens, aurait été reconstruit par le baron des Adrets lui-même voulant, après son retour au catholicisme, réparer le sacrilège commis par un de ses lieutenants (1). C'est là que le connétable de Lesdiguières alla se recueillir et se préparer, dans la retraite et la prière, à abjurer les erreurs de Calvin (2).

La chapelle réédifiée tomba dans l'abandon et ne fut bientôt qu'une ruine, auprès de laquelle les fidèles venaient encore prier, surtout lors de la fête de la Nativité de Notre-Dame. Les choses restèrent dans cet état pendant plus d'un siècle, jusqu'à la fin de la Restauration. « A cette époque, un homme, étranger au Dauphiné et qui avait été militaire, veuf, marchand et instituteur dans les campa-

(1) *Esparron*, p. 11.

(2) Prospectus déjà cité.

gnes, forma le dessein de rétablir l'oratoire d'Esparron : il s'appelait François (Jean-Baptiste), était natif de Fresne, commune de l'arrondissement de Langres, département de la Haute-Marne. Son nom, son origine et son lieu de naissance furent pour beaucoup de curieux un mystère ; on se contentait de l'appeler le frère Jérôme, et mieux encore, l'ermite d'Esparron. Il habitait, l'été, la forêt ; l'hiver, il parcourait la France, la Belgique et l'Angleterre sollicitant de la charité publique une aumône pour arriver à l'accomplissement de son œuvre ; il put réaliser ainsi une somme importante qui le mit en état de construire la chapelle et un bâtiment voisin. Il mourut, satisfait d'avoir exécuté son projet, le 1^{er} mars 1857, à l'âge de quarante-trois ans. Dans les derniers temps, il avait fait venir dans sa solitude son frère François (Joseph), décédé avant lui (1). »

Il arriva à ce frère Jérôme une aventure qui faillit lui devenir funeste. Une nuit, il est réveillé, au plus fort de son sommeil, par une chaleur étouffante et une douleur atroce au bras ; un incendie s'était déclaré dans sa cellule qui déjà était tout en feu ; son lit même était atteint par les flammes et sa robe commençait à brûler. Le bon solitaire n'a que le temps de se précipiter dans un tout petit oratoire, attendant à sa cellule, et dont la porte en fer, la voûte épaisse le protégèrent contre le feu. Le toit de la cellule s'écroula bientôt et ses débris barrèrent la porte de l'oratoire. Le frère Jérôme resta en son refuge, pendant deux jours, dans une atmosphère rendue brûlante par l'incendie. Il ne pouvait qu'avec peine respirer à travers les barreaux épais de l'unique et très étroite croisée qui

(1) *Esparron*, p. 11 et 12.

lui donnait seulement l'air nécessaire pour l'empêcher de mourir. Il fut enfin délivré par des bûcherons. Il n'avait craint, disait-il naïvement ensuite, qu'une chose, que les flammes eussent détruit sa chapelle.

Ferdinand Colombet, né à Voiron et ayant longtemps habité Prébois, succéda au frère Jérôme. Il ne survécut que peu d'années à son prédécesseur et mourut à l'hôpital de Grenoble, le 2 novembre 1864 (1).

Enfin, un religieux, le père Honoré Clavel, de Montpellier, secondé par une personne riche et pieuse, y a fait construire des bâtiments assez vastes, pour y recevoir les pèlerins, et embelli la chapelle (2).

« Le sanctuaire d'Esparron est sous le vocable nouveau de Notre-Dame des Anges ; mais sa fête ancienne et au surplus la seule connue est celle de Notre-Dame de Septembre ou de la Nativité. Ce jour-là, il y a à l'oratoire concours de fidèles (3). » Il n'y a pas longtemps encore que les populations des paroisses environnantes s'y rendaient solennellement en procession.

La tradition populaire conserve le souvenir de deux apparitions de la Très Sainte Vierge dans ces lieux. La première aurait eu lieu en automne et favorisé de jeunes bergers. Ceux-ci, après avoir contemplé la Mère de Jésus, qui se montra à eux sur l'emplacement même de l'église actuelle, seraient allés prévenir leurs parents et les habitants des villages voisins. Les paysans seraient accourus pour contempler la céleste vision ; mais ils n'auraient trouvé qu'un blanc manteau de neige à l'endroit où la

(1) *Esparron*, p. 12.

(2) *Ubi* *suprà*.

(3) *Ubi* *suprà*.

Vierge était apparue aux enfants, et, au milieu, une tulipe épanouie.

Dans la seconde apparition, la Sainte Vierge se serait montrée, avec un visage portant l'empreinte d'une profonde tristesse, à des muletiers, qui transportaient du vin du Diois dans le Trièves et passaient à Esparron, le dimanche. Elle leur aurait reproché la profanation du repos dominical et annoncé la nécessité de faire pénitence pour apaiser la colère de Dieu.

CLELLES, SAINT-MARTIN-DE-CLELLES,
SAINT-MICHEL-LES-PORTES, THORANNE.

La terre de Thoranne fut probablement cédée aux Bérenger en même temps que leurs autres possessions du Trièves, car nous la voyons mentionnée dans la donation que le chanoine Raymond fit à l'église de Die. Elle passa au pouvoir du chapitre lors du partage de 1183 et suivit le sort de Tréminis. Elle figure encore dans le testament du chanoine de Quatremalle, lequel la donna à son neveu Pierre de Morges, fils, ainsi que Raymond, de son frère Fromond (1288).

Il l'avait lui-même achetée, avec les paroisses de St-Martin et de St-Michel, de la veuve et des enfants de Fromond, le 15 des calendes de novembre 1284 (1).

Pierre de Morges, par suite de la donation du chanoine Raymond (1179), était vassal de l'église de Die, qui avait fait acte de suzeraineté, au moment où lui-même, Pierre de Morges, et son père Fromond étaient prisonniers du

(1) *Inventaire des archives des dauphins de Viennois*, n° 589, par M. le chanoine U. Chevalier.

seigneur d'Oza-Sèche pendant la guerre que le dauphin soutint contre Agout de Luc. L'évêque les racheta et les chanoines, en qualité de seigneurs supérieurs des terres appartenant à Fromond, arborèrent leur bannière sur le château de Thoranne et de St-Martin, où elle resta tant que dura la captivité (1).

C'est dans le testament de Quatremalle que nous voyons citer Clelles pour la première fois. Le chanoine y faisait à l'église de Die un legs de quatre-vingt-cinq livres pour que, chaque année, le jeudi après Pâques, les ecclésiastiques attachés au chapitre prissent un repas convenable. Afin d'assurer le paiement de cette somme, il engageait tout ce qu'il possédait dans la paroisse de Clelles. Il statuait même que, si ses héritiers refusaient de la solder, l'église pourrait prendre, jusqu'à satisfaction entière, jouissance de cette terre, qu'il laissait à Raymond Bérenger, son autre neveu.

Nous ignorons combien d'années après Clelles vint en la possession du dauphin, qui la céda avec Chichilianne à Guigues de Morges et à son épouse, Catherine, en échange de celle de Tullins. La cession se fit avec réserve de la suzeraineté au profit du prince.

Un arrêt solennel, rendu par le parlement (13 décembre 1655), fait connaître les avantages cédés en même temps à Guigues de Morges. Il y est déclaré que le sieur d'Estienne, seigneur de Clelles, l'est, dans les limites de cette terre, à la forme de l'échange survenu entre le dauphin et Guigues ; que les habitants dudit lieu, se disant delphinaux, étaient hommes liges et justiciables du sieur d'Estienne ;

(1) Valbonnais, t. I, p. 230 et t. II, p. 21 : *Enquête faite en 1270, dans l'église de St-Martin, à la demande du procureur de l'église de Die.*

ne pouvaient établir sur eux aucun officier et devaient reconnaître ceux déjà établis ou pouvant l'être par leur seigneur, sous peine de cinquante livres d'amende et autres châtimens arbitraires (1).

Le 3 décembre 1340, Guillaume de Morges, fils de Guigues et de Marguerite de Tullins, prête hommage pour la terre de Clelles. Quelques années après, il la vend à Raymond de Theys pour le prix de deux mille deux cents florins d'or (2). L'acte de vente comprit aussi le fort du Chafaud (3), dont il reste encore des pans de murs, contre lesquels ont été appuyées des constructions plus récentes. Ce fort était admirablement situé pour surveiller Clelles, la vallée de l'Orbanne et St-Martin-de-Clelles, qui firent, jusqu'à la fin du XVII^e siècle partie du même mandement.

Raymond de Theys fait hommage pour Clelles, Thoranne et St-Martin, le 3 mars 1388 (4).

Cette famille finit par l'alliance de Genève ou Geneviève de Theys, dame de Clelles et autres lieux, fille de noble Gaspard et de Jeanne du Puy-Montbrun, avec Antoine, comte de Thiennes et fils du comte Julio de Thiennes, conseiller aulique du duc de Wurtemberg (5).

Antoine fit enregistrer, en 1570, à la chambre des comptes, les droits et privilèges accordés aux comtes de Clelles par les empereurs Frédéric (1469) et Maximilien (1566) de toute justice et juridiction sur les bâtards, inces-

(1) *Inventaire*. — *Plaidoyer* pour M. Caire contre les sieur et dame de Lamolinière, au château de Rhutières.

(2) *Inventaire*.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*.

(5) *Armorial de Dauphiné*.

tueux, adultères, avec permission de les légitimer et même anoblir, ainsi que de recueillir leurs biens, dans toute l'étendue de la terre (1).

Le fils d'Antoine, Laurent de Thiennes, laissa de Marguerite de Montauban Gaspard et Jules.

Jules de Thiennes, seigneur de Clelles et de Morard, n'eut qu'une fille, Catherine, mariée avec Jean de Mury, conseiller du roi, lieutenant particulier, civil et criminel en la judicature royale de Grenoble, annobli vers 1692, et lequel prit les armes des Thiennes.

Son fils, Ennemond, était juge royal, épiscopal, civil et militaire de Grenoble en 1696. Sa petite-fille, Henriette, épousa (1730 ou 31) Modeste Novel de Lacontessière, à qui elle porta la seigneurie de Clelles. De ce mariage naquit Pierre-Félicien (1732), mort sans alliance (avril 1791), après avoir institué pour héritiers des parents du même nom et M. de Sibeud-St-Ferréol (2).

Ce fut probablement Gaspard de Thiennes, ou peut-être son frère, Jules, qui démembra la terre de Clelles et céda, par vente ou échange, Thoranne et St-Martin aux Bardonenche. Nous n'avons pu découvrir la date de cet acte, mais, le 10 mars 1646, Alexandre est qualifié seigneur de ces deux paroisses, dans l'acte d'investiture de la terre de St-Jean-d'Hérans, qu'il venait d'acquérir de Gaspard de Morges, neveu et héritier d'Abel (3).

Les Bardonenche étaient venus de la vallée de Bardonesche ou Bardonenche se fixer dans la paroisse de St-Jean-d'Hérans, au château des Rives (4).

(1) *Inventaire.*

(2) *L'Armorial de Dauphiné.*

(3) *Inventaire.*

(4) *Généalogie* manuscrite de cette famille chez M^e Marié de Mens.

Ils étaient protestants depuis le milieu du XVI^e siècle, ce que nous apprend d'abord l'acte de mariage de Jean, père d'Alexandre (27 avril 1574). Jean promet, en présence de Lesdiguières et autres seigneurs, qui lui servaient de témoins, d'épouser, en l'église de Dieu, Jeanne de Revillac : et il le fit le soir même. Dans son testament (24 août 1580), il demanda à être enterré à la manière de ceux de la religion réformée. Il s'était d'abord montré ingrat et rebelle envers son père qui l'avait déshérité (1).

Il prit une part très active dans les guerres de religion ; fut l'un des plus fidèles soldats de Lesdiguières. Son fils, Alexandre, suivit aussi la carrière militaire et fut lieutenant de M. de Morges, gouverneur de Grenoble, et ensuite du maréchal duc de Créqui. En 1621, 19 juin, Alexandre épousa Lucrèce de Montchenu, veuve de Hugues de Calignon, sieur de Montmeilleur. Par ce mariage, il s'allia à la famille royale d'Angleterre, les Plantagenet ; en effet, la grand'mère maternelle de Lucrèce, Marguerite, femme du sieur de Brenieu, était fille du duc de Suffolck, tué à la bataille de Pavie et neveu d'Edouard IV (2).

Un peu avant la révocation de l'édit de Nantes, plusieurs membres de cette famille se firent catholiques, entre autres Alexandre, II^e du nom et propriétaire des Rives, conseiller d'état et à la chambre de l'édit, oncle et beau-père de César, qui va suivre. Son abjuration se fit avec le plus grand éclat (1683). Le cardinal Le Camus, entre les mains duquel elle eut lieu, vint, accompagné de son chapitre et au son de toutes les cloches, le recevoir à la porte de la cathédrale (3).

(1) *Généalogie*, VII^e et VIII^e degré.

(2) Ubi *suprà*, IX^e degré.

(3) Ubi *suprà*, X^e degré.

Le même avait acheté de Virgine de Fléard de Presins, épouse de Jacques de Clermont, la vicomté de Trièves composée des paroisses du Monestier-de-Clermont, St-Paul-les-Monestier, Roissard et St-Michel-les-Portes. Cette propriété vint, en 1709, augmenter les possessions du maître de Thoranne, car Alexandre la donna par testament à René-Alexandre, seigneur de cette dernière (1).

César, fils d'Alexandre 1^{er}, laissa plusieurs enfants, dont l'un fut, pendant quelque temps, chanoine du chapitre de St-Chef. L'aîné, René-Alexandre déjà cité, épousa Anne de Murat, qui lui donna une famille nombreuse et illustre, où figuraient David-Anselme, prêtre de la congrégation de l'Oratoire et mort supérieur de la maison d'Angers (1778); Abel-André, chanoine du chapitre noble de St-Chef; Antoine-René, d'abord chanoine de la cathédrale de Grenoble et vicaire général du diocèse, prieur commendataire de la Romette (2), grand archiprêtre du Viennois, puis du Drac. Le roi le nomma, en 1771, à l'évêché de Vence. Il fut sacré dans la cathédrale d'Embrun. Sa mort arriva à Varces (1783) (3).

Le petit-fils de René-Alexandre, César-René-Nicolas, émigra en 1791. Son château fut pillé et incendié un peu après. Le 29 décembre 1793, la municipalité de Thoranne écrivait aux administrateurs du district de Grenoble pour leur demander d'obliger le citoyen Allemand, notaire au Monestier-de-Clermont, à livrer tous les titres de rentes et autres, appartenant aux anciens seigneurs de leur com-

(1) Ubi suprà, X^e degré.

(2) Prieuré de Bénédictins près Gap.

(3) Ubi suprà, XI^e degré, et *Biographie du Dauphiné*.

mune. Elle voulait « les mettre à néant et détruire par les flammes. » Le sieur Allemand répondit que tous les papiers contenus dans son étude et concernant les émigrés de Bardonenche, ainsi que tous les titres féodaux de ces derniers, avaient été brûlés, au Monestier, sur la place publique, le 11 frimaire an II (1).

César-René mourut à Arras (22 mai 1820) commandant de la succursale des invalides de cette ville. Il avait été successivement lieutenant dans le régiment de la marine (1758), colonel d'artillerie (1779), maréchal de camp dans l'armée des princes (1793), et enfin lieutenant-général (1814), après la rentrée des Bourbons en France. Sa fidélité à la famille royale ne se démentit jamais (2).

La paroisse de St-Michel-les-Portes, après avoir appartenu longtemps aux Bérengers-Morges, devint la propriété des Fléard de Pressins, dont il est parlé plus haut. Par le mariage de Virginie de Fléard avec Jacques de Clermont elle fut attachée à la vicomté du Trièves, jusqu'à la grande révolution. Sa municipalité acheta, lors de la vente qui en fut faite, en 1792, la plus grande partie des biens de ses seigneurs (3).

Les Fléard ou Fléhard habitaient le château de la Bâtie-d'Ambel, dominant encore la voie ferrée de Grenoble à Gap.

L'un d'eux, François, fut nommé premier président de la chambre des comptes de Grenoble. Il quitta ensuite le monde, embrassa l'état ecclésiastique et devint bientôt chanoine en l'église collégiale de St-André de Grenoble,

(1) Archives municipales de St-Michel-les-Portes.

(2) *Biographie du Dauphiné* et papiers de la famille Bardonenche.

(3) St-Michel-les-Portes, *Registres des délibérations*.

abbé de St-André-en-Bosc, au diocèse de Beauvais. En 1575, Henri III le nomma à l'évêché de Grenoble ; mais à cause des grands obstacles que lui suscita le chapitre, il ne put prendre possession de son siège que près de onze ans plus tard (14 juillet 1586). Ce prélat fonda dans sa ville épiscopale un couvent de religieuses Ursulines et, à Tullins, celui des Minimes. C'est dans ce dernier lieu qu'il mourut (25 sept. 1606). Il fut enterré dans l'église de St-André de Grenoble (1).

PONT-DE-BRION, LAVARS.

L'*Inventaire* des titres conservés à l'ancienne chambre des comptes de Dauphiné nous parle, pour la première fois, de Brion et de Lavars à l'occasion de la concession que le Dauphin Jean fit à Jean Allemand du droit de rendre justice haute, basse et moyenne, dans toute l'étendue de la terre de Lavars et de Brion (16 juin 1317). Par cet acte fut encore accordée au même la permission de tenir assises pour toutes sortes de crimes et de construire dans sa seigneurie des forts et prisons. Mais déjà, en 1271 et le 2 des calendes de mars, Guillaume de Brion, prêtait hommage pour sa terre du même nom, lisons-nous dans l'*Inventaire des archives des Dauphins de Viennois* (2).

Le 9 avril 1304, Jean de Royno (Ruyn), coseigneur de Brion, alberge l'une de ses terres. Il paraît que, vers cette époque, Lavars fut détaché de Brion ; car les actes de dénombrement et de reconnaissance passés pour ce second

(1) *Notice chronologique des évêques de Grenoble*, par M. le chanoine Auvergne.

(2) N° 566.

mandement, les années suivantes, ne mentionnent plus le premier. Ils ne seront de nouveau unis qu'en 1645 (1).

Royno appartenait à une noble et ancienne famille, qui, au temps des dauphins, tenait un rang considérable. L'un de ses membres, Guillaume, fit partie du conseil de régence formé après la mort inopinée de Guigues VIII (2).

Son successeur, André de Vaunavey, reçut l'investiture de la terre et en prêta hommage en 1370, 26 février (3).

Le procureur fiscal du Trièves avait fait publier à Brion (1378) le ban des vendanges, contrairement au droit que les seigneurs de cette terre en avaient reçu des dauphins, lorsqu'ils l'achetèrent. Giraude de Bressieux, mère et tutrice d'André de Vaunavey, lui intenta un procès terminé, le 10 juin de l'année suivante, par la condamnation du procureur (4).

Noble Pierre de Gilin fit le dénombrement de ses terres et autres possessions de Brion (31 sept. 1392) et y relata le fort et le château, qu'il y possédait, avec toutes leurs dépendances (5). Mais la seigneurie de Brion changeait souvent de maître : le 27 juillet 1407, noble Jean Vétaris en prêta hommage entre les mains du gouverneur du Dauphiné (6).

L'un des descendants de ce Jean Vétaris, nommé Jean aussi et qui avait changé son nom en celui de Desvieux, fut des premiers à prendre les armes pour la réforme. Au mois de mai 1562, il accompagna le baron des Adrets à

(1) *Inventaire.*

(2) *Biographie du Dauphiné.*

(3) *Inventaire.*

(4) *Ubi suprà.*

(5) *Ubi suprà.*

(6) *Ubi suprà.*

Lyon et en reçut, peu de jours après, la mission de se rendre à Grenoble. Le 9 du même mois, il se présenta devant le conseil de cette ville et lui exposa : « qu'il avait charge de M. des Adrets pour les affaires du Roy, repos public et repos de la cité, exhibant à cet effet sa commission en forme de patente en papier, scellée en forme, signée des Adrets, datée de Lyon, du 6 mai, et par laquelle il estoit mandé en ceste ville par son commandement et pour avoir l'œil et regard sur les soldats en garnison pour le dit service à ce qu'ils ne fassent aucun désordre (1). »

Bientôt après, le baron lui envoyait le titre de gouverneur de Grenoble ; mais il dut presque aussitôt sortir de cette ville ; car il avait trop peu de forces pour résister à Maugiron qui venait l'attaquer avec des troupes nombreuses. Le 4 juin, il alla, en compagnie des capitaines Firmin et Coct, piller et incendier la Grande-Chartreuse (2). Il était surnommé le *capitaine Brion*. On ne le retrouve plus à partir de ce moment. Sa famille s'éteignit au milieu du siècle suivant et laissa ses biens à celle d'Armand. En effet, un acte de partage entre César I^{er} de Bardonenche et Jean d'Armand des biens de Jacques de Peccat, leur beau-père, en 1656, donne les Armand comme seigneur de Brion. Ces derniers appartenaient à une noble famille du Trièves, qui a fourni un avocat célèbre au parlement de Grenoble, Guy, dont le fils, Antoine, fut vi-bailly de Grésivaudan (3).

(1) *Registre des conclusions de l'hôtel de ville de Grenoble* dans : *Annuaire de l'Isère*, 1842, p. 10. .

(2) Ubi *suprà*, p. 15.

(3) *Généalogie des Bardonenche*, X^e degré, et *Biographie du Dauphiné*.

Aux Armand succédèrent les Yse. Ces derniers étendirent bientôt leurs possessions et acquirent le château du Collet. Le personnage le plus important de cette famille est Jean d'Yse-de-Saléon, d'abord chanoine de la cathédrale de Grenoble, puis vicaire général du diocèse et de celui d'Aix. Chargé de gouverner le diocèse de Sénez, pendant la suspension de Jean Soanen, il quitta cette charge pour l'évêché de Digne (1726) et fut transféré, la même année, à Agen, puis à Rhodéz (1735) et enfin élevé à l'archevêché de Vienne (1746). Il mourut en 1751, et laissa plusieurs lettres pastorales, dont le plus grand nombre étaient fort remarquables (1).

Les biens des Yse furent vendus comme biens nationaux, à la grande révolution.

(A continuer).

A. LAGIER.

(1) *Biographie du Dauphiné.*



DICTIONNAIRE

DES

DEVICES HÉRALDIQUES, NUMISMATIQUES, HISTORIQUES
ET FANTAISISTES DU DAUPHINÉ

(SUITE. — Voir les 90^e, 91^e et 92^e livraisons).

H

281. — HABET PRO VALLIBUS ALPES. — Lesdiguières (CH).

282. — HÆC NESCIA FALLI. — Sur un jeton de P^{re} Pucelle, 1^{er} près' du parlement de Dauphiné (1692-4).

283. — HALAAC ! — D'Altvillars (B). — Ce mot a plutôt l'air d'un cri que d'une devise.

284. — HAUD FLUCTUS, AT ISTE QUIETEM. — Sur un jeton du Dauphin de France (1601).

285. — HAULT ESPOIR. — Borel d'Hauterives (C).

286. — HECTOR BLANCHET ET AMICIS — *Ex-libris* de l'auteur du *Glossaire du patois de Voiron*.

287. — HEU, VITA FUGIT VELOCIOR UNDIS. — De Rochechouart. (C).

288. — HIIIS PRODESSE QUAM PRÆESSE. — Paulinier, év. de Grenoble.

289. — HINC PARVULA NATA TRIUMPHIS. — Sur un jeton de la Chambre aux deniers du Dauphiné (1609).

290. — HOMINUM AMATOR. — Sur un jeton symbolisant les trois ordres du Dauphiné.

291. — HONNEUR A L'HUMANITÉ. — I^{er} bureau de bienfaisance mutuelle, maternelle et filiale de Grenoble (Femmes).

292. — HONNEUR ET PATRIE, DEVOIR ET SOLIDARITÉ. — Timbre de la Société des Frères d'armes de Grenoble.

293. — HONOR AB ARMIS. — De Castellane (B).

294. — HONORE IN TERRA, LO SPIRITO IN CIELO. — De Leusse.

295. — HORUM TUTA FIDES. — Sur une monnaie de François II et Marie Stuart, frappée en Ecosse en 1558, avec son titre de Dauphin de Viennois.

296. — HOSPITALITÉ ET BONTÉ D'AGOULT. — d'Agoult. Diction provençal (B).

297. — HUC QUID OBSTAT ? — De Guiffrey de Boutières. — Sur un jeton de Boutières frappé en Piémont (1544). CH. a dit : HUC ; QUID OBSTAT ; B. et C. après lui : HUIC QUID OBSTAT.

298. — HUMANITÉ — CŒURS CONSTANTS — PARFAITE UNION. — Sur une médaille de la Loge de la Parfaite union de Grenoble.

I

299. — ILLORUM OPE HÆC DITATA EST GALLIA. — Jubilé. Cette légende figure dans le 1^{er} parti des armes de cette famille, autour du mûrier chargé de vers à soie qui y figure. — B. en donne une fort mauvaise traduction.

300. — IL N'EST NUL QUI DISE MIEUX. — Disimieu (CH).

301. — IMMOBILIS IN MOBILI. — Dupuis de Bordes (B).

302. — IMMUNDUS CEDIT HONESTO. — Buatier.

303. — IMPAVIDUM FERIENT RUINÆ. — De Beaumont d'Autichamp (CH). — C'était la devise du baron des Adrets.

304. — IMPAVIDUS SURSUM VIGILAT. — De Lionne (CH). — *L'Armorial historique de Romans*, dit: IMPAVIDUM SURSUM VIGILAT.

305. — IN ÆTERNUM. — Sur une médaille de Lesdiguières (1600).

306. — INANIA PELLO. — De Lévis (B).

307. — IN ANTIQUIS. — De Piellat.

308. — IN BELLO FIDES. — Planelli de la Valette (C).

309. — IN BELLO FORTIS. — De Beaufort (CH).

310. — INCONSTANCE DE BAULX. — Famille des Baux. — Ancien dicton provençal (B).

311. — IN CRUCE SALUS. — M.-Aug. de la Croix, évêque de Gap.

312. — IN CRUCE SPES. — Adolphe Fiard, évêque de Montauban, né à Lens-Lestang (Drôme).

313. — IN CRUCIBUS MIHI MAJOR HONOS. — De Lacroix (A.H).

314. — IN DEO TUTA FIDES. — Sur un *ex-libris* de Roux de la Mazelière. C. dit :..... *quies*.

315. — IN DOMINO CONFIDO. — De Navaisse et Névache (CH).

316. — INDOMITUM DOMUERE CRUCES. — Lacroix de Chevières (CH).

317. — IN EO AUT CUM EO. — Tardy.
318. — IN EXCELSIS. — Gaillard (CH).
319. — INFACIA. — Fages de Chasaux (C).
320. — INFLEXUS STIMULIS OMNIBUS. — Le Goux de la Berchère.
321. — INFRINGET SOLIDO. — L. de Maugiron (CH).
322. — INGENIUM SUPERAT VIRE. — Je ne sais où l'auteur de l'*Armorial du Dauphiné* a pris cette devise, qu'il donne à Angelus Cato, arch. de Vienne. (Voir celle que j'ai donnée plus haut : *Exaltat virtus*, etc.).
323. — IN HOC SIGNO VINCES. — Sur un méreau de l'église St-Pierre de Vienne.
324. — IN LABORE QUIES INVENITUR. — Teste de Taney (C).
325. — IN MELIUS. — Vachon (CH).
326. — IN PACE SUNT OMNIA. — Chastelain de Poux (AH).
327. — IN RELIGIONE ET FORTITUDINE. — Comte F. Monier de la Sizeranne.
328. — IN SOLITUDINE SOLAMEN. — Sur un *ex-libris* de St-Maurice, président au Parlement.
329. — IN SPE ROBUR. — Ruynat de Gournier (M).
330. — INTAMINATIS FULGET HONORIBUS. — De Lally-Tollendal. — B. dit : *Incontaminatis*, etc.
331. — INTER ASTRA. — Sur un jeton de C. Catherine de Clermont (1564).
332. — INTER BELLA FIDES. — Planelli de la Valette.
333. — INTER ECLIPSES EXORIOR. — Sur des jetons de François, dauphin (1547 et 1554).
334. — INTER SPINAS ETIAM LILIA FLORENT. Sur

un jeton du Dauphin de France, frappé à Nuremberg (CH).

335. — INTREPIDÈ. — De Grimaud-Béesgue (CH).

336. — IN TRINO OMNIA, ET UNO. — Guérin (B). — CH. a dit : TRINO OMNIA ET UNO.

337. — IN UTRUMQUE PARATUS. — Vulson de la Colombière (CH).

338. — INVENIENT FATA VIAM. — Alexandre Dupuy-Montbrun (M).

339. — IN VIA VIRTUTI, NULLA EST VIA. — Moyria (B).

340. — INVIDIS INVITIS SIC TAMEN ERECTA FUI. — Ed. Maignien.

341. — ISTIS FAMAM QUÆRERE LICET. — Ed. Allier, imprimeur à Grenoble, 1869.

342. — IZWARD. — Isoard de Vauvenargues.

J

343. — J'AIME ET JE SUIS AIMÉ. — Sur un jeton du dauphin François, frappé à Nuremberg.

344. — JAMAIS ARRIÈRE. — Sur un *ex-libris* du comte Douglas.

345. — JAM NON SUNT DUO SED UNA CARO. — Sur une monnaie de François II et Marie Stuart, frappée en Ecosse avec son titre de Dauphin de Viennois.

346. — JA NE SERA CHANDÉE. — Chandée.

347. — JE L'AI GAGNÉE. — Simiane (CH). — C. donne cette devise : « JE L'AY GAGNÉE » à la famille Ruolz-Fontenay (Dauphiné ?).

348. — J'EN AI LA GARDE. — De Sassenage-du-Pont.

— CH. donne aussi cette devise sous la forme : J'EN AY LA GARDE DU PONT, par allusion, sans doute, au Pont-en-Royans.

349. — JE NE LE CÈDE A NUL AUTRE. — Claude de Chabannes, évêque de Gap (1739-41) (B).

350. — JE NE SUIS POINT RÉPRÉHENSIBLE. — Chevalier de Sinard.

351. — JÉRUSALEM ! — Cri des Crouy-Chanel (C).

352. — JE SERS. — Fialin de Persigny (B).

353. — J'ESPÈRE ARRIVER. — Edouard Raban, imprimeur à Grenoble (1635-42).

354. — J'ESPÈRE ET CRAINS. — Sur un jeton de Claudine de Bérenger, première femme de Lesdiguières (1598).

355. — JE SUIS CONTENT. — Sur une médaille de François de Genas (1430-1504).

356. — JE SUIS ENTRÉ AU MINISTÈRE EN HOMME DE CŒUR, J'EN SORTIRAI EN HOMME D'HONNEUR. — Sur une médaille de Casimir Périer (1832).

357. — JE SUIS GROLÉE. — Grolée de Viriville.

358. — JE SUIS NEYRIEU. — Neyrieu.

359. — JE VEILLE. — Michal (CH).

360. — JE VOUS DONNE MA FOY. — Cassard (M).

361. — J'IRAY SONNER JUSQUES DANS LES CIEUX. — Lafont de Savines (CH).

362. — JUSQUES A MA FIN. — Aymar de Salvaing, dit Tartarin ou le Chevalier Hardy, personnage mis à néant dans l'*Armorial du Dauphiné* (B).

363. — JUSQUES OU ? — Borel de Ponsonas et d'Hauterives (CH). — B. dit : *Jusqu'ou ?*

364. — JUSTE AND VALLANT. — Lally-Tolendal. —
B. a probablement voulu dire : JUST AND VALIANT.

365. — JUSTICIA ET CHARITATE. — Sur un *ex-libris*
de C. Boveron, avocat à Valence.

366. — JUSTITIA ET PAX. — Rossat, évêque de
Verdun (M).

367. — JUSTITIA MIHI CONSTANS ET PERPETUA VO-
LUNTAS. — François Marc, conseiller au Parlement de
Grenoble (CH).

368. — JUSTUS ET FORTIS. — Lally-Tolendal (C).

L

369. — LABORE FIDEQUE. — Darboy, archevêque de
Paris (C).

370. — LABOR ET PATRIA. — Timbre de la classe des
mathématiques élémentaires du Lycée de Grenoble (M).

371. — LABOR, FIDES, VIS, FELICITAS. — Devise de
St-Laurent-du-Pont (M).

372. — LABOR IN ARMIS EST NOSTRI TESTIS HONORIS.
— Hexamètre formant la devise de la famille de Salle-
mard, ou *Sallmar*, suivant l'*Armorial hist. de Romans*.

373. — LABOR QUOCUMQUE FERAR. — Sur un cachet
du marquis de Marcieu.

374. — LACRIMIS MEIS STRATUM MEUM RIGABO. —
Sur une médaille de la Grande-Chartreuse.

375. — LA DROITE VOIE. — Montchenu. (CH). —
l'*Armorial historique de Romans* dit : LA DROITE VOYE
OU LA LIGNE DROITE.

376. — LA DROITE VOIE ET NUL SOUCI. — Robert du Gardier. (C).

377. — LÆTARE IN DOMINO. — Laurent Alleman, év. de Grenoble (1548) (M).

378. — LA FOY, LE ROY, LA LOY. — De Latier.

379. — LAISSEZ DIRE. — Nicolaï (ou Nicolay). — N'est-ce pas la devise de Chaffrey Carles ? (V. BIEN FAIRE ET LAISSER DIRE).

380. — L'AME ET L'HONNEUR. — Collet-la-Chasserie (CH).

381. — LA PAROLE DE DIEU EST VIVANTE ET EFFICACE ET PLUS PÉNÉTRANTE QU'UN GLAIVE A DEUX TRANCHANTS. — Sur une médaille de Guillaume Farel.

382. — LASTIMAR APRETADAS. — Des Isnards (branche de Provence et du Rouergue) (CH).

383. — LA VERTU VIENT DU CIEL. — Jean Nicolas, libraire à Grenoble (1608-77).

384. — LE COUP N'EN FAUT. — D'Arbalestier de Montclar (CH).

385. — LE DESSEIN EN EST PRIS. — Gilbert-Colonges (CH).

386. — LE FRUIT N'EN DÉFEND PAS LA FLEUR. — La duchesse A. de Bonne de Lesdiguières (B). — La marquise de Sévigné avait donné à la duchesse de Lesdiguières, qui était grand'mère à 30 ans, cette devise, et, pour emblème, un oranger couvert de fleurs et de fruits.

387. — LEGI ARMANDUM ET REGI. — Cachet de la municipalité de Virieu.

388. — LES NOBLES DE CHASTEAUROUX. — Bérard (CH).

389. — LES TOURS SOUTIENNENT LES LIS. — De Tournon-Simiane.

390. — LES VAUX TROP MIEUX. — Yznard (CH). — B. dit : LES VAUT TROP MIEUX.

391. — LE TEMPS J'ATTENDS. — De Lemps (CH).

392. — LE TRONC EST VERT ET LES FEUILLES SONT ARSES. — D'Arces (CH). — Je ne sais pourquoi le P. Anselme et, après lui, Chassant ont dit : *Le buis* (pour *bois* sans doute) *est vert*, etc.

393. — LE TROU DE MADAME D'AGOULT. — Dicton proverbial ayant trait au temps présumé, lorsqu'on examine l'état du ciel, au-dessus de Voreppe, lieu où se trouve le château de la famille d'Agoult (V. à ce sujet, les *Mémoires d'un touriste*, par Stendhal).

394. — L'HOMME, SOIS HOMME. — L'Homme (CH).

395. — L'HONNEUR GUIDE MES PAS. — Le Blanc du Percy (CH) et La Baume-Pluvinel.

396. — LIBÉRALITÉ. — Villeneuve-de-Vence.

397. — LIBER CUM LIBRIS. — Sur un *ex-libris* de Pagès, conseiller à la Cour d'appel de Grenoble.

398. — LIBERTÉ AIGUILLONNE. — De Chivallet (CH).

399. — L'IMMORTALITÉ S'ACQUIERT DE L'ÉTUDE. — Pierre Marniolles, imprimeur (1621-31).

400. — LOYAUTÉ. — De Rochas d'Aiglun.

401. — LOYAUTÉ DE SALVAING. — Salvaing de Bois-sieu. Dicton. (CH).

402. — LOYAUTÉ SANS BARAT. — Arnaud (M).

403. — LUIT EN CROISSANT. — De Jouffrey (CH). — B. a dit : LUIS AU CROISSANT.

404. — LUNA DUCE, AUSPICE MOMO. — Sur une mé-

daille de la Société satyrique du régiment de la Calotte (XVIII^e siècle), d'origine dauphinoise (CH).

405. — LUPUS IN FABULA. — De Louvat (B).

406. — LUX IN TENEBRIS. — De Laurencin. — L'*Armorial du Dauphiné* donne aussi une autre devise : POST TENEBRAS SPERO LUCEM ; et B. n'en fait qu'une des deux, en les réunissant par la conjonction *et*, ce qui n'a pas de sens commun.

G. VALLIER.

(A continuer)



CORRESPONDANCE D'ACHARD DE GERMANE

avec M. de la Coste

L'UN DES DERNIERS PRÉSIDENTS A MORTIER DU PARLEMENT DE DAUPHINÉ

pendant les deux premières années de l'Emigration

1791-1793.

(SUITE ET FIN. — Voir les 74°, 75°, 76°, 77°, 78°, 79°, 80°, 81°, 82°, 83°, 84°, 85°, 86°, 88° et 89 livraisons).

XL

Chambéri, le 30 août 92 (1).

Monsieur,

Madame de Sayve m'a remis la lettre dont m'a honoré Madame de la Coste. Cette lettre m'a fait d'autant plus de plaisir que j'y ai lu des caractères tracés de votre main. J'étais instruit du progrès de votre convalescence par les

(1) Les deux chiffres du millésime abrégé sont écrits de la main de M. de la Coste. Cette lettre est l'une des plus intéressantes d'Achard de Germane. Nous l'y voyons fugitif de ville en ville ; il y raconte les motifs de son hégire et les péripéties de son odyssée. Mais la situation critique où il se trouve lui-même ne lui fait pas oublier les engagements d'honneur qu'il a contractés envers M. de la Coste, et même au milieu des inquiétude et du désarroi où avait dû le jeter cette vie nomade et vagabonde, nous le voyons demeurer fidèle à son maître et veiller aux intérêts qu'il lui a confiés avec autant de sollicitude qu'à sa propre conservation.

lettres de M. de Vaulx ; mais je suis très reconnaissant envers Madame de la Coste d'avoir pris la peine de me les confirmer elle-même.

Je passai environ douze jours à Lyon. Le calme paraissait rétabli à Grenoble. J'y revins. Peu de jours après, je partis pour Valence, dans l'objet de terminer avec Madame de la Rollière. Je lui payai 60,220 francs, intérêts compris, en deux billets, l'un de Corréard et l'autre de M. Périer. Elle me donna une quittance pure et simple. Je payai l'appoint en assignats. Je remis 2,050 francs à M. Périer pour le dédommager de ce qu'il élevait l'intérêt au trois et demi sans retenue, et de ce qu'il ne devait rembourser le principal qu'après cinq ans. Cette perte de 2,050 fr. ne doit pas être regrettée, si on considère que l'on n'aurait pu placer qu'au deux et demi les assignats, qu'il était plus avantageux de vous libérer d'un capital produisant le cinq sous les retenues, que vous auriez été exposé à de nouveaux remboursements de cette somme dans des temps plus fâcheux ; que si cette somme s'était perdue pour Madame de la Rollière, vous n'auriez pu vous dispenser de la repayer, à cause de sa position. Si j'avais resté à Grenoble, j'aurais même sauvé ce capital de 2,050 fr. par un arrangement convenu verbalement avec M. Périer. Nous n'avons pas été d'avis de payer les 10,000 fr. de M. de la Rollière : c'eût été les sacrifier. Il est des positions et des circonstances qu'il faut nécessairement apprécier. Madame de la Rollière avait profondément ignoré votre maladie ; elle n'en fut instruite que peu de jours avant mon arrivée. Lorsque je lui appris votre convalescence, nous vous écrivîmes une lettre de Valence ; elle y ajouta une lettre pour Madame de la Coste, qui se trouvait déjà préparée lorsque j'arrivai. Ces

lettres ne vous seront pas parvenues, à ce que je présume, parce que, le même jour, on commença à décacheter toutes les lettres qui arrivaient et qui portaient(1). J'en serais fâché, parce que je vous annonçais son payement, ce qui pourrait être un obstacle à son action, si elle devenait nécessaire. Vraisemblablement nous n'en aurons pas besoin, parce que les choses vont bien. Comme je ne fis qu'un séjour très court à Valence, je ne pus pas apporter la procuration pour faire saisir. J'avais déjà celle de M. de la Rollière.

Ce fut pendant ce voyage que l'on arrêta Gaudin de Thomé(2), Monier, son neveu, etc., accusés de correspondre avec Coblenz. Madame de Fontenay et quelques autres amis, qui soupçonnaient une autre correspondance, m'écrivirent sur-le-champ à Valence, pour me déterminer à fuir. Ces lettres ne me sont pas parvenues ; elles furent sans doute vues par les commissaires chargés de lire les lettres qui partent ou arrivent à Grenoble. Lorsque je fus de retour, je fus me cacher dans votre hôtel ; j'y restai trois jours sans sortir, excepté le soir à 10 heures, pour voir M. de Fontenay, qui se rétablit avec peine. Je partis enfin vendredi dernier (3), à 8 heures du soir ; je courus les montagnes à pied, avec des guides qui se relevaient les uns les autres. J'arrivai ici dimanche dernier, bien harassé et dans un état bien pitoyable. La lettre de Madame de

(1) On peut voir, par l'analyse qu'en fait son auteur, que cette lettre qu'il croyait perdue est bien réellement celle qui précède. Elle était heureusement parvenue à son adresse avec celle qu'elle renfermait, nonobstant les appréhensions trop fondées d'Achard.

(2) Gaudin de Thomé était avocat au Parlement et habitait la Mure.

(3) 24 août.

la Coste m'a rétabli. Je fis ramasser par ma domestique quelques restes de papiers vous appartenant, d'autres appartenant à M. de Saint-Disdier ou à moi ; le tout a été porté chez M. de Fontenay. Je n'ai pris aucune précaution pour mon modique mobilier, parce que je ne l'ai pas pu. Il m'arrivera vraisemblablement des lettres en chiffres qui me feront saccager ; mais j'aurai sauvé ma peau, et le temps des vengeances arrivera (1). Madame la religieuse (2) était dans la peine, parce qu'on voulait faire évacuer les couvents ; elle préféra, aux offres de M. de Chaléon, d'accepter celle que je lui fis de la loger à St-Germain (3). Il me fut impossible de l'aller voir pendant que j'étais caché, malgré ses instances. Je lui écrivis que, puisqu'elle était obligée de prendre des habits séculiers, je lui laisserais une lettre de crédit. Elle ne voulut pas fixer la somme. Je lui répondis par un billet où je lui disais qu'elle pourrait prendre chez M. Périer à concurrence de 600 fr., somme que je crus à peu près suffisante.

Je fis faire, par personne interposée, la commission des gants. J'écrivis à la personne à qui j'avais remis 900 livres en dépôt ; cette somme produisit 1500 et quelques livres en assignats. Le prix réel des gants est le même en argent qu'auparavant ; toute la différence est relative à la perte des assignats. Ces gants ont dû être expédiés lundi dernier pour Lyon, d'où ils partiront pour Rome. Je

(1) Ce passage, depuis : *Je n'ai pris aucune précaution*, a été publié par M. Prudhomme dans son *Histoire de Grenoble*, p. 633, note 2.

(2) Voir sur cette religieuse, tante de M. de la Coste, la note 2 de la lettre XXXII.

(3) L'une des campagnes de M. de la Coste déjà mentionnée dans les lettres 23, 24 et 38.

ferai en sorte de savoir la route qu'ils ont tenue, pour que vous puissiez les faire demander. Ils sont adressés à M. Lacoste, *marchand*, rue du Cours, vis-à-vis le Palais Fiano. Je crus que le nom de M. Nave (1) était imaginé, et qu'on ne saurait à qui les remettre.

Je ne pourrai rien remettre à Madame Toupet. Il y aurait du danger à faire la commission par lettre; elle prendra patience. Tout va bien ou à peu près à Grenoble, relativement à vos affaires. J'ai bien recommandé à Saint-Claude de traiter fraternellement les nationaux logés chez vous (2); ils défendront votre maison s'il y a pillage. Je lui ai dit de leur donner de temps à autre quelques bouteilles de bon vin. Les Indiens adorent le diable, par la crainte du mal qu'il peut leur faire.

M. le chevalier de Sayve (3), qui s'est enfui après le décret qui met en otage les parents des émigrés, est parti pour Rome. Je lui ai donné votre adresse. M. Dupasquier (4) m'a montré vos billets; ils sont inutiles. Le décret ne donne action qu'aux porteurs de titres authentiques

(1) C'est l'adresse que M. de la Coste lui-même avait indiquée à Achard pour lui faire parvenir ses lettres, afin qu'elles n'éveillassent aucun soupçon à leur départ de France; et c'est sous ce nom désormais que son fidèle correspondant lui écrira.

(2) L'émigration avait rendu les hôtels habités par les premières familles de la ville tellement déserts, qu'un journaliste proposait de loger un régiment dans les maisons abandonnées de la rue Neuve, qui était alors le quartier de l'aristocratie. Ce passage de la correspondance d'Achard nous apprend que ce conseil fut suivi.

(3) Frère de l'ex-conseiller au Parlement, pour lors retiré à Chambéry; déjà nommé dans les lettres XVII et XXII.

(4) M. Dupasquier, banquier de M. de la Coste à Chambéry, est déjà nommé dans la lettre XXXII.

avant le 9 février dernier. Vous ferez bien de retirer ces billets et de les faire revenir à Rome, puisqu'ils sont inutiles. Il m'a accablé d'honnêtetés. J'étais embarrassé pour trouver une chambre ; il m'en a donné une gratis, d'un de ses amis qui est absent. Je la conserverai jusqu'à ce que j'en aie une. — M. du Chilleau est ici (1) ; nous avons souvent parlé de vous. Madame de Pina m'a dit que vous aviez reçu l'argent qui lui avait été envoyé, sauf 1800 fr., et M. de Sayve m'a dit qu'il avait encore les 50 fr. de Madame de la Coste. Quoique je ne croie pas à une agression, cependant il est à propos de faire arriver à vous ces sommes. M. de Sayve m'a beaucoup parlé du besoin où il était d'emprunter, des difficultés qu'il éprouvait, d'un échange qu'il y aurait à faire contre une somme qu'il aurait à Lyon, de M. Digne, consul de France à Rome, et celle qu'il a dans les mains ou celle qui est dans celles de Madame de Pina. Cela pourrait avoir lieu s'il vous était facile de retirer à Rome l'équivalent. On doit prévoir que l'Assemblée nationale passera dans le Midi avec le Roi lorsqu'elle sera chassée du Nord ; que l'armée du Midi, que l'on a formée des troupes les plus démagogues, et qui en apparence est destinée à conquérir la Savoie, n'a d'autre objet que de servir l'Assemblée. Aussi tout le Midi est en feu : on y assassine judiciairement ceux qui sont soupçonnés ne vouloir pas la république. De tout cela, je conclus que le Midi sera le dernier subjugué, et que, malgré tout le désir que j'aurais de rendre service à M. de Sayve, si vous prévoyez avoir besoin de vos fonds, il ne sera pas à propos de convertir vos dépôts en prêts. D'ailleurs, on a dit dans la maison

(1) Voir sur M. du Chilleau une note de la lettre III.

de M. de Montferrat que vous aviez prêté 200,000 livres aux Dames de France. Quoique j'aie soupçonné que cela n'avait pour objet que de vous faire des niches, néanmoins j'ai pensé que vous auriez pu vous dépourvoir de votre argent. Il est vraisemblable qu'il ne sera pas député à l'Assemblée nationale ; il se discrédite dans son parti, malgré tous ses forfaits (1).

Vous avez su l'arrestation de Barnave, accusé de correspondance avec la Reine (2). J'ai soupçonné que l'Assemblée, qui veut la République, a craint qu'il ne fût un parti dans le Midi, parce qu'il est partisan du Roi constitutionnel. On a craint encore qu'il ne fût député à la convention nationale (3), qui est convoquée. Son courage, sa fermeté, lui sauvèrent la vie lorsqu'on l'arrêta et lorsqu'il passa sur le pont de pierre. Il se regarde comme mort si on le conduit à Paris (4) ; il sera assassiné par le peuple en entrant dans Paris ou condamné par le nouveau tribunal, qui a déjà fait périr tant d'hommes honnêtes.

Nous étions en peine sur le sort de M. le chevalier (5) ;

(1) Rapprocher cette appréciation de l'enthousiasme que témoignait Achard lors de l'arrivée à Grenoble de l'ex-marquis de Montferrat dans sa lettre XXI (vers la fin).

(2) Barnave fut arrêté à sa campagne de St-Robert le 19 août, vers 3 heures du matin.

(3) Achard avait écrit d'abord, au lieu de *Convention Nationale*, le mot *Assemblée*, qui est bâtonné.

(4) Barnave ne se trompait pas ; il connaissait son monde. Après avoir languì quinze mois dans les prisons du Dauphiné, il fut traduit à Paris, et vingt-cinq jours après son arrivée dans la capitale il monta sur l'échafaud, le 29 novembre 1793, à l'âge de trente-deux ans.

(5) Frère de M. de la Coste, dont il a été fait plusieurs fois mention dans les lettres précédentes.

nous avons craint qu'il n'eût péri lors de l'insurrection aux Tuileries (1). On a assassiné plusieurs personnes qui étaient tranquilles dans leurs maisons. Mais M. le chevalier écrivit à Madame de la Rolière pour lui apprendre qu'il jouissait d'une bonne santé. Elle n'est pas fort tranquille à Valence; elle a quitté la campagne, où elle avait encore plus à craindre. On ne lui a ôté que quelques girouettes.

J'ai fait faire une saisie, à la requête de M. le chevalier. Quelqu'un m'a dit que l'on avait prononcé la main-levée, sauf à lui à demander le paiement de ses droits contre le régisseur et à se faire payer par le trésorier du district. Cependant, je ne crois pas que vos fermiers payent, quoiqu'ils ne conservent que peu de relations avec la maison. Je leur ai dit et répété plusieurs fois que l'on les obligerait à repayer, et qu'il valait mieux souffrir des frais, parce que je leur en tiendrais compte.

M. de Fontenay me dit, la veille de son départ, qu'il avait été déplacé par les commissaires de l'Assemblée; qu'on avait même destitué cinq autres commissaires, et qu'on les avait remplacés par Berriat (2) et Troussel (3), conseillers de procureur, Eymard, fils d'un relieur sur la Grenette, Chevalier, aubergiste, et un autre dont j'ai oublié le nom. Je ne vous donnerai pas des nouvelles

(1) Dans la fameuse journée du 10 août.

(2) Procureur au bailliage de Graisivaudan, père de l'illustre jurisconsulte Jacques Berriat-Saint-Prix.

(3) Joseph Troussel, beau-frère de Berriat, était avoué à Grenoble, et depuis 1791, administrateur du département de l'Isère. Il fut ensuite membre adjoint du directoire du même département, et plus tard juge à la cour d'appel, puis à la cour impériale de Grenoble.

du Dauphiné et des provinces voisines ; elles sont peu consolantes. D'ailleurs, ma lettre est assez longue pour un convalescent. Je ne présume pas assurément que, malgré les jactances des nationaux, on attaque la Savoie et surtout que l'on prenne Chambéry (1), quoique l'on y regarde l'insurrection comme le plus saint des devoirs. Cependant, si vous prenez la peine de m'écrire lorsque vous serez bien rétabli, il sera peut-être prudent d'écrire de manière que vos lettres ne puissent être entendues de ceux qui pourraient les décacheter. Beaucoup de personnes ont quitté Chambéry.

Je vous renouvelle toujours avec empressement mes hommages. Je prie Madame de les agréer.

(Même adresse).

XLI.

Grenoble, le 14 novembre, l'an 1^{er} de la Républ. (1792).

Monsieur,

Nous n'avons pas reçu de vos chères nouvelles depuis longtemps : ce que nous attribuons au trouble qu'il y a

(1) On a pu remarquer que les prévisions optimistes énoncées par Achard dans quelques-unes de ses lettres ont presque toutes été démenties par les événements. Peu après la date de celle-ci, le général Montesquiou, à la tête des volontaires du département de l'Isère, s'emparait de Chambéry. Il y fit son entrée le 26 septembre. Achard se vit donc obligé de quitter cette ville et il revint à Grenoble, d'où la lettre suivante est datée ; mais il nous dit lui-même qu'il eut à s'y tenir soigneusement caché.

eu. Cependant nous avons appris que vous vous portez bien, par une lettre écrite par votre ami à son épouse, laquelle jouit d'une bonne santé. Nous avons envoyé à M. Pierre Mora, négociant, rue Ripette, suivant vos ordres, 24 bouteilles de ratafiat dans une caisse, et une malle pleine de linge. Ce sont des jolis articles, dont vous pourrez faire de bonnes affaires ; car on dit que le linge se vend bien à Rome. Nous avons chargé le commissionnaire à Lyon de payer tous les frais, autant qu'il serait possible, pour ensuite le rembourser de ses avances, et sommes parfaitement, Monsieur,

Vos très humbles et très obéissants serviteurs

BLANC ET C^{ie}.

La signature apposée au bas de cette lettre est sans doute celle de quelque négociant de Grenoble, qui est censé expédier à M. de la Coste les différents articles de commerce qui lui sont annoncés. Sous l'influence de la terreur qui commençait à s'étendre sur la France, Achard de Germane ne juge plus suffisamment sûr même l'anonyme absolu de ses précédentes lettres et il les signera désormais d'un nom supposé. Ce dut être sans doute après entente préalable avec M. de la Coste ; du reste, celui-ci ne pouvait s'y méprendre, l'écriture de son fidèle gérant étant parfaitement reconnaissable. Ce qui démontre toutefois qu'Achard avait dû prévenir son correspondant, c'est que cette première partie de sa lettre, écrite à l'encre ordinaire et seule visible, est suivie d'une autre qui remplit le surplus du papier et qui est écrite à l'encre sympathique. Cette encre n'est autre chose que du jus d'oignon, qui tout d'abord ne produit pas plus de traces sur le papier que si on y écrivait avec de l'eau ; mais en chauffant légèrement la feuille à un feu doux, les lignes tracées de la sorte prennent une couleur jaunâtre et l'écriture ressort parfaitement. On croit que ce procédé de correspondance occulte a été inventé par les émigrés. Ils écrivaient d'abord à l'encre ordinaire quelques phrases insignifiantes, qui n'étaient qu'un trompe-l'œil, et ils ajoutaient à la suite, au jus d'oignon, ce qu'ils avaient à dire ou à faire connaître à leurs correspondants. C'est là seulement qu'il faut chercher leur pensée véritable et l'objet réel de leur missive. Ils pouvaient causer ainsi avec d'autant plus d'abandon qu'ils avaient lieu de se croire couverts d'un voile plus épais. C'est ce que fait Achard dans la suite de cette pièce ; ce qu'il a dit à M. de

la Coste en termes figurés dans le préambule de sa lettre, il le lui explique dans la partie occulte, que voici :

Je vous ai envoyé par Lyon et par la même voie que les gants 24 bouteilles de ratafiat, que j'ai adressées à M. Mora (1). Plus, j'ai envoyé une malle contenant pour vous 36 chemises, 24 cols, 12 paires.chaussons, 4 caleçons, 3 serre-tête, 2 paires bas fil, 2 paires bas de soie noire, 2 paires bas de soie chinée, 2 paires bas soie tigrée, 2 mouchoirs gris à raie rouge, 6 mouchoirs à grand carreau bleu, 6 mouchoirs à petit carreau bleu et blanc et 3 bonnettes (*sic*).

Pour Madame, 32 chemises, 12 mouchoirs dont 5 blancs et 7 de couleur, 1 peignoir, 4 paires bas coton, 2 paires poches, 1 jupe coton, 12 coiffes de nuit, 1 tablier d'indienne. Le tout est adressé à M. Pierre Mora.

Dans ce moment, on ne décachète pas les lettres. Le décret de mort contre les émigrés qui rentreront est publié (2). Il y a des pétitions contre ceux qui sont rentrés avant la publication. Nous restons cachés. Votre fortune souffre cruellement, par l'adresse que l'on met à la découvrir ; j'espère cependant que les débris vous donneront le nécessaire. Le décret de mort contre ceux qui ont reçu pour les émigrés a été remplacé par un autre qui condamne à des amendes.

Il serait peut-être à propos d'envoyer à M. de Sayve, à Lausanne, une déclaration datée du 20 mars 1782, portant qu'au moyen des différents comptes que je vous ai

(1) L'auteur écrivant à tâtons avec son encre incolore avait tracé d'abord une première ligne, qu'il avait abandonnée pour recommencer un peu plus bas. Elle est ainsi conçue : *J'ai fait partir la caisse de 24 bouteilles de ratafiat par Lyon.*

(2) Décret du 8 novembre 1792.

rendus à plusieurs époques et de la rémission des titres que je vous ai envoyés, vous me déchargez de l'administration que j'ai eue de vos biens. Au besoin, je dirai à M. de Sayve de me l'envoyer. Votre tante (1) et sa compagne ont obtenu permission de loger dans votre maison. On n'a pas encore vendu. Votre frère et votre sœur (2) vont agir pour le paiement de leurs droits. Malgré tous nos malheurs, j'espère toujours que le.... (3) retirera l'Ange exterminateur.

Je rétablis en partant les dix louis que j'avais pris sur les fonds de Madame; mais je viens d'écrire d'y prendre 300 fr. et de les envoyer au minéralogiste (4), à qui on a pillé tous ses équipages et qui a éprouvé tous les malheurs, de même que tous ses confrères, qui presque tous se sont dispersés. Il a demeuré fidèle à ses drapeaux, à Liège.

(Même adresse).

XLII.

Lyon, le 14 décembre, l'an I^{er} de la République.

Citoyen,

Je vous donne avis que le commerce de gazes ne va pas trop bien; ainsi, ce n'est pas à cet article qu'il faut

(1) La religieuse.

(2) Le chevalier et Madame de la Rollière.

(3) Mot effacé ou omis facile à suppléer.

(4) Voir sur ce personnage une note de la lettre X. Achard en fait encore mention, toujours sans le nommer, dans la lettre XXII. Il était chevalier de Malte. La Convention avait porté, le 19 septembre précédent, un décret supprimant cet ordre et ordonnant la vente de tous ses biens.

s'attacher. Il faut se garder des objets de luxe, et ne s'arrêter qu'aux articles grossiers pour le commun. Les nouvelles de Francfort ont fait augmenter le prix de l'argent du 7 p. %. Je suis fraternellement,

Citoyen,

Votre égal en droits

HENRI GALLOIX (1).

Ce qui suit est écrit à l'encre sympathique.

Mon voyage a été bien funeste à tous égards. La loi étant publiée, je suis obligé de partir dans la quinzaine(2). J'ai retiré les fonds qui étaient chez M. Périer; je les porte avec moi. C'est un objet d'environ 4,000 fr. que je porterai avec moi, après les avoir convertis en argent.

(1) Nouveau pseudonyme qu'adopte le correspondant de M. de la Coste. La qualification de *Monsieur* est remplacée par celle de *citoyen*, désormais seule en vigueur. Cependant l'adresse porte : *A Monsieur Monsieur Nave.....*, et, pour comble d'imprudence, la lettre est cachetée d'un sceau rond, dont l'écusson, soutenu par deux lions, est sommé de la couronne comtale. Les figures de l'écu ne ressortent pas; mais ce n'est pas le sceau ordinaire dont se servait Achard, et que l'on trouve sur ses premières lettres. C'était peut-être celui de M. de la Coste. Le timbre de Lyon figure sur l'adresse. A ce moment, cette ville était dans la plus grande agitation, et tout s'y préparait pour le règne de Châlier.

(2) Il s'agit sans doute ici de la loi du 23 octobre 1792, par laquelle les émigrés étaient bannis à perpétuité du territoire de la République, et la peine de mort prononcée contre ceux d'entre eux qui rentreraient en France. Nous avons vu qu'Achard avait émigré à Chambéry, et qu'il n'était rentré sur le territoire français, après la prise de cette ville par Montesquiou, qu'en observant le plus strict incognito, se tenant caché et changeant fréquemment de demeure.

Mon retour a été utile pour empêcher plusieurs déclarations. Votre malle était en péril. Les papiers les plus essentiels ont été déposés à Lyon. Vos amis de la ville que vous avez habitée et de celle-ci n'ont pu ou voulu s'en charger. Nous sommes dans un moment de crise violente. J'ai pris à peu près les précautions qui m'ont paru nécessaires et qui ont été possibles. Je vous écrirai plus au long du dehors.

XLIII

Le 20 décembre, l'an I^{er} de la République (1).

Citoyen,

Je suis près de Lyon, dans une assez triste auberge, et dans l'incertitude si je dois continuer mon commerce dans cette ville ou ailleurs ; l'un et l'autre des partis présentant également des dangers, inséparables du commerce dans les circonstances actuelles.

J'ai apporté ici, de l'avis de vos amis, les plus précieuses marchandises que vous aviez mises dans une malle, laquelle était fort exposée aux inondations. (2) Mon frère l'aîné vous dira au besoin le nom du négociant à qui je les

(1) Cette lettre, comme la précédente, porte le timbre de Lyon.

(2) On comprendra sans peine que ces expressions sont purement métaphoriques, comme du reste le ton général de cette lettre. Achard expose à son correspondant l'état de ses affaires sous l'allégorie d'une maison de commerce qui est prête à sombrer. Il ne pouvait, hélas ! les lui représenter sous une figure plus expressive et plus vraie.

ai remises. Je remettrai dans deux ou trois jours, c'est-à-dire lorsque j'irai à Lyon, 2,000 livres à votre agent de change. Je me propose aussi de renvoyer votre premier commis (1), parce que ce sera une épargne d'environ 1,000 livres par an. Il m'avait dit qu'il avait des promesses de diverses denrées vendues. Il m'a dit en dernier lieu qu'il n'en avait qu'une, dont je vous avais même fait compte. Cet homme dans aucun temps ne peut être utile ; il est borné, entêté et poltron comme Arlequin. Vos biens sont dégradés, usurpés par les voisins ; comme je demandais des factures de tout, ils ont produit l'année dernière quatre ou cinq fois plus que les autres années, malgré les prélèvements usités et les nouveaux. Cependant, comme il y a incertitude sur ses procédés, il serait à propos, à ce que je crois, de lui accorder une pension, moins par rapport à lui que par rapport à vous. Si je prévoyais néanmoins que vous voulussiez le reprendre, je me garderais bien de le renvoyer. Si vous choisissez un autre commis dans le temps, il est essentiel de préférer ceux qui s'occupent de la gloire du chef de commerce. Quant aux deux autres commis qui restent dans le magasin (2), je les conserve, malgré le mécontentement de Madame Pélagie, qui les protégeait et les justifiait sur tout. Il faut attendre la liquidation. J'avais placé des marchandises, papiers et livres, dans un magasin voisin, qui a été loué à un notaire ; pendant mon absence et lorsque j'étais en Bretagne, ils les ont laissé gober, quoique le notaire leur eût donné quinzaine pour les remettre dans le grand magasin. La volonté de Dieu soit faite.

(1) Cézanne, le maître domestique de M. de la Coste.

(2) Probablement Saint-Claude, domestique, et Jacquemond, concierge de M. de la Coste.

C'est un petit mal en comparaison d'autres. Je suis fraternellement,

Citoyen,

Votre égal en droits,

Henri GALLOIX.

Pardonnez-moi s'il y a des ratures dans ma lettre. Je vous écris dans une mauvaise cuisine où on parle très haut... Je crois devoir ajouter que j'avais accordé à 600 f. les appointements du 1^{er} commis, attendu que le ménage était supprimé. Mais il se détermina à venir manger avec les autres, en sorte qu'il se trouvait avoir des appointements doubles, tandis que le commerce va plus mal qu'auparavant. Je lui donnerai le petit mobilier de sa chambre. Cela m'a paru nécessaire. En tout, l'on fait comme l'on peut.

J'ai payé 1,500 f. à la marchande russe, suivant sa facture. Parmi vos débiteurs, il y a des personnes de bien mauvaise foi et d'un mauvais caractère. Je ne l'aurais pas cru. Ils s'imaginent qu'ils ne doivent rien à un marchand en voie de faire faillite, et qu'ils pourront soustraire le dû à lui et à ses créanciers.

(Même adresse.)

XLIV

Le 16 décembre, l'an I^{er} (*corrigé* : le 16 janvier,
l'an II^e) de la République (1793).

Monsieur,

Je vous confirme la dernière lettre que j'ai eu l'honneur de vous écrire, et dans laquelle je vous priais de me faire passer une traite de 3,252 f., pour solde de compte, sur

Paris ou sur Lyon de préférence. Dans le cas auquel vous voudriez me favoriser d'un mémoire, je remplirais avec empressement vos ordres. Dans cette flatteuse espérance, je suis cordialement, Monsieur,

Votre très humble serviteur, Henri GALLOIX.

(Ce qui suit est écrit à l'encre sympathique :)

Je mène une vie vagabonde ; j'ai passé quelques jours à Lyon ; je suis maintenant dans une autre campagne, près de cette ville, avec un avocat décrété pour prétendue correspondance avec..... (1).

J'avais chargé mon frère (2) de renvoyer votre premier commis ; je lui avais écrit. Il n'a pas jugé à propos de sortir, sous prétexte que son climat est trop rude et qu'il y a encore des provisions à manger. Il ne m'a pas répondu. Je présume que la perspective des inconvénients le déterminera à sortir. On pourrait l'interroger et saisir les états qui sont dans sa chambre. Quant au mari et à la femme (3), comme ils sont placés par la nation, je ne puis pas les renvoyer, et comme il y a encore moins à compter, je suis obligé de les conserver provisionnellement (*sic*). J'avais écrit et j'écirai encore à Ses. (4) que c'est d'après

(1) Ici un mot très indécis, que nous n'avons pu lire.

(2) Ce frère d'Achard de Germane paraît différent de celui qui est mentionné dans la lettre précédente, et qui est qualifié l'aîné. Le contexte semble indiquer qu'il était dans l'émigration ; tandis que celui-ci serait resté dans ses montagnes d'Aspres, d'où la rigueur de la saison l'empêchait de sortir. Achard lui avait confié, en quittant Grenoble, la direction des affaires de M. de La Coste ; mais il paraissait s'en soucier fort peu.

(3) Probablement Jacquemon, le concierge, qui était marié.

(4) Sézanne, le prétendu premier commis de la lettre précédente.

vos intentions que je me détermine à le renvoyer, et en effet, vous me l'aviez écrit.

Nous sommes à la veille de grands événements. Peut-être le ciel retirera enfin l'Ange exterminateur. Je fais en sorte de me tenir caché, tout comme quelques autres. J'ai eu peu de succès dans les préparatifs que j'ai commencés pour être réhabilité ; on m'a refusé un certificat de résidence, même pour le temps où j'ai effectivement résidé ; on m'a renvoyé à prouver préalablement ma résidence postérieure dans la République. J'ai fait consulter M^{re} Bar. et Rev. (1), qui, dans cette circonstance, m'ont témoigné de l'intérêt et de l'amitié. Lorsqu'on est dans l'adversité, on a peu d'amis (2). — On n'est occupé que du jugement de Louis, et on s'occupe peu des affaires nous concernant. On attend, dans la ville que vous habitez (3), les événements. On n'a pas fait la plupart des inventaires, ni les autres formalités. La municipalité est bien composée, et le conseil général très mal. M. Dup. St V. (4), qui est dans le même cas que moi, se cache à Lyon. Je le vois quelquefois. Peut-être réussira-t-il à obtenir sa main-levée. Dans ma dernière lettre, je vous ai donné mon adresse : *Au citoyen Galloix*, et une enveloppe à l'adresse de la mère de la dame avec laquelle j'ai voyagé en Suisse. Elle habite la rue St-Dominique. Mes respects à Madame. Ménagez votre santé ; elle me sera toujours chère.

(*Même adresse.*)

(1) Barthélemy et Revol.

(2) Ce mot, écrit à tâtons, est répété.

(3) Grenoble.

(4) Dupuy de Saint-Vincent.

XLV

Grenoble, 1^{er} messidor, an 10 (1).

Monsieur,

Je vous envoie une seconde lettre de change de la somme de 1540 fr., attendu la perte de la première. Je n'avais pas encore reçu votre avis de faire passer la somme par une autre voie, lorsque je pris cette route pour vous envoyer cette somme. Je vous ai marqué dans une dernière que j'ai encore 1415 fr. Je pense qu'il vaudrait mieux prendre le parti de tirer vous-même une lettre de change sur moi de cette somme. Vous remettriez cette lettre de change à Jean Conrad, Reçh et Compag^e, qui l'enverraient à Bodin

(1) 20 juin 1802. — Cette lettre, écrite à neuf ans et demi d'intervalle de la précédente, est la dernière que nous possédions de cette curieuse correspondance. N'y en a-t-il pas eu d'autres dans ce long interstice ? Une note inscrite au dos, de la main de M. de la Coste, sous cette forme : 1^{er} messidor an 10. M^r A. de G., n^o 4, nous autorise à le supposer. Ce numéro d'ordre est sans doute celui des lettres écrites par Achard depuis son retour de l'émigration ; car il était rentré à Grenoble après le 18 brumaire (an VIII), probablement vers le commencement du siècle. Ces autres pièces, si elles ont véritablement existé, nous manquent, et celle-ci paraît clore la correspondance. Elle est d'une écriture étrangère ; mais quelques notes ajoutées de la main d'Achard nous montrent qu'il l'a relue après l'avoir dictée. Elle ne porte pas de timbre de la poste et n'a pour toute adresse que ces mots, écrits en grandes lettres, sur la quatrième page restée blanche : M^r de la Coste ; ce qui semble indiquer qu'elle a été envoyée par un exprès. L'ancien Président résidait alors à Venise, et les relations étaient plus faciles avec cette ville qu'avec Rome.

frères, de Lyon, et ceux-ci à Vallier et Busco, à qui je la compterais en voyant votre écriture sur la lettre de change. Alors, sur l'avis du paiement, on vous payerait la somme à Venise. Si vous préférez de venir, comme je vous y exhorte, vous recevrez facilement la somme à Genève ou à Nice.

Il est fâcheux que vous n'ayez pas reçu la lettre du 18 floréal (1), à laquelle était jointe la première lettre de change. Elle renfermait beaucoup de détails. En voici l'analyse :

Nous n'avons pas encore terminé définitivement avec la veuve du docteur (2). Il me reste encore une petite partie des objets qu'elle m'a envoyés de la campagne. J'ai cru qu'il fallait attendre que vous veniez : six couverts et trois cueillers pouvaient vous être nécessaires. Elle en a encore, mais il lui est dû ; ce compte sera nécessairement réglé. J'ai dit à son avocat de voir ce qui lui était dû.

L'Encyclopédie n'a pu être vendue. Le billet de 8,000 fr. de M. de Mey... (*sic*) subsiste. Cet objet sera bien payé. Je n'ai fait aucune démarche.

Les héritiers du commissaire doivent une somme importante ; mais ils sont en grand nombre. Les billets sont sous d'autres noms. On éprouve des difficultés pour exiger ; même les plus honnêtes gens reculent tant qu'ils peuvent.

Le titre de M. de Vien..... (3) subsiste ; mais il est

(1) 8 mai.

(2) Le docteur du Chadoz était mort le 17 décembre 1799, peu de mois après le pape Pie VI, auquel il avait prodigué ses soins avec tant de dévouement pendant son séjour à Valence.

(3) De Viennois ?

privé. Il est pressant de prendre des arrangements avec lui. Une donation, une vente, une mort, etc., rendraient cette créance très douteuse, surtout d'après les nouvelles lois. — Suivant les lois antérieures à Bonaparte, on ne pouvait disposer que d'un dixième. Le surplus était divisible entre les héritiers de droit. Par la loi du 4 germinal an 8, le testateur qui meurt sans enfant, laissant des frères ou sœurs ou des neveux, peut disposer de la moitié. Si M. l'évêque de Mariana (1) est mort après cette loi, il n'y aurait eu de disponible que la moitié de ses biens en France. Mais avant tout, il faut prélever les dettes.

Voilà ce que renfermait ma lettre égarée. Elle était fort longue et renfermait divers articles sur vos rapports avec votre famille et sur ma manière d'être ici.

On me répond de Paris que M. de Cressac (2) a un domicile à Paris, rue Garancière ; mais qu'il passe la plus grande partie de l'année dans sa terre de Poitou, où il est actuellement. Il a avec lui tous ses registres et papiers. Son adresse est : Au C^{en} de Cressac, à la Touche, par Vivonne, département de la Vienne. Voulez-vous que je fasse quelque démarche à ce sujet ?

(1) Ignace-François de Joannis de Verclos, dernier évêque de Mariana en Corse, était beau-frère de M. de la Coste. Ce prélat, né à Avignon, le 19 février 1733, était premier vicaire de la paroisse St-Sulpice à Paris lorsqu'il fut promu à l'épiscopat en 1788. Les électeurs de la Corse lui offrirent l'évêché de ce département ; mais ayant refusé de prêter le serment schismatique, il fut obligé de quitter son diocèse, et il mourut à Pérouse, le 1^{er} mai 1801. Cappelletti le fait mourir à Sienne, où il s'était retiré d'abord. (*Le Chiese d'Italia*, t. XVI, p. 382.)

(2) Il y avait d'abord *Bressac*. Le mot a été corrigé par une surcharge à la première lettre.

Je n'ai pas encore vu Mollard (1) ; mais j'ai averti son ami Bouvier (2). J'ai parlé à Corréard de la pension de 600 fr. Le même Bouvier viendra pour en parler. Mais, m'a dit ce négociant, est-ce un arrangement bien solide ? Pourquoi ne vient-il pas profiter du sénatus-consulte ?

Un autre s'est encore présenté. Nous sommes à marchander. L'objet, au reste, n'est pas considérable. Mais, je le répète, sur tout cela, votre présence en France est indispensable. Si vous ne venez, les 20,000 fr. dont j'ai arrêté le versement à Lyon sont perdus. La presque totalité des créances sera aussi perdue, même celles dues par *d'honnêtes gens*. Je vous donnais, dans la lettre perdue, des détails sur une difficulté qu'on m'élève au sujet d'une créance assez importante. Nous en avons gémi avec Revol. C'est un conseiller qui fait cette difficulté. C'est pour vous dire combien les mœurs ont changé.

Tous les motifs que vous me donnez pour ne pas rentrer prouvent que vous n'avez point d'idée de notre manière d'être ici. Vous pouvez rentrer sans crainte quelconque ; vous serez partout accueilli. On ne distingue point un émigré d'un autre. J'ai été ici accueilli on ne peut mieux. Il y a même une sorte de faveur pour les émigrés. Le sénatus-consulte est sévère sur les biens ; mais il faut le prendre tel qu'il est, et faire en sorte de réparer le mal autant que possible. Il peut vous arriver mille inconvénients si vous

(1) Barthélemy Molard était syndic des huissiers de service au parquet du Parlement. Un autre Molard était 2^e lieutenant de la milice citoyenne et nationale de Grenoble en 1792.

(2) Ce Bouvier, négociant, paraît différent de Bouvier des Angonnes mentionné dans la lettre VI, lequel était propriétaire. Celui-ci fut l'un des premiers membres de la *Société libre d'agriculture* fondée à Grenoble par le baron Fourier, préfet de l'Isère, en mars 1802.

ne rentrez pas. S'il m'arrivait un malheur, que deviendraient vos papiers, et à qui me confier ?

Les 1000 noms réservés ne seront jamais publiés. Le fussent-ils, vous n'avez pas été marquant au dehors. Ne craignez point vos acquéreurs ou débiteurs ; ils seront à vous faire la cour, ou à chercher à vous tromper, mais point de violence. On est revenu de tout cela. *Le peuple n'aide plus*, disait Carnot. D'ailleurs, le gouvernement y met bon ordre, et avec raison. Le peuple est bien revenu ; il est ruiné dans les villes. Les accidents d'une révolution ne se répètent jamais. N'ayez point l'idée que les émigrés portent un sceau de réprobation. Je le répète, vous n'avez pas d'idée de l'état actuel. Vous croirez respirer l'air monarchique. Le gouvernement désire que vous veniez ; il n'a point d'intérêt à vous vexer. Il a intérêt, au contraire, à éviter l'émigration de l'argent, et conséquemment à vous rappeler. Si vous m'en croyez, vous partirez sur-le-champ pour Genève. Arrivé là, vous remplirez les formalités ; vous m'en enverrez un double, afin que je puisse l'adresser au négociant de Lyon, *et arrêter les poursuites* (1).

Vous éprouverez toutes les facilités possibles ici. Le préfet (2), que je connais, est d'une honnêteté extrême. J'ai eu des relations avec lui ; j'en ai été fort content.

(1) Les mots soulignés sont de l'écriture d'Achard de Germane.

(2) Le baron Fourier, préfet de l'Isère depuis le 12 février 1802 jusqu'au 20 mars 1815. « Comme magistrat et comme savant, dit M. Pilot, Fourier a laissé dans le département de l'Isère de nombreux et de précieux souvenirs en attachant son nom à presque tout ce qui a été fait de beau et de grand pendant son administration, qui a eu une durée de plus de douze ans » (*Notes pour servir à l'Histoire de Grenoble*, p. 31). Né à Auxerre en 1768, le baron Fourier est mort à Paris, le 16 mai 1830. C'était un mathématicien très distingué.

Si vous laissez passer le délai, vous vous préparez bien des regrets, et particulièrement il faut renoncer à peu près aux débris de votre fortune. Ainsi, réfléchissez-y bien. Tous sont d'avis que vous veniez. Je le désire fort ; mais, mon intérêt à part, et ne consultant que le vôtre, je pense que vous ferez bien mal de ne pas venir. Il est possible que le délai du sénatus-consulte ne soit pas fatal ; mais il ne faut pas s'y exposer. Je vous le dis et le répète, rentrez sans rien craindre, sans délai, et surtout sans montrer de la crainte et de l'étonnement des nouveautés que vous apercevrez. Ce n'est pas qu'il en résultât des inconvénients autres que celui d'éprouver un léger ridicule ; il n'en serait que cela. Au surplus, j'ai éprouvé à ce sujet toutes les plaisanteries de mes amis, parce que je n'étais pas à *la hauteur*. Quelques mois suffiront pour être à *cette hauteur*.

Je vous prie l'un et l'autre d'agréer mes hommages.

CYPRIEN PERROSSIER.



LE SCEAU ANNULAIRE

DE BONAPARTE

Lors de mon séjour à Ajaccio, j'ai recueilli les anciennes armoiries de la famille Bonaparte, établie dans cette ville pendant plusieurs siècles. Elles sont : *De gueules, à deux barres d'or accompagnées de deux étoiles de même, une en chef et une en pointe.*

D'autre part, M. T. Nasica décrit ainsi l'empreinte d'un cachet, à la cire, conservé sur une lettre écrite de Serves, près St-Vallier, par le lieutenant Buonaparte à son oncle, le cardinal Fesch : « L'empreinte (de ce « sceau annulaire), dit M. T. Nasica, n'a pas été bien « prise ; cependant, on y remarque deux lions soutenant un écusson sur lequel on voit une raie ou zodiaque et une étoile, surmontée d'une couronne. Il « paraîtrait que ce cachet contiendrait d'autres emblèmes, mais on ne peut pas les reconnaître. Il n'est « pas plus grand qu'une pièce de dix sous. Ce sont « évidemment les armes de la maison Bonaparte. »

M. T. Nasica est dans le vrai, car la figure de l'écu qu'il a prise pour un zodiaque représente les deux barres, et ce meuble en pointe qu'il n'a pu déchiffrer n'est autre que la seconde étoile.

Le cachet à la cire de cette lettre est donc bien l'empreinte d'un sceau annulaire aux armes des Bonaparte.

Voici maintenant la teneur de la missive précitée, intéressante pour l'histoire, au point de vue de l'état des esprits, à Valence, au commencement de l'année 1791 :

« *Serves près St-Vallier en Dauphiné, le 8 février 1791.*

« Je suis dans la cabane d'un paysan d'où je me plais
 « à t'écrire après m'être longtemps entretenu avec ces
 « bonnes gens. Il est quatre heures du soir, le temps
 « est frais, quoique doux ; je me suis amusé à marcher ;
 « la neige ne tombe pas, mais n'est pas loin..... J'ai
 « trouvé partout des paysans très fermes sur leurs
 « étriers, surtout en Dauphiné ; ils sont tous disposés
 « à périr pour le maintien de la constitution. J'ai vu à
 « Valence un peuple résolu, des soldats patriotes et
 « des officiers aristocrates ; exception cependant, puis-
 « que le président du club est un capitaine nommé Du
 « Cerbeau. C'est un capitaine du régiment du Forez,
 « en résidence à Valence. Les femmes sont partout
 « royalistes, ce n'est pas étonnant, la liberté est une
 « femme plus jolie qu'elles qui les éclipsent. Tous les
 « curés du Dauphiné ont prêté le serment civique, l'on
 « se moque des cris des évêques. Il ne faut pas tant
 « plaindre notre département (*le Liamone, île de Corse*) ;
 « je connais les personnes qui composent celui de Va-
 « lence, elles ne valent pas les nôtres. Le club est ici
 « composé de deux cents personnes ; quand ils (*sic*)
 « tiennent leurs sessions publiques, ils (*sic*) s'assemblent
 « dans une église, les femmes y vont alors. Ce qu'on ap-
 « pelle la bonne société est aux trois quarts aristocrate,

« c'est-à-dire qu'ils se couvrent du masque des partisans
« de la constitution anglaise.

« Il est vrai que Peretti a menacé Mirabeau d'un
« coup de couteau, cela n'a pas fait honneur à la nation.
« Il faudrait que la société patriotique fût présent d'un
« habillement complet de corse à Mirabeau (1), c'est-à-
« dire d'une barrette, veste, culotte et caleçon, cartou-
« chière, stylet, pistolet et fusil.

« Cela ferait un bon effet.

« Dimanche prochain, le département de la Drôme
« nomme son évêque. Il est probable que ce sera le curé
« de Valence (2). Je n'entends rien de nouveau ; ainsi il
« faut que tout soit tranquille. La société patriotique de
« Valence a envoyé une députation pour tâcher de con-
« cilier Avignon avec Carpentras. Cette députation se
« joindra aux députations des sociétés de l'Escot, de
« Rouges, de Montélimar, etc.

« Je vous embrasse, mon cher Fesch ; la voiture
« passe, je vais la joindre ; nous couchons à Saint-
« Vallier.

» Signé : BUONAPARTE. »

M. T. Nasica cite cette lettre dans ses mémoires sur
la jeunesse de Napoléon.

ALBERT CAISE,

Membre de la Société des Gens de Lettres.

Blidah, 20 mars 1890.

(1) Mirabeau meurt le 2 avril 1791.

(2) M. Marbos (François), curé du Bourg-lès-Valence, fut élu évêque, le
21 février 1791.



NOTICES

SUR QUELQUES

CAPITAINES CHATELAINS & VI-CHATELAINS DE CREST

M. Brun-Durand, dans ses savantes Annotations au Mémoire de l'intendant Bouchu sur la généralité de Grenoble (1), donne la liste de vingt-sept châtelains ou gouverneurs de Crest de l'an 1217 à la Révolution. Des documents mis obligeamment à notre disposition par M. Courtaux, archiviste à Paris, nous ont permis de rectifier et de compléter ladite liste et de fournir des renseignements inédits sur plusieurs des personnages qui commandèrent à Crest.

Voici d'abord les rectifications et additions :

Noble Antoine d'Hostun, chevalier de Malte, châtelain de 1435 à 1437. Ses armes étaient : *De gueules à la croix engrêlée d'or.*

Noble Aymar de Poisieu, dit Capdorat, châtelain de 1436 à 1447.

Noble et puissant homme Jacques de Taix, châtelain de 1448 à 1453. Armes : *D'argent à deux fasces d'azur.*

Noble Robert de Gramont, dit le Gros, châtelain de 1463 à 1467.

(1) *Le Dauphiné en 1598*, etc.; Lyon et Grenoble, 1874, in-8°. Voir aussi la *Tour de Crest*, par M. Lacroix, dans le *Bulletin*, t. XVI, p. 276 et suiv.

Aymar Chapeys, vi-châtelain de 1486 à 1487.

Noble Claude Fayolle, vi-châtelain de 1488 à 1489.

Armes : *D'argent au lion de gueules au chef d'azur, chargé de deux palmes au naturel, passées en sautoir et liées de gueules.*

Pierre Colombier, vi-châtelain en 1504 (1).

Aymar Giraud, vi-châtelain en 1505.

Noble Pierre Dupont, vi-châtelain de 1514 à 1524.

Noble Nicolas Fayolle, châtelain de 1525 à 1561.

Louis d'Urre de Cornillan d'Oncieu, seigneur du Puy-St-Martin, Marsanne, Bonlieu, St-Maurice-d'Alex, La Motte-Chalancon, Portes et le Pont-de-Barret, chevalier de l'ordre du Roi et châtelain en 1563. Il était fils de Claude d'Urre et de Gabrielle Adhémar de Grignan. Armes : *D'argent à la bande de gueules, chargée en chef d'une étoile de champ.* Cri : *Urre.* Devise : *En tous lieux, à toute heure.* — Commandant de la Tour en 1589.

Claude de Clermont, seigneur de Montoisson, gouverneur de Crest en 1589.

Mutio Gentile (2), gouverneur en 1596. Ses états et émoluments, par ordonnance de Henri IV datée du camp de Servaiz, 28 février 1596, furent fixés à 33 écus 1/3 (3).

Philippe-Guillaume de Gramont, gouverneur des ville et château de Crest de 1698 à 1703.

François-Paul de Gramont, son fils, de même, de 1703 à 1752.

Marie-Philippe de Gramont, son fils, de même, de 1752 à 1790.

(1) En 1497 et 1498, on trouve un Pierre Colombier, exacteur à Crest. (Bibl. nat. Fonds franç., 22,365, p. 43.)

(2) Un Corse, vraisemblablement.

(3) Bibl. nat. Fonds franç., 3,564, fol. 115 à 119.

Suivent quelques détails biographiques sur plusieurs de ces personnages :

Aymar de Poisieu, surnommé *Capdorat* (tête dorée), à cause de sa chevelure blonde, écuyer et maître d'hôtel du dauphin Louis XI, était fils de Pierre de Poisieu, seigneur de Meyrieu, et frère d'Antoine de Poisieu, archevêque de Vienne, et de Jacques de Poisieu, capitaine des archers de la garde de Charles VII. Ce fut l'un des plus vaillants compagnons d'armes de Jeanne d'Arc. Il s'illustra en 1429 au siège d'Orléans et contribua pour une large part à l'expulsion des Anglais. Le 20 août 1444, le dauphin lui fit don de 1,000 écus d'or (1). En septembre 1444, il fit partie de l'ambassade du dauphin au roi des Romains (2). Le 14 février 1447, le même dauphin lui octroya la châtellenie de Varmon (?) en Gapençais (3), et, le 15 octobre 1447, lui confia la mission de faire rendre des comptes à tous ceux qui avaient manié les finances en Dauphiné depuis cinquante ans (4). Le 13 des calendes de septembre (19 août) 1448, le pape Eugène IV lui concéda le droit de transporter un autel avec lui (5). En septembre 1450, il fut l'un des commissaires désignés par le dauphin pour régler l'arrangement intervenu entre ce prince et l'archevêque de Vienne (6). Le même dauphin le chargea, le 9 décembre 1450, de négocier son mariage avec Charlotte de Savoie (7), et, le 29 décembre suivant, lui fit don de

(1) Bibl. nat. *Pièces orig.* Reg. 23,111.

(2) Escouty, t. I, p. 34, note.

(3) *Arch. de l'Isère*, B, 3,225, fol. 348.

(4) *Idem*, B, 3,180.

(5) *Arch. du Vatican*, Reg. d'Eugène IV, n° 387, fol. 158, verso.

(6) Charvet, *Hist. de la Sainte Eglise de Vienne*, p. 511; Mermet aîné, *Hist. de Vienne*, p. 211.

(7) *Arch. de l'Isère*, B, 3,181.

1,000 écus d'or pour reconnaître ses services (1). A son avènement au trône, Louis XI le nomma bailli de Mantes, capitaine de Montereau et l'un des quatre capitaines généraux des francs-archers du royaume (2). Il l'était encore en mai 1473, date à laquelle, par lettres royales données à Amboise, il reçut en don de Louis XI le droit de justice des terres de Sainte-Mesmes (3). — Il existe à la Bibliothèque nationale (4) trois lettres qui lui sont adressées par Louis XI, de 1462 et 1463. Elles ont été publiées à Paris par Vaesen et Etienne Charavay. Le roy l'y appelle familièrement *Capdorat*. Lui-même signait ainsi (5). Enfin, la même Bibliothèque possède une lettre de Capdorat à Louis XI (6). — Armes : *De gueules à deux chevrons d'argent, surmontées d'un triangle à fasce en devise de même* (7).

Robert de Gramont (8), dit le Gros, né en 1399 et originaire de Navarre, prit le parti de la France en 1441 et 1442, lorsque Charles VII, accompagné du dauphin, fit les sièges de Dax et de Tartas. En 1453, il était panetier du roi. Après cela, s'étant établi en Dauphiné, le dauphin le fit écuyer et capitaine-châtelain de Gigors, par brevet du 4 mars 1446, puis de Montmeyran, Crest et Charpey. Il était également seigneur de Vachères et coseigneur de Montclar. Louis XI, à son avènement au trône, en 1461, lui

(1) *Arch. de l'Isère*, B, 2,965.

(2) *Bibl. nat. Pièces orig.*, Reg. 2,311.

(3) *Idem*.

(4) Fonds franç., 20,489, fol. 69 ; 20,427, fol. 29 ; 20,489, fol. 121.

(5) *Cabin. des titres. Pièces orig.*, Reg. 2,131.

(6) Fonds français, 20,489.

(7) M. Rochas, dans sa *Biogr. du Dauph.* (t. II, p. 258), a consacré une courte Notice à ce personnage.

(8) On trouve cette orthographe dans les plus anciens documents.

conserva tous ses titres et emplois et le nomma de plus gouverneur de Sauveterre, en Béarn, bailli du Gévaudan et son maître d'hôtel. Il mourut en 1482, à l'âge de 83 ans. Il avait épousé, en 1453, Claude de Chastelard, fille de noble Pierre de Chastelard. Il en eut cinq fils. Il portait : Parti : au 1^{er}, *d'or au lion d'azur*, qui est Gramont ; au 2^e, *d'or à trois chevrons d'argent*, qui est Chastelard (1).

Philippe-Guillaume de Gramont, marquis de Vachères, le sixième descendant mâle de Robert, fut élevé à la dignité de page sous Louis XIV et suivit ce prince aux campagnes de 1673, 1674 et 1675. Il eut un cheval tué sous lui au siège de Maëstricht, servit en qualité d'aide de camp du marquis de Montauban, prit part aux batailles de Senef et Altenheim et quitta l'armée en 1678. En récompense de ses services et de ceux de ses ancêtres, Louis XIV érigea sa terre de Vachères en marquisat par lettres patentes de 1688, enregistrées à la Chambre des Comptes de Grenoble l'année suivante. Il lui donna aussi le gouvernement des ville et château de Crest, où il mourut. Il avait épousé en 1678 Anne de Covet, fille de Jean-Baptiste de Covet de Marignane, chevalier, marquis de Marignane et des Iles d'Or, baron de Bormes et de Tresse, et gouverneur pour le roi des île et forteresse de Pontecros. La mère d'Anne de Covet s'appelait Blanche-Madeleine de Seytres de Caumont.

François-Paul de Gramont, son fils, marquis de Vachères, servit d'abord dans le régiment de Tournon (infanterie), puis entra dans celui des gardes françaises, où il fut enseigne et sous-lieutenant ; quitta ce corps en 1706,

(1) Bibl. nat. *Pièces origin.* du Cabinet des titres, Reg. 1,388, titre 23, scellé.

pour commander comme colonel un régiment qui prit son nom ; fut fait guidon des gendarmes de Flandre, en 1709, avec un brevet de mestre de camp, se trouva, cette même année, à la bataille de Malplaquet, où il reçut un coup de feu qui lui traversa l'épaule gauche et plusieurs coups de sabre sur la tête ; fut pourvu, sur la démission de son père, du gouvernement des ville et tour de Crest ; nommé guidon de la compagnie des Ecossais, en 1719 ; enseigne de la compagnie de la Reine, en 1720, et mourut en 1754. Il avait épousé, en 1719, Marianne Gonthier, fille de Louis Gonthier, comte de Péroux, baron d'Auvillars, conseiller au parlement de Dijon.

Marie-Philippe de Gramont, marquis de Vachères, fils du précédent, fut mousquetaire du roi de la première compagnie, en 1736, et aide de camp du maréchal de Maillebois pendant la campagne de Corse, en 1739. Quelques années après, en 1742, il leva une compagnie de cavalerie au régiment de la Colonelle générale et se trouva à la bataille de Fontenay, où il reçut une blessure à l'épaule. Au mois de juillet 1752, le roi lui octroya le gouvernement des ville et tour de Crest à la place de son père, qui donna sa démission en sa faveur (1). Le 12 octobre 1767, il hérita, par testament d'André-Joseph d'Ancezune, duc de Caderousse, son parent paternel, de tous les biens de la maison d'Ancezune, notamment du duché de Caderousse. De son mariage avec Louise-Marie Gonthier, fille d'Anne Gonthier, baron d'Auvillars, premier lieutenant du roi de la province de Bourgogne, il laissa plusieurs enfants, dont la postérité mâle s'est éteinte en ce siècle.

E. ARNAUD.

(1) *Gazette de France* du 29 juillet 1752.

ARCHÉOLOGIE

Châteaux de l'Arrondissement de Montélimar

en 1810

En 1810, le préfet de la Drôme, Marie Descorches, réclama à ses subordonnés des renseignements historiques et descriptifs sur les châteaux, abbayes, tombeaux et autres monuments qui par leur architecture ou par leurs souvenirs, méritaient l'attention publique.

Les réponses faites à cette époque n'ont été retrouvées que pour l'arrondissement de Montélimar et elles indiquent des connaissances historiques et archéologiques bien restreintes et bien vagues, comme les extraits suivants permettront d'en juger :

« ALLAN. Le château est ancien et appartenait, selon la tradition à Robert, roi de Sicile ; il passa successivement dans la famille des Adhémar de Grignan, des Guy Pape, marquis de St-Auban et enfin, par différentes alliances, dans la maison de La Tour-du-Pin-Montauban, dont un, qui en a été le dernier seigneur, est décédé il y a 3 ou 4 ans (1).

« Ce château, placé sur une hauteur et abrité du nord

(1) Voir l'*Arrondissement de Montélimar*, t. I, pour l'histoire des seigneurs d'Allan.

par une belle et antique forêt, n'a rien de remarquable dans sa structure, qui est simple. Mais, on se rappelle avec intérêt que le dernier propriétaire, lié intimement avec J.-J. Rousseau voulait le retirer auprès de lui et lui avait fait préparer un appartement convenable à son goût pour la simplicité et qui est demeuré intact. La mort du philosophe priva l'ami du plaisir de se réunir à lui.

« CHAMARET. Ce village à une demi-lieue de Grignan appartenait aux Adhémar par donation de Henri II en 1558, époque où la baronnie de ce nom fut érigée en comté; il possède des vestiges d'un ancien château. Ils se réduisent à une tour carrée qui contenait plusieurs appartements voûtés. Elle est imparfaite dans sa construction : la sommité n'est point couronnée de créneaux ; on dirait que c'était une espèce de tour de signaux qui se liait avec une autre de semblable forme située à Clansayes à trois quarts de lieue de là. En 1270, Bertrand, évêque de St-Paul acheta de Guillaume de Chamaret ce château, un moulin et un domaine pour 40 livres et 550 sols viennois. En 1409, Déodat d'Estaing, évêque de St-Paul, s'associa dans la seigneurie Charles VII, dauphin de Viennois (1).

« CONDILLAC. Son château, dont l'origine est incertaine et par là même extrêmement ancienne, paraît tirer son nom de sa situation cachée et sauvage au milieu des forêts, du mot latin *abscondere*. On croit qu'il servait de

(1) M. Devès a prouvé dans l'*Arrondissement de Montélimar*, t. I, p. 357 que Chamaret et Clansayes ne peuvent se voir.

maison de chasse aux comtes de Valentinois qui habitaient alors Sauzet, à une lieue de là. Ce château fut donné par le seigneur à un Ripert, qui l'avait vaillamment servi dans les croisades. Il passa ensuite, sans savoir comment, dans la famille de Priam. Une observation singulière, c'est que, dans une grande salle, dite le Porche, on voit, peints à la fresque, dans de petits médaillons, les principaux événements du siège de Troie. Cette famille de Priam s'éteignit, il y a longtemps, dans celle des Blacons qui possédaient la seigneurie de Condillac avant la révolution (1).

« DONZÈRE. Son château, dont il n'existe que quelques murs d'enceinte et des souterrains à demi-comblés, est placé sur une hauteur considérable d'où la vue plane sur le cours du Rhône et se prolonge jusqu'aux plaines fertiles et riantes de Vaucluse; il fut bâti par Claude de Tournon, évêque de Viviers, dans le XV^e siècle et n'a jamais été qu'une maison de plaisance (2).

« GRIGNAN. Le fort des Adhémar dominait le bourg. Il avait conservé son caractère de grandeur et de magnificence jusqu'à l'époque de la révolution, quoiqu'il ne portât plus celui de son antique origine. On l'avait réparé à la moderne vers le commencement du XVI^e siècle.

« Ce vieux fort et son seigneur furent pris par escalade

(1) Le même ouvrage (tome II) donne des renseignements détaillés sur tous ces points d'histoire.

(2) Il y avait le château féodal plus ancien et en ruines et celui de Claude de Tournon, habité naguères par M. Clément, l'excellent peintre.

en 1393 par Amblard de Solda, et Charles VI, roi de France, le fit reprendre par le duc de Berry : la capitulation est aux archives de la commune.

« Il fut démoli au commencement de la révolution sous le prétexte qu'il était château fort. Il appartenait alors à M. le comte du Muy, général de division, ses ancêtres l'ayant acheté avec la seigneurie dans le siècle passé, lors de l'extinction de la famille des Adhémar, derniers comtes et seigneurs de Grignan.

« M^{me} de Sévigné y séjourna longtemps lorsqu'elle y allait voir sa fille bien-aimée, et c'est là que cette femme aimable, cette mère passionnée finit sa carrière dans un âge avancé. Ses cendres reposaient dans l'église paroissiale du bourg et dernièrement une fête funèbre et religieuse y fut célébrée en son honneur et des fleurs furent jetées sur sa tombe (1).

« MONTÉLIMAR. Possède un château placé sur une éminence qui domine la ville et la campagne : l'ancien donjon, flanqué de tours carrées ou rondes fut enveloppé d'une enceinte fortifiée à la moderne sur les dessins du chevalier de Ville, ingénieur célèbre du XVII^e siècle. Le vieux château intérieur porte l'empreinte de la plus haute antiquité. Des vestiges de murailles qui en sont à présent détachés, mais qui en ont dû faire partie, en prouvent l'étendue. On attribue l'établissement de la ville à une compagnie romaine d'Utriculaires, qui fut placée à cet endroit par le collège de Lyon, pour aider à passer le Roubion et le Jabron au moyen de ponts volants jetés

(1) Voir l'*Arrondissement de Montélimar*, t. IV, pour l'histoire des Adhémar.

sur des outres. On prétend que Montélimar a remplacé *Acunum*, ville romaine. L'illustre maison des Adhémar, dont le berceau tient, dit-on, à celui de la monarchie, se fixa dans cette ville au V^e siècle et donna son nom à la colline : *Mons Adhemari*. La tour de Narbonne, au nord du château, carrée, de 12 mètres environ de côté dans œuvre, et de 25 mètres de hauteur porte dans sa construction le type de l'antiquité la plus reculée et rappelle la Gaule narbonnaise.

« Les Adhémar établirent leur résidence dans ce château et quelques-uns en élevèrent de moins considérables dont on voit à peine quelques faibles vestiges à la *Combe roche*, près des casernes et au *Palais des Granges* entre la porte St-Gaucher et le moulin St-Bidou.

« Au XIV^e siècle, les Adhémar cédèrent successivement aux Poitiers, comtes de Valentinois et aux papes Benoît XII et Clément VII une partie de la ville. Louis XI, héritier des premiers, réunit la totalité en 1446. Dans la partie méridionale de la citadelle appartenant aux papes, il y avait un petit château où logeaient leurs officiers ; lors de la réunion au domaine le gouverneur et les lieutenants du roi y furent placés ; maintenant il sert de maison d'arrêt. En général, ce château est vaste, massif et assez conservé, mais sans détail d'architecture intéressant (1).

« RÉAUVILLE. On voit encore une vieille tour ronde au nord du village, reste d'un ancien château, situé sur

(1) M. de Coston a rectifié et éclairci ces différentes assertions dans son excellente *Histoire de Montélimar*.

une hauteur. La tradition assure vaguement que le Parlement de Provence avait siégé dans ce château. L'étymologie est *Regalis villa*, ville royale et l'on voit des fleurs de lys sculptées sur la porte nord du bourg.

« SAUZET. Son château, placé sur la plateforme d'un rocher élevé et escarpé, était très fort. Il fut la demeure des comtes de Poitiers et par la suite de Louis XI, alors dauphin, lors de ses brouilleries avec Charles VII, son père. Ce prince y séjourna longtemps et plusieurs ordonnances en sont datées. Il s'était créé une petite cour, distribua des lettres de noblesse à plusieurs particuliers et accorda des privilèges et immunités qui ont subsisté jusqu'à la révolution.

« SAVASSE. Entre le Rhône et la route de Marseille à Lyon sur l'extrême limite nord de la commune, un très antique château ne présente plus qu'une tour à demi-ruinée dite de *Lène* ou de *Laine*, habitée par deux propriétaires. Une tradition immémorée porte que cette tour servit d'habitation à une princesse Hélène, de la maison de Poitiers, qui y fut enfermée comme lépreuse. Le château, dont la tour faisait partie, était borné par le ruisseau qui délimite Savasse et Lachamp et défendu par une espèce de bastion en terre à l'ouest et par des fossés. Les traces de ces fortifications n'ont disparu entièrement que depuis peu. La tradition indique comme ayant fait partie d'une ville détruite par les Sarrasins, au VIII^e siècle, les vestiges de murailles et d'habitations rencontrés depuis le hameau de la Coucourde jusqu'à 5 kilomètres sud de celui de Derbières. Elle s'appelait *Mirgalent*.

« Devant l'auberge de la Coucourde une pierre d'environ 2 mètres de long et 1 de large, très épaisse et susceptible de poli porte quelques lignes tracées et mal figurées auxquelles on n'a rien pu comprendre, malgré l'examen de plusieurs curieux. Était-ce une pierre bétyle ou monumentale ? On l'a tirée de fouilles faites à la Mure, non loin de la Coucourde, sur les Tourrettes. Là, un particulier, en faisant creuser une cave découvrit un vieux bâtiment à environ 2 mètres de profondeur. Sa structure paraissait indiquer un bain, il avait 4 mètres de long sur 3 de large ; on y descendait par plusieurs degrés. Son revêtement était en marbre blanc, ainsi que le plafond du sol. Dans un des angles on découvrit un gros masque en cuivre et des tuyaux de plomb. Tout a été dégradé.

« SUZE-LA-ROUSSE. Son château, placé sur une éminence, d'une architecture gothique, flanqué de tours, possède à l'est un mamelon qui lui servait de parc. Son aspect, un pont levis, un fossé, tout y annonce une forteresse. L'entrée principale fait face à un ancien jeu de paume, bâti, dit-on, sous Charles IX qui passa à Suze, lors de son voyage à Avignon avec Catherine de Médicis.

« Les murs de la façade de la tour carrée intérieure étaient ornés de bas reliefs représentant des trophées d'armes, des écussons de la famille de la Baume et d'autres sujets allégoriques ; on les a détruits pendant la révolution.

» Dans les guerres du XVI^e siècle ce château fut plus respecté soit à cause de sa haute position, soit à cause

du renom de François de la Baume, son seigneur, un des meilleurs officiers de son temps. Blessé d'un coup d'arquebuse, en 1582, au siège de Montélimar, il alla mourir à Suze, la tradition rapporte qu'en chemin, il disait à sa jument : « Allons, grise, mourir à Suze. » On lisait cette phrase sur un tableau du siège de Montélimar où le comte blessé était porté en litière, tableau déposé à Montélimar au commencement de la révolution, mais égaré depuis (1).

« TOURRETTES (Les). Le château, placé sur une hauteur considérable et d'un accès difficile, régulier et fort, quoique petit, est adossé à une grosse tour carrée. Son architecture n'offre rien de curieux. Les vitrages en étaient peints. Il appartient à la commune qui l'a acheté comme national. »

Le mémoire renferme, dans une seconde partie, quelques détails sur les abbayes de l'arrondissement ; nous les publierons dans une autre livraison du *Bulletin*.

A. LACROIX.

(1) Voir *Statistique monumentale de la Drôme*.

NÉCROLOGIES

M. DU PORT-ROUX (JEAN-MARCELIN-PROSPER)

Le 16 janvier 1890, une foule considérable accompagnait au cimetière de Romans un homme de bien, dont la vie entière fut consacrée à l'édification de ses concitoyens et au soulagement des malheureux. M. du Port-Roux ne se distinguait pas seulement par l'aménité de son caractère, par une bienveillance sans bornes et par la ferveur de ses sentiments religieux ; il était aussi instruit que charitable, aussi savant que chrétien. Nous l'avons vu prendre part, dans les séances de la Société, à des discussions scientifiques et cela avec une compétence évidente. Sa famille, du reste, n'a jamais cessé de cultiver les belles lettres, témoin le livre de son père sur le *Calvaire de Romans* et les écrits des de Chièze, ses parents maternels : M. Alphonse Nugues et M. Alphonse Giraud ont, à ses funérailles, éloquemment redit les vertus et les mérites du regretté défunt ; la Société d'archéologie s'associe au deuil de sa famille et à celui de la ville de Romans, témoin de ses bienfaits.

M. MORIN (THÉODORE).

La famille honorable que la mort vient de frapper dans ses affections les plus chères a puissamment contribué, par son initiative et son intelligence, au développement de

l'industrie des draps dans son pays d'origine. Elle envoya un de ses membres, en 1787, à l'Assemblée provinciale de Grenoble et, l'année suivante, aux Etats de Romans : c'était M. Morin (Pierre-Théodore). Son fils Etienne, en 1791, était élu un des 38 administrateurs du département; en 1810, il était membre du Conseil général, maire de Dieulefit et président du Collège électoral de Montélimar.

Pierre-Théodore, fils d'Etienne, joignit aux titres précédents celui de député en 1830 et mérita l'estime et les sympathies de ses collègues et de ses concitoyens.

Le regretté défunt que nous pleurons, fils de Pierre-Théodore, naquit en 1814 et, après de fortes études, publia, en 1841, son *Essai sur l'esprit de la législation municipale en France*, travail plein de recherches et de judicieuses observations, et, en 1845, un *Essai sur l'organisation du travail et l'avenir des classes laborieuses*, signalé par M. Willermé à l'Académie des sciences morales et politiques.

De 1848 à 1871, il fut constamment élu député de la Drôme et concourut avec zèle et talent à la discussion de plusieurs projets de lois. Ses discours politiques ont été réunis en brochure en 1868. Défenseur des droits du Danemark sur le Sleswig, il reçut des mains du roi les insignes de l'ordre du Danebrogg. Il avait aussi mérité ceux de la Légion d'honneur.

Lors de la fondation de la Société d'Archéologie, en 1866, il s'inscrivit des premiers parmi les membres du Conseil général qui souscrivirent les fonds nécessaires à ses débuts et il est resté un de ses membres les plus fidèles. On assure qu'il a disposé en mourant de sommes importantes, en libéralités diverses, dont 40,000 fr. pour la ville de Dieulefit seule.

C'est là une preuve nouvelle de sa bienfaisance inépuisable.

Le lettré et le penseur se révèlent dans ses deux ouvrages, et le chrétien dans la haute position qu'il occupait chez les Réformés.

M. Morin avait la foi, et sa croyance lui faisait aimer l'humanité et tout ce qui peut l'améliorer; là se trouve l'explication de son dévouement et de ses bienfaits.

A. LAÇROIX.



COMPTE-RENDU DU TRÉSORIER

Sur la Situation Financière de la Société.

EXERCICE 1889

Montant des cotisations et abonnements recouvrés pendant l'année 1889 :

89 membres titulaires à 20 fr.. . .	1,780 »	} 2,476 »
85 membres correspondants à 6 fr. . .	510 »	
27 abonnés à 6 fr.	162 »	
2 abonnés à 12 fr.	24 »	
Intérêt d'un titre de rente pour l'année 1889.	180 »	
Vente du <i>Bulletin</i> pendant l'année	100 »	
Intérêts du compte courant au Crédit Lyonnais	2 95	

Montant des recettes	2,758 95
Restait en caisse au 1 ^{er} mars 1889.	1,861 82

Montant de l'Avoir.	4,620 77
A déduire les dépenses ci-contre.	2,339 82
Reste en caisse au 1 ^{er} mars 1890.	2,280 95

DÉPENSES.

Frais d'impression et d'affranchissement des 89 ^e , 90 ^e , 91 ^e et 92 ^e livraisons du <i>Bulletin</i> de la Société.	2,111 55
Frais de loyer pour deux années dans l'ancien local	100 »

Pour le semestre d'août 1889 à janvier 1890 inclus dans le nouveau local.	50 »
Prime d'assurance à la <i>France</i> pour le local occupé par la Société à partir du 15 décembre (1 ^{re} année).	13 55
Travaux d'agencement au nouveau local sui- vant facture	41 25
Frais de correspondances, affranchissement de circulaires et de lettres d'avertissement, re- couvrement d'une partie des cotisations, tim- bres de quittance, etc.	23 47
Montant des dépenses.	<u>2,339 82</u>



SÉANCE DU 4 FÉVRIER 1890

PRÉSIDENTE DE M. DE GALLIER

MM. Victor Colomb et Lacroix présentent comme *membre titulaire* M. Gaillard, avocat, fils du regretté docteur Odon Gaillard. Il est reçu à l'unanimité.

MM. de Gallier et Vallentin proposent ensuite, comme *membres correspondants*, M. le comte de La Tour-du-Pin la Charce (Humbert), capitaine de vaisseau, demeurant à Versailles,

Et M. Benoît, attaché aux archives du Rhône. Ils sont admis à l'unanimité.

M. le Président expose que la mort de M. le docteur Bonnet a laissé vacante une place de vice-président, et qu'il serait avantageux de choisir un candidat habitant Valence, pour, en cas d'urgence, décider les points d'administration intérieure.

Les membres présents ou représentés sont au nombre de 28, chiffre supérieur au cinquième prévu par les statuts; par conséquent l'élection peut avoir lieu sur-le-champ.

Le dépouillement des suffrages exprimés donne 27 voix à M. Peloux, inspecteur honoraire des ponts et chaussées et il est proclamé vice-président de la Société.

Comme il n'y a pas de question à résoudre, le secrétaire lit une étude sur les écoles d'Alixan avant 1790 et prouve ainsi que, comme à Tulette, il y avait là des instituteurs depuis la fin du XVI^e siècle.

CHRONIQUE

M. le Ministre de l'Instruction publique a fixé au 27 mai prochain l'ouverture du 28^e congrès des sociétés savantes. Le programme des questions proposées sera étudié dans les réunions de l'après-midi et les travaux étrangers seront discutés aux séances du matin.

Les noms des délégués qui devront traiter une des questions du programme et le titre des communications écrites ou verbales, en dehors du programme, devant être signalés à M. le Ministre avant le 30 avril, les membres de la Société d'archéologie sont priés d'avertir le secrétaire dans le plus bref délai de leur dessein d'assister au Congrès.

Nous avons reçu de M. Villard, architecte de la ville de Valence, la note suivante :

« En exécutant des fouilles dans la rue Ste-Marie, il a été rencontré à 1 m. 10 de profondeur, au-dessous du pavé de la rue, un glacis en mosaïque commune rouge, dit glacis romain, formé d'un agglomérat de briques pilées, etc., parfaitement poli sur sa surface supérieure, et tenant toute la largeur de la rue sur une longueur de 15 mètres, en face du milieu du théâtre.

« Ce glacis a une épaisseur de cinq centimètres et repose sur un massif très épais en maçonnerie très dure. Une partie de cette maçonnerie, qu'on a dû démolir pour l'exécution des travaux, présentait cette particularité curieuse, que les matériaux se trouvaient encastrés dans du

plomb fondu, comme le montre l'échantillon envoyé au Musée.

« Enfin, au-dessous même de la maçonnerie, c'est-à-dire à plus de 1 m. 50 de profondeur, il a été recueilli une pièce en argent au type de : *Imp. Caes. Gordianus. Aug.* Il s'agit là évidemment des restes d'un établissement fort ancien et très important.

« Des fouilles semblables, exécutées dans le parcours de la rue Neuve, entre le théâtre et la place du Palais, n'ont absolument rien mis à découvert, bien que descendues à une profondeur un peu plus considérable.

« Les déblais de toutes ces tranchées contenaient une assez grande quantité de débris de poteries, de tuiles plates dites sarrazines, etc.

« Valence, le 26 février 1890. »

OUVRAGES REÇUS

Guillaume Rabot de Salène, humaniste ignoré du XVI^e siècle. Etude historique, par E. Arnaud, pasteur, président du consistoire de Crest, officier de l'Instruction publique. Paris, Grassart, 1890, br. in-8°, 16 p. La famille Rabot, étudiée dans ce *Bulletin* en 1884 et 1885, a produit plusieurs magistrats et un littérateur que M. Carl Walhung, professeur agrégé de l'Université d'Upsal en Suède, vient de mettre en évidence. Il embrassa la Réforme en 1550, correspondit avec Calvin et voyagea à l'étranger. Frédéric, comte palatin du Rhin, lui fit épouser une riche allemande et le nomma capitaine de cheveu-légers ; il quitta ensuite le Palatinat, s'établit en Saxe et en inaugurant à Wittemberg, en 1572, un cours de langue française, prononça le *discours* réédité par M. Walhung. C'est une

dissertation sur les Gaulois, leurs émigrations et leur langue, suivie du plan d'études proposé par le professeur.

M. Arnaud a réuni tous les renseignements possibles sur ce personnage et il l'a fait avec érudition et talent.

Vita sancti Hugonis, Gratianopolitani episcopi, auctore Guigone Cartusiensi priore. Hanc editionem novam juxta nonnullos probatissimos codices manuscriptos recensuit, disposuit ac emendavit Carolus Bellet, Gratianopolitanus canonicus ad honores. Monstrolii, typis Cartusiæ Sanctæ Mariæ de Pratis 1889, 1 vol. de xiv et 38 p. in-8°.

S. Hugues naquit à Châteauneuf-d'Isère vers la fin de 1052 et fut nommé évêque de Grenoble en 1080. Comme il avait donné asile à S. Bruno, fondateur de l'ordre des Chartreux, Guigues de Saint-Romain écrivit la biographie du prélat. C'est à la reproduction de ce travail que M. Bellet a consacré ses soins et ses vastes connaissances. Il a en outre composé lui-même, en latin, une autre biographie de S. Hugues, plus élégante et plus littéraire que celle du religieux chartreux et a de la sorte réuni en un beau volume tous les renseignements connus sur le prélat ; les bibliophiles et les érudits lui en seront reconnaissants.

Le pèlerinage de sainte Marguerite à Saint-Martin d'Août (Drôme), par Joseph Bordas. Valence, 1890, imprimerie Valentinoise, 14 p. in-8°. La chapelle est bâtie entre le village et le riant vallon de la Vermeille ; on ignore l'époque et les circonstances de sa construction, mais on la croit du XII^e siècle. Notre collègue a su donner à son sujet les charmes du style et à sa thèse les convictions d'une foi sincère.

Notice sur le vénérable Jean-François-Régis Clet, prêtre de la Congrégation de la Mission de Saint Vincent de Paul, dite des Lazaristes. Lille, 1890, Société Saint-Augustin, broch. in-12, 24 p. Né à Grenoble en 1748, ce missionnaire évangélisa la Chine de 1791 à 1817 et y fut martyrisé en 1820. Nous attribuons cette *Notice* à M. l'abbé Chapelle, ancien curé de Pact et de Merlas, parce que nous y retrouvons son style et ses convictions sincères.

Quarante années de l'histoire des évêques des Valence au moyen âge (Guillaume et Philippe de Savoie) (1226 à 1267), par Jules Chevalier, chanoine honoraire, professeur d'histoire au Grand-Séminaire de Romans. 1889, A. Picard, br. in-8°, 103 p. La lutte des comtes de Valentinois contre les évêques de Valence est traitée de main de maître dans ce travail consciencieux, fruit de longues et patientes recherches, écrit avec impartialité et dans un style excellent.

Notice biographique et bibliographique sur M. ADOLPHE ROCHAS, conservateur de la bibliothèque et du musée de la ville de Valence, par Victor Colomb, secrétaire adjoint de la Société d'archéologie de la Drôme. Grenoble, 1890, Allier, br. in-8° de 18 p.

La presse dauphinoise a rendu pleine justice aux travaux historiques du savant bibliophile : mais sa vie, sans grands incidents d'ailleurs, et ses publications diverses n'avaient pas été étudiées. M. Victor Colomb, mieux que personne, pouvait combler ces lacunes. Il l'a fait en lettré et en historien et celui qui nous a révélé tant d'auteurs et tant de livres peut, à son tour, se réjouir d'avoir trouvé son biographe.

Notice sur EMILE AUGIER, par M. Emblard. Valence, 1890, J. Céas et fils, br. in-8° de 16 p. Nos lecteurs ont apprécié déjà cette œuvre littéraire dans le *Bulletin*.

Etude historique et critique au sujet d'une prétendue Bulle du 20 décembre 1239 et d'une Bulle inédite du Pape Innocent IV, datée de Lyon, le 20 décembre 1246, par F. Gauduel, membre de la Société de statistique... de l'Isère et de la Société d'archéologie de la Drôme. Grenoble, 1889, Breynat et C^{ie}, br. in-8° de 39 p. Thèse de saine et vraie érudition se rattachant à l'histoire de notre province.

Bibliographie des écrits relatifs à Mandrin, par Edmond Maignien, conservateur de la Bibliothèque de Grenoble. Grenoble, 1890, E. Baratier, br. in-8°, 31 p. Etude fort utile à consulter pour la biographie de ce héros populaire, que la patiente érudition de l'auteur pouvait seule mener à bonne fin.

Recherches sur les monnaies des archevêques d'Embrun, par L. Max-Werly, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et du Comité des Sociétés des Beaux-Arts. Valence, 1890, J. Céas et fils, br. in-8°, 25 p. Nous espérons, avec tous les lecteurs du *Bulletin*, que l'auteur voudra bien de la même manière nous faire connaître les monnaies des archevêques de Vienne et des évêques de Valence, Die, St-Paul et Gap. Sa science profonde rendrait ainsi un véritable service à notre histoire locale.

Extrait des archives des sciences physiques et naturelles, T. XXII, section de géologie, 4 p. in-8°, communication de M. Gustave Sayn.

Catalogue des mollusques terrestres et fluviatiles du département de la Drôme, par M. Gustave Sayn, membre associé de la Société macologique de France, avec le concours de M. Paul Fagot. 2^e partie, br. in-8°, 150 p.

Du même auteur : *Extrait du Bulletin de la Société géologique de France*, t. XVII. Note sur quelques ammonites nouvelles ou peu connues du néocomien inférieur. 9 p., in-8° et 1 planche.

Notre collègue poursuit avec zèle et succès l'étude du département de la Drôme au point de vue de son histoire naturelle et de sa géologie ; nous l'en félicitons en applaudissant à ses découvertes.

Blidah. — Récits selon la légende, la tradition et l'histoire, par le colonel Trumelet, commandeur de l'ordre de la Légion d'honneur, officier de l'Instruction publique, membre de la Société des gens de lettres. Alger, 1887, Jourdan, 2 vol. in-12, de 1040 p. ensemble.

Ecrits sous l'impression de la vue des lieux, du langage des habitants et des narrateurs indigènes, ce livre est un tableau animé aux tons colorés et chauds où l'auteur sait faire mouvoir ses personnages avec art et dramatiser les événements.

Quatre poids avignonnais inédits, par Roger Vallentin. Avignon, 1890, Seguin, 12 p. in-8°.

Du même auteur : *Les monnaies frappées à Montélimar pendant le règne de Louis XII (1498-1515)*. Valence, 1890, J. Céas et fils, br. in-8°, 14 p. Deux études excellentes d'un jeune et savant archéologue dont les grandes revues nous jaloussent la collaboration.

Les félibres à Vals-les-Bains, par Henry Vaschalde,

officier de l'Instruction publique, félibre mainteneur, lauréat de plusieurs sociétés savantes. Valence, 1885, J. Céas et fils, br. in-8°, 23 p.

Du même auteur : *Le Vivarais aux Etats généraux de 1789, illustré de portraits et de fac-simile*. Paris, 1889, E. Lechevalier, 1 vol. in-8°, 295 p.

Olivier de Serres, seigneur du Pradel. Sa vie et ses travaux : Documents inédits. Illustré de portraits, gravures et fac-simile. Paris, 1886, Plon, 1 vol, in-8°, 232 p.

Tour à tour félibre, artiste et historien, M. Vaschalde réussit dans tous les genres et le Vivarais lui devra de la reconnaissance pour le zèle éclairé qu'il déploie à élucider son histoire.

L'art religieux est-il mort ? Etude sur la peinture religieuse contemporaine à l'Exposition universelle de 1889 et spécialement sur les trois maîtres HEBERT, UHDE, MUNKACSY, par Robert de la Sizeranne. — Lyon, Vitte, 1890, br. in-8°, 43 p. L'auteur du savant article de l'*Université catholique* est à la fois un artiste et un critique d'art habile. Il motive ses appréciations, justifie ses préférences et force le lecteur à les accepter ; son style élégant rend, du reste, fort attachante l'étude d'un sujet, en apparence restreint, mais qui prend d'inattendus développements grâce aux connaissances variées de l'écrivain.

Nous recevons, au dernier moment, un article de M. Jarriand intitulé : *La succession coutumière dans les pays de droit écrit*, dans la *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*, n° 1 de 1890. Nous y reviendrons.

A. LACROIX.



TABLEAU DES MEMBRES

DE LA

SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE

ET DE STATISTIQUE

de la Drôme

Bureau en 1890 :

<i>Président</i>	MM. DE GALLIER ;
<i>Vice-Présidents . .</i>	VALLENTIN, BRUN-DURAND et PELOUX ;
<i>Trésorier</i>	REY (Johanis) ;
<i>Trésorier adjoint.</i>	TRACOL ;
<i>Secrétaire</i>	LACROIX ;
<i>Secrétaire adjoint</i>	COLOMB.

Président d'honneur :

M. le Préfet de la Drôme.

Président honoraire :

Mgr l'Évêque de Valence.

Membres fondateurs :

MESSIEURS

LACROIX SAINT-PIERRE, ancien député, à Chabeuil.

PISANÇON (le marquis DE), à Pisançon.

MONTLUISANT (DE), général d'artillerie en retraite, à Marsanne.

Membres titulaires :

MESSIEURS

- ALLEMAND (l'abbé), supérieur du Petit-Séminaire, à Valence.
ARCES (le marquis d'), à Mercurol.
BABOIN (Henri), ancien député, au château d'Alivet, près Renage.
BELLET, chanoine honoraire, à Tain.
BELLIER DU CHARMEIL, ancien magistrat, avocat à Valence.
BERNON (le baron Prudent de), ancien maître des requêtes, à Saint-Sorlin.
BERNON (J. de), docteur en droit, à Paris.
BOISSON, ancien percepteur, achitecte, au Pont-Saint-Esprit.
BORDAS (Joseph-Michel), à Saint-Martin-d'Août.
BOREL DE SOUBÉРАН (Louis), à Crest.
BOREL DE SOUBÉРАН (Charles), à Crest.
BOTTU DE VERCHÈRES, à Saint-Jean-de-Muzols.
BOUCOD (Auguste), à Saint-Vallier.
BOVET, notaire, à Crest.
BOUFFIER (Amédée de), à Livron.
BOURG (Gontran du), au château de l'Île-Vieille, près Mont-dragon.
BRUN-DURAND (Justin), ancien juge de paix, vice-président, à Crest.
BRUYAS (Emile), à Lyon.
CHABRIÈRES-ARLÈS, trésorier-payeur général, à Lyon.
CHABRILLAN (le comte Fortuné de), à Paris.
CHABRILLAN (le comte Paul de), à Saint-Vallier.
CHAIX, ancien notaire, officier d'Académie, à Lyon.
CHARRAS (Edouard), négociant, à Nyons.
CHENEVIER, imprimeur, à Valence.
CHEVALIER (Ulysse), docteur en médecine, à Romans.
CHEVALIER (le chanoine C.-U.-J.), membre non résidant du Comité des travaux historiques, à Romans.
CHEVALIER (le chanoine Jules), professeur au Grand-Séminaire, à Romans.

- CLÉMENT (Emile), à Romans.
COLOMB (Victor), directeur de l'Assurance *La France*, secrétaire adjoint de la Société, à Valence.
COSTON (le baron DE), à Montélimar.
DÉRIARD, directeur de Verrerie, à Rive-de-Gier.
DIDELOT (le chanoine), curé de la cathédrale, à Valence.
DUMONTEIL (le chanoine), secrétaire de l'évêché, à Valence.
DU PORT-ROUX, à Romans.
EMBLARD, ancien magistrat, à Valence.
FAURE-BIGUET, conseiller à la cour de Cassation, à Paris.
FAURE, ancien président du Tribunal, à Valence.
FAVIER, pharmacien de 1^{re} classe, à Die.
FEUGIER, ancien avoué, à Valence.
FILLET (l'abbé), curé d'Alex.
FLORANS (le marquis DE), à la Roque-d'Anthéron.
FONTGALLAND (Anatole DE), à Die.
FORCHERON (Emile) juge, à Valence.
FORQUET DE DORNE, premier président de la cour d'Appel d'Angers.
FRANÇOIS (Eugène), avocat, à Valence.
GAILLARD, avocat, à Valence.
GALLIER (Anatole DE), président de la Société, à Tain.
GIRARDON, avocat, à Valence.
GUILLEMINET, professeur au collège d'Arles.
ISNARD (le chanoine), curé à Suze-la-Rousse.
JASSOUD (l'abbé), curé, à Mureils.
LABAREYRE (DE), ancien juge, à Valence.
LA BAUME (DE), marquis du Puy-Montbrun, à la Garde-Adhémar.
LACROIX (André), archiviste départemental, secrétaire de la Société, à Valence.
LALANDE, avoué, à Valence.
LARNAGE (le comte Vincent DE GARCIN DE), à Paris.
LATUNE (Gustave), à Crest.
LATUNE (Henri), à Crest.

- MAURIN (Alcide), docteur en médecine, à Crest.
 MAZET (le chanoine), aumônier, à Valence.
 MELLIER (Etienne), à Valence.
 MESSIÉ, avocat, à Montélimar.
 MEYNOT (Adolphe), à Donzère.
 MONIER DE LA SIZERANNE (le comte), à Beausemblant.
 MONTCHENU (le marquis DE), à Montchenu.
 MONTEYNARD (le comte DE), à Montelier.
 MORIN-PONS, auteur de la *Numismatique féodale du Dauphiné*,
 à Lyon.
 MORIN (Henri), à Dieulefit.
 MORIN (Adolphe), à Dieulefit.
 NUGUES (Alphonse), à Romans.
 NUGUES (Félix), à Orange.
 PELOUX (Jules), inspecteur général honoraire des ponts et
 chaussées, à Valence, vice-président de la Société.
 PERROSSIER (l'abbé Cyprien), archiviste diocésain, à Romans.
 POMPÉI, avocat, à Valence.
 REBOUL DE LA JUILLIÈRE, ancien auditeur au conseil d'Etat,
 à Paris.
 REY, architecte, trésorier de la Société, à Valence.
 ROMAIN, docteur en médecine, à Valence.
 SAYN (Gustave), à Montvendre.
 SOLLIER, avocat, à Valence.
 THOMÉ, avocat, à Valence.
 TRACOL, architecte, trésorier adjoint de la Société, à Valence.
 TRUMELET (le colonel), à Valence.
 URTIN (Marc), avocat, à Valence.
 VALLENTIN, juge, vice-président de la Société, à Montélimar.
 VERTUPIER (Louis), à Crest.
 VIGNE (Mgr), archevêque d'Avignon.
 VILLARD (Marius), architecte voyer, de la ville, à Valence.
-

Membres correspondants :**MESSIEURS**

- ADHÉMAR (le comte Victor d'), à Toulouse.
ALLMER, ancien conservateur du musée d'épigraphie de la ville de Lyon.
ANDIGNÉ (le marquis d'), général et sénateur, à Paris.
BARRÈS, bibliothécaire de la ville de Carpentras.
BATTENDIER (le chanoine), directeur de la *Semaine religieuse*, à Viviers.
BAUME-PLUVINEL (le marquis DE LA), à Paris.
BELMONT, à Lyon.
BENOIT, attaché aux archives du Rhône, à Lyon.
BERGERON (Paul), au Cheylard (Ardèche),
BERNARD, conseiller à la cour d'Appel de Grenoble.
BERTHIN (Eolde), à Beaurepaire (Isère).
BERTRAND (Isidore), ancien directeur de l'imprimerie des Célestins, à Bar-le-Duc.
BESSET, architecte, à Tournon.
BÉTHOUX (l'abbé), à Saint-Michel-en-Beaumont (Isère).
BLANCHARD (le chanoine), archiprêtre, à Saint-Péray.
BLANCHET (Augustin), manufacturier, à Rives.
BLANCHET (Paul), manufacturier, à Rives.
BLANCHET (Victor), à la papeterie, Rives.
BOISGELIN (le marquis DE), à Aix (Bouches-du-Rhône).
BOISSIEU (Maurice DE), à Lyon.
BOYER DE BOUILLANE, avocat, à Nîmes.
CAIZE (Albert), publiciste, à Blida.
CAIZE, ancien inspecteur divisionnaire des douanes, à Louveciennes.
CHAPER (Eugène), ancien député, à Grenoble.
CHABRAND, docteur en médecine, à Grenoble.
CHAMPAVIER (Maurice), à Paris.
CHAPELLE (l'abbé), à Paris.
CHARPIN-FEUGEROLLES (le comte DE), ancien député, au château de Feugerolles.

230 SOCIÉTÉ D'ARCHÉOLOGIE ET DE STATISTIQUE.

COLAS DE LA NOUE, ancien magistrat, à Angers.

COSNAC (le comte DE) au Château-du-Pin, par Salon-la-Tour
(Corrèze).

COURCIVAL (DE), à Paris.

DELLOYE, conservateur du musée Calvet, à Avignon.

DUBOIS, ancien magistrat, à Thueyts.

DUPRÉ-LATOIR, ancien magistrat, avocat, à Paris.

FALAVEL, notaire, à Saint-Marcellin.

FAUCHER (Paul DE), à Bollène.

FAURE (Maurice), député de la Drôme, à Paris.

FAYARD, ancien conseiller à la cour d'Appel de Lyon.

FLACHAIRE DE ROUSTAN (Marcel), à Lyon.

FOURNIER, professeur à la faculté de Caen.

FRANCLIEU (M^{lle} Aimée DE), au château de Longpra-sur-St-
Geoire.

GALLET (Louis), directeur de l'hôpital Lariboisière, à Paris.

GAP (Lucien), instituteur, à Vitrolles (Vaucluse).

GARIEL, ancien bibliothécaire de la ville de Grenoble.

GAUDUEL, à Grenoble.

GENTHON, ancien juge, à Saint-Marcellin.

GRÉAU (Julien), à Paris.

GUEYFFIER, juge de paix, à St-Etienne-de-St-Geoirs.

GUILLAUME (le chanoine), archiviste des Hautes-Alpes, à Gap.

GUIREMAND, avocat, à Paris.

JARRIAND, avocat de la cour d'Appel de Paris.

JOUFFRAY (A.), capitaine d'artillerie au 2^e régiment, à Grenoble.

KLÉBER (Alphonse), à Rives.

KLÉBER (Alexandre), à Rives.

LAFAYOLLE, juge de paix, au Cheylard (Ardèche).

LAGIER (l'abbé), curé, à Blandin (Isère).

LASCOMBE (M^{me}), née Comte, à St-Pierreville.

LAVAUDEN, ancien préfet, avocat, à Grenoble.

LOMBARD, avocat, à Grenoble.

MACÉ DE L'EPINAY, doyen de la faculté de Grenoble.

MAIGNIEN (Edmond), bibliothécaire de la ville, à Grenoble.

- MASIMBERT, avocat, à Grenoble.
MAZON, publiciste, à Paris.
MONCLAR (le marquis de), consul général, à la Havane.
MONTALIVET (Georges de), à Paris.
MONTRAVEL (le vicomte de), à Joyeuse.
MONTs (le comte de), au château d'Armanais, à Balbin, près la Côte-Saint-André.
MOREL (Louis), à Lyon.
OLLIER DE MARICHARD, à Vallon.
ORIOl (l'abbé, à Annonay.
PALLIAS (Honoré), ancien membre du Conseil général des Hautes-Alpes, à Lyon.
PARISOT DE LABOISSE (Jules de), à Montpellier.
PERROSSIER (Ernest), lieutenant-colonel au 9^e d'infanterie, à Agen.
PETIT (l'abbé), curé, à Saint-Antoine (Isère).
PEYROT, chef de division en retraite de la préfecture de l'Isère, à Grenoble.
PIOLLET, substitut du procureur général, à Grenoble.
POINÇOT, chef de section au chemin de fer, à Cosne.
PONCINS (le comte de), à Feurs.
PRUNIÈRES (le comte de), au château de la Baume-Seyssins, près Grenoble.
REYNAUD (Horace), avocat, ancien magistrat, à Lyon.
ROBERT-GENTIL (Charles), à la Ferté-sur-Aube.
ROMAN (Joseph), avocat, au château de Picomtal, par Embrun.
SAINT-FERRÉOL (le comte de), à Uriage.
SAINT-GENIS (Victor de), conservateur des hypothèques, au Havre (Seine-Inférieure).
SAINT-VICTOR (Ch. de), à Lyon.
SAUREL (le chanoine), secrétaire de l'Académie de Montpellier, à Montpellier.
TERREBASSE (de), à Ville-sous-Anjou.
TOUR-DU-PIN-CHAMBLY (le baron de la), à Nantes.
TOUR-DU-PIN-CHAMBLY, au château d'Arrençy, par Festieu.

TOUR-DU-PIN-LA-CHARCE (Humbert, comte de LA), à Versailles.

TRUCHET (l'abbé), curé de Percy.

VALLENTIN (Roger), receveur de l'enregistrement, à St-Péray.

VALLIER (Gustave), à Grenoble.

VASCHALDE, directeur de l'établissement thermal de Vals.

VELLOT (A.), avocat, à Grenoble.

Communes abonnées :

AOUSTE. — BOURG-DU-PÉAGE. — CREST. — MONTÉLIMAR. —
MONTRIGAUD. — BEAUMONT-LÈS-VALENCE et CHATEAUNEUF-
DE-GALAURE. — BIBLIOTHÈQUE DE GRENOBLE. — ARCHIVES
DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE, A GRENOBLE. — BIBLIOTHÈQUES
DE ROMANS et D'ANNONAY.







SAINT BRUNO

AU MONASTÈRE DE SAINT-RUF

A

VALENCE

(en Dauphiné)

I

La mémoire du Juste est éternelle. Sa renommée se répand ici-bas « comme une composition de senteurs exquis ». Tous les lieux de la terre se disputent la trace embaumée de ses pas et se flattent hautement, quand ils la possèdent, d'une telle gloire.

La ville de Valence n'est point étrangère à ce genre d'illustration ; ses vieilles annales sacrées permettent de la classer parmi les localités les mieux partagées de l'hagiologie chrétienne.

Pour ne parler que des Saints qui n'ont fait qu'aborder Valence ou séjourner transitoirement dans ses murs, nous pouvons citer S. Ambroise, les amis de S. Apollinaire, S. Bernard, le bienheureux Urbain II, S. Louis, le bienheureux Humbert, S. François de Sales, Ste Chantal...

A cette auréole hagiologique, nous ajoutons hardiment aujourd'hui l'angélique figure de S. Bruno, l'illustre fondateur de l'Ordre des Chartreux.

La plupart des hagiographes cités par les Bollandistes au cours des biographies de S. Ruf, de S. Hugues, de S. Bruno, supposent implicitement le passage de cet homme de Dieu à Valence. Plusieurs d'entre eux affirment une série de faits qui ne peuvent logiquement s'expliquer que par son séjour plus ou moins prolongé parmi nous, immédiatement avant son départ pour la Chartreuse. Ce fait n'a pas trouvé jusqu'ici de fermes appuis parmi les lettrés de la critique historique ; la plupart, au contraire, ou paraissent l'ignorer et le taisent, ou y opposent les dénégations ou les doutes les plus formels. Mais leur opposition porte à faux : positives ou hésitées, leurs contestations ou leurs réserves ne roulent que sur une confusion de mots, des erreurs de date et, conséquemment, sur un échafaudage de malentendus manifestes.

SOMMAIRE HISTORIQUE DE NOTRE ÉTUDE

Désabusé du monde et des faux éblouissements de la vie, à la suite de la lugubre « anastase » du docteur de Paris, S. Bruno s'éprend tout à coup du souverain amour de Dieu seul ; il se démet de sa chaire professorale, quitte Reims et se dirige vers le midi de la France, à la recherche d'une solitude qui étanche à jamais sa soif de silence et de paix.

L'itinéraire de son voyage est demeuré inconnu ; on le présume plus qu'on ne le fixe. Aussi, sous le bénéfice de cette incertitude, plusieurs résidences monastiques se décernent-elles l'honneur d'avoir reçu la visite de ce saint personnage et de lui avoir donné l'hospitalité. Ces prétentions se réfèrent généralement à de très vagues ouï-dire et à des traditions légendaires d'une invraisemblance avérée.

Les Bollandistes ont bien essayé de prendre au sérieux ces revendications dévotes, d'en discuter les motifs et d'en faire la preuve, avec un minutieux et patient bon vouloir ; mais il n'en est aucune que leur impartiale dialectique laisse debout et qu'elle ne taxe de prétentions gratuites, usurpées et insoutenables.

Il y a cependant un fait qui les prime tous et qui ressort de demi-convictions dont l'ensemble constitue une lumière, selon nous la seule vraie. C'est que, parti de Reims ou de Paris, S. Bruno s'est rendu à la Grande-Chartreuse, non d'un seul trait, mais par étapes entrecoupées de haltes plus ou moins prolongées et distantes. Ces haltes, quelles furent-elles ? où les fixer ? A quelle résidence cénobitique en attribuer l'heureux partage ?

Quant au parcours de Paris en Dauphiné, biographes et chroniqueurs, tous ou se contredisent ou se taisent. Valence est la seule ville invariablement nommée dans leurs écrits ; elle n'a point pour cela échappé à leur silence ou à leurs démentis. Une erreur a surpris, à ce propos, leur bonne foi. Presque toute l'exégèse hagiologique s'y est trompée.

Nous allons dissiper cette erreur invétérée, fournir,

à cet effet, des documents nombreux, et ranger, nous l'espérons, le fait du séjour de S. Bruno à Valence parmi les plus fermement acquis à l'histoire ; mais nous achevons auparavant notre sommaire préalable.

S. Bruno, se dirigeant vers le midi de la France et passant par les provinces de l'Est, arriva forcément à Lyon où il put dès lors apprécier le rit grave et dévot de cette antique métropole, goûter la tonalité austère et suave de ses mélodies sacrées et se promettre « d'en enrichir, comme il le fit plus tard, le cérémonial et « l'antiphonaire cartusiens » (1).

Le voyage de Lyon à Valence était naturel et aisé par la voie du Rhône. Les annalistes du Moyen-Age, en particulier du XI^e siècle, signalent l'usage fréquent de cette voie pour les voyageurs et les marchandises (2).

S. Bruno se rend, en effet, à Valence, y reçoit l'hospitalité dans le monastère de St-Ruf, admire la discipline de cette maison, en étudie les règles et emprunte aux statuts cénobitiques de ce couvent plusieurs articles qu'il approprie à sa législation monacale ou, pour être plus exact, « à ses coutumes. »

A Valence, il s'attache deux jeunes religieux non encore prêtres ; il les écoute volontiers lui dire « leur admiration pour S. Hugues, leur ami, autrefois chanoine de la cathédrale de Valence, depuis évêque de Grenoble, avec lequel ils se louent d'avoir entretenu « des relations d'intimité spirituelle que paraissent

(1) *Vita sancti Brunonis.*

(2) Cluny au XI^e siècle par M. l'abbé Cucherat.

« n'avoir nullement interrompues ni sa promotion à
« l'épiscopat, ni de l'éloignement son nouveau séjour. »

Les deux jeunes clercs n'admirent pas moins l'illustre étranger venu de Reims et sa haute vertu. Leur admiration se transforme peu à peu en piété filiale. Ils seront plus que ses disciples et lui plus que leur maître : S. Bruno les aura pour fils et sera leur père. Munis de l'exeat de leur supérieur légitime, l'abbé de St-Ruf, Arbert, ils se placeront humblement sous sa conduite ; ils iront faire fleurir avec lui de nouvelles vertus divines, le morne et rocheux désert des Alpes cartusiennes.

Voilà l'analyse préliminaire et anticipée des faits que nous entreprenons d'établir.

Ce précis historique est d'une irrécusable vraisemblance que nous espérons transformer en une certitude absolue. Nous en découvrons le fil conducteur dans les annalistes et chroniqueurs de l'Ordre des Chartreux, dans les Bollandistes, dans les *Antiquités de l'Eglise de Valence* de Mgr. de Catelan, et d'autres auteurs non moins autorisés et sincères.

Aux documents écrits nous joignons l'élément jusqu'ici passé sous silence de données archéologiques locales d'une portée lumineuse avec lesquelles notre origine natale, notre titre canonial, notre résidence presbytérale dans l'antique prieuré de St-Ruf, nos recherches de longue haleine nous ont familiarisé.

II

LES DEUX ETIENNE

Les noms de ces deux religieux reviennent uniformément dans toutes les annales primordiales de la Grande-Chartreuse.

Ils appartenrent d'abord à l'Ordre canonial de St-Ruf, très fertile à cette époque en hommes illustres, « parmi « lesquels il est juste de ranger les deux Etienne, dit « Mgr de Catelan : Etienne de Bourg-St-Andéol et « Etienne de Die, qui furent des six premiers compa- « gnons de S. Bruno, dans la fondation de l'Ordre des « Chartreux. »

« Ce qu'en écrit Pierre le vénérable, abbé de Cluny, suffit pour nous faire connaître leur mérite et leur sainteté. Il les appelle des hommes illustres, doctes et saints, « *viros doctos et sanctos* (1). »

Ils ont débuté dans l'Ordre de St-Ruf, y ont fait leur alumnat « *alumnos* » jeunes encore. Il fallut bien qu'il en fût ainsi puisque « l'un d'eux fut chargé en 1116 de fonder la Chartreuse de Meyrial près de Nantua » (2).

Cet Etienne fondateur était de Bourg ; car les annalistes les distinguent l'un de l'autre par la seule dénomin-

(1) *Antiquités de l'Eglise de Valence*, page 302.

(2) *Histoire de la vieille abbaye de Nantua*, p. 67. Ce même Etienne signe en effet, au chapitre général en ces termes : *ego, Stephanus, prior Mirovei promitto obedientiam capitulo communi*. (*Thesaurus novus anecdotum*, par le R. P. Martène, t. IV, p. 1227).

tion de leur lieu d'origine : l'un de Bourg, l'autre de Die
« *Burgensis et Diensis.* »

Il s'agit ici de Bourg-St-Andéol sur le Rhône, à peu de distance de Viviers. Les historiographes l'entendent généralement ainsi.

D'ailleurs, le souvenir de cet homme de bien est demeuré vivant et honoré parmi les habitants de Bourg-Saint-Andéol, du moins jusqu'à la grande Révolution. Nous en trouvons la trace dans une lettre curieuse de M. de la Boissière, avocat général du parlement de Grenoble, en date de 1790 :

« Le désert de la Grande-Chartreuse, dit-il, fut l'objet
« de notre promenade, le lendemain. Dom coadjuteur
« nous conduisit sur une pelouse verte et à travers une
« forêt aussi majestueuse que le bois sacré si bien peint
« par Lucaïn, vers la grotte où S. Bruno fixa ses pas
« errants et ses projets de retraite. Sa statue décore la
« chapelle bâtie sur le berceau de l'Ordre et le nom de
« ses compagnons est inscrit sur un simple monument. »

« J'y lus avec attendrissement celui d'Etienne, mon
« compatriote, qui abandonna sa famille et le Bourg-
« St-Andéol, sa patrie, pour venir peupler de vertus la
« solitude de la Chartreuse (1). »

L'autre Etienne était de Die « *diensis* » qui fut simplement son berceau natal et nullement celui de sa vocation religieuse, ainsi que quelques critiques le supposent, mais nous nous hâtons de le dire, avec une timidité et une retenue très légitimes.

(1) Notice sur les travaux de l'académie royale du Gard, Nîmes, 1822.

Nous avons, en effet, des lettres d'Urbain II qui instituent les prieurés de Ste-Marie de Lyon et de St-Pierre de Die « *secus Diam* et les rattache à l'abbaye de St-Ruf *extra muros Avenionenses* » (1).

Or, ces lettres sont de 1096. Ce n'est donc que cette année-là, c'est-à-dire douze ans après l'agrégation des Etienne à l'Ordre de S. Bruno et quinze ou seize ans après leur entrée en religion au monastère de St-Ruf, que l'église de St-Pierre, à Die, a été fondée à titre de prieuré de St-Ruf.

Jeunes encore ils sont venus s'initier ensemble aux vertus de la cléricature canoniale dans une maison de St-Ruf peu distante de Bourg et de Die. Ainsi tombe l'assertion inéditée et d'une invraisemblance choquante qui fait de nos deux compatriotes des élèves de l'école de Reims, y étudiant sous S. Bruno, et d'une origine plus ou moins champenoise.

M. Darras donne créance à cette méprise et l'admet fermement dans sa vie de S. Bruno. C'est un erratum à noter : nous le signalons aux rééditeurs de ses œuvres d'ailleurs si justement estimées.

Dieu s'était choisi ces deux jeunes hommes du monde. Ils répondirent à son appel et franchirent peut-être ensemble le seuil du même monastère où tous les hagiographes les signalent, placent leur rencontre avec l'auguste étranger de Reims ainsi qu'avec ses quatre premiers compagnons et leur font adresser la même allocution.

(1) *Antiquités de l'Eglise de Valence*, par Mgr. de Catelan, p. 300.

* * *

Tous les chroniqueurs, disent les Bollandistes, qui ont écrit sur les Chartreux et en particulier sur la genèse de leur Ordre, mettent d'abord en avant deux religieux du même nom : ce sont les deux Etienne.

Tous citent leurs propres paroles et leur font parler ce même langage :

« Il y a, non loin de Valence où notre monastère est établi
« sur les bords du Rhône, sur les confins du diocèse de Die (A)
« la ville nommée Grenoble. Le bienheureux Hugues y est
« évêque : c'est un homme juste, droit et craignant Dieu. Il
« a, dans son diocèse, de hautes montagnes et une multitude
« d'affreux et inaccessibles déserts. Nous irons à lui. Il est
« bienveillant, notre visite lui sera agréable. Il répondra à nos
« désirs ; nous sommes à même de vous conduire auprès de lui
« à Grenoble. Nous en savons le chemin pour l'avoir fréquem-
« ment parcouru. »

« Cela dit, ajoute le chroniqueur, Bruno tint conseil avec
« ses compagnons. L'avis fut unanime. Les sept voyageurs
« partirent pour Grenoble après s'être arrêtés dans un ermi-
« tage où un solitaire approuva leur entreprise et les assura
« que Dieu l'avait pour agréable. »

Guigues, cinquième prieur de la Grande-Chartreuse, confirme les mêmes faits dans la vie de S. Hugues. Ce récit apparaît mot à mot dans la plupart des documents écrits qui intéressent la Chartreuse, et, en particulier, l'histoire de sa fondation (1).

La résidence des Etienne dans un monastère de St-Ruf, l'amitié qu'ils y contractent avec l'illustre fonda-

(A) Cette particularité géographique erronée aujourd'hui, se rapporte à une époque antérieure au remaniement moderne des diocèses de France : alors le diocèse de Die comprenait le Trièves, immense triangle, dont l'angle aigu pénètre jusqu'à quelques kilomètres de Grenoble.

(1) *Sancti Brunonis*, Bollandistes.

teur des Chartreux, leur affiliation à son œuvre naissante, leur départ de ce même monastère pour se rendre à Grenoble sont donc, on le voit, des faits acquis à l'histoire ; mais, où l'unanimité des chroniqueurs fait défaut et le cède aux contradictions des exégètes, c'est lorsqu'il s'agit de l'assignation ferme du monastère où se passèrent ces événements.

Nous avons nommé Valence : cette attribution est avérée. Nous allons le démontrer avec tout ce que l'examen des lieux, la concordance des dates, l'assimilation architectonique des monuments encore existants produisent de claire lumière, de logiques et indéniables conclusions.

III

RÉSIDENCE DES DEUX ÉTIENNE AU PRIEURÉ DE SAINT-RUF, A VALENCE

§ I. TÉMOIGNAGES ÉCRITS ET TOPOGRAPHIQUES. — Un grand nombre d'auteurs (1), en particulier l'illustre Surius, réputés érudits et critiques habituellement discrets, attribuent à Valence le privilège d'avoir été la résidence monastique des deux Etienne ; ils ne s'expliquent pas les doutes et les dénégations auxquels ce point historique est en butte.

On ne peut entendre autrement, en effet, les paroles déjà citées, et qui, de l'avis de tous, sont de la bouche même des deux Etienne. Ils disent : « *Non longe à civitate*

(1) Voir les Bollandistes, *vita sancti Brunonis*.

« *Valentia cui cohæret nostrum sancti Rufi monasterium, prope fluenta Rhodani* (1). »

Tous les biographes stéréotypent cette formule les uns à la suite des autres; ce qui n'empêche pas certains commentateurs de renforcer de leur assentiment des absurdités ridicules, entre autres l'historiographe Wion qui, dans le cas en question, se prononce pour Valence, en Espagne (2).

Ceux qui repoussent Valence en Dauphiné, ne le font pas de parti préconçu. Heureusement pour nous, ils discutent leur opposition et la raisonnent au moyen d'allégations fermes et spécifiées qui nous aident à mettre la vérité en lumière et à n'en éclairer que mieux le triomphe.

Ils s'en prennent à Surius, docte biographe cartusien qui n'a jamais hésité à placer à Valence, en Dauphiné, la première entrevue de S. Bruno et des deux Etienne.

*
* *

Surius a raison, disent-ils, lorsque, avec l'auteur anonyme de la vie de S. Bruno, il fait des Etienne deux clercs d'un monastère de St-Ruf, mais il se trompe, lorsque « avec son anonyme » il affirme que ce monastère était à Valence. Il se prévaut, pour cela, à la vérité, des paroles des deux Etienne à S. Bruno: *Non longe a Valentia cui nostrum Sancti Rufi adjacet monasterium prope fluenta Rhodani...* Il y a là une erreur de lieu absolue; car il est avéré que l'abbaye des chanoines réguliers de St-Ruf avait alors son siège à Avignon hors les murs.

Il est vrai, ajoutent-ils, que plus tard, les Albigeois et les dé-

(1) Voir les Bollandistes, *vita sancti Brunonis*.

(2) *De vita sancti Hugonis*, ch. I, note 3.

vastations de ces malfaiteurs dans le midi de la France, obligèrent les religieux de St-Ruf à transporter ailleurs leurs « foyers et leurs lares » « *sedes laresque* » et que ceux-ci établirent leur nouvelle abbaye à Valence en Dauphiné. Or, ce transfèrement ne s'effectua qu'en 1210. Surius est donc dans l'erreur avec tous les partisans de son opinion, quand il place à Valence une abbaye de St-Ruf dont le siège, à l'époque de la fondation des Chartreux, était assurément à Avignon.

Très assurément à Avignon, ajoutent-ils, car il existe une bulle d'Urbain II qui approuve la création des prieurés de Ste-Marie à Lyon et de St-Pierre à Die « et les soumet à l'abbaye de St-Ruf établie à Avignon, *extra muros Avenionenses* » (1).

L'auteur de cette critique paraît d'abord peu avisé en matière de date. Il lui échappe un anachronisme qui ébranle fortement notre confiance en son érudition. C'est ainsi qu'il fixe en 1210 la translation de l'abbaye de St-Ruf d'Avignon à Valence alors qu'elle a eu lieu en 1158. C'est la date assignée par l'acte de donation fort connu des terres octroyées dans l'île de l'Eparvière, à Raymond, abbé de St-Ruf, par Odon, évêque de Valence (2).

*
* *

Mais voici qui tranche la difficulté et donne hautement raison à l'annaliste chartreux, Surius. Oui, il est certain qu'à l'époque de S. Bruno Valence ne possédait pas l'abbaye de St-Ruf. Mais ce qui n'est pas moins certain, c'est qu'elle avait alors un prieuré déjà très réputé de cet Ordre.

(1) Bollandistes, *vita sancti Brunonis*.

(2) Mgr de Catelan, p. 306.

Or, les Etienne attribuent à Valence, non « une abbaye », mais « un monastère, le leur, celui qu'ils habitent » « *nostrum Sancti Rufi monasterium* ». Si ce fait est authentique, il dissipe toutes les improbabilités et toutes les invraisemblances objectées au fait du passage et du séjour de S. Bruno dans nos murs, où là seulement il a pu rencontrer les deux illustres homonymes si fréquemment évoqués.

Or, toutes les ressources de la critique, écrits, monuments, configurations topographiques, ruines encore debout, sont d'accord pour affirmer l'existence d'une maison priorale (1) de St-Ruf à Valence, dès la seconde moitié du XI^e siècle.

En effet, la charte qui confère l'Eparvière aux religieux de St-Ruf, pour y bâtir leur abbaye transférée d'Avignon à Valence, porte, entre autres signatures, celle « d'un Etienne, prieur de Valence » (2).

Une autre charte, de beaucoup antérieure à celle-ci, libelle un accord par lequel les religieux de St-Victor (quartier dit de la Cascade) concèdent sur les eaux abon-

(1) Si nous disons « priorale », c'est par anticipation : les deux Etienne emploient une terminologie plus correcte ; ils disent « monastère » et à bon droit, attendu qu'à leur époque, l'Institut de St-Ruf n'était pas érigé en Ordre et ne pouvait user pour ses maisons de la hiérarchie des appellations officielles afférentes aux dignités monacales. L'érection de St-Ruf en Ordre n'eut lieu qu'en 1095 en vertu d'une bulle du pape Urbain II. (Voir la notice historique sur l'Ordre de St-Ruf, de notre éminent compatriote, M. C. U. J. Chevalier). Nous verrons bientôt, au contraire, le pape Adrien IV donner à la maison de St-Ruf à Valence, non plus comme les Etienne, le nom de monastère, mais celui de « prieuré de Valence ». Ce pape écrivait 76 ans plus tard.

(2) Mgr de Catelan. p. 307.

dantes dont ils jouissent, un important privilège aux religieux de St-Ruf, celui d'en dériver une partie à leur profit et usage. Il y est spécifié que les religieux de St-Ruf pourront disposer de cette prise d'eau comme ils l'entendront, et, en particulier, en utiliser les forces motrices pour créer des moulins à leur gré.

La partie qui acquiert des religieux de St-Victor est désignée sous le nom tantôt de « *domus Sancti Rufi* », et tantôt « *d'ecclesia Sancti Rufi* ». Il y avait donc un couvent de St-Ruf; ce couvent avait son église; nous en reproduirons bientôt l'exquise et savante architecture, du moins les quelques membres disloqués auxquels d'affreux démolisseurs ont pourtant fait grâce.

Or, cet acte est « des Nones de février 1110 (1) ». On était loin alors de préméditer l'érection d'un siège abbatial à Valence. Les religieux de St-Ruf, bénéficiaires de la charte précitée, ne pouvaient être et n'étaient autres que ceux du prieuré, dit de St-Jacques, dont la propriété comprenait tout le bas sol qui s'étend au dessous de la haute ville « *prope fluentia Rhodani* », jusqu'à la partie occupée aujourd'hui par l'avenue du Pont, peut-être un peu au-delà, vers le lieu dit la Comète, où tombent encore aujourd'hui par une forte chute les eaux dérivées de St-Victor. Mais voici un ensemble de

(1) Cette charte est signée par Arbert, abbé de St-Ruf, et qui l'était déjà en 1084. Ce fut indubitablement celui-là même qui accorda la faveur de l'exeat aux deux Etienne devenus les disciples de S. Bruno; elle est contresignée par Humbert alors évêque de Valence, en ces termes : *ego Umbertus Dei gratia episcopus Valentiniensis supra dicta confirmo*. Ce nom est probablement à ajouter aux listes des évêques de Valence où nous l'avons vainement cherché. (*Archives de St-Ruf*, à la Préfecture de la Drôme, Armoire n°).

documents non moins explicites ; ils rattachent l'érection du prieuré de St-Jacques presque au berceau de l'Ordre de St-Ruf, c'est-à-dire, peu après 1038. Nous citerons d'abord un sincère et fidèle écho de nos vieilles traditions locales, Mgr de Catelan, évêque de Valence.

Cet auteur s'est mépris quelquefois. L'esprit de critique, l'intrépidité de la recherche, le tact de la discussion ne sont pas toujours le côté brillant de ses œuvres. Il y a lieu de regarder de près à ses dires, mais non pas dans le cas qui nous occupe.

A l'époque où le prélat historiographe publia ses *Antiquités de l'Eglise de Valence*, les religieux de St-Ruf reprenaient parmi nous l'ère de leur antique crédit. Il écrivit sous leurs yeux, aidé de leurs annales monastiques et de leurs traditions orales. Il nous apprend lui-même qu'il a conféré de son travail historiographique avec l'abbé qui avait alors le gouvernement de l'Ordre : « *C'est lui, écrit-il, qui a bien voulu me communiquer une partie des actes originaux que j'ai rapportés ; et combien serait-il à souhaiter pour l'honneur de cet Ordre que le savant abbé à qui il a succédé et qui avait commencé à composer une histoire exacte des religieux de St-Ruf, eût achevé un ouvrage écrit avec tant d'érudition et tant d'onction.* » (1) »

Le studieux prélat n'a donc pas pu errer sur l'Ordre de St-Ruf, en particulier sur les principaux faits de son histoire ; il est allé droit à la source et y a puisé sous le bénéfice d'une garantie absolue et directe. C'est ce qui nous le fait écouter avec confiance.

(1) Mgr. de Catelan, p. 316.

A peine fondés (1038), écrit Mgr de Catelan, les chanoines réguliers de St-Ruf se multiplièrent prodigieusement.

Dès lors, ils durent se choisir un Supérieur Général, car ils ne donnèrent point d'abord à ce supérieur le titre d'abbé. Cette multiplication soudaine les obligea, de plus, de se répandre dans plusieurs provinces voisines d'Avignon dans lesquelles ils eurent des maisons qu'ils appelèrent des *prieurés* ; maisons conduites par des supérieurs particuliers qu'ils appelaient *prieurs*, mais qui ne laissaient pas d'être sous l'inspection et le gouvernement du Supérieur Général, établi près d'Avignon.

Valence eut, dès ce temps-là, le bonheur d'avoir une semblable maison ou prieuré, sous le nom de prieuré de St-Jacques ou de prieuré de Valence, et il y a apparence que cette maison ne fut pas des moins considérables de l'Ordre (1).

L'importance en était, en réalité, si considérable que l'auteur se demande le motif qui déterminait les chanoines de St-Ruf à transférer leur abbaye préférablement à Valence, et répond :

Ce motif, nous croyons le voir dans ce que cet Ordre avait déjà une maison établie à Valence et une maison qui était, sans doute, considérable dès ce temps-là (2).

Un prieuré de St-Ruf existait donc à Valence dès la seconde moitié du XI^e siècle, vaste, riche, en état de créer, nous l'avons dit, dès 1110, d'importants établissements industriels, moulins, scieries et autres engins hydrauliques. Il était conséquemment, dès cette époque, l'un des premiers prieurés de l'Ordre. C'est ce que vont nous attester les ruines auxquelles le temps a permis d'arriver jusqu'à nous.

(1) *Antiquités de l'Eglise de Valence*, par Mgr de Catelan, p. 293.

(2) Id. Mgr de Catelan, p. 303.



§ II. TÉMOIGNAGES ARCHITECTONIQUES. — RUINES, CONSTRUCTIONS REMANIÉES DU PRIEURÉ DE VALENCE. — Cet ancien prieuré est encore en partie debout ; il en reste d'amples vestiges, les uns visibles, les autres déguisés, mais très perceptibles sous des refaits de main moderne dont plusieurs remontent manifestement au XI^e siècle.

Le nom de la rue qui les longe en a gardé la réminiscence archaïque originelle : on la dit « la rue St-James » pour St-Jacques.

Les constructions que les chanoines de St-Ruf ont abandonnées, depuis environ cent ans, comprennent aujourd'hui : l'hôtel de la Préfecture, la résidence presbytérale de la paroisse de la Cathédrale, que l'auteur de cette étude occupe depuis vingt ans, enfin, quelques maisons bourgeoises çà et là enclavées. L'église encore existante bien que profondément modifiée est à l'usage des protestants.

Le tout porte aujourd'hui le nom d'abbaye de St-Ruf. Cette dénomination toutefois n'est légitime que depuis deux siècles : c'est ce qui ajoute à l'inadvertance des critiques déjà fort perplexes. Groupons, pour y remédier, les péripéties que comporte l'histoire des chanoines de St-Ruf à Valence.

La maison de St-Ruf, dite de St-Jacques, est d'abord à Valence un simple monastère ; elle répond à cet humble titre durant cent ans environ, c'est-à-dire tant que l'abbaye de l'Ordre est à Avignon. Elle demeure sim-

plement prieuré de Valence pendant près de cinq cents ans alors que l'abbaye est à Valence, mais extra muros, aux îles de l'Eparvière. Enfin l'abbaye de l'Eparvière ayant été ruinée par les guerres de religion, l'antique prieuré hérite lui-même du siège abbatial et en jouit jusqu'en 1773, où le passé de tant de gloire finit sous le coup d'un arrêt de sécularisation sollicité, hélas ! par l'Ordre lui-même.

Ces destinées successives et si diverses du prieuré de Valence, la facilité qu'elles donnent d'en altérer la succession, d'en brouiller les dates, sont, sans nul doute, la cause principale de toutes les méprises accumulées, comme à plaisir, autour d'un événement qui n'admet aucune ombre d'obscurité par lui-même. Car voici que nous en appelons aux lieux eux-mêmes. Nous leur donnons la parole ; ils diront vrai.

Il est naturel que des constructions qui, durant un long passé, n'ont pas changé de maître, aient aussi, plus aisément gardé leur fidélité d'aspect.....

Les vestiges du vieux prieuré de Valence en sont là : ils sont très reconnaissables. Nous ne pouvons donc que les tenir pour des témoins sincères et sûrs. Les ruines qui en restent s'étagent sur le plateau qui commande le bassin du Rhône. Elles couronnent toute la crête de la haute ville et profilent, suivant une ligne légèrement ondulée, le lit du fleuve si proche en cet endroit qu'il lui arrive, aux fortes crues, de venir les frôler de ses ondes.

La planche n° 1, A, B, C, reproduit cet ensemble ; elle dessine les principales lignes de plan à peu de



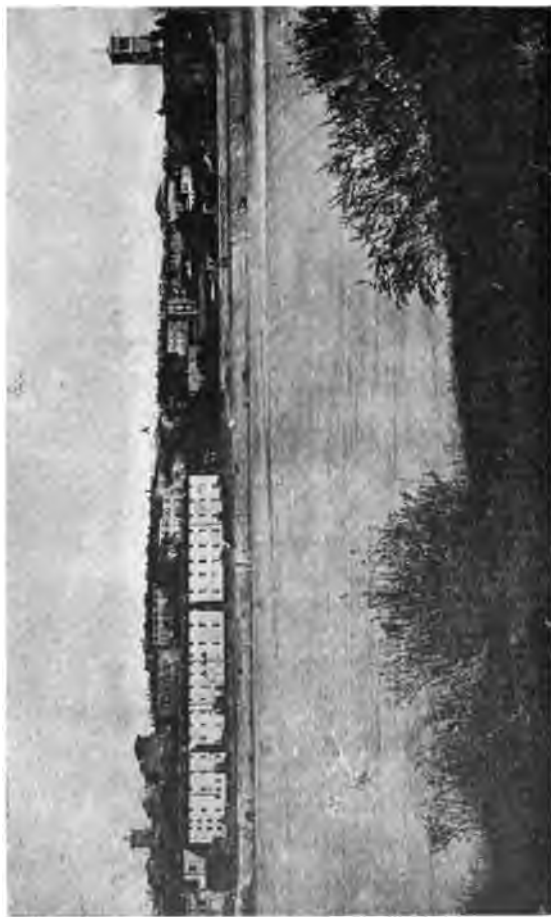


PLANCHE 2.

PLAN DE VALENCE, HAUTE ET BASSE-VILLE 1890.

A. ÉGLISE DE L'ABBAYE DE ST-RUF.

chose près semblables à celles des plus vieux temps ; nous allons voir avec quelle exactitude cette simple esquisse linéaire encadre le discours des deux Etienne et le justifie.

Les deux jeunes interlocuteurs mettent tout d'abord « Valence en avant ». Ils habitent non une abbaye mais un monastère « *monasterium* », c'est le nôtre, disent-ils, « *nostrum* » ; il y est établi le long et tout près « adjacent, *adjacet*, cohérent, *cohæret* » aux rives du Rhône, « *prope fluentia Rhodani* ».

Tel est aujourd'hui l'aspect général du paysage (planche 2) ; on le voit, les constructions remaniées de l'ancien prieuré affleurent la colline de la haute ville dont les déclivités rapides sont entrecoupées de jardins étagés. A la suite on voyait autrefois des oseraies et des prairies. Il en reste encore de larges traces adhérentes au Rhône dont les sépare à peine un chemin de halage (1).



§ III. TÉMOIGNAGES ARCHITECTONIQUES. — ÉGLISE PRIORALE DU XI^e SIÈCLE. — Un prieuré de St-Ruf existait à Valence à l'époque de S. Bruno. Il jouissait déjà de beaucoup de crédit et même d'un certain éclat. Nos hagiologies locales précitées le présument et même

(1) Plus tard, la partie basse de la propriété priorale fut aliénée en faveur des Capucins, des Augustines de N.-D.-de-Soyons, enfin, des Dominicains dont les bâtiments existent encore, diversement occupés par l'hospice ou par l'administration des arsenaux d'artillerie. Les chanoines de St-Ruf ne gardèrent à leur usage que les déclivités de la colline.

l'affirment. Voici, de plus, des preuves d'un ordre architectonique qui, loin d'affaiblir cette opinion, la corroborent.

Le prieuré de St-Ruf, nous l'avons dit, fut l'un des premiers érigés après la fondation de l'Ordre (1038). Une église y fut bâtie vers le même temps ; il en reste des vestiges originels où, en effet, le XI^e siècle s'accuse très visiblement, non certes dans ses aspects extérieurs que les nihilistes athées du XVI^e siècle ont atrocement défigurés, mais dans d'intimes et importantes parties qu'il nous a été donné de constater à loisir.

Il y a peu d'années, la façade de cette église (temple protestant, rue St-James) dut subir un remaniement profond ; il fallut d'abord abattre un revêtement de pierre relativement moderne ; il datait d'Henri IV. Cette démolition mit à découvert la belle ordonnance d'un frontispice antique, avec son portail à tympan pourtourné d'une riche arcature. Nous en donnons un croquis relevé à la hâte par M. Rey, architecte à Valence, durant quelques heures de chômage des ouvriers, qui nous permirent d'en opérer le métré minutieux et fidèle. (Planche 3.)

L'arc est délicieusement quintilobé en contre-arcatures ; il rappelle le portail latéral de l'église d'Etoile (Drôme) (1), sa contemporaine d'architecture.

Ce motif est traité avec une grâce discrète, une élé-

(1) Le portail d'Etoile est du pur roman byzantin. Il en garde si franchement le cachet que, lorsqu'il a été question d'établir le porche de la Cathédrale, à Valence, on en a pris les fûts de colonne et les chapiteaux pour servir de similaires dans cet édifice où l'esprit artistique du XI^e siècle demandait d'être scrupuleusement respecté.

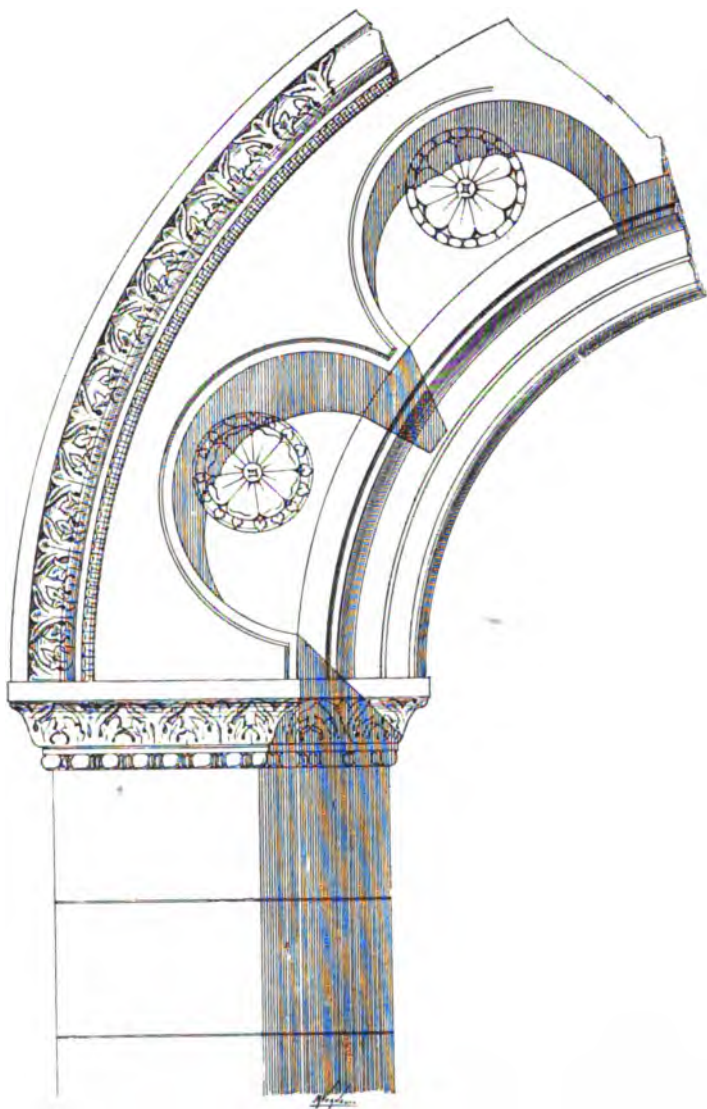


PLANCHE 3.

PORTAIL QUINTILOBÉ DE L'ÉGLISE PRIORIALE DE ST-RUF
 RUE ST-JAMES, A VALENCE — XI^e SIÈCLE
(Aujourd'hui Temple protestant).



gance réservée et du meilleur goût. Il se ressent encore de l'austère intrados lobaire qui remonte à l'ordre carlovingien, en est, du moins, une émanation héréditaire. Cette manière de trilober et de quintilober les arcatures des baies s'accroît dès les X^e et XI^e siècles. Le portail de l'église de St-Michel-d'Aiguillè, au Puy, du X^e siècle, en est un docte et élégant spécimen. Nous la trouvons aussi appliquée dans une des fenêtres supérieures de la cathédrale, partie nord-est du transept. Le motif est fort négligé de dessin, l'exécution rudimentaire.

Il en est tout autrement au portail de la chapelle de St-Jacques. On y trouve cette allure architectonique, ces lignes fermes, souples, cette synthèse décorative d'une judicieuse économie qui rentrent tout à fait dans la gamme artistique propre à la dernière moitié du XI^e siècle, du moins dans notre zone archéologique de la période romane. Les corps de logis adossés à cette église renferment plusieurs membres de construction visiblement apparentés de formes aux œuvres du moyen âge.

Ce document architectural répand une nouvelle lumière sur la genèse du prieuré de St-Ruf, à Valence, fixe approximativement sa date, confirme l'authenticité de celle que nous lui assignons et ajoute encore à nos certitudes.

La mise à découvert de ce portail antique, d'une si belle configuration romane, nous combla de satisfaction ; nous eûmes un instant l'agréable présomption de penser que les hommes de goût chargés de cette réfection pendant partageraient nos admirations et s'y associeraient par la résolution de remettre en état une œuvre

si distinguée et si digne du génie de nos aïeux. Il l'eût fallu : notre historiographie locale le méritait ; c'eût été à l'honneur de cette intéressante école d'architectes, peintres, dessinateurs, imagiers, ornemanistes que les religieux de St-Ruf fondèrent d'abord à Avignon et qu'ils transportèrent peut-être à Valence avec le siège abbatial de leur Ordre (1).

On s'est contenté de défalquer de leur orbe les charmantes rosaces lobaires qui pourtournaient l'arc majeur ; elles sont au musée où leur isolement de leur cadre normal leur crée une importance inexpliquée et inconnue. Leur motif floral est une variété de marguerite : elle s'épand en forme de rose ; la fleur est toujours la même dans chaque lobe, elle ne varie que par les pétales pleinement étendus dans un cas, avec un léger retroussis terminal dans l'autre. La première marguerite est sertie d'un orle de cœurs, la suivante d'un orle de perles. Le tout est fort joli de saillie et de contour : on dirait une broderie au relief ferme et moëlleux.

Peu après, nous avons vu cette superbe architecture s'ensevelir de nouveau dans sa vieille obscurité ; elle y gît plus que jamais inhonorée et méconnue sous la plate et morne régularité d'un revêtement de pierre mollassse. En vérité, un bijou artistique de cette valeur demandait un autre écrin ; dans tous les cas il méritait mieux qu'un aussi vulgaire linceul. Les touristes vont tout exprès à Etoile étudier une œuvre d'art qu'ils auraient vue chez

(1) Voir M. Revoil dans son magnifique ouvrage de *l'Architecture romane du Midi de la France*.

nous dans des formes bien plus suavement conçues et plus élégamment finies.

Au fond du frontispice mis à jour, à gauche du portail, nous avons trouvé une pierre antique servant de montant

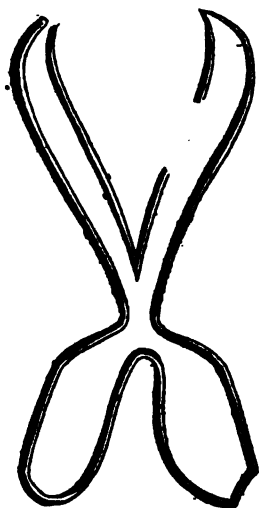


PLANCHE 4.

*Document épigraphique du I^{er} siècle
encastré dans l'épaisseur des murs du portail de l'église de St-Ruf
à Valence.*

à une « fenestrella » ; elle a l'aspect d'une pierre tombale ; nous y lisons une inscription, en partie mutilée ; elle est surmontée d'une paire de ciseaux, symbole épigraphique, sans doute, du métier du défunt (planche 4).

Les lettres gravées en biseau, teintées de brun rouge, accusent, au dire de M. de Rossi que nous avons consulté, un système de Glyptique de la première époque impériale.

Ce fragment vénérable très soigneusement inséré dans les murs de l'église de St-Ruf, est une réminiscence assez caractéristique du XI^e siècle et des siècles antérieurs où tous les documents d'épigraphie chrétienne ou profane étaient encastrés et mis en vue dans les églises en construction. La cathédrale de Valence possède, comme on le sait, quelques-uns de ces intéressants spécimens de l'époque romaine.

Ainsi tout converge à la même conclusion et l'illumine d'une pleine lumière : les documents écrits, Chroniques et Chartes, les lieux et leur identité d'aspect, les monuments encore debout affirment, d'un commun et fidèle accord, l'existence d'un couvent de St-Ruf à Valence et la résidence des deux Etienne dans ce couvent au temps de S. Bruno.

IV

SAINT HUGUES ET LES DEUX ÉTIENNE

A VALENCE

S. Hugues et les deux Etienne furent ensemble chanoines à Valence ; les Etienne dans leur collégiale de St-Ruf, S. Hugues au chapitre de la cathédrale, déjà probablement érigé de son temps en communauté claus-

trale. « Car dotée l'une des premières d'un prieuré de « St-Ruf et des plus considérables dès la création de « cet Ordre à Avignon », la ville de Valence ne put posséder une collégiale si exemplaire et y demeurer indifférente et longtemps étrangère.

Tout porte à croire que les chanoines de cette ville, jusque-là peut-être absolument séculiers entrèrent de bonne heure dans ce mouvement de rénovation de ferveur dont S. Hugues bénéficia, si toutefois, il n'y exerça pas une coopération personnelle.

S. Hugues était, en effet, « chanoine titulaire de « l'église majeure de Valence (1) », avant sa consécration épiscopale qui eut lieu peu d'années avant la fondation de la Grande Chartreuse.

Le Chapitre de Valence avait-il adopté la réforme Ruffienne, et, avec elle, la mise en commun de tous ses biens ainsi que la discipline claustrale, sur le modèle de la maison priorale de St-Ruf de Valence, déjà en si grand renom ?

La haute amitié d'Urbain II pour l'évêque et les chanoines de Valence, sa paternelle complaisance à consacrer lui-même la cathédrale, son admiration pour la maison de St-Ruf élevée par lui-même à la dignité abbatiale, le zèle de Sa Sainteté à propager les sages innovations de cette célèbre réforme canonique, la vive affection que les chanoines de Valence témoignèrent, peu d'années après, à ces saints religieux, leur empres-

(1) *A Valentia ubi majoris erat canonicus ecclesia. (Vita sancti Hugonis. Bollandistes.)*

sement d'une fraternité si large à se dépouiller de leur riche propriété de l'Eparvière et à la leur abandonner, moyennant une faible somme, pour y établir, celle d'Avignon étant abandonnée et détruite, leur nouvelle abbaye, tous ces faits révèlent l'existence d'une grande et sainte intimité entre le Chapitre et la Collégiale valentinoise de St-Ruf.

Comment, dans les termes d'une liaison si particulière, les chanoines de Valence auraient-ils négligé pour eux une réforme si célèbre, alors qu'ils la voyaient adoptée avec enthousiasme par un très grand nombre de Chapitres de France et de l'étranger ?

Toutes ces coïncidences historiographiques nous induisent fortement à présumer que, bien avant la fin du XI^e siècle, les chanoines de la cathédrale acclamèrent la réforme de leurs pieux voisins et s'en accommodèrent : telle est notre conviction. S'il s'y mêlait quelque doute, voici que de nouvelles données archéologiques le dissipent.

Nous possédons d'importants débris du cloître habité autrefois par les chanoines, alors qu'ils vivaient sous le régime de la communauté claustrale.

Cet établissement occupait, au nord de l'église, l'emplacement appelé jusqu'ici « le cloître », doté depuis peu de temps de la dénomination moderne de « Pendentif ». Le bras de Croix de la cathédrale en était le premier départ. On voit encore à l'angle, et dans l'épaisseur du mur, une voûte arquée qui paraît avoir servi d'arcosolium aux reliques d'un Saint ; de là part, à gauche, un autre arc esquissant le début d'une succession





PLANCHE 5.

ARCOSOLIUM ET ANCIEN CLOITRE DE LA CATHÉDRALE DE VALENCE.

d'arcatures qui s'échelonnaient autrefois à la suite en forme de galerie.

Ce motif, à la vérité, est du XV^e siècle ; les saillies moulurées qui en pourtournent la rondeur, le cul-de-lampe polygonal où se résume l'accouplement des deux arcs, en fixent notoirement la chronologie.

Mais cet ensemble est un refait (planche 5) substitué vers le XV^e siècle à une autre œuvre d'architecture qui émergeait des mêmes bases. Ce cloître antérieur et tout à fait primordial était du très pur roman du XI^e siècle ; quelques ruines en proviennent qui témoignent de cette date ferme.

Il y a dix ans, nous démolissions un mur dressé au droit d'un collatéral du cloître antique, lorsque nous vîmes saillir, dans le fond de la maçonnerie, deux colonnettes accouplées, surmontées de leurs chapiteaux jumeaux encore en place et portant sur le stylobate de la galerie claustrale ; malheureusement nous ne pûmes pas les conserver. Toutes nos précautions ne surent les empêcher de tomber, émiettées et méconnaissables.

Mais on n'a qu'à voir les colonnettes d'angle qui décorent les hautes fenêtres de la cathédrale ; elles sont similaires de coupe, de style, de celles dont nous regrettons la destruction.

Enfin, un document intact, important, encore debout, nous demeure, qui corrobore nos convictions ; il nous confirme ce fait que les chanoines de Valence, jusque-là séculiers, se cloîtrèrent et que cette haute réforme, ainsi que le cloître où elle fut inaugurée, remontent au XI^e siècle.

« Les cathédrales avaient toutes un cloître accolé à
 « l'un des flancs de la nef, soit au sud, soit générale-
 « ment, pour les cathédrales, au nord. Le cloître était
 « entouré par les habitations des chanoines qui vivaient
 « sous une règle commune (1). »

Telles étaient l'orientation et la disposition du cloître de la cathédrale de Valence (Planche 1, D, E.); une série de maisons canoniales s'adossaient aux galeries. Le temps en a respecté une, entre autres, située à l'angle nord du cloître lui-même (Planche 6).

Cette construction, d'un caractère manifestement claustral, se termine en dehors par une sorte de tour carrée fortement chanfreinée sur deux angles. A côté se dresse un contrefort à ressauts et à sommet rampant.

Le corps de logis qu'il épaula est, du moins, dans les parties basses de l'angle ouest, et dans ses substructions, d'une massivité de mur, d'un type de maçonnerie dont la date ne peut être que très rapprochée de celle de la cathédrale.

Si donc, nous rassemblons la cathédrale de Valence, les débris de son vieux cloître, ses colonnes de galerie, ainsi que la maison canoniale encore debout et les mettons en vis-à-vis de notre église priorale de St-Ruf, il ressort de ces documents réunis, de leurs types communs, de leur archaïsme médiéval, un aspect artistique qui accuse le synchronisme le plus plausible : ce durent être, dans le principe, trois monuments d'une même inspiration, jaillis d'une même source, à peu de

(1) *Dictionnaire de l'Architecture*, par M. Viollet-le-Duc, t. III, p. 409.



PLANCHE 6

VESTIGES DU CLOITRE DE LA CATHÉDRALE
TOUR CHASFREINÉE ET CONTREFORT D'UNE DES ANCIENNES MAISONS CANONIALES
(Place de l'Ancien Tribunal).



chose près similaires de but et d'époque. Or, ici, l'œuvre éminente, la cathédrale, porte une date fixe encore très bien conservée sur le linteau de la porte latérale sud ; nous en donnons la phototypie (Pl. 7). La date, qui est celle de la consécration de l'édifice, non de sa construction, est de 1095 (1).



Valence, autant et mieux que bien d'autres villes chrétiennes, se distingua par ses monuments sacrés, de concert avec tout ce qui s'en érigea autour d'elle.

Tout le monde sait, aujourd'hui, que les X^e et XI^e siècles se signalèrent par un incomparable élan de foi et de génie. Une flamme sacrée avait embrasé les âmes. Nulle époque ne se montra tout à coup plus féconde en hommes illustres, en initiateurs vigoureux, éclairés, progressistes, puissants en inspirations hardies et réglées et en créations ineffables ; mais, ce que peut-être beaucoup d'archéologues n'ont pas remarqué, c'est que c'est à ces ferventes rénovations du cléricat séculier, régulier, claustral à l'époque des Ordres naissants de St-Ruf et de St-Bruno qu'il est d'une saine critique d'attribuer l'infinie quantité de basiliques qui fleurirent alors tout à coup sous toutes les zones.

(1) Voici l'inscription dans son entier et en nos caractères ordinaires :
Anno ab incarnatione Domini millesimo nonagesimo-quinto indictione secundâ, Nonis Augusti, Urbanus Papa secundus cum duodecim episcopis in honorem Beatæ Mariæ Virginis et sanctorum martyrum Cornelii et Cypriani hanc ecclesiam dedicavit.

Tout l'élan se porta vers l'Idéal Divin. Les pompes du culte, l'étude des psalmodies sacrées, la somptuosité des églises, la magnificence des autels, occupèrent toutes les activités de l'Univers chrétien. L'architecture religieuse, en particulier, devint l'unanime souci et l'amour du moine et du peuple.

Les grands Ordres se piquèrent presque tous de la noble passion d'appartenir à l'héroïque corporation « des logeurs du bon Dieu ».

Si les fils de S. Bruno entrèrent moins ardemment que d'autres dans ces mouvements de haute culture architecturale, ce fut pour concentrer plus fructueusement leurs moyens dans l'étude des saintes Lettres auxquelles ils ont fourni des exégètes et de mystiques homélistes d'un immortel renom : les Jean, les Anonyme, les Denis, les Ludolphe et tant d'autres.

Cette application d'âme s'harmonisait d'ailleurs plus naturellement avec leurs habitudes contemplatives et leur genre de vie principalement érémitique.

Plus particulièrement canoniale, au contraire, et essentiellement vouée aux offices du culte public, la vocation du Religieux de St-Ruf comportait la savante et studieuse ardeur de l'Art chrétien et de ses riches manifestations dans la création des édifices sacrés.

Les abbés de St-Ruf avaient ceci de commun avec les illustres abbés de Cluny que, nommés à un siège abbatial ou promus à l'épiscopat, ils allaient prendre possession de leur siège, munis de plans et de devis dressés à l'avance pour l'érection de nouvelles églises.

C'est ainsi que la cathédrale de Tarragone et celle



de Vich ont été dessinées et bâties : la première par S. Oldegaire, septième abbé de l'Ordre de St-Ruf, et l'autre par son évêque Oliva, ancien abbé clunisien de Ripoll.

Quoi qu'il en soit, S. Hugues, les religieux de St-Ruf, spécialement les deux Etienne, partagèrent ensemble la ferveur de ces heureux temps. Les deux jeunes Ruffistes nous disent : « *qu'ils ont connu « S. Hugues, qu'ils l'ont vu fréquemment* ». Ils entrent dans le détail des perfections intimes de sa belle âme, « *de ses hautes vues, de son don des larmes, de son tact éminent des choses divines, des saintes visions dont il était favorisé, de la suave et candide bénignité de son caractère, de la prodigieuse abnégation de sa vie* (1) ». Des observations si nombreuses et si précises supposent des relations familières et permanentes. Ces relations, les deux Etienne les ont eues avec S. Hugues, alors que ce saint personnage « était chanoine à l'église majeure de Valence » : où donc, à quelles occasions, dans quelles conditions ?... sinon à Valence, où ils vivaient dans « leur monastère » de St-Jacques et se trouvaient à une assez faible distance de la cathédrale pour qu'ils pussent visiter chaque jour leur saint ami.

Saint Hugues avait d'ailleurs l'intime besoin de ces vivantes unanimités de cœur qui ont toujours été la particulière douceur des Saints et leur pleine force : son âme avait soif de ces épanchements ascétiques comme il en existe aux cieux d'ange à ange. Plus tard, on le vit, dès la fondation de la Chartreuse, s'échapper souvent de

(1) *Vita sancti Brunonis*, Bollandistes, p. 711.

son palais épiscopal pour gagner les saintes montagnes, reprendre avec les deux Etienne leurs dévots entretiens d'autrefois à Valence, se ménager en particulier de longs jours de repos en la compagnie de S. Bruno, dans une même cellule avec lui « *Sancti Brunonis contubernalis* ». On était encore aux premiers temps où les Chartreux vivaient « deux à deux », « *bini et bini* », sous le même toit.

Mais continuons notre thème historiographique. C'est trois ans après le départ de S. Hugues de Valence que S. Bruno a dû, d'après nous, arriver dans cette ville, se rendre au prieuré de St-Jacques, y accepter l'hospitalité, s'y rencontrer avec ses premiers compagnons. Nous ne croyons pas, en effet, qu'il ait pu ailleurs que là se lier d'amitié avec les deux Etienne, recueillir de leur bouche les informations utiles touchant la personnalité de S. Hugues, et la topographie de son diocèse, où ils lui offrent de le conduire, devenus d'ailleurs eux-mêmes, désormais, tous les deux ses fils.

L'accord de tous les annalistes, l'enchaînement normal des faits que nous avons énumérés, les lois d'une saine et stricte critique posent en principe que la rencontre de S. Bruno et des deux Etienne se fit au monastère où résidaient ces derniers, qui, nous l'avons prouvé, résidaient à Valence.

Or, si cette bienheureuse rencontre fut fortuite, elle ne fut point éphémère. Nous allons voir que S. Bruno s'y donna le temps de combiner le plan de son Ordre futur, prit occasion de s'informer des Constitutions de St-Ruf, et même leur emprunta quelques points importants dont il s'adapta l'usage.

V

SAINT BRUNO
ÉTUDE SON PLAN DE FONDATION
AU PRIEURÉ DE SAINT-RUF, A VALENCE

Les Ordres religieux, comme les rameaux d'un même arbre, procèdent tous les uns des autres, greffés sur le même tronc qui est Jésus-Christ, « la vraie vigne », tous nourris de la même substance, allaités de la même sève.

A quel Ordre antique les Chartreux rattachent-ils leur existence ? A quelle branche mère remontent-ils dans la hiérarchie généalogique des grandes institutions monacales ? Un instant cette question est demeurée indécise parmi les hagiographes. Les Bollandistes l'ont tranchée au moyen des déductions suivantes :

* * *

« A la suite de S. Benoît, disent-ils, toutes les grandes familles monastiques de l'Occident s'engagent dans la milice de ce grand patriarche, épousent sa règle et le tiennent pour leur chef. Nous en exceptons les Chartreux. Les premiers, ils se créèrent des Constitutions spéciales, inconnues jusque-là.

« La discipline antique des Chartreux diffère essentiellement, en effet, de toutes les autres ; elle n'est ni toute érémitique, ni exclusivement cénobitique, mais elle renferme les deux règles à la fois, celle du solitaire et celle du cénobite ou de la vie en commun (1).

(1) Bollandistes, *Vita sancti Brunonis*, p. 603.

« Ce fut une innovation très remarquée. Il n'y avait alors que des religieux qui, suivant la règle soit de S. Benoît, soit de S. Augustin, soit moines, soit chanoines vivaient en commun; tous devaient habiter ensemble, manger ensemble, dormir dans le même dortoir, ainsi que l'impose l'économie de la vie de communauté.

« La Constitution Cartusienne est, par l'intime fonds de son esprit, éminemment anachorétique; aussi prescrit-elle, en général, aux Chartreux, de prendre leurs repas et leur repos chacun dans sa propre cellule; cependant elle admet, dans des cas et à des jours réglés, la récréation, le repas, la prière en commun. Elle n'est donc pas, au fond, une nouvelle forme d'économie monacale et canoniale, mais une heureuse combinaison de la double manière de vivre du Religieux de chœur et du Solitaire (1). »

Ainsi la fleur du désert et les fruits de la vie commune devaient, d'après la nouvelle institution cartusienne, émaner du même rameau. C'était une facilité de plus offerte aux hommes d'élite que la Grâce sollicitait à l'amour de Dieu seul, et une diversion reposante; leur âme pouvait s'y détendre dans les effusions de l'intimité fraternelle, y reprendre haleine pour passer de là, plus aisément, aux absorptions contemplatives de la haute et pure vision du Très-Haut.

S. Bruno n'inventa pas: ce qu'il apporta d'inédit et de neuf dans sa fondation, ce fut d'extraire des Ordres religieux existants, une synthèse monacale où l'isolement érémitique et la vie de famille canoniale apportassent leur tribut commun. Naturellement, le saint fondateur emprunta de préférence aux maisons les plus dévotes de son temps et les plus régulières.

(1) *Vita sancti Brunonis*, Bollandistes.

L'Ordre de St-Ruf brûlait, à cette époque, de la flamme divine ; toutes les ferveurs d'âme semblaient s'y être donné rendez-vous. S. Bruno put s'en faire une idée durant son séjour au prieuré de Valence où nous pensons qu'il résida quelque temps avec ses quatre premiers compagnons.

Les religieux y vivaient dans l'esprit et les habitudes d'une perfection exemplaire sous leur double règle cénobitique et canoniale ainsi que leur titre officiel « de chanoines réguliers de St-Ruf » le spécifie. Ils suivaient la règle de S. Augustin.

On ne sait pas ce qui, dans les Statuts de l'Ordre de St-Ruf, attira l'attention de S. Bruno et l'intéressa davantage. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'il prit acte de plusieurs coutumes importantes pratiquées sous ses yeux dans ce vénérable prieuré, qu'il se les assimila et les introduisit dans ses usages. C'est du moins, une traditionnelle et commune croyance. « Le saint fondateur des Chartreux, dit Mgr de Catelan, ne pouvait pas ignorer l'édification d'un Ordre qui lui avait donné deux de ses premiers et de ses plus saints disciples et dans les constitutions duquel on croit qu'il puisa plusieurs articles pour composer la règle qu'il laissa de vive voix à ses disciples (1). »

Nous ne savons à quels documents l'auteur des *Antiquités de l'Eglise de Valence* a puisé ce renseignement. A coup sûr, il ne le cite pas à la légère et sans s'étayer d'une tradition orale dont il a dû saisir l'écho, ou sur

(1) *Les Ant. de l'Eglise de Valence*, par Mgr de Catelan, p. 301.

des documents écrits que nous ne désespérons pas de découvrir un jour (1).

Quoi qu'il en soit, l'apparition de l'Ordre de St-Ruf suscita d'enthousiastes impulsions dans le monde monastique. Plusieurs grands monastères vinrent, à la suite des Chartreux, lui emprunter l'esprit de ses intelligentes réformes. « La congrégation de Sainte-Croix-de-Co-
« nimbre, en Portugal, envoya, dit le R. P. Héliot,
« des religieux à St-Ruf pour apprendre ses coutumes
« et sa manière de vivre, afin de se former sur son
« modèle (2). »

Une parole auguste, celle d'Urbain II, ajoute au bien fondé de ces admirations universelles. Il écrit aux chanoines de St-Ruf : « Nous vous défendons de chan-
« ger quoi que ce soit au genre de vie que vous prati-
« quez, et dont tout l'Univers chrétien s'édifie à tel
« point que plusieurs églises entreprennent de s'en
« assimiler la suave et dévote saveur (3). »

De quelles coutumes de l'Ordre de St-Ruf, de quels points de ses règles S. Bruno s'inspira-t-il dans l'étude qu'il en fit à Valence pour les accommoder à son usage. *Les Statuts de St-Ruf* (4), la *collection des Statuts Car-*

(1) Les archives du chapitre de la Cathédrale de Valence, celles de plusieurs monastères comptent un grand nombre de documents amoncelés à la Préfecture de la Drôme où l'hagiographie locale en découvrira de précieux inédits.

(2) *Les Ordres Religieux*, édit. Migne.

(3) Cujus tantus in tot terrarum partibus fructus exuberat ut plures ecclesie vestri saporis dulcedine condimitur. (Bulle d'Urbain II, en 1092).

(4) Statuta et jura Religionis et Ordinis sancti Ruffi Valentini in Delphinatu auctoritate apostolica recognita 1570. Mss. Archives de St-Ruf à la Préfecture de la Drôme.

tusiens (1) ne laissent pas tout à fait ces intéressantes questions sans réponse. Nous les avons sous les yeux : leur mise en parallèle nous permet de relever des analogies d'une très vraisemblable identité d'origine. C'est le même esprit, le même sens mystique, la même terminologie dévote, le même tissu phraséologique ingénieusement tramé d'allusions bibliques et de textes sacrés.

A la lecture des Statuts de St-Ruf on croirait entendre les causeries concertantes de S. Bruno, des deux Etienne et de leurs compagnons, citées au long par les Bollandistes ; c'est la même exubérance d'allégories mystiques et de fervents transports : on peut en dire autant « de la Collection Cartusienne ». Ces formes de littérature pieuse, évidemment communes aux fils de S. Ruf et de S. Bruno fortifient notre thèse historique d'un appui de plus.

Mais voici deux ou trois coutumes cartusiennes ; elles rappellent les Règles de St-Ruf et nous paraissent leur être un emprunt direct. C'est d'abord le jeûne du vendredi de chaque semaine.

« Les Pères, disent les Statuts de St-Ruf, se référant aux antiques coutumes de l'Ordre, statuent, ordonnent et, d'autorité apostolique, décrètent que tous les religieux de l'Ordre jeûneront tous les vendredis de l'année : il n'y aura de dispense, si le vendredi est un jour de grande fête, que pour les quatre chœurs du Chœur. » *Statuts de St-Ruf*, p. 79.

« Suivant la nouvelle coutume, qui mitige l'antique austérité, disent les Statuts Cartusiens, nous voulons que tous les moines jeûnent tous les vendredis de l'année. La dispense générale de

(1) Nova collectio Statutorum Ordinis Cartusiensis. Correræ 1681.

cette obligation n'est accordée à personne : le prieur peut permettre de ne pas jeûner le vendredi ; mais la demande doit lui en être faite, *toties quoties*. » *Statuts Cartusiens*, p. 93.

Nous remarquons surtout les dispositions statutaires relatives à la convocation et à la tenue du Chapitre Général dans l'Ordre de S. Ruf et dans celui de S. Bruno.

Statuts Ruffiens. En vertu des dispositions de droit commun et des Statuts irrévocables de l'Ordre de St-Ruf, il est statué, il est ordonné que le Chapitre Général se tiendra chaque année, dans notre monastère de St-Ruf à Valence le 3^{me} dimanche après Pâques ; auquel les prieurs de tout l'Ordre auront à se rendre personnellement, sans autre convocation préalable. » (*Statuta Sancti Ruffi*, p. 227).

Statuts Cartusiens. Pour la bonne tenue et la stabilité ferme de notre Ordre, il a été convenu du commun accord de nos premiers Pères et décrété qu'un Chapitre Général aurait lieu chaque année dans la maison de la Chartreuse, origine maternelle et berceau de notre Ordre..... Or le Chapitre Général est fixé au 3^{me} dimanche après l'octave de Pâques. » *Nova collect. Statutorum Cartusiens*, p. 169-174).

Dans les deux Ordres le Chapitre Général est censé ouvert le samedi, veille du dimanche désigné : la réglementation intime, le cérémonial des solennités capitulaires présentent plusieurs autres analogies.

Nous ferons observer toutefois que le choix du 3^{me} dimanche après Pâques pour la tenue du concile général adopté par les Chartreux, avait à St-Ruf, une raison d'être tout à fait propre à cet Ordre « qui, ce jour-là même, célébrait l'anniversaire de la translation des reliques de S. Ruf, son saint patron » (1).

(1) Manuscrit cité plus haut, p. 230.

Nous ne voulons pas attacher à d'autres similitudes pourtant très caractéristiques plus d'importance qu'elles n'en méritent : nous les renvoyons à l'examen des Historiographes et Critiques cartusiens dont la compétence est d'autant plus sûre qu'elle est supérieurement éclairée par la connaissance absolue que donne, d'une règle, l'habitude de l'accomplir chaque jour.

Quoi qu'il en soit, aidée de nos indications sommaires et forte des investigations qu'il est à sa portée de poursuivre, la critique historique arrivera à se persuader, nous l'espérons, que les Chartreux ont vraiment quelque chose « de cette senteur céleste dont, au dire du « bienheureux Urbain II, l'Ordre de St-Ruf embauma « tant d'illustres institutions religieuses » (1), si toutefois ils n'en sont pas, au moins en quelques points, une originelle et directe ramification. Nous admettons dès lors aisément cette assertion d'un érudit annotateur de l'histoire de cet Ordre : « La fondation de la Chartreuse « et la bulle d'Urbain II, donnèrent une grande réputation à l'abbaye de St-Ruf (2).

(1) Bulle d'Urbain II.

(2) *Notice historique sur l'Ordre de St-Ruf*, par M. Ulysse Chevalier, page 5.

VI

SAINT BRUNO ET SES COMPAGNONS DÉLIBÈRENT
ENSEMBLE AU PRIEURÉ DE SAINT-RUF, A
VALENCE. — LEUR DÉPART DÉFINITIF POUR
GRENOBLE.

S. Bruno a clairement entrevu les desseins du ciel. Dieu l'appelle à la solitude érémitique, ce sépulcre vivant « et glorieux » où il est si doux de mourir au monde et de ne plus vivre à soi-même; où l'âme se dégage de tout ce qu'elle a des bassesses de l'homme mortel, pour ne retenir que ce qu'elle épouse des sublinités immortelles de l'ange !

L'Ordre de St-Ruf a fourni à S. Bruno un modèle achevé de la vie conventuelle ; il en a obtenu deux sages Religieux qui en insuffleront l'esprit à sa communauté naissante. « S. Bruno, dit un annaliste, avait demandé à « l'abbé Arbert deux de ses religieux pour l'aider dans « le projet qu'il avait formé d'un nouvel Ordre. L'abbé « Arbert lui céda les deux Etienne. Leur grande expérience dans les pratiques religieuses les rendit très « utiles à S. Bruno dans l'établissement qu'il fit avec « leur secours (1) ». C'est à eux que S. Bruno confiera, avec le secret de son auguste espérance, le souci de toutes les initiatives utiles à sa réalisation.

(1) Notice déjà citée.

Le plan de cette sainte entreprise est nettement tracé. S. Bruno le communique à ses autres compagnons qui l'adoptent et s'engagent à en faire la règle et l'amour de leur vie. Nous laissons ici la parole aux Bollandistes.

Là-dessus, S. Bruno prit la parole et dit à ses disciples :
 « Mes frères, il ne reste plus maintenant qu'à mettre en prati-
 « que le projet que nous venons d'arrêter dans nos cœurs.
 « Prions ensemble le Seigneur de nous désigner la solitude
 « où nous pourrons accomplir nos pieux desseins (1). »

L'œuvre est conçue, son programme adopté ; elle se fera, mais où ? On l'ignore ! on attend que Dieu parle et tranche toute indécision. Il parlera par la bouche des deux religieux Valentinois.

Alors, ajoutent les Bollandistes, le discours de Bruno achevé, les deux Etienne obtinrent la parole et dirent : « O Père et
 « Maîtres vénérables, non loin de Valence où nous avons *notre*
 « *Monastère* de St-Ruf, le long des rives du Rhône et sur les
 « confins du diocèse de Die, d'où l'un de nous tire son origine,
 « est la ville de Grenoble Gratianopolitana, qui doit ce nom
 « ou à Gratien son fondateur, ou à la bonne grâce de son site
 « et à la noble distinction de ses habitants : S. Hugues en est
 « l'évêque. » (2)

(1) Igitur, fratres mei, oremus Deum ut talem locum nobis ostendere dignetur quò quæ mente concepimus possimus opere perficere.

(Bollandistes, *die sexta oct.*, p. 711).

(2) Duo Stephani Burgensis et Diensis, canonici, dixerunt : « Patres et præceptores venerabiles, non longe a civitate Valentiae cui cohæret nostrum monasterium Sancti-Rufi prope fluentia Rhodani et in confinibus diocesis Diensis unde alter nostrum originem duxit est civitas Gratianopolitana, sic dicta vel quia sub Gratiano imperatore condita vel ab etymologia nominis, quasi gratiosa, nobilis et populosa ; in eâ est beatus Hugo ejusdem civitatis

« Cet illustre personnage, avant d'être élevé à la dignité épiscopale, était chanoine de l'église de Valence; il est originaire de Châteauneuf situé sur l'Isère, à une distance de quatre mille seulement de cette ville. »

Cette ville dont les Etienne taisent ici le nom, comme on le fait d'une ville où l'on est et que l'on habite quand on en parle, c'est donc Valence, distante de nous, en effet, seulement de quelques milles : c'est là même que se tient cette auguste Assemblée délibérante ; c'est de Valence que parlent les deux religieux : *c'est notre monastère de St-Ruf*, répètent-ils, *qui longe les rives du Rhône*. Nos lecteurs savent par les croquis (planches 1 et 2) l'exactitude formelle avec laquelle ces paroles reproduisent l'aspect des lieux actuels et en photographient le paysage. Les deux orateurs spécifient tout ce qui touche à S. Hugues : le lieu de sa naissance, le nom de ce lieu, sa distance, comme on le fait de personnes et de lieux familièrement connus.

Si cette scène du départ ne s'était pas passée à Valence, où serait-ce ? à Bourg-St-Andéol ? Personne ne l'a jamais pensé. A Die ? cette attribution n'est pas admissible : nous en avons démontré le mal fondé. — D'ailleurs les deux Etienne sont formels : il n'y a qu'à prendre acte de leur langage : ils disent *de Die*, dont *l'un de nous tire son origine*, comme on signale une localité que, *hic et nunc*, on n'habite pas.

episcopus qui ante assumptionem ad episcopalem dignitatem erat canonicus ecclesiæ Valentinensis, oriundus de Castronovo super Isaram quod quatuor duntaxat milliariibus à civitate distat.

Bollandistes, VI^e octobris, p. 711.

La question pendante est celle du choix de la solitude anachorétique à déterminer. C'est avec une lumineuse connaissance de cause que les deux Étienne vont émettre un avis. S. Bruno, de Cologne, ses quatre compagnons (A) étrangers eux aussi, ignorent le Dauphiné. Sur les sept futurs ermites, seuls eux deux, le connaissent. Ils ouvriront la voie voulue de Dieu et se constitueront les pieux Raphaëls du voyage. Ils évoquent le nom du bienheureux Hugues, le souvenir encore très récent de leurs relations avec lui alors qu'il était chanoine à la cathédrale de Valence : sa sainteté leur est bien connue.

« Nous l'avons vu ; nous le connaissons nous-mêmes personnellement : nous le tenons pour un vrai saint... »

« Nous cherchons un lieu solitaire, nous irons à lui : il nous le procurera ; nous pouvons le lui demander avec confiance : il est pieux et bon ! Il nous verra arriver avec joie et se fera un plaisir de combler notre attente. »

« Nous vous conduirons auprès de lui nous-mêmes, nous savons le chemin pour l'avoir fréquenté (1). »

Ce fut un véritable Conseil où chacun émit son avis. Hugues, dit le chapelain, doyen d'âge de la compagnie,

(A) Ces quatre pieux personnages sont peu connus. Un auteur dit de LANDUIN, le premier des quatre, qu'il était Toscan d'origine. Que dire des autres ? Ici encore le chercheur le mieux avisé s'égare dans un chassé-croisé de oui et de non, de divagations hypothétiques et contradictoires ; nous n'essayons pas d'émettre un avis ; il nous sied mieux d'être discret.

(1) Quem nos ipsi vidimus et cognovimus verum utique sanctum. Si ad eum libet accedere, locum quem quærimus poterimus ab eo faciliter impetrare. Pius enim et misericors est : qui et adventu nostro gaudebit et nos voti compotes faciet. Nos quoque vos in viâ dirigemus quem novimus et frequenter ambulavimus. — Bollandistes, VI^e octobris, p. 711.

adopta avec élan la proposition, opina pour le départ immédiat, et cela, avec une spontanéité joviale que son âge avancé rendit charmante.

« Allons, dit-il, je suis vieux, peu valide ; les chemins
« seront âpres ; ils ne nous rappelleront que mieux la voie mon-
« tante, étroite, escarpée et dure de l'Evangile : elle nous con-
« duira à la vie. » (1)

Tous d'applaudir ! Alors S. Bruno reprenant la parole leur dit : « Partons au nom de Jésus-Christ qui vit dans les siècles
« des siècles. » Tous répondirent : « Amen ! » (2)

(1) Bollandistes, VI^e octobris, p. 711.

(2) L'itinéraire que suivent nos saints voyageurs n'est pas connu : les annalistes n'en parlent pas, mais nous le présumons aisément. Les religieux de St-Ruf étaient fort charitables : ils l'étaient par profession ; l'hospitalité était pour eux un point de règle.

« Pie II, dans une bulle de 1409, les engage à ne jamais s'en exonérer. » (*Archéologie de la Drôme*, t. IV, p. 413).

Ils l'exercèrent largement au prieuré de Saint-Jacques, à Valence, dès leur arrivée dans cette ville. Nous verrons dans une prochaine Étude que ce vaste esprit d'hospitalité leur valut l'honneur de donner à l'Eglise un grand pape.

Or, au XI^e siècle, les allants et venants affluaient de toutes les parties du nord de l'Europe dans la direction de St-Jacques de Compostelle. Ils passaient en grand nombre par Grenoble et se rendaient à Valence par la route pratiquée de nos jours. Aussi, la plupart des villages ou petites cités échelonnés sur le parcours de cette grande voie ont un quartier du nom de St-Jacques, où souvent comme on le voyait encore à Valence, il y a peu d'années, on représentait, sculpté ou peint, un pieux pèlerin, le camail garni de coquillages et la gourde traditionnelle à la main.

Ces saints voyageurs allaient communément au prieuré de St-Jacques, où ils étaient toujours bienvenus. Grâce à cette population flottante les informations ne devaient pas y manquer touchant l'itinéraire de Valence à Grenoble. Cette route était fort connue des deux Etienne qui allaient, disent-ils eux-mêmes, si volontiers y visiter S. Hugues. Nous ne voyons pas que la pensée ait pu leur venir de suivre une autre voie que celle de Romans, St-Marcellin, Vinay, dont, d'ailleurs les pèlerins les entretenaient si souvent à leur passage à Valence.

Les pieux pèlerins abandonnent la bonne ville de Valence qui les a abrités dans ses murs et le prieuré de St-Jacques où ils se sont essayés à leur vie nouvelle.

Les deux Étienne marcheront en tête. S. Bruno se fie à leur conduite. Ils prennent la direction de Grenoble dès leur départ de Valence.

Ils partent sept : c'est une constellation nouvelle apparue dans la sphère éthérée des âmes, pour tempérer les ombres crépusculaires des mondanités de la vie et en dissiper l'empire.

Ce sont « les sept étoiles que le saint Evêque de Grenoble verra, apparition radieuse, descendre du ciel au-dessus de sa tête et graviter révérencieusement à ses pieds » ; les mêmes que l'Armorial Cartusien attribuera pour diadème à la Croix et au globe du Monde devenus les armes parlantes de cette illustre et immortelle Institution.

. * .

Ce long exposé, les documents qui l'éclairent, les conclusions qui en découlent naturellement donnent amplement raison à Surius et aux partisans de sa thèse. C'est donc à bon droit que, avec eux, nous faisons de Valence :

— La résidence attitrée des deux Étienne.

— La cité où ils ont vécu avec S. Hugues, chanoine de la cathédrale, dans les relations d'une concitoyenneté très intime.

— Le séjour où ils se sont rencontrés avec S. Bruno et ont passé un certain laps de temps en sa douce compagnie.

— L'école où ils ont initié ce grand ascète aux secrets de la Règle canoniale de St-Ruf, à cette époque, la plus renommée.

— Enfin, le point de départ d'où, pléiade ascétique, les futurs chartreux se sont mis en chemin pour se rendre à Grenoble.

*
* *

L'opposition d'un certain nombre d'auteurs à notre récit n'a qu'une inconsciente erreur pour comparse ; l'erreur, en ce point, découle d'une même source : d'un malentendu de dates allégué par une involontaire interpolation de lieux.

Les preuves dont nous avons appuyé notre thème historique sont claires, nos documents précis. La vérité en jaillit pleine, simple et vive ; les données archéologiques dont nous l'avons renforcée scellent nos dires d'un cachet d'authenticité infrangible.

Qu'il y a loin de notre étude critique, de son esprit de méthode soutenu et discret, de sa franche et normale allure à la nuageuse hypothèse, aux assertions embrouillées, à l'anachronisme choquant qu'amoncelle autour de ce point d'histoire une coalition d'ouï-dire irréfléchis, d'affirmations inéditées et d'un fantaisisme excentrique.

Nous nous hâtons d'annoncer une nouvelle étude de réhabilitation historique. Elle implique une autre gloire propre au prieuré de St-Jacques, à Valence, dont une collectivité de Chroniqueurs et d'exégètes l'a aussi

impitoyablement qu'injustement dépossédé et cela, toujours par la force du même malentendu si souvent signalé touchant la translation de l'abbaye de St-Ruf à Valence et le prieuré qui a précédé cette translation.

L'Étude que nous annonçons a pour objet d'éclairer l'histoire du pape Adrien IV et pour but de restituer à la ville de Valence et au prieuré de St-Jacques la gloire d'avoir abrité, nourri, élevé ce grand homme et de l'avoir préparé de longue main aux suprêmes honneurs du Souverain Pontificat.

CH. DIDELOT,

Curé de la Cathédrale de Valence.



MÉMOIRES
POUR SERVIR À L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS
ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les livraisons 85°, 86°, 88°, 89° et 90°).

B. — BRANCHE DES SEIGNEURS D'AIX.

Pierre Isoard, tige des seigneurs d'Aix, si célèbres dans les annales dioises, était fils de Guillaume Artaud et frère d'Isoard, seigneur de Châtillon. Columbi a connu cette filiation (1); mais en dehors du témoignage de cet historien, elle peut s'établir sur plusieurs documents : nous citerons tout d'abord une charte du 20 mai 1230, publiée plus haut et par laquelle Guillaume Artaud faisait à la chartreuse de Durbon diverses libéralités, qu'approuvèrent ses deux fils, Isoard et Pierre Isoard (2).

Guillaume Artaud mourut vers la fin de l'année 1239. Le 28 mars 1240, Humbert, évêque de Die, faisant un traité avec les bourgeois de sa ville épiscopale, pour mettre fin aux longues contestations qu'ils avaient ensemble, leur donna pour garants de sa parole Isoard d'Aix, seigneur de Châtillon, et

(1) COLUMBI, *Opuscula*, p. 296.

(2) *Bulletin*, t. XXIII (1889), p. 321-3.

Pierre Isoard, ainsi que les principaux feudataires de son Église, Henri de Beaumont, Aymar de Quint et Jarenton de Divajeu (1).

Comme nous l'avons vu, Pierre Isoard avait recueilli de l'héritage de ses parents, la seigneurie d'Aix, plusieurs fiefs dans le Trièves, notamment à Gresse, à Château-Bernard, à Miribel, à Esparron, et quelques autres terres dans ces âpres et montagneuses régions du diocèse de Die qu'on nomme le Désert. Ces biens étaient relativement considérables. Il ne tarda pas à agrandir encore ses domaines. Le 30 mai 1241, il acheta de Bertrand d'Agoult, dit de Mison, pour le prix de dix mille sous, le château et la seigneurie de Recoubeau et tout ce que celui-ci pouvait posséder dans les territoires de Menglon, d'Aix et de Valdrôme. Recoubeau et ses dépendances reconnaissaient la juridiction temporelle de l'Église de Die : l'évêque Humbert dut intervenir et, à la demande de Bertrand, il sanctionna la vente qui venait d'être faite (2). Avant de se dépouiller de sa seigneurie, Bertrand avait voulu laisser à l'hôpital de Recoubeau ou maison de l'ordre de St-Jean-de-Jérusalem un témoignage de sa libéralité qui lui valût pour lui et ses ancêtres la reconnaissance, ainsi que les prières, de la communauté : il avait donc donné, par un acte daté du 9 août 1240, à Lantelme, commandeur, et à ses religieux, la faculté de prendre l'eau du canal de son moulin pour arroser le pré qui leur appartenait et dans lequel se tenaient les foires de Recoubeau (3). Ces droits d'arrosage donnèrent bientôt naissance à des difficultés entre les religieux et leur nouveau seigneur. Nous ne connaissons pas en détail les points du litige ; nous savons seulement qu'après

(1) *Essai hist. sur Die*, t. I^{er}, p. 330.

(2) Voir plus haut, t. XXIII (1889), p. 130. — D'après les calculs de M. Leber, cette somme représenterait environ 55,320 francs de notre monnaie actuelle.

(3) *Essai hist. sur Die*, t. I^{er}, p. 481-2.

de longs pourparlers, les deux parties convinrent de s'en rapporter au jugement d'un tiers : Jean d'Aspres, chanoine de Die, pris pour arbitre, décida par une sentence du 26 novembre 1244 que les religieux demeureraient en possession de tous les droits dont ils jouissaient présentement, à la condition toutefois de payer à Pierre Isoard une somme de cent cinq sous de viennois. Le seigneur de Recoubeau ratifia ce traité et renonça à toutes les prétentions qu'il avait élevées, soit à l'occasion du canal, soit pour les autres propriétés de l'hôpital, voulant que cette renonciation fût considérée comme une libéralité devant servir au repos de son âme et de celle de Guillaume Artaud, son père (1).

La paix, conclue en 1240 entre les habitants de Die et leur évêque, n'avait pas été de longue durée. Depuis longtemps déjà, la ville de Die était le théâtre des plus graves désordres. Nous avons raconté ailleurs les péripéties de cette lutte plus que séculaire, dans laquelle les bourgeois d'une petite ville, exaltés au seul nom de libertés communales, marchent avec une admirable persévérance à la conquête d'une liberté toujours plus grande et s'efforcent d'arracher pièce à pièce à l'évêque les derniers restes de son autorité souveraine. Humbert ne put tenir tête à l'orage et dut se démettre du siège épiscopal en 1246. Il eut pour successeur Amédée de Genève, dont la vigoureuse et sage administration devait procurer à la cité dioise trente ans de repos et de prospérité. Aussitôt après son sacre, Amédée s'empressa de venir à Die et pour inspirer une salutaire crainte à des esprits encore échauffés par les événements, comme pour donner à tous une haute idée de son autorité, il voulut entourer d'un certain éclat sa première entrée dans la ville et la prise de possession de son

(1) *Essai hist. sur Die*, t. I^{er}, p. 482-3 : « ... que supradicta universa et singula, pro redempcione anime sue et anime domini Vilelmi Artaudi, quondam patris sui, dicto preceptori in continenti laudavit... Acta fuerunt hec apud Molerias, in terracia supra portam... »

Eglise. Il arriva accompagné du dauphin Guigues VI et escorté de toute la noblesse du pays. Un détail qui nous a été conservé est particulièrement intéressant pour l'histoire des seigneurs d'Aix. Dans les fêtes qui eurent lieu à Die, à cette occasion, le dauphin créa deux chevaliers : Raymond de Montauban et Pierre Isoard. Ceci se passait vers la fin de 1246 ou dans les premiers mois de 1247 (1).

Pierre Isoard et Isoard de Bourdeaux, son parent, furent appelés en 1248 à terminer, en qualité d'arbitres, un différend qui existait entre le dauphin d'une part, et Flotte de Royans, veuve de Guillaume de Poitiers, et Aymar de Poitiers, comte de Valentinois, de l'autre. Deux ans plus tard, Guigues VI eut de nouveau recours au seigneur d'Aix, qui lui servit de témoin avec Osasèche, seigneur de la Roche (2), dans un traité avec Bertrand de Mévouillon (3).

(1) VALBONNAYS, t. II, p. 19 : « ... in presentia Amedæi de Gebenna, quondam Dyensis episcopi, qui cito venit apud Dyam post consecrationem, præsentibus D. Guigone Dalphino quondam..., D. Petro Ysoardi, D. Raymundo de Monte Albano, D. Izoardo de Aquis et pluribus aliis nobilibus, in quo loco prædictus D. Dalphinus fecit novos milites scilicet D. Petrum Izoardi et D. Raymundum de Monte Albano... » Ces lignes sont tirées d'une enquête du 23 octobre 1279 ; Pierre de Grenoble, chanoine de Die, qui dépose, affirme que l'événement eut lieu 32 ans auparavant, ce qui nous reporte bien à l'année 1247 : Amédée de Genève était alors, en effet, dans la première année de son épiscopat.

(2) Osasèche Flotte, seigneur de la Beaume-des-Arnauds, avait épousé Béatrix d'Aix. Quel était le père de cette dame ? Les documents ne nous l'ont point encore appris. Quoi qu'il en soit, Osasèche eut de Béatrix d'Aix, Arnaud Flotte, qui, après la mort de son père, fut en différend avec sa mère au sujet de la possession du château de la Beaume-des-Arnauds. Aymar IV de Poitiers, à qui appartenait le jugement de cette affaire, leur écrivit le 14 avril 1317 pour leur ordonner de remettre ce château à Lantelme de la Balme et à Bertrand de Barcelonne, en attendant qu'il eût statué sur leur litige. Voici le texte de cette lettre, qui est intéressante pour l'histoire de deux familles anciennes et illustres : « Ademarius de Pictavia, comes Valentiniensis et Dyensis, dilectis et fidelibus suis domine Beatrici de Asiò, domine Rupis Arnaudorum et Arnaudo Flote, ejus filio, et eorum cuilibet, salutem et

Ce qui témoigne mieux encore que tous les actes que nous venons d'énumérer, la haute situation occupée dans le pays par la famille d'Aix, c'est le mariage de Pierre Isoard avec Saure de Mévouillon. On sait, en effet, que les barons de Mévouillon ne reconnaissaient d'autre suzerain que l'empereur et qu'ils traitaient de pair avec les dauphins et les comtes de Valentinois. Saure était fille de Raymond IV l'Ancien (*Major*), baron de Mévouillon et de Sibile. Le nom de Saure lui avait été donné en souvenir de son aïeule paternelle Saure de Fay : celle-ci, fille de Guillaume Jourdain, seigneur de Mézenc, et de Mételine de Clérieu, avait eu une sœur Philippa de Fay (*de Fayno*), qui fut l'épouse d'Aymar II de Poitiers, comte de Valentinois. Pierre Isoard était donc, par sa femme, allié aux plus puissantes maisons de la province. Son beau-père voulut, après la mort de Sibile, renoncer aux biens de ce monde, pour se mettre en mesure de gagner plus sûrement

dilectionem. Cum intellexerimus questionem vertere super factum castri predicti de Rupe, que coram nobis seu curia nostra debeat ventilari et sine debito terminari, dilectos nostros Lantelmum de Balma et Bertrandum de Barsilhona, domicellos, ad custodiendum dictum castrum de Rupe et ejus mandamentum, duximus destinandos, quibus et eorum cuilibet gardam dicti castri et mandamenti ejusdem commitimus, recepto ab eisdem juramento quod bene et fideliter custodiant ad salvum nostrum et illius qui jus ibi habet, vobis et vestrum cuilibet sub pena quam possetis comitere injungentes quatenus predictis domicellis et eorum alteri super garda dicti castri et mandamenti ejusdem obediant sicut nobis et quod alter vestrum nullas violentias seu novitates indebitas alteri facere attemptet, sed bene et fideliter erga nos vos habeatis, prout actenus vos et predecessores vestri habuistis, vos rogantes ut inter vos, si fieri potest, concordetis prout decet, quum inter matrem et filium questio non est bona, salvo tamen in omnibus jure nostro. Si non contingat, quod absit, quod inter vos non possitis concordari, mandetis nobis et mitemus vobis nostrum judicem, qui dictam questionem audiet et super ipsam faciet quod fuerit rationis. Datum Stelle, XIII^a die aprilis, anno Domini M^o CCC^o XVII^o Redd(ite) litteras presenti. » Archives de l'Isère, B. 356g. Sceau d'Aymar de Poitiers, cire rouge.

(3) CHORIER, t. II, p. 134.

ceux du ciel : il entra au couvent des Frères Prêcheurs d'Avignon. Avant d'y faire profession religieuse, il songea à régler définitivement la part qu'il désirait donner dans sa succession à chacun de ses enfants. Il laissait deux fils et trois filles. Les deux fils portaient l'un et l'autre le nom de Raymond. Raymond l'aîné devait suivre l'exemple de son père et entrer chez les Dominicains. Il occupa successivement les sièges de Gap et d'Embrun. Ce fut un prélat vertueux et savant (1). Raymond le cadet recueillit la part de son frère (2), épousa Béatrix Comtessonne, nièce de Béatrix de Savoie, comtesse de Provence, et gouverna la baronnie jusqu'en 1281, époque où, criblé de dettes, il abandonna ses États à son fils, le jeune et prodigue Raymond VI. Outre Saure, l'épouse de Pierre Isoard, Raymond IV de Mévouillon avait eu Galburge qui épousa en 1239 Guillaume de Baux, et Suarete qui elle aussi se maria. La dot promise à Saure, lors de son mariage, avait été fixée à 12,000 sous de viennois ; mais la moitié de cette somme seulement avait été payée. Raymond IV décida que ce qui était encore dû serait hypothéqué sur la terre de Saint-Sauveur. De plus, il donna à sa fille, en augmentation de dot et pour tout ce qu'elle avait à prétendre sur l'héritage de ses parents, 25,000 sous de viennois ou de valentinois, ainsi que le tiers du produit de la vente du château de Senaz. Il fut stipulé qu'en attendant le paiement de ces diverses sommes, Pierre Isoard pourrait

(1) Raymond de Mévouillon fut élu évêque de Gap en 1282 ; il passa au siège d'Embrun le 4 octobre 1289 ; il est mort au Buis le 28 juin 1294 (VALBONNAYS, t. II, p. 76). Une biographie développée de ce grand archevêque serait fort intéressante et les documents à mettre en œuvre ne feraient pas défaut. Il a laissé des écrits qui ont été traduits en grec en 1292 et qui sont aujourd'hui conservés à la Bibliothèque impériale de St-Petersbourg.

(2) Le 31 juillet 1281, frère Raymond, fils de Raymond, exécuteur du testament de son père, vendit à Raymond de Mévouillon, son frère, la terre de Mollans, au prix de 2,000 livres. (Ibid., B. 2648).

occuper le château de Villefranche et percevoir, à son profit, tous les revenus de ce fief. L'acte par lequel le novice du couvent d'Avignon complétait ainsi la dot de l'épouse du seigneur d'Aix fut passé à Die, dans la demeure épiscopale, le 19 octobre 1256, en présence d'Amédée de Genève, évêque de Die, de plusieurs religieux de St-François et de St-Dominique, des chanoines et des clercs de la cathédrale. Enfin les sceaux de l'évêque, de Raymond de Mévouillon, de Pierre Isoard et de son épouse furent appendus à la charte (1).

(1) Archives de l'Isère, B. 3640. « Labitur exiguo quod actum est tempore longo, nisi litterarum testimonio commendetur. Idcirco nos Raimundus de Medullione, nunc frater ordinis Predicatorum novicius, non professus, pensatis nostris debitis et predecessorum nostrorum de clamoribus variis et forefactis persolvendis..., perpenso et deliberato etiam consilio, dilecte et karissime filie nostre Saure, uxori nobilis viri domini Petri Ysoardi, domini castri d'Ays, donamus et concedimus... viginti quinque milia solidorum Viennensis et Valentiniensis monete, de quibus volumus esse ipsam contentam omnium bonorum nostrorum necnon et bonorum que habuimus in dotem nomine domine Sibilie, quondam uxoris nostre, excepta tercia parte pretii castri de Senaz, quod precium volumus ipsam habere, facta ab eadem laudatione seu quitacione venditionis a nobis facte emptoribus dicti castri vel heredibus eorumdem : pro predictis autem XXV milibus solidis a nobis sibi donatis ex causis supradictis obligamus sibi castrum quod dicitur Villafranca, cum mandamento suo, et redditus et obventiones qui et que a nobis vel a predecessoribus nostris in dicto castro et ejus mandamento recipi consueverunt, quocunque reddituum seu obventionum genere censeantur... Volumus et mandamus quod, soluta predictae pecunie quantitate, ad heredem nostrum ipso facto dictum castrum cum suis pertinentiis (redeat). Preterea et istud non est aliquatenus obmittendum quod, cum convenimus de matrimonio contrahendo cum domino P. Ysoardi predicto de dicta filia nostra, promisimus ei dare in dotem duodecim milia solidos, de quibus eidem satisfacimus in medietate summe dicte dotis, pro alia vero parte eidem obligavimus villam Sancti Salvatoris..... Ad maiorem autem predictorum firmitatem et ne dubietas aliqua super predictis in posterum oriatur, presentem cartam nos P. Ysoardi sigillo nostro et nos Saura, cum proprium sigillum non haberemus, sigillo Dyensis capituli fecimus sigillari. Insuper supplica-

Pierre Isoard, ayant acquis une partie de la seigneurie de Sainte-Jalle, au diocèse de Sisteron, accorda en 1265 une charte de libertés aux habitants du lieu qui étaient ses vassaux; il agit, en cette circonstance, non seulement en son propre nom, mais aussi en celui de son fils. Ces libertés comprenaient l'exemption de toutes tailles et impositions forcées, de tous usages mauvais et de toutes coutumes injustes; la permission de vendre les biens meubles et immeubles; la détermination des amendes pour crimes et délits : 10 sous pour injures verbales, 100 sous pour coup d'épée ou de couteau, 20 sous pour coup de poing, 60 sous pour adultère, 20 sous pour vente à faux poids. Les cas dits impériaux étaient les suivants : mariage des filles du seigneur, acquisition d'une seigneurie, rançon du seigneur, chevalerie, voyage d'outre mer (1).

Dans les papiers laissés par M. le Dr Long, de Die, nous trouvons une note qui, malgré son laconisme, est pour nous d'un puissant intérêt; elle est ainsi conçue : *La pierre qui était sur le tombeau de Pierre Artaud, fondateur du couvent*

mus venerabili patri Amedeo, Dei gratia Dyensi episcopo, qui omnibus supradictis interfuit, ut bullam suam apponat in testimonium veritatis. Unde nos A., pred. episcopus, ad instanciam dictorum d. P. Ysoardi et d. Saure, uxoris sue, presentem cartam bulla nostra fecimus communiri. Et nos pred. Raimundus de Medullione, ad majorem firmitatem, apponi fecimus bullam nostram. Actum fuit hoc apud Diam in curia episcopali, in camera cum furnello veteri, presentibus testibus infrascriptis fratribus W^o de Sauze et Bernardo, de ordine Minorum, fratribus Bertrando de Janzac et N. de Sauze, de ordine Predicatorum, W^o Chaafalc, canonico Valentiniensi, Gueelino et Quattairmalla, canonicis Diensibus, W^o Froirerii, officiali Diensi, Jo. Torceti et Hugone de Albertis, clericis Diensibus. Anno Domini M^o CC^o L^o VI^o, XIII^o kalendas novembris ».

— Le sceau de Pierre Isoard a été reproduit et décrit par VALBONNAYS, t. I^{er}, p. 382 et pl. I^{er}, n^o IV, et dans la collection des sceaux des archives nationales, n^o 2468. L'écu porte un château à trois tours, crénelé, maçonné et portiché. Autour de l'écu, on lit : † S. PETRI ISOARDI.

(1) Archives de la Drôme, E, 4427.

des Cordeliers, est au château de Bellegarde. Inutile de dire que nous avons fait toute sorte de démarches pour découvrir à Bellegarde la pierre tumulaire dont il est ici fait mention ; mais nos recherches ont été infructueuses. Nous sommes persuadé toutefois que le personnage désigné dans la note sous le nom de Pierre Artaud n'est point différent de Pierre Isoard, et que c'est bien le seigneur d'Aix qui aura été le fondateur du couvent des Frères Mineurs de Die. Les renseignements que nous possédons d'autre part nous confirment dans ce sentiment : dès l'époque la plus reculée, les seigneurs d'Aix nous apparaissent comme propriétaires des terrains, situés hors de la ville, sur lesquels le couvent fut établi ; ils avaient tout près du monastère une habitation et des jardins ; enfin leur tombeau de famille a toujours été dans l'église de ces religieux (1).

Pierre Isoard eut huit enfants de Saure de Mévouillon, cinq fils et trois filles : 1° Guillaume Artaud II, qui suit ; 2°-3°, Rodolphe et Raymond le Bossu, qui entrèrent l'un et l'autre dans l'ordre de St-Dominique ; 4° Isoard, qui fut doyen du chapitre de Die et dont le nom figure dans un certain nombre de chartes, notamment dans l'échange de l'église de Pontaix contre celle de Saint-Martin-en-Vercors, fait en 1304 entre le chapitre de Die et le prieur de Sainte-Croix ; 5° Amédée ; 6° Marguerite, qui était décédée en 1286 ; 7° Philippa ; 8° Sibile, qui, après la mort de sa mère, épousa Odon Alleman, seigneur de Champ : celui-ci testa le 13 juillet 1292 (2) et mourut la même année, laissant entre autres fils Guigues Alleman, qui s'était marié en 1281 avec Sibile, fille de Roger de Clérieu, et Gilet Alleman, qui en 1293 était sous la tutelle de sa mère (3). Sibile d'Aix était dame de Ste-Jalle.

(1) *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 53.

(2) Archives de l'Isère, B, 3354.

(3) Les conventions du mariage de Guigues Alleman avec Sibile de Clérieu sont du 13 janvier 1281. Guigues rendit de grands services à

Après la mort de son époux, Saure de Mévouillon paraît s'être retirée à Avignon avec Sibille. En 1285, elle racheta, tant en son nom qu'au nom de sa fille, la seigneurie de Sainte-Jalle, à l'exception de la parérie d'Arnaud d'Assedune : Raymond VI de Mévouillon, son neveu, la lui vendit au prix de 70,000 sous de provençaux couronnés (1). Le 30 décembre 1286, elle fit son testament à Avignon. Cette pièce, dont nous possédons encore l'original, offre des particularités curieuses. La testatrice choisit sa sépulture dans le cimetière des Frères-Prêcheurs de cette ville : elle donne à ces religieux son lit complet, avec sa garniture; 10,000 sous sont destinés aux frais de ses funérailles et de la neuvaine de messes après sa mort; 5,000 autres sous sont légués aux Frères Prêcheurs pour des messes, à raison de 30 sous par messe chantée. Elle lègue ensuite à la fabrique du pont Saint-Bénézet 20 sous, et à Eygline, sa servante, 25 livres de provençaux couronnés, ainsi que trois lits complets. Les autres dispositions montrent que Saure était fort irritée contre l'aîné de ses fils, Guillaume Artaud : elle donne à Raymond de Mévouillon, son frère, tout ce qu'elle était en droit d'exiger de Guillaume pour les fruits de la terre de Villefranche, qui lui avait été donnée en augmentation de dot et dont elle n'avait jamais joui; elle distribue le reste de sa fortune à ses enfants, stipulant que ceux-ci auront à se faire payer par leur aîné, et pour que Guillaume ne puisse se plaindre d'avoir été oublié et trouver là un motif pour faire annuler le testament, elle lui donne en tout 10 livres qu'il retiendra sur les sommes qu'il doit rapporter de la succession de son père. Saure lègue à Sibille, sa fille bien-aimée, la seigneurie de Sainte-Jalle et

l'évêque de Die, Jean de Genève, qui lui donna en récompense, le 27 mai 1295, les châteaux de Foillans et de Prébois. Le 12 février 1297, Guigues vendit ces deux fiefs à Gilet Alleman, son frère, au prix de 400 livres de viennois.

(1) Archives de l'Isère, B, 3650.

son domaine de la Plaine (*affare de Plano*) ; elle veut que ces biens lui reviennent : voilà pourquoi elle l'en investit d'ores et déjà, recommandant à son frère et à son neveu, les deux Mévouillon, de lui venir en aide, si quelqu'un tentait de la troubler dans la possession de ces biens. Il est enfin stipulé, dans le cas où Sibile entrerait en religion, que Sainte-Jalle et la Plaine seraient aussitôt mises en vente ; le produit devrait être employé soit à l'exécution des volontés de la testatrice, soit à faire célébrer des messes pour elle et ses parents (1).

Guillaume Artaud II, seigneur d'Aix, avait épousé Flotte de Sassenage, fille d'Aymar, seigneur de Sassenage et d'Izeron. Flotte avait quatre frères : Henri, Albert, Guillaume, qui fut évêque de Crenoble, et Didier, chanoine de Romans, puis doyen de Valence, qui se signala par ses violences contre les habitants de Romans dans leurs démêlés avec le chapitre de cette ville. En 1255, Flotte, assisté de son époux et de son beau-père, transigea avec Jean de Sassenage, chanoine de Vienne, au sujet de leurs prétentions réciproques sur les héritages d'Aymar et d'Albert de Sassenage (2). Elle eut, pour sa part, des terres et des droits féodaux, tant dans les mandements de Sassenage et d'Izeron que sur divers points des diocèses de Grenoble et de Vienne. Mais comme il était fort difficile, à distance, d'administrer ces biens et surtout de les défendre contre les empiètements de ses beaux-frères, Guillaume Artaud accueillit avec empressement la proposition que lui fit le dauphin Guigues VI de les lui échanger contre des fiefs dans le Diois. Par un acte passé à Clelles en Trièves, le 17 juin 1263, Guigues lui donna donc, en échange des biens et des droits de sa femme, les châteaux de Montclar et de Véronne, ainsi qu'une somme de 40 livres de viennois : il fut convenu que ces terres seraient tenues en fief du dauphin et en arrière-fief de l'Église de Die.

(1) Archives de l'Isère, B, 3650. — VALBONNAYS, t. II, p. 61.

(2) *Inventaire des archives des Dauphins de Viennois*, en 1346, n° 898.

Anno Domini M^o CC^o LXIII^o, indictione VI^a, XV^o kalendas julii, in presentia testium subscriptorum, Nos Guigo Dalphini Viennensis et Albonis comes, ex una parte, et Flota, filia quondam Aymari de Cassenatico, et Guillelmus Arthaudi, maritus ejusdem, et Petrus Ysoardi, pater ejusdem Guillelmi, ex altera, notum facimus universis... quod nos dicta Flota, de... consensu expresse predicti Guillelmi, mariti mei, et ipse Guillelmus, maritus meus, et dictus Petrus Ysoardi, pater ejusdem, ... donamus... pro nobis et nostris heredibus..., ex causa permutationis, predicto... domino G. Dalphini... castra de Cassenatico et de Yserono cum mandamentis..., videlicet quicquid nos dicta Flota et Guillelmus, maritus meus, habemus... in dictis castris et mandamentis..., et generaliter omne jus omnemque actionem quod et quam habemus in predictis castris..., ex causa successionis quondam dicti Aymari de Cassenatico, patris mei Flote, et Johannis de Cassenatico quondam, patris mei Flote, vel ex successione materna vel alia quacunque causa..., et generaliter quicquid juris, actionis... habemus in mandamento de Breysiacō et in Royano et in diocesibus Viennensi et Gratianopolitano, ubicunque sint... Et nos dictus Guigo Dalphini Viennensis et Albonis comes, ... donamus et concedimus, ex causa permutationis, in feudum dicte Flote, de voluntate et mandato predictorum Guillelmi Artaudi, mariti sui, et d. Petri Ysoardi, patris ejusdem Guillelmi, castra de Monteclaro et de Veronna, cum his que habemus... in villa Monasterii dicti castri cum mandamentis.... habeat possideat in feudum, prout nos ea habemus et tenemus a domino episcopo et ecclesia Diensium, investiendo dictam Flotam..., et quadraginta libras Viennensium, quas ego Flota confiteor me habuisse... Et sciendum est quod ego predicta Flota, in continenti post hec, in presentia d. domini Dalphini, omnia supradicta, michi data et concessa in feudum a d. dno Dalphino, et dictas quadraginta libras ex predicta causa permutationis do et assigno in dotem et nomine dotis pred. Guillelmo, marito meo, quem ad requisitionem dicte Flote nos d. Guigo Dalphini, recepta prius fidelitate et homagio a pred. Guillelmo de predicto feudo, nomine d. Flote, de ipso feudo retinemus et etiam investimus. Actum apud Claellas, in ecclesia. Testes fuerunt vocati.... d. Raymundus de Montealbano, Guichardus de Montemauro, Humbertus de Bello monte, Bertrandus de Monteleun.... Fromundus Berengarii (1).

(1) Archives de l'Isère, B, 3316.

Augmenter le nombre de ses feudataires, telle était une des grandes préoccupations du seigneur au moyen âge ; mais s'il réussissait à grouper au-dessous de lui et à mettre sous sa dépendance un nombre plus ou moins considérable de vassaux, à son tour il se voyait obligé de compter avec les puissants qui, au-dessus de lui, occupaient les sommets de la hiérarchie féodale : lui aussi subissait leur patronage et leur rendait foi et hommage. De cet état de choses résultait un enchevêtrement de droits et de devoirs, qui donnait naissance à de perpétuels conflits. Le 13 février 1279 (n. s.), Guillaume Artaud acquit l'hommage d'Arnaud d'Assedune qui reprit de lui en fiefs francs et nobles la moitié de la terre de Saint-Nazaire (-le-Désert) et la moitié de celle de Montanègues (1). Mais par contre, quelques jours après, le 22 mars, Guillaume s'inclinait devant la puissance d'Aymar de Poitiers, dont il avait sans doute besoin, et lui faisait hommage pour la moitié de la seigneurie d'Aix et de son mandement, comme aussi pour ses terres et fiefs de Brette, de Montlahuc, d'Ocellon, d'Etablet, et pour tout ce qu'il avait à Valdrôme, notamment le fort des Peloux. De plus, il reconnaissait qu'à chaque mutation de seigneur ou de vassal, le seigneur d'Aix était tenu de recevoir le comte de Valentinois et ses gens dans le pré rond qui est tout proche du château d'Aix et de fournir du foin et de la paille à leurs chevaux (2). Les Poitiers, qui s'efforçaient, par tous les moyens, de se créer une vaste principauté, avaient pour rivaux les évêques de Valence et de Die : aussi saisisaient-ils toutes les occasions d'étendre et de fortifier leurs droits, notamment dans le Diois, où ils n'avaient encore que fort peu de terres et de vassaux, en attendant le moment où, complétant leur titre, ils s'appelleraient comtes de Valentinois *et de Diois*.

(1) Archives de M^{me} de Félines, à Die. Notes diverses sur St-Nazaire-le-Désert, Montanègues, Paris, Merlet, etc.

(2) L'inventaire des archives de la chambre des Comptes (1698) renvoie au Registre coté : *Secundus liber copiarum de novo factarum*, H, f° 368.

Tout en étant très lié avec Aymar de Poitiers, Guillaume sut toujours néanmoins demeurer dans les bonnes grâces d'Amédée de Roussillon, qui gouvernait alors l'Église de Die. Ce prélat guerrier qui, dans un épiscopat de moins de six ans, a fait de si grandes choses, aimait les Diois, et ceux-ci, fiers de marcher sous la conduite d'un aussi vaillant capitaine, restèrent jusqu'à la fin ses fidèles compagnons d'armes. Nous trouvons Guillaume Artaud, combattant sous les ordres de son évêque, au fameux siège de Romans, pendant les rigueurs de l'hiver de 1279-1280. Il n'est pas douteux qu'il ne l'ait accompagné dans la plupart de ses expéditions (1).

(1) Voir notre étude historique sur *Amédée de Roussillon, évêque de Valence et de Die*, Grenoble, 1890, in-8° (96 pp.), — Le 5 février 1280 (n. s.), une ligue était conclue entre Didier de Sassenage, viguier de Romans, Guillaume Artaud, seigneur d'Aix, Aynard de la Tour, seigneur de Vinay, Raymond de Montauban, Gilet Alleman, Guiguonet Alleman, François et Hugues de Sassenage; elle était faite envers et contre tous, excepté le Dauphin. (SALVAING DE BOISSIEU, *Traité des fiefs*, Grenoble, 1731, in-f°, t. I^{er}, p. 102-3.) Les chanoines et les habitants de Romans étaient alors en pleine hostilité.

(A continuer)

JULES CHEVALIER.



LES
AMIS DE JEAN DRAGON

*Professeur à l'Académie Protestante
de Die.*

(SUITE. — Voir les 90°, 91°, 92° et 93° livraisons).

AMIS DE JEAN DRAGON

Etudiant à Genève.

XXX.

Joannes MOZES, delphinus (1).

Jean Moze « natif de Nyons en Daulphiné, ayant esté
« ouy en proposition françoise et latine et deubment
« examiné selon la règle de l'apostre, a esté trouvé capable
« d'estre receu au ministère de la parole de Dieu,... ayant
« promis d'enseigner une doctrine pure et vraiment
« orthodoxe », est-il dit dans les actes du synode provincial
tenu à Orpierre, au mois de juin 1608. Après avoir étudié
à l'académie de Genève, où nous le voyons encore inscrit en
1604, comme étant de Nyons, — *Delphinus Neomagensis*,
— cet ami de Jean Dragon, devint donc pasteur dans sa
province natale. Seulement ce ne fut pas pour longtemps,
car nommé à Veynes (2), petit bourg du Gapençais, alors

(1) Fol. 103.

(2) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Gap (Hautes-Alpes).

qu'il avait de tout autres ambitions, il fit aussitôt des démarches pour avoir le poste de Montélimar, dont le célèbre Chamier était titulaire. Ce qui eut pour résultat de le brouiller, tout à la fois, avec Chamier et avec l'église de Veynes et, par suite, de le faire relever de ses fonctions en 1611 (1).

A titre de compensation, on chargea cependant alors notre pasteur, sur sa demande, de recueillir « tous les papiers concernant les églises, soit pour les affaires ecclésiastiques, soit pour les affaires politiques, » et de faire faire autant de copies des actes des synodes, qu'il y avait de colloques dans la province ; mais peu préoccupé de cette mission, qui dut être confiée, l'an suivant, au pasteur Jean de Saignes, il profita d'une absence de Chamier, pour exercer à Montélimar, sans mandat, le ministère pastoral. De telle sorte que ce dernier irrité, dénonça l'ancien pasteur de Veynes à l'assemblée de Saumur (27 mai 1611), comme « complice des brigues faites à Montélimar contre lui », et que ce n'est enfin, qu'après de longues et minutieuses explications fournies devant le synode national de Privas, qu'il put obtenir un poste de pasteur à Annonay. Encore ne rentra-t-il pas, pour cela, de sitôt, dans les bonnes grâces de ses collègues du Dauphiné, car on le voit solliciter, encore en 1614, la réformation d'une sentence portée contre lui, « pour brigues », par le colloque du Valentinois (2).

Devenu ainsi pasteur d'Annonay, Moze le fut jusqu'à sa mort en 1622 et l'importance qu'il y acquit aux yeux des protestants du Vivarais, se mesure à ces deux faits :

(1) Actes du synode de Veynes (1611).

(2) Actes du synode de Veynes (1611). — AYMON : *Tous les syn. de France*, I, 433.

Chargé en 1617 de représenter les églises réformées du Vivarais, dans le synode national de Vitré, il figure quatre ans plus tard, comme vice-président, dans l'assemblée que les représentants des églises réformées de ce pays, soulevées contre l'autorité royale, tinrent au Pouzin, le 26 avril 1621, et dans laquelle Alexandre de Forest de Blacons, ayant été proclamé chef militaire, sous l'autorité de Châtillon, jura en toute sincérité et candeur d'employer ses biens, son crédit et sa vie « pour maintenir
« les églises du Vivarois, sous l'autorité du Roy, en la
« sureté et privilèges à elles acquises par les édits,
« brevets et concessions de S. M. et de s'opposer vigou-
« reusement et de toutes ses forces, contre tous ceux qui
« voudroient empirer la position desdites églises, et faire
« tout le possible, pour la réparation des ruynes, inva-
« sions de places et autres invasions arrivées en ladite
« province, au préjudice desdits édits, brevets et conces-
« sions » ; promettant en outre, de se soumettre aux actes et délibérations des assemblées du parti, notamment de celle de la Rochelle (1).

Disons, de plus, que notre pasteur, était le père ou le frère d'un capitaine Moze, qui commandait à Nyons, sous l'autorité de Gouvernet en 1611 (2).

XXXI

Johannes Ensinus MUTILLETUS, *Genevensis* (3).

Etudiant à l'académie de Genève, enregistré le 3 des nones de mai 1601, cet ami de Dragon est vraisembla-

(1) *AYMON*. — *France prot.* VI, 610.

(2) Arch. mun. de Nyons, BB, 15.

(3) Fol. 110.

blement le même, qu'un pasteur genevois du nom de Mutillet, qui fut accordé à l'église d'Annonay en 1615, et à propos duquel les membres du consistoire de cette dernière ville écrivaient à la compagnie des pasteurs de Genève : « Nous espérons quelque grande utilité de lui. Dieu lui fasse la grâce de nous bien servir, comme nous désirons le bien contenter » (1).

XXXII

Urbanus PANINUS, Genevensis, 1601 (2).

Urbain Pan, qui était étudiant à l'académie de sa ville natale en 1602, appartenait à une famille de réfugiés piémontais, admise à la bourgeoisie le 17 décembre 1582 et finie vers le milieu du dernier siècle. Fils d'Augustin Pan, de Vigon en Piémont et de Georgea de la Forêt, il fut successivement membre du conseil des Deux-Cents en 1611, auditeur en 1617, conseiller d'Etat en 1620 et finalement syndic de Genève en 1632, 1636 et 1640 (3).

XXXIII

Davis PEAGET, Genevensis, 1602 (4).

Personnage peu connu, avant la publication de son *Histoire de l'Escalade*, par MM. Louis Dufour-Vernes et Ritter, David Peaget ou Piaget était le fils d'un riche marchand genevois, Julien Piaget, qui fut membre du conseil des Deux-Cents en 1589 de celui des Soixante en 1605

(1) ARNAUD : *Hist. des prot. du Vivarais*, II, 590.

(2) Fol. 146.

(3) *Livre du Recteur*. — Notes de M. Dufour.

(4) Fol. 133.

et qui pour avoir prêté différentes sommes à la ville de Genève, dans les moments difficiles, se vit exonérer en 1601, des taxes qui pesaient alors sur les marchandises, à leur entrée dans cette ville. Né le 31 octobre 1580, de la première femme de ce marchand, David Piaget ayant fait ses études à l'académie de sa ville natale, où il obtint le grade de docteur en théologie avant 1613, fut appelé cette année-là à remplacer provisoirement le pasteur du Chêne, trois ans après, celui de Cartigny et devenu pasteur titulaire de Divonne en 1620 et de Versoix, vers 1637, il était depuis quelque temps retiré à Genève, lorsqu'il y mourut de « la fièvre étiqne », le 13 juin 1644.

Marié le 14 janvier, avec Anne Galatier, David Piaget ne laissa qu'une fille nommée Sarah, qui fut femme d'Abraham Varin, citoyen de Genève : mais ce qui nous intéresse bien davantage, c'est qu'en outre de son *Histoire de l'Escalade*, il en écrivit une de la ville de Genève, dont le manuscrit ne formait pas moins de deux volumes. Seulement ce manuscrit ayant été remis quelque temps après sa mort aux imprimeurs Jean de Tournes et Chovet, pour le publier et ceux-ci ayant eu la malencontreuse idée de le prêter à un sieur Alexandre Morus, qui était à la dévotion du Conseil de la ville, ce dernier le retint pendant longtemps, sous prétexte de l'examiner et finalement l'œuvre de David Piaget est maintenant depuis longtemps perdue. « Le Conseil était assez chatouilleux à l'endroit de ces histoires de Genève ; il craignait qu'on y critiquât ses actes », disent MM. Dufour et Ritter et il devait, du reste, voir d'un œil d'autant plus mauvais, une histoire écrite par Piaget, que celui-ci n'avait rien paraît-il du sectarisme genevois, car on sait qu'en 1613, il fut « âprement censuré et menacé de la prison », pour avoir fait

visiter la ville de Genève et ses environs à quelques étrangers, parmi lesquels se trouvaient des Minimes et autres gens d'église (1).

XXXIV

Johannes Jacobus PEYERUS, 1599 (2).

Nous ne savons absolument rien de ce Jean-Jacques Peyer, qui a daté de Genève, *in aula Sebaphusianus*, une citation de saint Augustin.

XXXV

E. PORNAXIUS, 1600 (3).

Il ne nous est pas moins inconnu, celui qui, pour témoigner de son amitié pour Jean Dragon, a écrit dans son album, avec quelques mots de grec, trois aphorismes, qui ne sont pas d'un homme ordinaire : *Indomitum superat*, *Virtus genero furorem* et cet autre : *Chaste en parolles*.

XXXVI

Moses A PORTU, 1599 (4),

Moïse du Port ou Duport, dont le père, Pierre Duport, fut anobli, pour services militaires, en 1612, est un des gendres du célèbre jurisconsulte Jules Pacius, dont il épousa la fille Lavinie, à Montpellier, le 16 avril 1606. Avec cela, il était, dès 1610, avocat au parlement de

(1) *Histoire de l'Escalade*, par David Piaget, publiée avec une introduction et des notes, par MM. Dufour-Vernes et Eugène Ritter, Genève, 1882, in-8°.

(2) Fol. 114.

(3) Fol. 171.

(4) Fol. 109.

Grenoble et docteur en droit et remplaça, douze ans plus tard, son père, comme capitaine-châtelain ou gouverneur de la Mure (1), son lieu natal. Mais ce qu'il importe surtout de remarquer, c'est qu'il est du petit nombre des gentilshommes dauphinois, qui tinrent toujours le parti des synodes, dans la lutte de ces assemblées contre la noblesse, qui prétendait restreindre leur autorité au domaine religieux. Aussi le synode du Dauphiné, dont il faisait partie, comme membre du consistoire de la Mure, le chargea-t-il de plus d'une mission de confiance et notamment, au mois de juin 1620, de se rendre auprès de Lesdiguières, qui était alors « en cour » pour engager le futur connétable à ne pas désertier les intérêts protestants; mission qu'il devait remplir « en toute diligence possible, « de façon à estre de retour le 22 juillet » et pour les frais de laquelle il lui fut immédiatement avancé 200 livres (2).

Chargé quelques mois après de représenter les églises réformées du Dauphiné, dans le synode national d'Alais (1620), Moïse du Port vivait encore en 1658 et vingt-sept ans plus tard, son fils, Pierre du Port, qui avait épousé en 1667 Anne-Marie de Tremblay, de Genève, abandonnait la Mure pour cette ville où il convola en secondes noces avec Anne de Saussure et où il fit souche (3).

Les généalogistes rattachent cette famille aux du Port de Pontcharra, vieille famille noble ayant pour auteur Jean du Port, conseiller d'Etat et juge mage de Savoie en 1450 et dont les armoiries sont : *palé d'argent et d'azur de six pièces, à la trangle de sable brochant sur le tout* ;

(1) Chef-lieu de canton de l'arrond. de Grenoble (Isère).

(2) *France prot.* éd. Bordier, V, 898. — Actes du syn. de Briançon. — Arch. de la Drôme, E, 2239.

(3) AYMON, — *France prot.* V. 888. — Arch. de l'Isère, B, 2003.

mais on ne voit pas alors pourquoi le capitaine Pierre Duport se serait fait anoblir en 1612 (1).

Ce Moïse du Port était vraisemblablement le frère d'un Abel du Port, que le consistoire de la Mure condamna « à faire reconnaissance publique, à cause du crime « d'adultère à lui imputé en 1612 », et qui, ayant appelé de cette sentence au colloque du Graisivaudan, en obtint la réformation. Ce qui donna lieu à une intervention du Synode provincial, lequel décida que de plus amples informations seraient faites, « assavoir jusqu'à la cène de Noé « prochain, durant lequel temps ledit Abel du Port s'abs- « tiendrait de la communion des sacrements et qu'en cas « qu'au temps venu, rien ne soit plus clairement vérifié, « ledit Abel seroit renvoyé à sa conscience, ce que le pas- « teur desclereroit publiquement devant tout le peuple, « un jour solemnel, pour empescher le scandale (2). »

XXXVII

Samuel QUINSONUS, Nivernensis (3).

Ce Nivernais serait-il le même que Samuel Quinson, pasteur à Boulieu en Vivarais de 1600 à 1604 et à Annonay de 1604 à 1607 ? (4)

XXXVIII

Rodulphus REX, 1600 (5).

En l'absence d'autres indications, il est bien difficile, pour ne pas dire impossible de savoir à quelle famille

(1) *France prot.* V. 897. — *Arm. du Dauphiné*,

(2) Actes du synode de Mantoules (1612).

(3) Fol. 112.

(4) ARNAUD : *Hist. des prot. du Vivarais*, I, 673.

(5) Fol. 39.

Roy appartenait cet ami de Dragon ; mais nous sommes cependant tenté de croire qu'il était de Nyons et tenait de près à un membre du consistoire de cette ville, qui eût en 1621, avec le pasteur Jean-Paul Perrin, une querelle, dont les conséquences furent fâcheuses pour ce dernier. Suspendu de ses fonctions, à cause de cela, par le colloque des Baronnie, l'auteur de l'*Histoire des Vaudois* se vit en effet condamné l'année suivante, par le synode du Pont-en-Royans, à demander pardon à genoux de certaines paroles trop vives (1).

XXXIX

Michaël ROSETUS, 1599 (2).

De gens inconnus, nous passons à un homme qui rendit tant de services à la république de Genève que Senebier dit en parlant de lui : « Le patriotisme s'échauffe en pensant « au meilleur patriote. » Fils d'un ancien secrétaire d'Etat de Genève, Michel Roset fut en effet secrétaire d'Etat, comme son père, de 1555 à 1560, puis syndic, nombre de fois, enfin diplomate, et dans chacune de ces fonctions, il se distingua par son intégrité et son dévouement à la chose publique, autant que par ses capacités. Tellement, que le duc de Savoie, Charles-Emmanuel, jaloux de se l'attacher, lui offrit en 1581 une pension de 3,000 livres, que l'homme d'état genevois refusa. Ce qui dut naturellement mécontenter l'ambitieux et turbulent voisin des Genevois ; mais n'empêcha point Roset d'être le principal négociateur du traité de St-Julien (11 juillet 1603), traité

(1) Actes du synode du Pont-en-Royans.

(2) Fol. 124.

par lequel ce même duc de Savoie reconnut l'indépendance de la république de Genève (1).

Né en 1533 suivant quelques auteurs, en 1534 selon d'autres, Michel Roset mourut à Genève, sa ville natale, le 13 août 1613, laissant entre autres ouvrages manuscrits, une histoire de cette ville jusqu'en 1563 et, singulier contraste, tandis qu'en 1597, il exprimait les plus nobles sentiments, dans l'album de Pacius, à propos de l'un de ses fils, dont il fut le parrain, — *Deo dedicatus et patriæ*, — c'est un jeu de mots donnant à entendre que tout est affaire de chance, plutôt que de travail et de mérite, qu'il a fait, deux ans plus tard, dans l'album de Jean Dragon : *Grandeur par grand heur* (2).

XL

Petrus SADÉEL, 1599 (3).

« Sadéel, nom qui signifie chant de Dieu, en la langue « hébraïque », suivant Chorier, est un des nombreux pseudonymes que prit, suivant la mode du temps, Antoine de Chandieu (4), fameux pasteur calviniste, né au château de Chabot en Mâconnais, d'une famille dauphinoise vers 1534, et décédé à Genève, où il s'était alors établi depuis deux ans, le 23 février 1591. Pierre est le dernier des huit fils que ce pasteur eût de Françoise de Felins, dame de Folluère en Beauce, et tout ce que nous savons sûrement de lui, c'est qu'il naquit le 15 janvier 1582 et fut

(1) SENEBIER : *Hist. litt. de Genève*. — SPON : *Hist. de Genève*.

(2) CH. REVILLOUT : *Le jurisconsulte Jules Pacius, de Bériga*, 1882, in-4°.

(3) Fol. 97.

(4) Les autres pseudonymes sous lesquels s'est caché ce pasteur, sont : Zamariel, Theopsultis, Ruppensis, Ruppeus et Rocherius ; ces derniers parce qu'il était seigneur de la Roche.

ministre du culte en Béarn. Chorier qui le qualifie sieur de Grevilly, prétend qu'il ne se maria pas ; mais il y a cependant tout lieu de croire qu'il est le même personnage qu'un Pierre de Chandieu, sieur de Folleville, pasteur à Oloron dès 1618, qui se maria cinq ans après, dans cette ville, avec Marthe de Bellanc (1).

Ajoutons que ce Pierre de Chandieu a écrit, dans notre album, différentes maximes ou sentences, dont une est d'un croyant : *Vivre en vertu, mourir en foi*, et dont une autre est d'un artiste : *Honos alit artes*.

XLI

Daniel SARRETUS, 1600 (2).

Un Genevois, dont la famille était vaiseemblablement d'origine dauphinoise et dont, en tout cas, le fils appelé comme lui Daniel Sarret, figure sur la liste des étudiants en philosophie de l'académie de Die en 1610 et devint l'ansuivant professeur de quatrième dans cette même académie. Entré ensuite dans le ministère pastoral, ce dernier desservit l'église protestante de Paray-le-Monial en Bourgogne jusqu'en 1618, date à laquelle il revint en Dauphiné et sur la production d'« un congé en bonne forme de sa province » y fut nommé pasteur à Briançon, par le Synode provincial. Or ce n'était pas là le poste que demandait Sarret, il voulait aller à la Grève (3), village de l'Oisans où il avait une partie de sa famille, dont un membre, Jean Sarret, faisait partie du consitoire de ce

(1) CHORIER : *Estat pol. du Dauphiné*, IV. — *France prot.* III, 1058. — Arch. des Basses-Pyrénées, E, 1812, 1814.

(2) Fol. 158.

(3) Chef-lieu de canton de l'arrond. de Briançon (Hautes-Alpes).

lieu en 1620. Il refusa donc le poste de Briançon, et nommé à la Grève l'année suivante (1619), il y resta jusqu'en 1622 date à laquelle on le transféra à Besse (1), autre village de l'Oisans, d'où il fut à Clelles en Trièves, en 1630. Nommé enfin, pasteur à Guillestre (2) en 1637, Daniel Sarret y resta longtemps semble-t-il, car son successeur, Isaac Lanfrey, n'y apparaît pas avant 1660: (3)

XLII

Petrus SAVORNINUS, 1602 (4).

Non content de célébrer l'amitié, en latin, dans l'album de Dragon, Pierre Savornin a joint à ce témoignage de son attachement pour ce dernier, un grossier dessin à la plume, représentant deux petits cœurs dans un troisième transpercé de deux flèches en sautoir et flanqué de deux S; plus un monogramme formé des lettres E. R. N. B. et entouré encore de quatre S.

XLIII

Philippus STAPENSIS, delphinas, 1601 (5).

Le nom ainsi latinisé, ne pouvant être que celui d'Eta-
pes ou d'Estapes, il s'agit ici, croyons-nous, de Philippe
de Galbert, sieur d'Estapes, dont le père devint seigneur
de cette terre par son mariage avec l'héritière d'une bran-
che de la famille de Commiers, et dont le frère compta
parmi les capitaines huguenots de son temps.

(1) Commune du canton du Bourg-d'Oisans (Isère).

(2) Chef-lieu de canton de l'arr. d'Embrun (Hautes-Alpes).

(3) Actes du synode d'Embrun (1618): — Concl. acad. — ARNAUD :
Hist. des prot. du Dauph., II 427.

(4) Fol. 125.

(5) Fol. 51.

XLIV

TORANUS, *delphinus* (1).

Du temps de Jean Dragon, la seigneurie de Thoranne (2) appartenait aux Bardonenche, vieille famille chevaleresque de la vallée d'Oulx, transplantée dans le Trièves dès le XV^e, siècle et Jean de Bardonenche, seigneur de Thoranne, le premier de cette famille qui ait embrassé le protestantisme, — ce qui lui valut d'être déshérité en partie par son père, — fut un des bons lieutenants de Lesdiguières, qui figure du reste comme témoin, dans son contrat de mariage avec Jeanne de Revigliasc ; contrat de mariage en date du 27 janvier 1574 et par lequel le futur s'engageait à épouser la future en l'église de Dieu. Ce Jean de Bardonenche, qui testa en 1580, demandant à être enterré à la manière de ceux de la religion réformée, laissa quatre fils, dont l'aîné est évidemment notre *Torranus*, autrement Alexandre I^{er} de Bardonenche, seigneur de Thoranne, qui fut lieutenant au gouvernement de Grenoble et du Graisivaudan, sous le seigneur de Morges et le maréchal de Créqui, et qui de son mariage avec Lucrèce de Montchenu, veuve de Hugues de Calignon de Montmeilleur, épousée le 10 mars 1608, eut entre autres enfants Alexandre II de Bardonenche, conseiller en la chambre de l'édit de Grenoble, de 1648 à 1669. Remarquons toutefois que le journal de Chamier, dont l'éditeur a confondu Alexandre I^{er} de Bardonenche avec son père Jean, ne désigne celui-là que sous son nom patronymique : « De bonne heure, » y est-il dit, sous la date du

(1) Fol. 14.

(2) Partie de la commune de Saint-Martin-de-Clelles.

10 mars 1608, « je rencontrai M. de Bardonenche sur
« son parterment, qui me remit son lit à 16 sols pour cha-
« que couchée » (1).

XLV

Cristophorus TOSSANUS (2).

Etudiant inscrit sur les registres de l'académie de Genève, le 5 mai 1601, avec le titre de Napolitain palatin, — *Napolitanus palatinus*, — ce Christophe Toussaint, était probablement un fils de Daniel Toussaint — *Thossanus* — pasteur, né en 1541, à Montbéliard, d'une famille italienne, et qui, après avoir été pasteur à Orléans de 1562 à 1569, se fixa à Heidelberg, où il devint pasteur de la cour, surintendant de l'église du Palatinat et membre d'une commission chargée de faire à l'Université de cette ville, les réformes jugées nécessaires, après un soulèvement des étudiants(3).

L'album de Jean Durant, renferme un autographe de *Paulus Tossanus Argimontanus*, daté de 1592 ?

XLVI

Benedictus TURRETINUS, 1600 (4).

Fils aîné de François Turretini et de Camille Burlamachi, Lucquois réfugiés en Suisse, Benoit ou Bénédict Turretini, naquit à Zurich le 9 novembre 1588, suivant les biographes : mais il doit y avoir une erreur de date, car les lignes par lesquelles il a témoigné de son amitié, *pro Johannem Drackonem adolescentem*, après avoir cité

(1) LAGIER : *Le Trièves et son passé*. — CH. READ : *Daniel Chamier*, 55.

(2) Fol. 111.

(3) Mém. de la Soc. archéol. de l'Orléanais, XXII, 1519.

(4) Fol. 160.

Isocrate et Sénèque, ses auteurs favoris, sont tracées d'une main trop ferme, pour être d'un enfant de douze ans, si précoce fût-il. Quoi qu'il en soit, provisoirement chargé d'un cours de théologie à l'académie de Genève en 1611, Turretini devint professeur titulaire de ce cours l'année suivante, et reçu, en même temps pasteur, il administra, à ce titre l'église de Nîmes pendant six mois de l'année 1616 (1).

Chargé, quatre ans plus tard, de mettre les protestants français en garde contre les doctrines arminiennes, qui se propageaient, Turretini siégea comme député dans le synode national d'Alais (1620) et nommé aussitôt après, recteur de l'académie de Genève, il remplit en 1621, la difficile mission d'obtenir de la république de Hollande et des princes d'Allemagne, les subsides nécessaires pour l'achèvement des fortifications de Genève. Enfin, ayant été recteur de l'Académie jusqu'en 1625, il mourut à Genève le 4 mars 1631, laissant en outre de quelques ouvrages de controverse et de nombreuses dissertations latines, une histoire manuscrite de la Réformation à Genève (2).

XLVII

Dominicus VIALIS, 1599 (3).

Dominique Vial, qui s'est plu à témoigner de ses sentiments dans notre album, en y consignant cette pensée essentiellement pratique : *Bene facta, male locata, male facta arbitrator*, appartenait à une famille de gens de finance, anoblie en 1658 et dont les armoiries étaient *de gueules*

(1) A. DE MONTET : 685-587.

(2) *Ibid.*

(3) Fol. 116.

au chevron renversé, accompagné en chef d'une tête de lion arrachée d'or, lampassée de sable. Fils et frère de deux Samson Vial, trésoriers de France en Dauphiné, il devint lui-même receveur-général dans cette province, vers 1630, date à laquelle le Parlement le chargea de se faire livrer, fût-ce par la force, deux mille minots de sel par le grenier de Valence, pour celui de Grenoble, et l'était encore vingt ans après. Ajoutons qu'il faisait partie du consistoire de Grenoble dès 1619 et qu'il laissa deux fils, dont l'un nommé Vincent, fut « un des plus célèbres et « des plus savants jurisconsultes du royaume et des plus « employés avocats du parlement de Grenoble », suivant Guy Allard et dont l'autre, qui se qualifiait sieur de la Jarjatte, fut père de Jacques-Vincent Vial d'Alais, qui, après avoir été bailli du Champsaur, fut pourvu d'une charge de conseiller au parlement, le 16 décembre 1729 (1).

XLVIII

Joannes-Conradus WIESCIUS, Tiguriensis 1590 (2).

Tout ce que nous pouvons dire de ce Zurichois, qui ne figure pas sur la liste des étudiants à l'académie de Genève, c'est qu'il a dédié à son ami Jean Dragon, deux sentons de morale, parmi lesquels il en est un dont nous ne saisissons pas bien le sens : *Devoir de voir*.

(1) GUY ALLARD : *Dict. du Dauphiné*, II, 761. — *Arm. du Dauphiné*, — Arch. de l'Isère. B, 898 et 2098. Actes du synode de Gap (1619).

(2) Fol. 172.

LE TRIÈVES

ET

SON PASSÉ

(SUITE. — Voir les 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 90^e, 91^e et 93^e livraisons).

ST-BAUDILLE ET PIPET.

Cette terre appartient d'abord aux Bérenger-Morges. Elle fut ensuite la propriété d'une branche de cette famille, dont les membres se la partagèrent. C'est pourquoi nous trouvons des Bérenger au château de Pipet, à Montmeilleur et à la Bâtie-d'Avane (1).

St-Baudille fut probablement cédé aux Bérenger en même temps que Morges. Nous en trouvons mention, pour la première fois, dans le testament du chanoine Quatremalle, fils de Pierre et neveu du chanoine Raymond. Quatremalle, seigneur de Tréminis et autres lieux, donne St-Baudille et une grande partie de ses possessions à son neveu Raymond (5 avril 1288). Il lègue aussi à l'église du lieu tout ce qu'il percevait sur les garennes situées dans le fonds du chapitre de Die (2).

Peu après, Fromond Bérenger, autre neveu du cha-

(1) Il ne reste plus de ce château que quelques ruines, au-dessus du village des Marceaux.

(2) *Cartulaire de Die.*

noine Quatremalle et sieur de la Bâtie-d'Avane, prêtre hommage au Dauphin pour sa maison-forte et ses autres biens ; ce qui nous fait voir que, déjà à cette époque, la terre de St-Baudille avait été partagée entre les enfants de Pierre de Morges. De plus (4 oct. 1327), Guigues de Morges, seigneur de Châtelar, fait un échange avec le Dauphin. Il remet à Henri, régent, trois sommées froment, cent mesures de vin avec les fiefs directs et seigneuries de Morges, à la condition que le prince lui donnerait l'équivalent sur la paroisse de St-Baudille (1).

Deux ans après (10 juillet 1329), le dauphin Guigues, qui possédait encore quelques fonds à St-Baudille, les cède à Guigues de Morges, sieur de Gensac, et à ses héritiers, avec les vassaux, fiefs et arrière-fiefs et toute justice. Il est fait une exception pour les droits que Guigues possédait déjà dans cette paroisse et pour la Bâtie-d'Avane appartenant à Fromond Bérenger. Le Dauphin consent à cette cession contre une terre d'égale valeur et le payement d'une somme de cent livres à son profit (2). Il a déjà été question de cet échange quand nous avons parlé de St-Maurice.

Ce Guigues de Morges était l'un des principaux personnages de son temps. Béatrice de Viennois, régente du Dauphiné après la mort de son fils, Guigues VIII, le fit entrer au conseil de régence (1333) (3). Il avait eu aussi une grande part à l'administration des affaires et il avait été nommé bailli du Briançonnais et du Gapençais par le Dauphin qui le tenait en grande estime ; mais tous ces honneurs lui coûtaient ensuite fort cher. A son arrivée au

(1) *Inventaire.*

(2) *Ubi supra.*

(3) *Valbonnais*, t. I, p. 300.

pouvoir, Humbert II trouvant peu de ressources dans les fonds publics et ses revenus étant épuisés par des dépenses excessives, essaya d'y suppléer en ordonnant des poursuites contre les officiers de ses frères, sous prétexte de concussion. Ces poursuites ne cessèrent qu'après le paiement de fortes sommes. Pour se tirer d'embarras, Guigues offrit deux mille florins qui furent acceptés. Il consentit de plus à reprendre du Dauphin plusieurs fiefs et arrière-fiefs situés à Châtelar, St-Maurice et ailleurs (1).

Le fils du précédent, appelé comme lui Guigues, prêta hommage au Dauphin pour les terres que lui avait laissées son père et mentionnées en partie plus haut (2).

Suivant un usage alors très fréquent, Guillaume promit le droit de sauvegarde à un prêtre du mandement de Clermont, messire Pierre Liotard, à la condition que celui-ci payerait, sa vie durant et annuellement, une livre de cire au châtelain de Mens (10 décembre 1404 (3)).

Jacques de Morges, sieur de Montmeilleur, acheta du cardinal de Tournon, archevêque de Lyon et lieutenant de François I^{er} en Dauphiné, le droit de rendre justice à St-Baudille (1537) (4).

Claude de Bérenger, seigneur de Pipet, joua un rôle important dans les guerres de religion. Il aida Lacoche, capitaine huguenot, à fortifier Grenoble attaqué, en 1562, par le chef catholique Sassenage, puis à repousser ce dernier. L'année suivante, il fut fait prisonnier à la Mure par Laborel, gouverneur de Gap, et La Cazette, gouverneur de Briançon, qui s'emparèrent de la capitale de la Matey-

(1) Ubi suprâ, t. I, p. 304, et t. II, p. 262 : — *Inventaire*.

(2) *Inventaire*.

(3) Ubi suprâ.

(4) Ubi suprâ.

sine (6 mai). Il fut rendu à la liberté par un capitaine italien auquel il donna deux cents écus et trois chevaux (1). Vers la fin de 1567, il assista à la prise de la Côte-St-André par le capitaine d'Acier, qui, se retirant ensuite dans le Languedoc, l'y laissa à la tête de trois cents mousquetaires pour y commander. De Gordes, assisté du baron des Adrets, vint l'y assiéger, le 4 janvier suivant. La place était forte, Pipet s'y défendit vaillamment ; mais bientôt les vivres et les munitions lui manquèrent, les murailles furent ouvertes en plusieurs endroits par de larges brèches, ce qui l'obligea à quitter la ville pendant la nuit du 14 au 15 février. Il en sortit sans que les assiégés s'en aperçussent (2).

Il fut mis comme gouverneur, en 1570, au fort St-Ange que les protestants venaient de construire sur le Rhône pour se faciliter le passage du fleuve. Peu de jours après, il trouva la mort devant Montélimar assiégé par ses coreligionnaires (3).

Ses descendants possédèrent le château de Montmeilleur jusqu'au 18 mars 1642, où Balthazar de Morges le vendit avec toutes ses dépendances à noble Hugues de Calignon, auditeur à la Chambre des Comptes, pour le prix de trente mille livres, plus trente livres d'étrenne (4).

Hugues épousa, en secondes noces, Lucrèce de Montchenu, qui lui donna un fils, Hugues. La fille, Magdeleine, que ce dernier eut de Lucrèce le Blanc du Percy, se maria avec Jean-Baptiste Gallien de Châbons, procureur général au parlement de Dauphiné, et mourut en

(1) Arnaud, t. I, p. 178.

(2) Ubi suprà, p. 222 : — Chorier, *Abrégé de l'histoire de Dauphiné*.

(3) Arnaud, t. I, p. 243 et 249.

(4) *Inventaire*.

1730 (1). Le propriétaire de Montmeilleur changea encore de nom, car la fille unique de Jean-Baptiste Gallien de Châbons et de Magdeleine de Calignon, nommée aussi Magdeleine, porta cette terre, en mariage, au marquis Hugues de Langon. Leur fils, Nicolas, naquit à Grenoble (5 mars 1742). Cornette au régiment de Marcieu (1761), capitaine dans celui de Dauphin-cavalerie (1762), il parvint jusqu'au grade de maréchal de camp (9 mars 1788). Il fut député par la noblesse de Grenoble aux Etats de Romans, cette même année, et élu ensuite pour la représenter aux Etats généraux. L'un des premiers, il se réunit au Tiers-Etat, avec la minorité de son ordre, et se tint, pendant toute la session de la Constituante, dans la plus complète obscurité. Lorsque les travaux de cette assemblée furent terminés et la Constitution votée, il signa, avec ceux de ses collègues qui étaient attachés au parti de la cour, une protestation contre les décrets rendus dans les séances des 12 et 15 sept. 1791. Il émigra ensuite et vit ses biens confisqués et vendus (2). Un nommé Sibey, de Mens, acheta Montmeilleur, mais le laissa presque aussitôt à son gendre, M. Fluchaire.

Gaspard de Bérenger-Morges vendit le château de Pipet à Antoine d'Urre ou d'Eurre, qui en prêta hommage, le 11 août 1615 (3). Cette propriété passa ensuite à diverses familles et fut aussi vendue en 1792. La Bâtie-d'Avane eut le même sort. Elle était restée jusqu'alors aux sieurs de Morges (4).

Antoine d'Eurre, que nous venons de citer, était fils de

(1) *Vie de Soffrey de Calignon*, par le comte de Douglas, p. 400.

(2) *Biographie du Dauphiné*.

(3) *Inventaire*.

(4) St-Baudille, *Registre des délibérations*.

Louis, seigneur de Marsanne, etc., et père de Rostaing, marquis de Treffort. Du vivant de son père, il porta le titre de seigneur de Portes. Il est ce Marsanne dont parle Videl (1), et qui se jeta dans la tour de Crest (sept. 1589), malgré le traité fait peu auparavant entre son père et Lesdiguières. Il fut chevalier de l'ordre du roi et son ambassadeur en Savoie (2).

La paroisse de St-Baudille avait encore, au village d'Agnès, une famille noble, celle des Blosset, qui a eu un vaillant capitaine, au temps du connétable, et fourni plusieurs conseillers à la cour du parlement (3).

C'est au Perrier, autre village de la même paroisse, et non à Mens, comme l'affirme M. Rochas (4), qu'est le berceau de la famille Perrier, dont sont sortis plusieurs hommes célèbres dans les finances et la politique.

MONÉTIER-DU-PERCY ET LE PERCY.

En 1329, les Bérenger possédaient déjà les terres du Percy et du Monétier-du-Percy ; car, le 10 juillet de la même année, Guigues de Morges, seigneur de Gensac, remet ces deux paroisses et celle de St-Maurice au Dauphin contre St-Baudille donné en échange (5).

Le 23 novembre 1330, Constant et Pierre de Bardonenche font remise au dauphin Guigues des droits, vassaux et revenus qu'ils possédaient dans la vallée de Bardonenche, où ils étaient co-seigneurs. En retour, Gui-

(1) Vie de Lesdiguières, p. 94.

(2) *Biographie du Dauphiné*.

(3) *Armorial du Dauphiné*.

(4) *Biographie du Dauphiné*.

(5) *Inventaire*.

gues cède à Constant et à Pierre, qualifiés de damoiseaux, les terres du Percy et du Monétier-du-Percy et le mas des Fourches-en-Trièves (1), de tout quoi les deux frères furent investis par le Dauphin à qui ils prêtèrent hommage et dont ils se reconnurent les vassaux (10 mars 1331). Cet échange eut lieu suivant la promesse qui en avait été faite entre les deux parties, le 13 avril précédent (2).

Les deux mêmes rendent hommage pour Cassert, en 1337 ; mais il paraît qu'ils vendirent bientôt en partie ou en totalité leurs possessions, car le 18 février 1344, Guillaume de Morges, seigneur du Percy, fait hommage pour cette paroisse et son mandement (3).

Des contestations fort vives s'élevèrent entre Abel de Bérenger, sieur de Morges, du Percy et du Monétier, et les habitants de cette dernière communauté, au sujet du droit de fournage. Il y eut même procès à ce sujet. Enfin survint une transaction par laquelle Abel de Bérenger accorda aux habitants le fournage libre, contre une redevance perpétuelle et annuelle de dix écus de soixante livres chacun (1599). A partir de ce moment, les particuliers purent faire construire des fours chez eux, à la condition cependant de payer un écu, deux sols par an. Ceux qui faisaient cuire leur pain hors du pays furent assujettis à en payer le vingtième (4).

Un arrêt du Conseil d'Etat (23 sept. 1608) confirma la cession faite au roi par Abel de Bérenger de tous les droits qu'il avait au Monétier-du-Percy, contre d'autres sur les terres de Morges, de St-Jean-d'Hérans et du Percy (5).

(1) Actuellement village de la commune de Clelles.

(2) *Inventaire*.

(3) *Ibidem*.

(4) *Ibidem*.

(5) *Ibidem*.

De 1608 à 1610, Jean le Blanc, dont il a été déjà parlé plus haut, acheta la seigneurie du Percy au prix de vingt mille livres. Ce personnage était né, vers 1570, au hameau des Blancs (1). Il était protestant et commença très jeune à servir comme simple gendarme de Lesdiguières. Courageux jusqu'à la témérité, il fut, à cause de cela même, désigné pour l'exécution d'un grand nombre de coups de main dont il sortit toujours avec bonheur. Videt en cite plusieurs (2). En 1530, près de Suze, Lesdiguières, qui guerroyait alors contre les Savoisiens, allait être défait par leur commandant, Sonas, à cause de la fuite des siens. Le Perce s'en aperçoit, les encourage et arrive par ses supplications à les ramener au combat, ce qui valut la victoire à son chef. Celui-ci, reconnaissant, nomme au moment même le Perce capitaine (3).

Il se comporta vaillamment au siège du fort d'Exille (1535), à la prise du château de Miribel-les-Echelles, même année, et peu de jours après il était au siège de Sisteron par Lesdiguières. Ayant reçu l'ordre de chasser un régiment de Gascons logés sur une colline, il marche contre eux. Ceux-ci se retirent un peu à son approche; mais bientôt d'Artigues, qui les commande, revient sur ses pas et lui dit: « Nous avons quitté la place par honnêteté, c'est à vous à nous en faire de même. » Le Perce lui répond aussitôt: « Vous ferez bien d'essayer de l'avoir autrement, car j'avoue que je ne suis pas assez civil pour vous la rendre. » Là-dessus s'engage un combat meurtrier et acharné, dans lequel d'Artigues fut fait prisonnier et les siens taillés en pièces (4).

(1) Lalley, pièces de procès.

(2) *Vie de Lesdiguières*

(3) Ubi *suprà*, p. 105.

(4) Ubi *suprà*, p. 172.

Il commanda dans le fort de Leuille que Lesdiguières avait pris au duc de Savoie (1597), et remplit les fonctions de chevalier d'honneur du connétable quand celui-ci fut fait chevalier du St-Esprit (1622). Le dernier fait d'armes que nous lui voyons accomplir eut lieu au siège de Verrue (1625), où il reconnut la place avec un sang-froid merveilleux et un grand mépris de la mort. On ne le retrouve plus qu'aux funérailles de Lesdiguières, à la tête des gardes de ce dernier qui le tint toujours en haute estime et l'envoya plusieurs fois en missions confidentielles auprès d'Henri IV. La faveur dont il jouissait lui permit d'arriver à une fortune considérable. Il obtint des lettres de noblesse en 1602 (1).

Les consuls et communautés du Monétier-du-Percy fournirent une reconnaissance dans laquelle ils confessaient (19 mai 1680) être hommes-liges, taillables et justiciables du roi de France, qui prenait les lods sur les fonds revenant à sa directe, au sixième denier (2). Mais vers la fin du XVII^e siècle, cette terre fut de nouveau détachée du domaine et cédée à un sieur de Jouven de la Blachette, que des actes reçus par maître Girard, en 1729 et bien plus tard encore, nous montrent comme seigneur de ce lieu (3). Le comte de Jouven descendait d'une très ancienne famille du Trièves. Il s'éteignit sans postérité, et sa terre retourna au domaine, vers 1770.

(1) *Biographie du Dauphiné*.

(2) *Inventaire*.

(3) Etude de M^e Ferrier, notaire à Mens.

CHAPITRE IV

HISTOIRE GÉNÉRALE DU TRIÈVES JUSQU'A LA RÉFORME.

Nous avons peu de choses à dire de Mens, depuis sa fondation par l'empereur Néron jusqu'au XII^e siècle. L'histoire ne mentionne qu'un seul fait pendant cette longue période. En 574, les Lombards d'Italie, pour la troisième fois, envahirent le royaume de Bourgogne. Ils étaient divisés en trois corps, dont le premier se dirigea sur Embrun, le second sur Valence, le troisième, commandé par Rhodan, alla camper sous les murs de Grenoble, après avoir traversé Gap et le Trièves qu'il livra au pillage et où il ne laissa que des ruines, tristes marques de l'emplacement de ses nombreux villages (1).

Quand Mens reparaît sur la scène, c'est comme faisant partie du domaine delphinal. Nous rattacherons maintenant au récit de son passé tout ce qui concerne le Trièves entier, dont il a d'ailleurs toujours été regardé comme le chef-lieu.

Les communautés de Cornillon et de Mens furent celles dont le Dauphin ne voulut point se dessaisir. Elles formèrent, depuis le XII^e siècle, peut-être même depuis le XI^e, la grande châellenie de Cornillon.

En 1228, la dauphine Béatrice de Bourgogne laissa par testament des sommes d'argent aux ponts de Cognet et de Cordéac, qui faisaient communiquer le Trièves avec la Mûre, Grenoble et le Beaumont (2).

Une déclaration, faite le 4 décembre par les habitants

(1) Grégoire de Tours, *Histoire des Francs*, liv. IV.

(2) *Cartulaire de S. Robert*, p. 5.

de Mens, contient qu'ils étaient tous hommes du Dauphin, excepté les hommes de Raymond Bérenger, de quelques autres nobles et de l'église de Die; que tout ce qu'ils possédaient, ils le tenaient de ce prince, sauf les fiefs et héritages qu'ils avaient dudit Raymond, des autres nobles et de l'église de Die; qu'enfin le Dauphin était seigneur majeur de toutes ces choses (2).

Une seconde déclaration du 6 du même mois de décembre mentionne toutes les autres possessions du Dauphin dans le Trièves et lui donne Esparron, qui ne fut vendu que le 10 juillet 1330, Agnès, le Perrier, les deux Oriols, Villard-Jullien, Touage. Dans ces quatre derniers villages, où il possédait des propriétés et des moulins, le prince prenait, en outre de ses autres droits seigneuriaux, un fromage par troupeau (3).

A Agnès, l'hôpital de Mens possédait la moitié du mas des Cardennes que lui avait cédé le Dauphin, mais à la condition de lui fournir, en temps de guerre, un soldat tout équipé (4).

Le même acte nous apprend encore que l'église de St-Marcel de Die et celle du *Pirse* (Percy) tenaient la quatrième partie de la chavannerie de Grailla au *Pirse*; que l'église de St-Maurice de Die avait donné au Dauphin la moitié de plusieurs censes au Monétier-du-Percy. Il établissait enfin la suzeraineté du prince sur tous les seigneurs du Trièves.

A la suite de la vente de la terre de Morges, cédée par le Dauphin à Arnaud de Bérenger, vente confirmée, en

(2) *Inventaire.*

(3) *Ubi suprâ.*

(4) *Ubi suprâ et même acte.*

1189, en faveur de Raymond de Bérenger par Hugues de Bourgogne et Béatrice d'Albon, les officiers delphinaux donnèrent plus d'extension aux droits réservés au prince que ne le comportait le texte de l'acte. Guigues de Bérenger demanda satisfaction de ces envahissements, et elle lui fut accordée par la dauphine Béatrice de Savoie, dans l'acte dont l'analyse nous montre les droits violés et la réparation.

Bérenger se plaignait de ce que le dauphin Guigues, contrairement à ses prérogatives, avait fait faire des publications d'ordres dans la ville de Mens et à Morges et obligé les habitants à cuire à son four comtal; avait levé le ban et exercé la justice sur leurs habitants, après avoir renoncé à toute la judicature exercée sur eux par ses ancêtres; avait pris un certain nombre d'hommes qui étaient du seigneur de Morges; enfin il lui avait fait tort des deux parts qui lui revenaient sur le mesurage du marché de Mens; acquis le four de ce lieu, certains hommes et certaines choses, le tout sans son consentement.

(A continuer).

A. LAGIER.



DICTIONNAIRE

DES

DEVICES HÉRALDIQUES, NUMISMATIQUES, HISTORIQUES
ET FANTAISISTES DU DAUPHINÉ

(SUITE. — Voir les 90^e, 91^e, 92^e et 93^e livraisons).

M

407. — MAGIS INSITA CORDI. — D'Iseran (CH). — C. donne cette devise à la famille de Macaire d'Iseran.

408. — MAI DI CATENE NON CANGERO METAS IL CIEL. — Sur un *ex-libris* de M. Gautier, doyen de la Faculté de droit de Grenoble.

409. — MAILLE A MAILLE SE FAIT L'AUBERJON. — Auberjon de Murinais (CH).

410. — MAJOR AUTEM HORUM EST CHARITAS. — Sibour, archevêque de Paris (C).

411. — MALEDICIMUR ET BENEDICIMUS. — Sur une médaille de Sibour, archevêque de Paris.

412. — MALO MORI QUAM FŒDARI. — De Valous.

413. — M'A PIQUÉ LA PLUS BELLE. — D'Arces (branche de Réaumont) (CH).

414. — MARTE ET ARTE. — Renard du Serre (CH). — Le *Dictionnaire* de Guy Allard (Ed. Gariel) donne cette devise à la famille *Raynaud*.

415. — MAS ALTO. — De Suarez d'Aulan (B).
416. — MATER DEI, MEMENTO NOSTRI. — Sur un jeton de la Collégiale de St-André de Grenoble.
417. — MAUBEC ! — Cri des Maubec.
418. — MAXIMA GALLIARUM. — Sur les monnaies anonymes des Archevêques de Vienne.
419. — MAY D'HONOUR QUE D'HONOURS. — De Castellane. — B. donne cette devise en français : PLUS D'HONNEUR QUE D'HONNEURS, à la famille d'Adhémar de Grignan.
420. — MEMENTO ET LABORA. — Timbre des *Taupins grenoblois*, au Lycée de Grenoble.
421. — MERITI FIDUCIA TANTA EST. — Baron (CH).
422. — MIEUX J'ATTENDS. — De Dortans ou Dortenc.
423. — MIHI ET AMICORUM. — Sur un *ex-libris* d'Augustin Blanc, bibliophile grenoblois.
424. — MINE DE THEYS. — De Theys. Dicton (CH).
425. — MODERATA DURANT. — Durand.
426. — MON DÉSIR N'EST POINT MORTEL. PATIENCE VICTORIEUSE. — Sur un jeton de Claudine de Bérenger, femme de Lesdiguières (1598).
427. — MON ÉPÉE ET MON DROIT. — Rastel de Rocheblave. — Cette devise est donnée à cette famille par Barginet, dans son roman de *La Chemise sanglante*.
428. — MONTAUBAN ! — Cri des Montauban.
429. — MONTCHAL ! — Cri des Ruolz-Fontenay (C).
430. — MONTCHENU ! — Cri des Montchenu (C).
431. — MORETON ! MORETON ! — Cri des Moreton de Chabillant (C).

432. — MORGES ! — Cri des de Morges.

433. — MORS ET VITA. — Ant. Blanc, imprimeur à Grenoble (1599-1609).

434. — MORTE VENALEM PETIERE PALMAM. — Sur une médaille frappée en l'honneur de Mazet et de ses collègues de dévouement, en 1821.

435. — MORT, NON PAOUR. — Maladière-Quincieu (CH).

436. — MUNDO INCONCUSSA SUPERSTO. — (Voir : *Crux stat dum volvitur orbis*).

437. — MUNDUS MIHI CRUCIFIXUS EST. — Devise des Chartreux (C).

438. — MURAT ! MURAT ! — Cri des Murat de l'Estang (C).

439. — MUSÆ PACIS AMICÆ. — Pacius ou de Pace (CH).

N

440. — NASCENDO GNOSCOR. — Beaumont Carra (M).

441. — NATUS EGO TIBI SUM : VENIAM QUOCUNQUE VOCARIS. — Sur une médaille de Chaffrey Carles, 1^{er} président du Parlement, publiée par moi dans le *Bull. de la Soc. d'archéologie de la Drôme* (1877).

442. — NEC ARBOR, NEC HERBA. — De Grolier.

443. — NEC GEMERE CESSABIT. — Sur deux médailles d'Expilly de 1630 et 1636.

444. — NE CRAINS POINT, PETIT TROUPEAU. — Sur un méreau des protestants de Mens, publié par moi dans la *Rev. belge de numismatique* (1881).

445. — NEC SI CŒLUM RUAT. — De Rivoire.
446. — NEC SPE, NEC METU. — De Montalivet (C).
447. — NEC TEMERÈ, NEC TIMIDÈ. — La Poype (CH).
448. — NEC VI, NEC METU. — De Ginestoux (B).
449. — NEC VOTA FEFELLIT. — Sur un jeton de Marie-Joséphine, dauphine (1752).
450. — NE DEUIL NE JOYE. — De Menon (CH).
451. — NE DUC, NE COMTE NE VEUX ÊTRE. — Alb. du Boys. (*Revue des Alpes*, 1857).
452. — NEQUE TE MUNERA, NEC PRECES. — Pierre Bucher. (CH). — Devise tirée d'Horace.
453. — NE QUID NIMIS. — Bonin Balsarin, imprimeur-libraire à Grenoble (1523-32).
454. — NESCIT SUBCUMBERE VIRTUS. — Sur un sceau de Pierre Fine du Bonnet.
455. — N'ÉVEILLEZ PAS LE CHAT QUI DORT. — Dupont de Chavagnieu.
456. — NI CRAINTE, NI ENVIE. — De la Roche-Lambert.
457. — NI DUC, NI PRINCE NE VEUX ÊTRE. — D'Arces (B).
458. — NIHIL IN ME NISI VALOR. — Albignac.
459. — NIHIL SINE NUMINE. — Barnaud (M).
460. — NIL NISI A DEO. — De Revel.
461. — NIL NISI A NUMINE. — De Bonne-Lesdiguières (CH). — C. donne cette devise à de Bonne de Lesdiguières de Lafarge.
462. — NIL NISI VIRTUTE. — De Corbeau de Vaulserre.
463. — NIL TELLUS AD ASTRA. — Pierre Marniolles, imprimeur (1621-31).

464. — NOBILIS. — Sur une monnaie anonyme des archevêques de Vienne.

465. — NOBLES DE VIENNE, RICHES DE CHALONS. — Diction que l'*Armorial du Dauphiné* semble attribuer à la famille de Vienne et que C. donne à la ville de ce nom.

466. — NOBLESSE OBLIGE. — Lombard de Buffières de Rambuteau (C).

467. — NON DEL BUON GATTO SI FA MAI LA BRANCA SENTIRE AGL'AMICI, E PUR NON GLI MANCA. — Sur un *ex-libris* de l'abbé Gatel.

468. — NON ENIM SINE CAUSA GLADIUM PORTANT. — De Narbonne-Pelet (B).

469. — NON EST MORTALE QUOD OPTO. — Du Plastre.

470. — NON EST QUOD NOCEAT. — Alexandre Milon de Mesne, évêque de Valence (1726-72). — B. dit : Milon d'Amnon.

471. — NON INFERIORA SECUTUS. — Sur deux médailles d'Expilly de 1601 et 1619. — C. donne aussi cette devise à Lancelot de la Taille, au comte de Sainte-Aldegonde, à du Chastelier, à Orchamps, etc., etc. Sans compter Marguerite de Valois ; mais il se trompe, pour cette dernière, dont la devise était : *Non inferiora sequatur*, suivant B.

472. — NON MOBILE SAXUM. — Du Saix.

473. — NON MORIETUR INULTUS. — Le chevalier Bayart (A).

474. — NON MUTOR. — Regnauld de Bellecise.

475. — NON NOBIS, DOMINE, SED NOMINI TUO DA GLORIAM. — Sur des monnaies delphinales de François I^{er}.

476. — NON POTEST CIVITAS ABSCONDI SUPER MONTEM POSITA. — Sur une médaille de François I^{er}, frappée aux armes de Montélimar et publiée par moi dans le *Bull. de la Soc. d'archéologie de la Drôme* (1874).

477. — NON QUÆ SUPER TERRAM. — Le cardinal de Tournon. Sur une médaille ou jeton.

478. — NON REFERT QUAM MULTOS SED QUAM BONOS LIBROS HABEAS AC LEGAS. PATRIÆ MUSARUMQUE AMOR OMNIA VINCIT. — Sur un *ex-libris* de M. Maillefaud.

479. — NON SOLUM ARMIS. — Coston de Cornas.

480. — NON SOLUM NOMINE. — L'abbé Ul. Chevalier, de Romans (M).

481. — NON TAM MULTOS QUAM BONOS. — Sur un *ex-libris* d'Augustin Blanc, bibliophile grenoblois.

482. — NON TIMEBIT DOMUI SUÆ A FRIGORIBUS NIVIS. — Sur une médaille de N.-D.-des-Neiges (la Trappe).

483. — NOS DESCENDONOS DE REGES, SI NO LO REGES DE NOS. — François de Narbonne-Lara, évêque de Gap (1763-73) (B). — C. dit *reyes* au lieu de *reges*.

484. — NUBE ALTIUS. — Altvillars (ou Arvillars) (CH).

485. — NUL N'ENFONCE LA PORTE. — Cri des la Porte. — C. dit : *Nul n'en ferme la porte*.

486. — NUL NE S'Y FROTTE. — De Bonne de Lesdiguières (B). — Sans doute le duc de Créquy, à cause du *créquier* de son blason. (V. QUE NUL NE S'Y FROTTE !)

487. — NUL SOUCI FORS DIEU. — De Plan de Sieyès de Veynes (B).

488. — NULLA DIES SINE LINEA. — Sur la bibliothèque du vicomte Robert du Bouchage.

489. — NUNTIANT FUNERA MONSTRIS. — De Seguis Cohorn de Vassieux (C).

490. — NY MAISTRE NY VARLET. — Sur un *ex-libris* de Brun-Durand, de Crest.

491. — NY REGRET DU PASSÉ, NY PEUR DE L'AVENIR. — Boissat (CH).

O

492. — OBSTANTIA SOLVET. — Sur un jeton de Louis de Bourbon, lieut.-gén. du roi en Dauphiné (1631).

493. — O CRUX, AVE, SPES UNICA. — Sur un méreau de St-Maurice de Vienne.

494. — OMNE SOLUM FORTI PATRIA EST. — Baglion (CH).

495. — OMNIA CUM TEMPORE. — De Monts de Savasse.

496. — OMNIA IN CHARITATE. — Roche, évêque de Gap (1879).

497. — OMNIA VIRTUTI CEDUNT. — Vincent (CH).

498. — OMNIBUS OMNIA. — Cotton, év. de Valence.

499. — OMNIUM VICTOREM VICI. — Sur une médaille de Diane de Poitiers.

500. — OPINION DE SADE. — Dicton provençal (B).

501. — OPTATÆ SPES UNA QUIETIS. — Sur un jeton d'Henri IV, *seigneur du Dauphiné* (1610) (V. Chassant).

502. — OPTIMA FACTA DANT ANIMUM. — Le maréchal Jean de Torchefelon (CH). — B. dit : *Optima fata dant animum*.

503. — OPTIMUM OMNIUM BENE AGERE. — Provana

(ou Prohana). — Cette devise est aussi celle d'Honorat Charotti, chantre du Chapitre d'Embrun (1528), qui la porte ainsi sur son sceau : OPTIMV OM. BNE. AGERE.

504 — O QUEL REGRET MON CŒUR YA ! — Devise particulière d'un seigneur de Robe de Mirabel (C).

505. — ORARE, LABORARE ET PATI. — Abbaye de la Trappe, de Chambarand.

506. — ORITUR ET LACTE VIRESCIT. — Sur une médaille de Diane de Poitiers.

507. — OS MEUM PATET AD VOS IN CHRISTO. — Gueulette, év. de Valence.

508. — OU SOMMES-NOUS ? — Sur un jeton de J. de Droguet, Général des Monnaies du Dauphiné (1551).

(A suivre)

G. VALLIER.





LE SCEAU

DE

la Cour Commune d'Allan

Le 19 décembre 1337, à Aix en Provence, Giraud Adhémar, chevalier, seigneur de Montélimar, céda à Robert, roi de Sicile et de Jérusalem, pour acquitter une partie de ses dettes et moyennant le prix de 6.800 florins de Florence « undecim partes pro indiviso castri Alondii, diocesis Tricastrinensis, cum mero et mixto imperio et jurisdictione simplici, hominibus, vassalis, juribus et pertinentiis suis omnibus ». Philippe de Sanguineto, chevalier et sénéchal des comtés de Provence et de Forcalquier, représenta à l'acte le roi Robert. Ce dernier était déjà d'ailleurs haut seigneur de ces onze parts du fief d'Allan. Neuf de ces parts étaient possédées par Giraud Adhémar « in proprietate et possessione » ; les deux autres avaient été inféodées par lui à nobles Hugues de Lara et Pierre de Ruppe, damoiseaux. La copie, faite au XVIII^e siècle, que M. Lacroix a eue sous les yeux, pour son excellente étude sur Allan, porte *de Laza*. L'érudit archiviste de la Drôme a fait observer avec raison qu'il fallait lire *de Lara* ou *de Laya* et non *de Laza* (1). Un lieu dit de la commune de Sauzet, peu éloignée d'Allan, est encore aujourd'hui dénommé quartier de *Lara*.

La seigneurie d'Allan était subdivisée en dix-huit parts, dont sept relevaient d'Henri, évêque de Valence et de Die. Les dix-huit parts comprenaient 295 maisons environ ; 254 se trouvaient dans les parts cédées par Giraud Adhémar. Ces morcel-

(1) LACROIX, *L'Arrondissement de Montélimar*, t. I^{er}, p. 107.

lements de seigneuries, dont quelques-unes étaient même divisées en 32 parts, furent très fréquents au moyen âge. Absolument défavorables à l'extension des libertés communales, ils portaient le plus grand préjudice aux intérêts des habitants, par suite des excès de toute sorte, des querelles et des guerres même qu'ils engendraient.

Comme condition de la cession consentie par Giraud Adhémar au roi Robert, il était notamment stipulé qu'il serait créé une cour commune. Cette cour commune aurait un sceau : « Item quod dicta curia communis habeat sigillum cum scuto magno ad arma regis et in pede ipsius scuti sit quidam modicus catrozellus ad arma dicti Domini Montilii, in quo sigillo erit suprascriptio, videlicet : Sigillum curie communis de Alondio et servientes portent baculos depictos ad arma regia et in pede baculorum circa extremitatem sint arma dicti domini Giraudi. »

La nature du métal du sceau n'étant pas indiquée, il est naturel de supposer qu'il devait être de bronze, conformément à l'usage le plus habituel. La légende était fixée à l'avance pour prévenir toute difficulté : *Sigillum Curie Communis de Alondio*. Quant au champ, on devait graver un grand écu aux armes du roi de Sicile et « in pede ipsius scuti sit quidam modicus catrozellus ad arma dicti Domini Montilii ». Les termes du texte sont formels. Les armes du seigneur de Montélimar devaient figurer non en contre-scel, mais dans le champ du sceau lui-même, immédiatement au-dessous des armes du roi Robert dans un petit « catrozellus ».

Le premier manuscrit, que j'ai consulté, portait simplement « ... *rozellus* » (1). *Rozellus* n'a aucune signification. *Razellus*,

(1) On lit à la fin : « Extraict d'une chartre, cottée Alons, 19 décembre 1337. — Vente faite au roy Robert par Giraud Adhémar de Monteil de partie de la seigneurie d'Alons, neuvième pièce, T.T.T., conservée aux archives de Sa Majesté en Provence, dans l'armoire, lettre Q, troisieme quarré. — Collationné par nous, chevaliers, conseillers du Roy en la Cour

raseau ou *raseau* signifient radeau en latin du moyen âge et en vieux français. En 1531, François I^{er} fit abattre sur les bords de l'Isère une certaine quantité de sapins, destinés « au radoubement et rabhilhage » de ses galères. Les bois furent réunis en radeaux et amenés à Marseille par l'Isère, le Rhône et la mer. Une description minutieuse en fut faite lors de leur passage à Villeneuve-lèz-Avignon « ... la quantité de boys qui a esté mys en deux *raseaux* pour la provision des gallères et armes du roy en son pays de Provence. — Item en ung petit *raseau*, appelé naviol, ayantz vingt-cinq pièces de boys de sapin et deux pièces que sont comprinses et comptées aux comptes cy devant pour ce qu'ils les ont retirées du grant *raseau* et en estoient sorties despuys Saint Gervays, pour ce XXVII pièces ... » (1).

M. Lacroix a bien voulu m'indiquer que l'original de la vente, consentie par Giraud Adhémar au roi Robert, existait encore aux archives des Bouches-du-Rhône, mais qu'il avait été considéré à tort dans l'inventaire comme concernant Allos (Basses-Alpes) (2). Dans ces conditions, la restitution du mot «...rozel-lus » ne pouvait présenter aucune difficulté. On lit sur l'original *catrozellus* pour *cartozellus*, *cartouche*. Au-dessous de l'écu aux armes de Robert, devait être représenté un petit cartouche aux armes de Giraud Adhémar.

Les armes de Robert et de Giraud Adhémar étant superposées, les bulles devaient être unifices. C'est là un fait complètement nouveau dans la sphragistique du Dauphiné. Peu de bulles de cours communes sont parvenues jusqu'à nous. En Dauphiné, elles sont toutes à deux faces, notamment celles des

des Comptes, Aydes et Finances dudit pays, commissaires aux dites archives, soussignés, en suite du décret de ladite Cour du sept juillet mille sept cent quatre-vingt-cinq, mis au bas de la requette, à elle présentée par les sieurs Consuls et Communauté du lieu d'Allan. — Signé : Pelissier Chanteraine, Segond de Séderon ». — Coll. VALLENTIN.

(1) Minutes de M^e Anastais, n^o à Villeneuve, 1531, f^os 14 et 15.

(2) *Inventaire sommaire des Bouches-du-Rhône*, B. 514.

cours communes d'Embrun et de Chorges. Les bulles de la cour commune d'Embrun ont sur l'une des faces le buste de l'archevêque, sur l'autre le buste du Dauphin. Sur les bulles de la cour commune de Chorges, on voit d'un côté le buste de l'archevêque, de l'autre côté un dauphin.

Le sceau de la cour commune d'Allan a-t-il été gravé ? C'est très probable. La prise de possession de la partie cédée du fief d'Allan prouve que le contrat de vente reçut tout au moins un commencement d'exécution. Rien ne s'oppose à ce que toutes les clauses insérées aient été fidèlement observées. Peut-être, si le sceau a été exécuté, serait-il possible de retrouver aujourd'hui quelque bulle avec son empreinte, bulle dont l'attribution est à peu près impossible, lorsqu'on ignore les faits que je viens de rappeler. Giraud Adhémar, dont il est question, est Giraud VII de la branche de Rochemaure. Ses armes inscrites au-dessous de celles de Robert étaient : *d'or à trois bandes d'azur*.

Il existe une lacune regrettable d'un siècle dans l'histoire d'Allan. La prise de possession de la nouvelle acquisition du roi de Sicile eut lieu en 1338. On ne possède plus aucun document jusqu'à la transaction du 29 janvier 1443. Louis II de Poitiers, comte de Valentinois, concéda, à une date inconnue, certains privilèges aux habitants d'Allan, puisque, par l'acte de 1443, Lancelot les confirma. A quelle époque les Poitiers acquirent-ils les parts de l'évêque de Valence et de Die et les parts du roi de Sicile ? Ce point serait fort important à éclaircir. Voici à ce sujet un passage d'un mémoire imprimé, assez rare : « Les comtes de Provence cédèrent ensuite leurs droits à la maison des comtes de Poitiers, qui réunirent toutes les parts indivises, soit celles relevant de la couronne de France (*sic*), soit celles relevant de l'évêché de Valence » (1). Toutes les recher-

(1) *Précis pour la commune d'Allan contre M. le marquis de Luard et Madame la comtesse de Sade*, p. 5. Bibliothèque VALLENTIN.

ches faites, pour déterminer dans quelles conditions les Poitiers devinrent seigneurs d'Allan, sont donc restées vaines.

Le produit des revenus de la seigneurie d'Allan est indiqué en détail dans l'acte de 1337, et l'on y trouve les renseignements les plus précis sur la nature et la valeur respective des monnaies circulant au commencement du XIV^e siècle aux environs de Montélimar : monnaie de Vienne, deniers coronats de Provence, gros tournois de France, florins de Piémont, florins de Florence. Un florin de Piémont était compté pour 12 sous 6 deniers de deniers coronats et pour 25 sous de monnaie de Vienne, un gros tournois pour un sou et un denier de deniers coronats. Le florin de Florence était l'équivalent de 13 sous 1 denier et 1/3 pite de deniers coronats. Les monnaies d'argent les plus estimées étaient en première ligne le gros tournois de France, puis le denier coronat de Provence, enfin la monnaie de Vienne ; cette dernière, à la suite de plusieurs altérations successives, avait déjà perdu presque toute sa vogue. Les monnaies d'or préférées étaient le florin de Florence, le florin de Piémont et tous les florins d'or pur.

L'acte du 19 décembre 1337 permet de compléter la liste des sénéchaux de Provence, donnée par M. de Gérin (1). En 1337, Philippe de Sanguineto était grand sénéchal de Provence. M. de Gérin n'a pu retrouver aucun nom de 1335 à 1342 inclusivement.

ROGER VALLENTIN.

(1) *Notice sur les sénéchaussées de Provence, suivie de la liste des sénéchaux et de celle de leurs lieutenants généraux et particuliers.*



CHRONIQUE

La liste des membres de la Société, malgré tous nos soins, renferme quelques inexactitudes ; ainsi :

M. ACCARIAS, ancien conseiller à la cour de Grenoble, doit figurer au nombre des membres correspondants ;

M. PIOLLET, substitut du procureur général à Grenoble, a été nommé conseiller à la cour d'Alger ;

M. PERROSSIER est colonel au 9^e régiment d'infanterie, à Agen.

Nous accueillerons avec reconnaissance les autres rectifications.

Une note de M. Éd. Flouest sur une pointe de javelot en silex, deux perles et un anneau blanc « qui remontent de la manière la plus nette à l'époque de la pierre polie », sera publiée dans la prochaine livraison, parce que nous espérons d'ici là avoir d'autres renseignements plus complets.

Il en est de même de la découverte d'instruments ou d'armes en bronze à Crest et ailleurs.

OUVRAGES REÇUS

— *Un publiciste dauphinois au XVIII^e siècle.*

Jacques Accarias de Sérionne, sa famille, sa vie, ses ouvrages, par Joseph Accarias, membre de l'académie delphinale, ancien conseiller à la cour d'appel de Grenoble. Grenoble, Allier, 1890, br. in-8°, 47 p.

La biographie du Dauphiné ne cite pas cet écrivain ; mais il a eu l'heur de rencontrer un historien consciencieux, érudit et lettré, déjà connu par sa monographie des Chalvet. Le nouveau travail est de tous points digne du premier, par le nombre de renseignements fournis, par l'appréciation exacte des faits et la variété des recherches.

La Revue des Deux-Mondes à la Grande-Chartreuse, par Charles Bellet. Valence, J. Céas et fils, 1890, broch. in-8°, 32 p.

L'auteur était déjà connu comme historien, comme orateur et comme critique ; il se révèle ici en polémiste habile, spirituel, humoristique et plein de verve. Ses réponses révèlent un érudit et son style donne à l'ironie une prise d'autant plus grande qu'il est toujours d'une irréprochable correction.

— *Ville de Grenoble. Patronage des vieillards. Ancienne société pour l'extinction de la mendicité. Assemblée générale des souscripteurs du 11 mars 1890.* Discours de M. Jules Bernard, premier vice-président. Grenoble, 1890, Dupont, br. in-8°, 34 p.

Notre collègue sait rendre aimable la bienfaisance et par son exemple et par ses écrits ; nous lui en adressons nos félicitations.

— *Lettre sur le cercle catholique de Bar-le-Duc offerte par son auteur aux membres honoraires de l'œuvre.* Bar-le-Duc, 1890, impr. de l'œuvre de S. Paul, br. in-8°, 23 p. Claire et éloquente explication du but de l'œuvre à laquelle M. J. Bertrand s'est voué.

Amédée de Roussillon, évêque de Valence et de Die (1276-1281). Étude historique, par M. le chanoine

Jules Chevalier, professeur d'histoire au Grand-Séminaire de Romans. — Grenoble, 1890, Allier, br. in-8°, 96 p. C'est un nouveau chapitre de l'*histoire de Die et de son évêché*, si justement appréciée.

Études d'anaglyptique sacrée, par Ch. Didelot, curé de la cathédrale de Valence. (Extrait de la *Revue de l'art chrétien*, in-4°, 25 p.).

Nul, mieux que l'organisateur d'un musée fort riche et fort curieux, ne pouvait nous initier à ces études ; il le fait d'ailleurs avec conviction et dans un style coloré.

Le Trièves pendant la grande révolution d'après des documents officiels et inédits, par l'abbé A. Lagier, curé de Blandin. Valence, J. Céas et fils, 1889, br. in-8°, 126 p.

C'est avec des travaux de détail de ce genre que l'on arrivera à connaître exactement cette période agitée : il y a là beaucoup de recherches et un grand accent de vérité.

Essai historique sur le Vivarais pendant la guerre de Cent ans (1337-1453) avec les portraits des cardinaux Pasteur et Jean de Brogny, par A. Mazon. Tournon, 1890, J. Parnin, 1 vol. in-12, 314 p. Un ensemble de recherches considérable et des révélations curieuses, inédites ou peu connues, font sans contredit de cette publication un des meilleurs livres parus sur la contrée depuis longtemps.

Club alpin français reconnu d'utilité publique le 31 mars 1882. Réunion régionale des sections du Sud-Est organisée à Valence, du 25 au 31 mai 1890, par la section de la Drôme avec le concours de la Direction centrale. NOTICE SUR VALENCE, LE CHATEAU DE CRUSSOL, LE

ROYANNAIS ET LE VERCORS, par Étienne Mellier, membre du C. A. F. Valence, 1890, A. Teyssier et C^{ie}, br. in-8°, 16 p. Résumé succinct, spirituel, plein d'*humour*, ouvrant, nous l'espérons, toute une série de descriptions de nos sites dauphinois les plus renommés.

Recherches sur l'emplacement de la tombe de Bayart dans l'église des Minimes de la plaine et sur l'authenticité du corps transféré en 1822 dans l'église Saint-André de Grenoble, par A. Prudhomme, archiviste de l'Isère, correspondant du Ministère de l'Instruction publique et du Comité des Beaux-Arts des départements. Grenoble, 1890, Allier, broch. in-8°, 25 p. L'auteur justifie sa thèse par des preuves et il le fait en littérateur et en critique judicieux.

Élection des députés de la Drôme à la Convention. Valence, 2-11 septembre 1792, par Ad. Rochas. Valence, 1890, Teyssier et C^{ie}, br. in-8°, 15 p. C'est le dernier écrit de M. Rochas.

Alphonse Sagnier : *Temple d'Auguste à Saint-Paul-Trois-Châteaux. Autel de Jupiter près Crillon*. (Extrait des *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*). Avignon, 1890, Seguin frères, br. in-8°, 20 p. St-Paul est une ville inexplorée; ses monuments, ses ruines, tout y est curieux. M. Sagnier y a vu les restes d'un temple et il les décrit avec talent. Espérons que ses vœux s'accompliront et que des fouilles faites avec intelligence nous y révéleront d'importants secrets. Son étude mérite, en attendant, par ses qualités littéraires et scientifiques, d'être examinée et propagée.

Notes et documents pour servir à l'histoire des protestants du Dauphiné. Les maisons de la propagation de la

foi, par H. de Terrebasse. Lyon, 1890, Brun, 1 vol. in-12, 217 p. On avait les récits des victimes; mais les documents administratifs manquaient. Il sera possible désormais de contrôler les faits les uns par les autres et d'avoir une idée exacte d'une période mal connue.

M. de Terrebasse fait preuve en ce travail d'impartialité, de sagacité et d'un réel talent d'exposition.

Roger Vallentin : *Philibert Ferrier, vice-légat d'Avignon* (1541). Avignon, 1890, Seguin frères, br. in-8°, 14 p.

— *Les écus d'or avignonnais du pape Paul III* (1535). (Extrait de l'*Annuaire de la Société de Numismatique*, année 1890). Br. in-4°, 15 p.

— *Contremarque sur un Aureus de Vespasien*. (Extrait de la *Revue belge de Numismatique*, 1890). Br. in-8°, 4 p.

L'érudition de notre jeune collègue lui rend faciles tous les sujets et il les traite avec un succès égal.

Dans son travail rempli de recherches et de judicieuses appréciations sur la succession coutumière dans les pays de droit écrit, M. Émile Jarriand cite les privilèges de Grane (1370) publiés par Salvaing de Boissieu (*Traité du plaid seigneurial*); les libertés de Valence, par J. Ollivier (*Essai historique sur la ville de Valence*); les statuts de la ville de Die, par M. l'abbé Ul. Chevalier (*Cartulaire de l'église et de la ville de Die et Documents sur le Tiers-État*, vol. 20); les privilèges de Montélimar (1258-1280), par M. l'abbé Ul. Chevalier (*Cartulaire municipal de Montélimar*); les coutumes de Saint-Vallier (1204), par M. Gariel (*Petite revue des bibliophiles dauphinois*); les coutumes de Nyons (1327 et 1412) (*Documents inédits sur le Tiers-État*, vol. 33); les franchises du Buis (1288) (mêmes documents, vol. 11); les libertés de Crest, par

M. Brun-Durand (*Documents inédits*, Grenoble, 1861); la charte de Chabrillan (*Documents inédits sur le Tiers-État*, vol. 18); les statuts de la ville de Romans, par M. E. Giraud (*Essai historique sur l'abbaye de St-Barnard*). Cette liste prouve clairement que les membres de la Société ont encore de nombreuses libertés à publier, sans compter celles de Lachau qui se trouvent dans Valbonnais (I, 10-20); de Châteauneuf-de-Mazenc imprimées en brochure au siècle dernier; de Roche-sur-Buis, dans les *Documents inédits*.

Censier de l'évêché de Die à Die, Montmaur et Aurel. Document du XIII^e siècle, en langue vulgaire, annoté et publié par M. J. Brun-Durand, correspondant du ministère de l'Instruction publique pour les travaux historiques. Lyon, Brun, 1890, br. in-8°, 71 pp.

On trouve là des renseignements statistiques, des notes curieuses sur l'histoire et un spécimen important du langage du temps.

Terminons cette chronique par une heureuse nouvelle : la mise en vente, chez MM. Jules Céas et fils, imprimeur du *Bulletin*, de trois brochures d'un réel intérêt :

1° *Les mémoires d'Achille Gamon, avocat d'Annonay en Vivarais (1552-1586), publiés pour la première fois d'après le manuscrit original avec une introduction et des notes*, par J. Brun-Durand. Valence, J. Céas, in-4°, 153 p. (1).

2° *Mémoire historique sur les hérésies en Dauphiné avant le XVI^e siècle, accompagné de documents inédits*

(1) Prix : 4 fr. 50 c. par la poste ; 4 fr. chez l'éditeur, à Valence, près la gare.

sur les sorciers et les Vaudois, par Jules Chevalier, chanoine honoraire, professeur d'histoire au Grand-Séminaire de Romans. Valence, 1890, in-4°. 104 p. (1).

3° *Histoire du baron des Adrets*, par l'abbé Brizard. *Nouvelle édition accompagnée de pièces justificatives avec un portrait du baron des Adrets*. Valence, 1890, petit in-4°, 180 p. (2).

Le premier travail renferme d'innombrable renseignements sur les guerres du XVI^e siècle et des notes précieuses pour l'histoire.

Dans le 2°, les faits sont puisés à des sources authentiques et exposés avec clarté par un historien érudit et impartial.

Quant au 3°, il contient la biographie d'un important personnage du XVI^e siècle, qui fut un moment la terreur du midi et du centre de la France. L'éditeur y a joint un grand nombre de pièces, inédites ou peu connues, sur des Adrets.

Ces trois publications éditées avec soin méritent l'attention des collectionneurs et se recommandent d'elles-mêmes aux érudits.

A. LACROIX.

(1) Prix : 5 fr. 50 c. par la poste ; 5 fr. chez le même éditeur.

(2) Même prix que le n° 2.

SÉANCE DU 13 MAI 1890

PRÉSIDENCE DE M. DE GALLIER

MM. Vallentin et Peloux s'excusent par lettres de ne pouvoir assister à la séance. M. Peloux remercie en même temps les membres de la Société de l'honneur qu'ils lui ont fait en l'appelant à la vice-présidence.

M. le chanoine Ulysse Chevalier rend compte de ses recherches pour découvrir les cartulaires signalés par Chorier, en tête de chaque livre de son Histoire de la province, et donne à ce propos de curieuses révélations. On les lira avec intérêt dans la préface du *Cartulaire du chapitre de Saint-Maurice de Vienne*, en cours de publication. Notre savant collègue conclut que tous les anciens recueils de chartes sont aujourd'hui publiés ou sur le point de paraître. Il a puissamment contribué, pour sa part, à cet heureux résultat, et afin de rendre utile à tous les chercheurs cette mine féconde, il propose à la Société de donner, sous le nom de *Régeste dauphinois*, une analyse de toutes les chartes connues, de manière à réunir à leur intention les renseignements authentiques existants sur l'histoire de la province. Semblable travail, préparé par un paléographe de sa compétence, rendrait certainement des services inappréciables et la Société promet de rechercher les voies et moyens pratiques pour en assurer la publication.

M. l'abbé Jassoud signale, par lettre, sur le plateau qui domine Saint-Bonnet ou la vallée de la Galaure, d'un côté, et Mantaille ou la vallée de Bancel, de l'autre, dans le champ dit *des Fourches*, appartenant à M. Borel, une ancienne *villa* gallo-romaine, dont la charrue exhume les débris calcinés, depuis plus de 25 ans. Les objets rencontrés en cet endroit, armes et outils, ont été dispersés ou utilisés.

A son tour, M. le Secrétaire indique, dans les *Mémoires*, qui viennent de paraître, *de la Société d'agriculture, commerce, sciences et arts du département de la Marne et de l'Académie de Vaucluse*, deux études historiques fort bien écrites sur un de nos compatriotes, nommé général de brigade après la bataille de Valmy, et sur son fils soldat, poète et ensuite évêque de Châlons.

Le général s'appelait Marie-Pierre-Hippolyte de Monier de Prilly et naquit à Aouste près de Crest, le 15 août 1737. Antoine-François, son père, d'une ancienne famille noble du Lyonnais, transplantée dans le Comtat, avait été trois fois premier consul d'Avignon et il épousa, dans la vallée de la Drôme, Marie-Antoinette de Chastellier, fille d'Antoinette-Marguerite-Catherine Poisson du Mesnil et de Joachim de Chastellier.

Quant à l'évêque de Châlons, il reçut le jour à Avignon le 27 octobre 1775 et n'appartient pas à la Drôme.

Ajoutons à ces renseignements bibliographiques une excellente notice, dans les *Annales de la Société académique d'architecture de Lyon*, sur M. Bossan, architecte de Valence, décédé à la Ciotat en 1888, après avoir passé quelques années à Valence.

A. LACROIX.

BIBLIOGRAPHIE

OEUVRES COMPLÈTES DE SAINT AVIT, EVÊQUE DE VIENNE.
NOUVELLE ÉDITION, PUBLIÉE POUR LES FACULTÉS CATHOLIQUES DE LYON, EN TÉMOIGNAGE DE LEUR PIÉTÉ FILIALE ENVERS S. S. LÉON XIII, PAR LE CHANOINE ULYSSE CHEVALIER, PROFESSEUR AUX MÊMES FACULTÉS, CORRESPONDANT DE L'INSTITUT. — LYON, LIBRAIRIE GÉNÉRALE CATHOLIQUE ET CLASSIQUE, EMMANUEL VITTE, DIRECTEUR, *imprimeur-libraire de l'Archevêché et des Facultés catholiques*, 3, place Bellecour et rue Condé, 30. — MDCCCXC. Fort volume grand in-8° de lxxix et 364 pages.

Nous n'avons pas à apprécier ici le prélat qualifié par Bossuet de « grave et éloquent défenseur du christianisme, un des plus grands hommes du VI^e siècle », ni même le travail colossal de son savant éditeur ; il nous suffira d'indiquer l'ordre et la distribution des matières, d'après M. l'abbé Fillet :

L'introduction, finissant avec la page XIV, est suivie de 3 appendices. Le premier contient les témoignages de 39 auteurs anciens et d'un grand nombre d'écrivains plus ou moins modernes qui nous parlent de saint Avit et de ses œuvres ; il remplit les pages XV-XXXVII. Le deuxième renferme la description de 63 manuscrits contenant ces mêmes œuvres et remplit les pages XXXVIII-LXIV. Le troisième présente, dans les pages LXV-LXXIX, la description de 44 éditions plus ou moins intégrales des œuvres en question.

Le corps principal du volume contient d'abord dans les 114 premières pages 6 livres de poésies, tous dédiés à saint Apollinaire, évêque de Valence, frère de leur auteur. Les 232 pages suivantes, c'est-à-dire les 115-346^o, renferment les lettres, traités et homélies du saint évêque. Les lettres occupent jusqu'à la 247^o ; les traités, en partie sous forme de lettres, jusqu'à la 287^o ; les homélies, jusqu'à la 347^o.

« Le reste du volume est consacré à un index alphabétique des personnes, lieux, choses et mots, à l'indication d'additions et de corrections, et à la table détaillée des matières.

« Enfin, beauté et force du papier employé, netteté des caractères typographiques, finesse des vignettes, élégance des lettres ornées, tout contribue à rendre ce livre digne des œuvres du grand évêque de Vienne qui y sont réunies.

MÉMOIRES
POUR SERVIR A L'HISTOIRE
DES
COMTÉS DE VALENTINOIS
ET DE DIOIS

(SUITE. — Voir les livraisons 85°, 86°, 88°, 89°, 90° et 94°).

En 1283, lorsqu'éclata une grande guerre entre Robert, duc de Bourgogne, et Humbert de la Tour, qui prétendaient l'un et l'autre à la succession du Dauphin Jean I^{er}, Guillaume Artaud s'attacha à la cause du seigneur de la Tour. Le 6 août 1283, Humbert, se trouvant à Vienne, fit un traité avec Aymar de Poitiers et le prit à sa solde; il lui donna pour garants de ses promesses les seigneurs qui l'avaient accompagné : c'étaient Roger de Clérieu, Arnaud Flotte, seigneur de la Beaume-des-Arnauds, et Alleman de Condrieu, chevaliers, Guillaume Artaud, seigneur d'Aix, Raymond de Montauban, seigneur de Montmaur, et Falques de Montchenu (1).

Au mois de janvier 1284, Guillaume Artaud s'était rendu à Die avec les autres vassaux de l'Eglise pour prêter hommage à Jean de Genève, le successeur d'Amédée de Roussillon. Il déclara tenir en fief de l'Eglise de Die la moitié du château et de la terre d'Aix, la terre de Charens, le château et le manquement de Glandage, ainsi que le château et la seigneurie de Recoubeau (2).

(1) Archives de l'Isère, B, 3541. Cf. *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 68.

(2) Bibliothèque de Carpentras. Ms. XLIV, t. II, f° 37.

Plusieurs fois les bons rapports qui existaient entre le seigneur d'Aix et l'évêque de Die menacèrent d'être troublés, mais l'esprit de modération dont ils se montrèrent animés conjura toujours heureusement l'orage. Comme nous l'avons vu, Guillaume avait acquis du Dauphin le château et la terre de Montclar; il n'en était cependant pas le seigneur unique et absolu; une part de la juridiction temporelle, dans ce petit pays, appartenait au prieur du lieu, dont le supérieur hiérarchique était le prieur des chanoines réguliers de Saint-Augustin du monastère de Saint-Maurice de Die. Ces religieux se plaignaient hautement de ce que Guillaume méconnaissait leurs droits; mais se sentant impuissants à soutenir un procès ou une lutte avec un tel voisin, ils avaient préféré abandonner la partie et céder à l'évêque de Die leur prieuré du Monestier de Montclar. Guillaume et l'évêque se trouvèrent donc ainsi en présence. Didier de Sassenage, beau-frère de Guillaume, offrit ses bons offices et, par une sentence arbitrale du 9 juillet 1294, mit l'accord entre eux: Guillaume et Flotte, sa femme, vendront aux habitants du lieu le droit de pâturage, moyennant la somme de 15 livres de viennois; ils auront le droit, pour l'entretien des murs du château, de percevoir le vingtain dans tout le mandement, et, en cas de guerre, ils pourront enrôler les hommes du pays, à la charge toutefois de les nourrir (1). L'année suivante, pendant que les troupes épiscopales guerroyaient contre les habitants de Die, un autre démêlé s'éleva au sujet de Montclar; mais l'affaire fut aussitôt étouffée. Un document du 9 juin 1295 nous en a conservé le souvenir: c'est une protestation de Pierre de Romeyer, damoiseau, châtelain de Montclar, au nom de Flotte, femme de Guillaume Artaud, contre l'établissement d'un fossé que Milon Chabasse, baile du Monestier de Montclar, faisait creuser sur une terre de la directe de cette

(1) Archives de l'Isère, B, 3550. « Actum juxta ecclesiam de Aureolla, anno Domini M^o CC^o nonagesimo quarto, VII^o id. julii ».

dame. Milon Chabasse répond que ce fossé est fait par ordre de l'évêque de Die, en ce moment en guerre, et qu'il ne peut en aucune façon porter préjudice à Flotte (1).

Jean de Genève, à cette époque, poursuivait en effet à outrance les habitants de Die et faisait peser sur eux un joug de fer. Ceux-ci, hâtons-nous de le dire, justifiaient par leur conduite indigne toutes les mesures de rigueur prises contre eux. Nous avons raconté ailleurs ces luttes déplorables ; qu'il nous suffise de rappeler ici que les sujets révoltés du prélat, afin de se donner un chef, avaient reçu dans leurs murs Raymond VI de Mévouillon et avaient aliéné entre ses mains toute l'autorité qu'ils pouvaient avoir dans la ville. Cet acte était d'autant plus odieux et coupable, que l'évêque avait alors gravement à se plaindre de Raymond, qui, dans la vente de la baronnie de Mévouillon, s'était montré d'une insigne mauvaise foi. Jean de Genève était de ces natures calmes et froides, qui, poussées à bout, exaspérées, deviennent tout à coup capables des plus terribles emportements. N'ayant pas les connaissances stratégiques de son prédécesseur, il confia la direction de ses troupes à Guigues Alleman, et bientôt les révoltés, bloqués dans leurs murailles, se virent réduits à capituler. L'évêque les traita avec une impitoyable rigueur. Ce fut alors que, dans leur détresse, ils implorèrent la médiation d'Aymar de Poitiers. Nous avons encore quelques-unes des lettres suppliantes qu'ils adressèrent au comte ; elles nous apprennent, entre autres détails intéressants, que Guillaume Artaud, seigneur d'Aix, tout en évitant de froisser le prélat, se montra, dans cette circonstance, très dévoué aux habitants de Die et contribua puissamment à les réconcilier avec leur évêque (2).

(1) Archives de l'Isère, B, 3551.

(2) Archives de l'Isère, B, 3551. « Illustri viro... d. A. de Pictavia... Gratias quas possumus nobilitati vestre duximus refferendas, eo quod circa sedandam inter venerabilem patrem d. J., Valentinensem et Dyen-

Le successeur de Jean de Genève fut Guillaume de Rousillon, qui s'annonçait comme devant marcher sur les traces de son oncle et revendiquer, avec une indomptable énergie, tous les droits de son siège. Des nuages sombres s'amoncelaient à l'horizon et l'on pouvait prévoir de nouvelles tempêtes. En vue des futures hostilités, Aymar de Poitiers voulut se ménager, au besoin, l'appui de quelques places fortes dans le Diois. Il désirait acquérir Monclar, dans la vallée de la Gervane, et Véronne, près de Saillans. Cette acquisition donna lieu à la rédaction de toute une série de documents; nous possédons le dossier complet de cette affaire. Une analyse succincte de ces pièces mettra le lecteur au courant des formalités alors en usage pour la transmission des fiefs. Le 7 septembre 1298, à Petite-Guignaise, près de Die (*apud Guiniaysetam, prope Diam*) (1), se trouvèrent réunis le Dauphin Humbert, le comte de Valentinois, Raymond VI de Mévouillon, Guillaume Artaud et Flotte, sa femme, Pierre

sem episcopum, dominum nostrum, et nos ortam discordiam.... Verum cum vestre benevolentie predictae, litteris Guillelmo Artaudi, domino d'Ays, missis specialiter continentibus quod circa pacem tractandam volens laboraretis, responsum non dederimus usque modo, si placet, nos habere dignemini excusatos, quia sine voluntate nobilis viri Raymundi de Medullione junioris non poteramus firmum dare responsum, sed cum littera vestra nobis fuit ostensa per dictum Guillelmum Artaudi, ad predictum nobilem R. incontinenti misimus nuncium specialem, cujus R. responsionem nobilitati vestre mitimus in duabus litteris nobis missis, et quamquam idem dominus noster episcopus predictus nos iugo dire servitutis opprimat immerentes et absentio hostilitatis indebite inebriet, nihilominus, ut subditi fideles, affectu quo possumus, intendimus ad ejus indignationem tollendam, contra nos perversorum timulis excitatam... Datum apud Dyam, quarto kalendas augusti, anno Domini M^o CC^o XC^o quinto... »

(1) On désignait alors, sous le nom de *Petite-Guignaise*, le quartier ou les terrains situés au midi de la ville, entre les remparts et la Drôme, et sur lesquels fut établi le premier monastère des Frères Mineurs de Die. Il ne s'agit donc pas là du prieuré de Guignaise, près de Châtillon.

Reynier, doyen de Gap, ainsi que d'autres personnages importants, avec des hommes de loi et deux notaires. Un échange eut lieu entre Raymond de Mévouillon et Flotte de Sassenage, assisté de son mari Guillaume Artaud : Raymond donna à Flotte les châteaux de la Roche-sur-Buis, de la Rochette-sur-Saint-Auban, d'Alauson, avec leurs dépendances et leurs droits, de plus tout ce qu'il avait à Autane, ainsi qu'une rente de 60 livres de tournois, à percevoir sur les revenus du Buis, et une somme de 100 livres, une fois payée ; de son côté, Flotte et son mari cédèrent à Raymond toutes leurs possessions, tous leurs droits à Montclar, à Véronne et à Roche-sur-Grane. Le dauphin ratifia cet échange et promit de le faire ratifier à sa femme, la Dauphine Anne, comtesse de Vienne et d'Albon (1). Aussitôt cet échange fait, Raymond de Mévouillon, qui était criblé de dettes, vendit à Aymar de Poitiers les châteaux de Montclar et de Véronne pour une somme de 2,500 livres de viennois. Humbert ratifia la vente et investit solennellement le comte de Valentinois des terres qu'il venait d'acquérir (2).

Quelques jours après, les personnages mentionnés plus haut, à l'exception du Dauphin, se rendirent à Montclar, où

(1) Archives de l'Isère, B, 3554 et 3555. Ces deux cartons renferment toutes les pièces relatives à la vente de Montclar et de Véronne. « Anno Domini M^o CC^o nonagesimo octavo, scilicet septima die septembris, Nos Raymundus de Medullione junior, filius emancipatus..., tradimus vobis Guillelmo Artaudi, domino d'Ays, et Flote, conjugibus, presentibus..., castrum de Rupe supra Buxum et totum ejus mandamentum... et cum dominiis castrorum de Rocheta supra Sanctum Albanum et de Alausone, cum eorum territoriis..., et dominium... quod habemus in castro de Altona cum territorio et cum sexaginta libris turon. in redditibus annuis in vino per nos percipiendo apud Buxum et cum centum libris in pecunia numerata semel tantum solvendis... — cum castro de Monteclaro, Dyensis diocesis et toto ejus mandamento..., et cum jure quod habetis... apud monasterium Montiselari et apud Veronam... et apud Rocham prope Granam, diocesis Valentiniensis... »

(2) Archives de l'Isère, *ibid.*

le 13 septembre, Aymar de Poitiers fut mis en possession de ce château, avec le cérémonial alors en usage. Il compta ensuite à Flotte de Sassenage les 100 livres de bons deniers viennois, que Raymond de Mévouillon avait promis à cette dame, et s'en fit donner quittance (1). De Montclar, le comte de Valentinois se rendit à Avignon, ville dont le souverain était alors Charles, roi de Jérusalem et de Sicile, comte de Provence et de Forcalquier. Raymond de Mévouillon vint l'y rejoindre, et le 22 septembre il y fut encore question de la vente de Monclar : Raymond déclara qu'il avait reçu d'Aymar 960 livres de tournois, acompte sur les 2,500 livres qui lui étaient dues pour ce château ; dans ces 960 livres étaient comprises 100 livres données à Flotte et 25 livres données à Pierre Isoard, son fils (2). Le 4 octobre 1298, à la Balme-en-Viennois, Anne Dauphine approuvait tout ce qui avait été fait par son époux, et celui-ci déclarait, le 13 octobre, avoir reçu d'Aymar de Poitiers la somme de 2,500 livres de viennois pour les droits de lods, de confirmation et d'investiture qui étaient dus au trésor delphinal, à cause de la double transmission des fiefs de Montclar, de Monestier-de-Mont-

(1) Archives de l'Isère, B, 3554.

(2) Archives de l'Isère B, 3554. « Notum sit quod anno Domini M^o CC^o LXXX^o VIII^o, scilicet X^o kalendas octobris, existente domino civitatis Avinionensis illustrissimo domino Karolo secundo, Dei gratia, Jherusalem et Sicilie rege..., cum... Raymundus de Medullione junior... vendidisset... d. Ademaro de Pictavia, militi, Dei gratia, comiti Valentino, castrum Montisclari, cum suo mandamento, Dyensis diocesis, precio duo milia et quingenta lib. viennensium... »

(3) Archives de l'Isère, B, 3555. « Nos Humbertus... et nos Anna Dalphini et nos Johannes Dalphini... notum facimus... quod nos habuimus... in pecunia numerata ab illustri viro domino Ay. de Pictavia, comite Valentino, duo milia librarum et quingentas libras Viennensis monete, ex causa laudimii et confirmationis et investiture facti et facte per nos nobili viro Raymundo de Medullione... de castro Montisclari, Dyensis diocesis, et de villa Monasterii Montisclari et de facto de Verona et de Podio Acuto... que omnia ad ipsum R. pervenerant ex causa

clar, de Véronne et de Piégu (3). D'autre part, Jean, comte de Forez, par acte daté de Tournon, le 17 octobre 1298, donna quittance à Aymar de Poitiers d'une somme de 1,000 livres de viennois, que celui-ci lui avait payée, au nom du Dauphin, pour parfaire la dot d'Alays, fille d'Humbert et d'Anne, épouse du comte de Forez : ces 1,000 livres provenaient encore des lods de la vente de Montclar et Véronne (1). Enfin, le 28 octobre, nouvelle quittance, délivrée par le Dauphin, d'une somme de 957 livres, 2 sols, de viennois, ayant la même origine. Nous terminons cette énumération, que plusieurs lecteurs trouveront fastidieuse, par un document émané de Flotte de Sassenage, qui constate qu'à l'occasion de la vente de ces fiefs, cette dame reçut du comte de Valentinois, à titre de don gracieux, une robe estimée 30 livres.

permutationis..., et ex causa laudimii, confirmationis et investiture facti et facte per nos de castro predicto Montiscleari et aliis supradictis illustri viro d. Aymaro de P..., ad quem pred. castrum et omnia alia supradicta pervenerunt ex causa venditionis sibi facte per d. Raymundum de Med., prout de permutatione et venditione predictis constat per instrumenta publica inde facta per manum Humberti de Laya et per manum Lantelmi Berbierii, notariorum... Datum apud Balmam Vien., anno Domini M° CC° nonagesimo VIII°, terciadecima die mensis octobris. »

(1) Archives de l'Isère, B, 3555. « ... Anno dominice incarnationis M° CC° nonagesimo octavo, die XVII^a mensis octobris..., nos Johannes, comes Foresii..., recognoscimus nos realiter et in pecunia numerata habuisse mille libras Viennensium vel equivalentis monete a vobis... A. de Pictavia, comite Valentino, quas nobis solvistis nomine et ex parte... Umberti Dalphini Viennensis, comitis Albonis et domini de Turre, quas quidem nobis debebat predictus... Dalphinus ex causa dotis Alays, filie sue, dilecte consortis mee, et quas mille libras vos debebatis... pred. d. Dalphino ex causa investitionis et laudimiorum castri Montiscleari et Monasterii et Verone... Actum in fortalicio Tournonis, testibus presentibus... A. de Pictavia, filio d. domini comitis Valentini, ac nobilibus viris Gratono et Guichardo de Clariaco, domino Johanne de Urro..., et me Humberto de Laya... »

Nos Flota, uxor Guillelmi Artaudi, domini d'Ays, domina castri de la Rocha supra Buxum, notum facimus universis quod nos confitemur nos habuisse a vobis illustri viro domino Aymaro de Pictavia, comite Valentino, triginta libras viennensium vel monete equivalentis, ratione unius raube per vos nobis date de escambio per nos facto de castro Montisclari pro castro de la Rocha supradicto, de quibus triginta libris vien. vos et successores vestros ac heredes in perpetuum absolvimus et quitamus, expressum pactum sollemnipni stipulatione vallatum vobis facientes de aliquid ulterius non petendo occasione predicta. Datum anno Domini M^o CC^o nonagesimo octavo, XXVIII^a die septembris, cum appositione sigilli nostri in testimonium rei geste (1).

Guillaume Artaud laissa deux fils, Pierre Isoard II, seigneur d'Aix, qui suit, et Hugues, seigneur de Bellegarde, dont le fils, héritier de son oncle Pierre Isoard, devait continuer la lignée des seigneurs d'Aix.

Pierre Isoard II, seigneur d'Aix, de la Roche-sur-Buis, etc., s'était vu, en 1295, du vivant de son père, cité devant la cour de Charles II, roi de Sicile, comte de Provence et de Forcalquier. L'accusation était grave et fit alors grand bruit. Une charte originale, qui a pendant plusieurs siècles servi de couverture à un registre de notaire, nous révèle le fait suivant. Une nièce de Raymond VI de Mévouillon venait d'entrer au monastère de Sainte-Claire d'Avignon. Pour renoncer au monde et se vouer à la vie religieuse, était-il nécessaire qu'elle obtînt l'autorisation de son oncle, le chef de la famille ? Nous l'ignorons. Quoi qu'il en soit, Raymond fut très irrité de cette détermination et fit d'actives démarches pour recouvrer sa nièce ; mais, ne réussissant pas au gré de ses désirs, il eut alors recours à un expédient singulier qui nous peint au vif les mœurs de l'époque. Il prend avec lui quelques compagnons d'armes, jeunes gens résolus et audacieux, et se présente sous les murs d'Avignon, le 5 août 1295. Il pénètre dans la ville et au milieu du tumulte qu'occasionne

(1) Archives de l'Isère, B, 3554.

cette brusque irruption, il commet plusieurs actes de violence et blesse quelques personnes. Il ne parvient pas toutefois à trouver sa nièce ; mais, en se retirant, il emmène avec lui comme prisonnier de guerre un certain Simon, fils de Ferrer Spérandieu. Le captif est conduit au château d'Ubrils, près du Buis, et pendant ce temps Raymond fait signifier aux Avignonnais qu'il ne leur rendra leur concitoyen que quand ils lui rendront eux-mêmes sa nièce. La cour comtale de Sisteron prescrivit une enquête sur cet acte digne des futurs routiers et qui causait dans tout le pays un vrai scandale. Nous avons encore une partie de ces procédures ; nous disons une partie, car, hélas ! ce n'est qu'un fragment de la charte originale qui a pu être sauvé ; mais nous devons encore nous estimer heureux, puisque le fragment qui nous a transmis ces détails, nous a conservé aussi les noms des jeunes seigneurs qui firent partie de cette équipée : c'étaient Lantelme Aynard, Hugonin, Hugues de Crussol, écuyer de Raymond de Mévouillon, Raimbaud du Buis, Guignonet de *Montelmo*, Guillaume de Bion, de la terre de Curniers, Pierre Augier, Pierre Isoard, Guillaume de Piégu, Aymon de Piégu, porte-bannière, Alaman, le gardien du cheval de Bertrand de Taulignan, le fils de Nicolas d'Arpavon, et plusieurs autres (1).

(1) Cette chartre a été découverte par M. Gauduel, ancien greffier de la cour d'appel de Grenoble. « ... Anno quo supra (1295), die sexta augusti pervenit ad audientiam curie super eo quod dicitur quod nonnulli homines hostiliter et cum armis, equis et manu armata ingressi fuerunt civitatem Avenionensem, in qua quidem civitate multa et varia commiserunt crimina, vulnerando aliquos homines dicte civitatis ad mortem et committendo in Symonem, filium d. Ferrerii Sperendieu, et violenter dictum Symonem ceperunt, extraxerunt et exportaverunt extra dictam civitatem et jurisdictionem dicte civitatis et domini nostri regis, in dampnum dispendiumque et vituperium curie memorate regalis et dicti Symonis, et dictum Symonem adhuc detinent captum. Cum predicta sint pravi exempli..., ideo prefata curia processit ad inquirendum contra illos... inter quos dicebantur fuisse Lantelmus Aynardi... Item, quod predicti, qui dictum Symonetum cepe-

Quelques années plus tard, lorsque Pierre Isoard eut succédé à son père, il fut chargé par son cousin Raymond d'une mission difficile. Le baron de Mévouillon prétendait que, sans son autorisation, Bertrand de Baux, prince d'Orange, n'avait pu acquérir légitimement le château de Mérindol, ni, à plus forte raison, en prendre possession. L'affaire fut soumise à un arbitrage : l'évêque de Vaison défendit les intérêts du prince d'Orange, et Pierre Isoard, ceux du baron de Mévouillon. Ils arrêterent entre eux les bases d'un arrangement provisoire le 12 juin 1300 ; mais Raymond, ne tenant aucun compte de ce qui avait été décidé, fit investir le château par ses troupes et s'en empara de vive force (1).

Ce fut sans doute pour récompenser son parent des services qu'il en avait reçus, que Raymond abandonna au jeune seigneur d'Aix les châteaux de Pommerol et de La Charce. Quoi qu'il en soit, celui-ci les possédait dès l'année 1305. Le 15 février 1319, c'est en son nom que Hugues d'Aix et Guillaume Artaud, père et fils, recevaient l'hommage de Jacques Reynier, chevalier, pour le fief de La Charce (2). Enfin le 1^{er} juin 1324, Guillaume Gélis, mandataire de Pierre Isoard, chevalier, et de Guillaume Artaud, son neveu, seigneur de Bellegarde, aliénait à Raynald *de Saleta*, sénéchal, et à Fran-

runt, captum duxerunt et se receperunt apud Buxum dicta die, scilicet die veneris ante festum beati Laurentii, et quod de hoc est fama... Item, quod dictus Raymundus de Medullione predicta fecerat fieri... Item, quod predictus Raymundus, antequam predicta fuissent facta, dixerat et audire se fecerat quod predictum Symonetum, filium dicti d. Ferrerii Sperendieu, caperet seu faceret capi seu eum furari sibi faceret et eum captum tantum teneret quousque posset recuperare neptem suam que dicebatur intrasse in monasterium Sancte Clare, et quod de predictis est fama. Item, quod d. Symonetus raptus custoditur et detinetur captus et dicitur detineri in castro de Ubrils, prope Buxum, Raymundi de Medullione, seu in alio loco vel terra d. Raymundi de Medullione... »

(1) VALBONNAYS, t. I^{er}, p. 254-5 ; t. II, p. 100 et suiv.

(2) LACROIX, *L'arrondissement de Nyons*, t. I^{er}, p. 209.

çois de *Grossis*, procureur du roi Robert, le château de La Charce au diocèse de Die, moyennant 800 livres de petits réforciats de Provence, en présence d'Hélion de Villeneuve, grand maître de St-Jean-de-Jérusalem, de Raymond de Mévouillon, etc. (1).

Lors du partage des biens de Guillaume Artaud, en 1299, il avait été stipulé que Hugues d'Aix, tiendrait en fief de Pierre Isoard, son frère aîné, chef de la famille, le château de Bellegarde, ainsi que les autres terres de son apanage. Hugues se déclara vassal de son frère et lui fit hommage, à Die, le 1^{er} février 1300, en présence d'Isoard d'Aix, son oncle, doyen du chapitre; il reconnut tenir en fief les châteaux de Bellegarde, de Montlahuc et d'Establet (2). A son tour, Pierre Isoard dut se reconnaître vassal du Dauphin, le 23 janvier 1313 (n.s.) pour ses possessions dans le Trièves, c'est-à-dire pour le château de Gresse, Château-Bernard, une portion de Miribel, la moitié d'Esparron, ses terres de Clelles et de St-Martin, ainsi que pour les fiefs tenus en son nom par Ray-

(1) Archives des Bouches-du-Rhône, B, 1397, f° 223. — LACROIX, op. cit., p. 210.

(2) Archives de M^{me} de Félines, à Die. « Anno Domini M^o CCC^o, scilicet quarta die febroarii, nobilis vir Hugo de Aysio, domino de Bellagarda, confessus fuit se tenere in feudum francum, nobile et antiquum a nobili viro Petro Ysoardi, domino d'Ays, fratre suo, castrum et territorium de Bellagarda et dominium quod habet in castro et territorio de Monte Lugduno et quod habet in castro et territorio de Stableto, de Valledroma, et generaliter et specialiter ea que ab aliquo domino non tenet idem Hugo, et ea omnia que tenet a domino Aymaro de Pictavia, ubicunque sint et qualiacunque, et juravit utilia ipsius facere, et eidem esse fidelis et omnia facere que sub sacramento fidelitatis continentur, et de predictis eidem nobili Petro Isoardi fecit fidelitatem non tamen ligiam, osculo dato in signum fidelitatis predicte. Actum apud Dyam, in hospicio Bontosi Lissignoli quondam, testibus presentibus d. Ysoardo d'Ays, decano Diensi, magistro Odone Raymundi, d. Petro Bolfardi, Petro de Cruce, presbitero, Raymundo de Sala, et me Lantelmo Berberii, notario. »

mond Bérenger, Guillaume de Meyssenas et son frère Hugues d'Aix (1).

La situation financière de Raymond VI de Mévouillon, depuis longtemps très critique, ne faisait que s'aggraver de jour en jour. Son père, en l'émancipant et en se démettant de sa baronnie, lui avait laissé des dettes énormes. Pour satisfaire ses créanciers, il s'était vu dans la dure nécessité de s'humilier devant ses vassaux et de faire appel à leur générosité ; puis, ce moyen ne suffisant pas, il avait aliéné le haut domaine de ses États : il s'était reconnu feudataire de l'évêque de Die et peu de temps après du Dauphin. Par cet acte, la maison de Mévouillon qui jusque-là avait été l'égale de toutes les maisons princières du Dauphiné et de la Provence, et qui n'avait reconnu d'autre suzeraineté que celle des empereurs, tombait au second rang. A cette nouvelle, Raymond V fut tellement irrité contre son fils qu'il lui signifia de rompre les engagements qu'il avait pris, sous peine d'une amende de 25,000 ducats et de se voir à jamais déchu de tous ses droits sur la baronnie (2). Ces menaces ne firent que rendre la crise plus aiguë. Lorsque mourut le vieux Raymond, la terre de Mévouillon avait définitivement cessé d'être une terre allodiale. Ce fut alors qu'entrèrent en scène les dominicains d'Avignon, du Buis et de Sisteron, représentés par leur fondé de pouvoirs, le prieur provincial Guillaume de Loudun. Quelles difficultés venaient soulever encore les Frères Prêcheurs ? Cet ordre, moins d'un siècle après sa fondation, avait beaucoup perdu de sa ferveur primitive : la soif des richesses le conduisait sur la voie du relâchement et le précipitait vers des abîmes. Les dominicains prétendaient donc, en s'appuyant sur les déclarations de Raymond V, que le baron de Mévouillon avait foulé aux pieds les testaments de ses ancêtres et devait dès lors être déchu de tous ses droits.

(1) *Inventaire des archives des Dauphins de Viennois*, en 1346, n° 889.

(2) Pour les preuves, voir notre *Essai hist. sur Die*, t. II, p. 91 et suiv.

Ces religieux se portant comme héritiers de frère Raymond de Mévouillon, mort archevêque d'Embrun en 1294, réclamaient la part qui aurait dû revenir à celui-ci dans la division des biens de sa famille. Or, Raymond IV n'ayant laissé que deux fils, Raymond V et l'archevêque, c'était donc la moitié de la baronnie qui représentait cette part et que revendiquait aujourd'hui l'ordre de St-Dominique. A cette fin, un procès fut engagé devant la cour papale. Dans les difficultés inextricables où le baron de Mévouillon était engagé, il eut recours, comme autrefois, à son parent et ami Pierre Isoard ; il lui écrivit donc le 18 août 1311 pour l'engager à unir sa cause à la sienne et à défendre leurs droits contre d'injustes et ardents compétiteurs. En effet, l'issue de ce procès ne pouvait être indifférente pour Pierre Isoard, qui possédait dans la baronnie plusieurs châteaux (1). On sait comment se termina cette affaire : l'arrivée d'un plus fort mit fin aux débats, et le Dauphin acheta en 1317 tout ce que Raymond VI possédait encore d'autorité dans la baronnie de Mévouillon.

Le 7 juillet 1321, Pierre Isoard, se trouvant à Avignon, rendit au Dauphin l'hommage qu'il lui devait pour les châ-

(1) Archives de l'Isère, B (fonds du Mévouillon). 1311, 18 août. « ... Raymundus de Medullione, Medullionis dominus, ... notificavit nobili viro d. Petro Ysoardi, domino de Aysio, quod... frater Guillelmus de Lauduno, prior provincialis ordinis Predicatorum, nomine dicti prioratus et fratrum ord. Pred. de provincia Provincie et specialiter conventum Avinionensis et Sistaricensis et de Buxo, ordinis supradicti, litteras apostolicas impetravit directas R. P. d. Raymundo, divina providentia Vasionensi episcopo, judici a sede apostolica delegato, contra ipsum d. Raymundum, Medullionis dominum, coram quo domino Vasionensi episcopo dictus dominus prior provincialis petiit et petit pronunciari testamentum d. fratris Raymundi de Medullione quondam avi patris d. dom. Raymundi esse ruptum ex causa contenta in petitione d. dom. prioris provincialis et medietatem baronie Medullionis totiusque hereditatis dicti domini fratris Raymundi de Medullione quondam pro indiviso ad dictum ordinem pertinere, cum fructibus... : unde cum forte intersit vel interesse posset dicto nobili domino Petro Ysoardi se opponere questioni predictae... »

teaux et terres du Trièves, que nous avons déjà énumérés (1). Deux ans plus tard, l'hommage auquel le seigneur d'Aix était tenu envers l'Église de Die, donna lieu à un différend qui fut heureusement tranché par un arbitrage. Le 9 janvier 1323 (n. s.), Guillaume de Roussillon, évêque de Die, et Pierre Isoard, par acte passé à Molières, donnèrent plein pouvoir à deux bourgeois de Die Giraud Rustiquel et Étienne Cuillierier, pour terminer l'affaire qui les divisait. Le 23 janvier, Guillaume Artaud, seigneur de Bellegarde, qui était lui aussi partie dans le procès, accéda à la convention. En conséquence, le 14 février, les arbitres nommés firent connaître leur décision. Ils déclarent tout d'abord que, dans une affaire aussi importante, ils ont eu recours aux lumières d'André Baudoin, professeur en l'un et l'autre droit, doyen de l'Église de Die, de Hugues Eyméric, prieur de Saint-Pierre, official de Die, et d'Albert de Foillans, sacristain. Pierre Isoard et ses successeurs à perpétuité tiendront en fief franc et noble de Guillaume de Roussillon et des évêques et comtes de Valence et de Die, ses successeurs, la moitié par indivis des châteaux d'Aix et de Molières, avec leurs mandements, les châteaux de Recoubreau, de Beaumont, de Charens, de la Motte-Chalancon, de la Roche et de Boyset ; de plus, ils tiendront encore en fief des évêques de Die, toutes leurs possessions directes ou indirectes dans la Valdrôme, ainsi que les châteaux et mandements de Montanègues et de Glaysole. Pierre Isoard et Guillaume Artaud, son neveu, eux et leurs successeurs dans la seigneurie d'Aix, seront à perpétuité les hommes liges des évêques et leur devront comme tels l'hommage à chaque mutation de seigneur ou de vassal. Il est spécifié toutefois que durant la vie de Pierre Isoard, Guillaume Artaud ne sera tenu de faire hommage qu'à son oncle. En cas de guerre, les évêques pourront requérir les services des seigneurs d'Aix et user librement de leurs châ-

(1) Archives de l'Isère, B, 2619, f° 104.

teaux et de leurs terres. Comme par le passé, les seigneurs d'Aix posséderont leurs châteaux et leurs terres en toute propriété et y exerceront les droits de justice haute, moyenne et basse. Pierre Isoard ratifia cette décision et fit hommage à l'évêque le 6 avril à Die, dans le verger, près de la chambre du prélat ; quelques jours après le 20 avril, à Châtillon (*apud Castillionem, in fortalicio, in prato juxta cameram episcopalem*), Guillaume Artaud s'acquittait envers son évêque des mêmes devoirs, ratifiant lui aussi ce qui avait été décidé, et faisait hommage pour ce qu'il avait hérité à Volvent de Gérauld Artaud (1).

Aymar V de Poitiers ayant succédé à son père dans le comté de Valentinois et Diois en 1329, Pierre Isoard lui rendit hommage au mois de juin de l'année suivante, pour les mêmes terres et dans les mêmes termes que Guillaume Artaud, son père, envers Aymar IV en 1279. Bientôt après, l'avènement au siège épiscopal de Die d'Aymar de la Voulte obligea le seigneur d'Aix à renouveler en faveur de celui-ci l'acte d'hommage fait en 1323 à Guillaume de Roussillon : il remplit cette formalité le 19 juin 1332 (2).

(1) Archives de M^{me} de Félines, à Die. « ... In primis dicimus... quod ... Petrus Isoardi, dominus d'Ays, et heredes et successores sui habebant... in feudum francum, honorabile, nobile et antiquum, bonis conditionibus conditionatum, a dicto d. nostro episcopo..., pro se et successoribus... recipiente, medietatem pro indiviso castrorum de Aysio, de Moleriis, et mandamentorum eorundem et castra de Ricobello, de Bellomonte, de Charencio, de Motta Chalanconis et Rupe et Dorsan, una cum territoriis et mandamentis...; item, et quidquid ipse d. Petrus habet et tenet et que alii tenent ab eo in tota Valle Droma et ejus mandamento... et quidquid tenetur a dicto domino d'Ays in castris et territoriis et mandamentis de Montanicis et Gleysolis... »

(2) Archives de M^{me} de Félines (Procès des Ponat). Outre les terres mentionnées dans le précédent hommage, Pierre Isoard reconnaît tenir encore de l'évêque : « medietatem pro indiviso castri et mandamenti de Ausselone et tres partes vallis de Breta et insuper omnia et singula que idem dominus Petrus habet... et que alii habent et tenent... a dicto d. Petro in toto comitatu Diensi... »

Pierre Isoard, ne laissant pas d'enfant, institua pour son héritier universel Guillaume Artaud, son neveu : il fit son testament (reçu Étienne Cuillerier, notaire à Die) le 4 octobre 1334. Il choisit sa sépulture dans l'église des Frères Mineurs de Die, au sépulcre de Flotte de Sassenage, sa mère, et régla que chaque année à perpétuité, aux quatre principales fêtes de la sainte Vierge, on servirait un repas aux religieux ; il leur donna, à cette fin, une rente de 100 livres de viennois. Il voulut ensuite faire prier pour le repos de son âme et pour celles de ses parents ; dans ce but il fonda trois chapellenies : la première, dans l'église du prieuré de Saint-Marcel, où était le tombeau de ses ancêtres ; la seconde, dans l'église cathédrale de Die « au lieu où se trouve le sépulcre du b. Étienne, évêque, voulant que ce tombeau devînt l'autel même, sur lequel un prêtre de cette même église serait tenu, chaque jour et à perpétuité, de célébrer une messe » pour le repos de son âme ; la troisième, au château d'Aix (1).

(1) Cf. notre *Essai hist. sur Die*, t. I^{er}, p. 272.

JULES CHEVALIER.

(A continuer.)



CORRESPONDANCE D'ACHARD DE GERMANE

avec M. de la Coste

L'UN DES DERNIERS PRÉSIDENTS A MORTIER DU PARLEMENT DE DAUPHINÉ

pendant les deux premières années de l'Emigration

1791-1793

(SUITE. — Voir les 74°, 75°, 76°, 77°, 78°, 79°, 80°, 81°, 82°, 83°,
84°, 85°, 86°, 88°, 89° et 93° livraisons).

ÉPILOGUE

Achard de Germane dut continuer d'entretenir correspondance avec son ancien patron jusqu'à la mort de celui-ci ; car il demeura, et plus que jamais, chargé de la gestion de ses affaires. C'est ce que nous apprend une note écrite de la main de M. de la Coste sur le dossier des lettres que nous venons de publier ; elle est ainsi conçue : *Correspondance de M. Achard de Germane pendant la première année de la Révolution, mais qui n'a aucun rapport avec les comptes de son administration, commencée en l'an 10.* Cette seconde série de lettres ne nous est point parvenue, sans doute parce que, n'offrant pas l'intérêt historique des autres, M. de la Coste lui-même n'avait pas jugé à propos de les conserver. Il n'y a donc pas lieu d'en déplorer la perte ; mais nous devons regretter d'avantage celle des réponses de M. de la Coste, que nous

n'avons pu retrouver. Toutefois, il n'y a pas à supposer qu'elles nous eussent fourni autre chose que des renseignements tout à fait personnels, ou tout au plus des jugements sur les faits que lui rapportait notre avocat. On a vu que celui-ci, dans sa dernière lettre, invitait son noble correspondant à rentrer en France, l'assurant que son retour ne souffrirait aucune difficulté, et que tout le monde le reverrait avec bonheur à Grenoble. M. de la Coste ne crut pas devoir obtempérer aux pressantes instances de son fidèle intendant. Peut-être désespérait-il de pouvoir jamais parvenir à *la hauteur* à laquelle le conviait Achard, et où lui-même était parvenu sans trop de difficulté. On comprend en effet qu'il n'y avait rien de bien attrayant pour l'ancien Président du parlement de Dauphiné dans le spectacle que lui aurait présenté la France régénérée. Un abîme le séparait de cette société nouvelle, dans laquelle on l'engageait à rentrer. Le séjour de Grenoble lui eût été particulièrement pénible ; il n'y aurait plus retrouvé cet antique Parlement qui fit la gloire de sa ville natale pendant quatre siècles, et dans lequel lui-même occupa l'une des plus hautes dignités. Sur ses ruines s'élevait une magistrature nouvelle, représentée par des hommes inconnus la veille, et qu'un jeu de la fortune avait portés des derniers rangs de la société par dessus la tête de ceux qui en occupaient autrefois le sommet. Revenir comme simple citoyen dans une ville où il avait eu naguères une position si considérable, voir ses envieux et les usurpateurs de ses biens l'éclabousser de leur morgue insolente, avoir à céder le pas à des juges d'origine toute roturière installés en son lieu et place, et créés en vertu d'institutions pour lesquelles il ne pouvait avoir que de l'aversion, eût été pour lui un supplice

moral de tous les instants, aggravé encore par le parallèle de sa situation présente avec les souvenirs de sa grandeur passée. Il préféra donc l'exil, et continua de résider à Venise. Il était sans doute venu s'y fixer après la prise de Rome par les Français, en février 1798. Deux lettres, dont l'une sans date et l'autre de l'an VIII, nous l'y montrent exerçant le commerce. Elles sont l'une et l'autre adressées à Madame Victoire de la Coste, et signées d'un nom de femme, Sophie Launoi, qui se donne le titre de mère adoptive de sa correspondante, et lui écrit, avec une orthographe très irrégulière, en termes qui dénotent la plus affectueuse familiarité. Ailleurs, elle l'appelle sa *chère associée*, et le corps de la lettre nous montre qu'il s'agit ici d'une association commerciale. Quelques passages de cette missive nous paraissent intéressants à citer. Elle est datée du 25 messidor an VIII (7 juillet 1800). Le nom de la ville d'où elle est écrite est effacé : nous croyons que c'est Lyon. L'auteur déclare d'abord que cette lettre est la troisième qu'elle lui envoie, et que la précédente s'étant égarée, elle lui adresse celle-ci par la voie de Gênes, qu'elle croit plus sûre. Nous respectons l'orthographe ultra-fantaisiste du texte original : « Votre comerce a etté bien en soufrance par le défaux des marchandises que notre maison devoit vous faire pacér : croyéz que se na pas étté ma faute. Au moment que votre corespondant les réclama, selui qui avoit eû la marchandise prette fût forcé a sans défaire pour arrettér la sezie de sa maison a loca-sion d'une depte considérable de son baux frère, dont il avoit étté caution dans sa minorité..... Depuis, il a voulu faire pacér les marchandises par vos corespondan, nayant pas trouvé en eûx les facilitéz et sûrettés convenable, on men na fait pacér pour quinze cents livres. Enfin, jay

trouvée le citoyen Coulet, avec qui nous feront quelques affaires, qui mofre les sûrettés convenable. Il a une maison à hambourg, tenû par son frère le ct (citoyen) Coulet. Cette lettre vat luî etre anvoyé ; il vous la fera pacér, et si vous ette toujours a Venise, ma lettre reçue, vous me ferée le plesir de me repondre de suite une feûlle comme la présante, que vous metré dans une autre adressé audit ct Coulet, négociant a hambourg, an lui anoncent que vous tireré sur lui les marchandise convenûe valant 1500 l. Le montan en sera payéz a la reseption de votre reponce. Mon adresse et a la citoyenne *Sophie Laulagnet*, san autre chose. Le comerce de ladite ville et étendû dans toute l'europe, et il vous sera aisé de trouver dans la votre le moyen de faire arivér dans la votre a petit frais vos marchandises... »

Passant aux événements du jour, la citoyenne Sophie Laulagnet ou Launoï continue en ces termes : « Depuis que Bonaparte et p^r consul, le gouvernement sadoucît beaucoup ; se qui rantre en France est incalculable. Il me semble que votre comis était sur la liste ; il pouroit rantrér insy que sa femme : il et dans une position des plus favorable, nayant jamais servie. Du reste, on ne parle pas de sela. On ne vous demande que des certificats de résidence en France, qu'il et tres aisé de se procurer, parseque la loy ne connet point démigré. Les prêtres ne sont plus tourmantés ; la grande majorité a refusé la promesse de fidelitté (...?) non pas déglises, mais des auratoires où tout le service divin se fait ; on croit maimé que se net qu'n prélude, et que le besoin de la religion et le désir des peuples an acsèle(re)ront le libre exercisse. Voila nos espérances. On nest en paix dans l'intérieur, et après tans de secouses, on comance a respirer. Sela sera til durable.

Dieu seul le sait. Prenons se qui(l) nous donne au milieu des orages public et des paines inseparable de notre situation. Que de grâces navons nous pas a rendre a dieu. Jamais les secours nessessere et maimé utile ne nous ont manqué. La santé se soutien, tout en vieillissant et safoiblissant..... Combien jay ettée an paine de vous et le sui ancors, surtout dans les dernières circonstances. Je pance que vous naurée sependant pas bougée ; mais que de crinte et de regret que votre comerce nalant presque pas, vous nayée bien soufert de privations ? Ma confiance après Dieu et dans votre oncle (1) ; j'espère qu'il sexécute, comme sela et si juste... Soyéz persuadée que je prant vos intérets de tous genres fort à cœur ; le melieur des pères le sait bien.... L'amie Pitrillon est très désireuse de savoir de vos nouvelles ; elle mandemande avec empressement.... Adieu, ma chère Victoire ; mon cœur vous apartien et au bon ami. Payés moi dun peux de retour. »

La lettre étant close et cachetée, Sophie Launoï la rouvre pour y insérer, sur une petite feuille volante, de nouvelles recommandations au sujet des marchandises de Hambourg, et elle ajoute : « Anfin, ma chère bonne associée, prenné tous les moyens de surettér, et ne vous adressé qu'a gens qui ne vous trompe pas et ne vous rançonne pas, comme cet arrivée si souvant. Adieu encore une fois, qu'il me tardera d'avoir la réponce de ma chère Victoire. »

Dans une autre lettre, qui ne porte que le quantième du

(1) Cet oncle de Madame de la Coste pourrait bien être l'évêque de Mariana, que nous avons cru être son frère (lettre XLV), et qui vivait encore à cette date. Mais, étant exilé lui-même et privé de ses meilleurs revenus, qu'aurait-il pu faire pour sa nièce ?

25 avril (vieux style), sans indication d'année, et qui est peut-être antérieure à celle-ci, nous lisons : «... Je comte à la patronne du P. Brochier, ou plus tôt à son ordre, les 1500 l. argent efectif, que vous ressevré avec une perte pour le change de 15 l. Cela nest pas cher..... Un de mes amis, négociant, partan pour la Suisse et Neufchâtel y gettera la presante à la poste. C'est pour moi locasion de vous assurer que votre mère adoptive vous conserve tous ses tandres sentiments, son zelle pour tous se qui vous intéresse, mais surtout le desir le plus ardent que vous avanciez de vertux en vertux jusqua la montagne de Sion, sans vous lessér arreter ni dècourager par les épines du chemin... La pauvre Sieyes (?) a falli a mourir dune chute afreuse de voiture ; a peine un peux remise que son mary a etté emporté a 7 jours de temps, muni de tous les secours de léglise. Cétoit un digne homme... Je vous avéz écrit il nia pas un mois par gênes, ou je vous prévenais sur l'espérance que j'avois de satisfere votre mary, a qui jespere que vous dirés pour moi tous se que lestime et lamitier peut inspiré. Je vous exorte avenir faire un voiage en France. Après avoir réglé vos affères, vous pouré retourné dous vous seré venû, sans les mai-mes inconveniens. Adieu, ma chère fille, adieu. Jamais je ne vous oubliré, et je vous aimeré toujours de tout mon cœur. »

Les passages que l'on vient de lire donnent assez à entendre que c'était Madame de la Coste qui dirigeait le petit commerce auquel, par suite du malheur des temps, l'opulent ménage d'autrefois était réduit à se livrer, M. de la Coste paraît y être demeuré étranger, et il ne fit qu'y prêter son nom. Il eût craint sans doute de déroger en y prenant part directement. Madame de la Coste, plus posi-

tive, trouva là un moyen de sauver la situation et de faire fructifier des capitaux déjà bien amoindris. Il faut croire que ses spéculations ne furent pas toujours malheureuses, malgré quelques succès partiels; car son testament, que nous analyserons tout à l'heure, accuse un état de fortune bien au-dessus de la médiocrité.

M. de la Coste fit le sien le 23 avril 1816, l'avant-veille de sa mort. Ne pouvant l'écrire de sa main, il en dicta la teneur à une personne de confiance, et il le remit scellé entre les mains de Jean-Baptiste Maderni, notaire de Venise. Cette formalité fut accomplie le même jour, en présence de deux témoins, au domicile qu'occupait l'ancien Président du parlement de Grenoble, dans une chambre au premier étage donnant sur le Grand-Canal, en la paroisse St-Sylvestre. En raison de son état, il ne pouvait s'étendre longuement dans l'expression de ses dernières volontés. Voici, à peu près dans son entier, l'acte qui les contient :

« Avant tout je recommande mon âme à Dieu tout-puissant, Père, Fils et Saint-Esprit, auquel je crois fermement, et j'implore la forte protection de Marie toujours Vierge, afin qu'elle m'obtienne, par son intercession, le pardon de mes péchés, et quand il plaira à Dieu, la grâce d'une heureuse mort.

« Les deux objets qui intéressent mon cœur sont mon unique sœur, actuellement vivante, appelée Claire de la Coste, veuve de M. Lancelin de la Rolière, ancien lieutenant-colonel au régiment de Lyonnais-infanterie, domiciliée à Valence en Dauphiné, et ma bonne et très-chère épouse Marie-Victoire de Giovanni de Verclos, vivant avec moi.

« Pour témoigner à ma susdite sœur ma reconnaissance

des bons sentiments qu'elle m'a toujours montrés, et aussi pour améliorer en partie la situation actuelle de sa famille, je lui laisse et lègue l'usufruit de vingt mille francs, afin qu'elle en jouisse durant sa vie et pas autrement.

« Pour donner, autant qu'il m'est possible, à ma digne épouse ci-dessus nommée la preuve de ma juste et constante affection pour elle, je l'institue héritière universelle de tous mes biens, de quelque nature qu'ils soient et de quelque titre qu'ils me proviennent, que je possède et qui pourraient m'appartenir, tant à Venise qu'en France, ou qui se trouveraient en quelque autre endroit..... Je la nomme, en outre, et je l'institue unique exécutrice de ma présente dernière volonté, lui laissant le soin de faire pour le suffrage de mon âme les aumômes et les œuvres pies qu'elle jugera à propos. »

M. de la Coste mourut le 25 avril 1816, à l'âge de 72 ans, dix mois et cinq jours. Sa veuve lui survécut plus de quinze ans ; elle continua de résider à Venise et d'y exercer le commerce. Son testament olographe porte la date du 5 janvier 1828, et elle en fit, quatre jours après, le dépôt entre les mains d'Antoine de Bénédicté-Sancti-Busca, notaire de Venise. Ce document est très étendu. En voici le préambule :

« Dans l'incertitude de l'heure de la mort et dans l'assurance qu'elle doit venir, moi, Marie-Victoire de Giovanni ou Joannis de Verclos, (fille) de feu Roch, veuve de décédé Pierre-Laurent-François de Lacoste, j'ai décidé de faire le présent testament, signé par moi page par page, lequel j'ordonne avoir seulement son exécution, et non les autres faits auparavant, lesquels restent par le présent annulés.

« Il ne faut pas attendre aucun autre testament ou

codicile que je ferai par l'avenir, sous quelque forme que ce soit, s'ils ne commençaient par ces paroles : *In manus tuas, Domine, commendo spiritum meum.*

« Je demande avant tout pardon de mes fautes au Dieu tout-puissant, et j'intercède (1) la grâce de Marie toujours Vierge, de mon ange gardien et de tous les saints, saintes et esprits béatifiés du ciel, afin qu'ils interviennent auprès de la majesté divine pour me l'obtenir ; afin que mon âme pauvre puisse expirer dans la grâce de son Créateur, et parvenir à jouir de la gloire du paradis.

« Quant à mes pompes funèbres, je m'en rapporte entièrement à la piété du souscrit, mon exécuteur testamentaire, lequel aura le plein pouvoir de faire pour cette chose tout ce qu'il croira être le plus à propos. — Je veux pourtant qu'il soit dit avec le plus possible empressement mille messes, avec la rétribution de trois francs chacune.

« Je laisse au Révérend Dom Alexandre Ferrari, de l'église de St-Silvestre, trois mille francs pour une seule fois, afin qu'il les emploie à recevoir, faire éduquer dans quelque conservatoire de cette ville les trois pauvres filles qu'il croira avoir plus de mérite, sans cependant l'obliger de rendre compte à qui que ce soit du dit emploi ; et dans le cas qu'il viendrait à mourir avant moi, je les laisse à M. Charles Martinelli, (fils) de feu Jules, mon avocat, pour être employés dans un tel service pieux que mieux il croira..... »

Dans le cas où ce dernier viendrait à mourir aussi

(1) Le texte que nous publions ici n'est qu'une traduction de l'italien faite par un notaire peu au courant du français, ce qui explique les nombreuses expressions impropres qu'on y rencontre.

avant la testatrice, la somme indiquée sera recueillie et administrée par « l'autorité qui préside à la tutelle des pauvres ».

Les autres dispositions testamentaires de Madame de la Coste sont les suivantes :

1° On réservera un capital de cent mille fr., pris sur ses valeurs les plus sûres, pour en distribuer chaque année les intérêts, par manière de pension viagère et au pied de leurs gages respectifs, à tous ses domestiques, servantes et gondoliers qui seront à son service depuis au moins six ans au moment de sa mort. Ceux qui n'auront pas ce temps de service recevront chacun 500 fr.

2° Ce qui restera des intérêts de la dite somme de 100,000 fr. devra être affecté pour trois cinquièmes à la fraternité des pauvres de la paroisse St-Sylvestre, pour un cinquième à ceux de l'Ange Raphaël, et pour un autre cinquième à ceux de Sainte Marie glorieuse des Frères, « en admettant dans ces pauvres, d'une manière particulière, les pauvres honteux et infirmes, quoiqu'ils ne fussent pas compris dans une telle fraternité ». Cette part des pauvres s'augmentera à mesure que s'éteindront les pensions viagères à payer aux domestiques, et lorsque tous seront morts, le capital sus-énoncé fructifiera exclusivement pour eux. Les titres de cette fondation, faite à perpétuité en faveur des pauvres de Venise, devront être conservés avec soin après la mort des deux exécuteurs testamentaires, par les administrateurs des différentes confraternités qui auront à en bénéficier.

3° Tous les effets précieux, tableaux, cartes en rames, meubles de service, tapisseries, en un mot, tous les objets mobiliers, sauf les papiers, les valeurs et les titres de créances devront être vendus, et l'argent en provenant

employé à l'acquisition de vases et ornements sacrés, ou d'autres objets décoratifs ou utiles au culte pour l'église St-Sylvestre. Dom Ferrari, chargé de ce soin, ne sera de ce chef tenu à aucun rendement de compte. En cas de mort, l'avocat Martinelli lui est substitué pour cette fonction, et ce dernier faisant aussi défaut, ce serait aux Frères de l'église de St-Sylvestre à faire procéder à cette vente.

4° Dom Ferrari est en outre chargé de distribuer aux pauvres de Venise la somme de 6,200 fr., « en choisissant ceux qu'il voudra et en partageant le bénéfice à qui plus, à qui moins, selon son bon gré », sans qu'il soit tenu d'en rendre compte à personne. Si l'exécuteur testamentaire, ou à son défaut celui qui lui est subrogé, ne peut le faire, la distribution de cette somme sera dévolue à « l'autorité qui a la tutelle des pauvres ».

5° La testatrice fait remise à tous ses débiteurs des sommes qui n'excèderaient pas 500 fr.

Suit une longue nomenclature de legs, d'abord à des personnes de la ville :

A la dame Elisabeth Costa, maintenant domiciliée à Sainte-Marie-Carmélitaine, 3,000 fr.;

A l'institution des Prêtres-Frères Conticavagnès, 3,000 francs ;

Aux Mères Cordelières de S. Jérôme de Venise, 3,000 francs ;

A la dame Honorine Baffi, domiciliée à Venise, dans la maison Longo, 3,000 fr.;

A la dame Antoinette Zanutti, (fille) de feu Joseph, 3,000 fr. ;

A M. Thomas Zabeo ou à ses héritiers, ce qu'il pourrait devoir à la mort de la testatrice ;

Aux héritiers de feu Jean-Baptiste Maderni, son notaire,
item ;

Au docteur Augustin Quintavalle, son médecin, 3,000 francs ;

A Césarine Cozza, de laquelle est tuteur, par sentiment de charité, M. le conseiller Laurent Paron, 2,000 fr. ;

A la dame Marguerite Dubouau, veuve Brentani, une bague représentant le portrait de Notre-Seigneur entouré de petits brillants.

Ces différents legs devront être acquittés avec les biens que la testatrice possède en Italie, et s'ils ne suffisent pas, on prendra sur ceux de France, qui devront servir plus spécialement à solder les suivants :

A Jacques de Chaléon, l'aîné des neveux de son mari, 30,000 fr., à prendre sur l'indemnité de la testatrice.

A César-Auguste-Joseph, fils de Joseph de Joannis de Verclos, son frère, 200,000 fr., à la charge par lui de payer une pension viagère de 2,000 fr. à son père, et une autre de pareille somme à la dame Silvie de Joannis de Verclos, sœur de la testatrice. Si les biens qu'elle possède tant en France qu'en Italie, ne sont pas suffisants pour réaliser cette somme, on devra la compléter avec son indemnité.

Au chevalier de la Coste, son beau-frère, une rente viagère de 3,000 fr.

A la dame Lise, mariée à M. de Lavel (1), 10,000 fr.

A M. Dominique-Laurent Grimaud, son procureur-fondé à Grenoble, 10,000 fr.

Aux pauvres de Grenoble, la somme de 3,000 fr., « pour leur être distribués promptement dans les formes les plus régulières ».

(1) Peut-être de Ravel ?

La testatrice désigne ensuite comme « héritière résiduaire », pour recueillir le surplus de son héritage, sa belle-sœur Clara de la Coste, veuve de M. Lancelin de la Rolière, et au cas où celle-ci viendrait à prédécéder, ses deux filles Jacqueline et Olympe, ainsi que les enfants de feu Laura, son autre fille, ces derniers pour un tiers.

Enfin, elle lègue à Dom Alexandre Ferrari, prêtre de l'église St-Sylvestre de Venise, « dont la grande probité et délicatesse lui sont tout à fait connues », et que, pour ce motif, elle institue son exécuteur testamentaire, la somme de 20,000 fr.

Ces différents legs doivent être délivrés exempts de charges et francs de tous droits.

Avant de clore cet acte solennel contenant l'expression de ses dernières volontés, Madame de la Coste rend hommage à la mémoire de son époux, auquel elle avait conservé le plus fidèle et le plus tendre souvenir : « Enfin, dit-elle, je laisse ma sincère protestation de tout mon attachement à la respectable famille du défunt mon mari, emportant jusqu'au tombeau le sentiment de respect, de tendresse et de reconnaissance à la mémoire d'un mari si cher et si vertueux, chef de cette famille qui me fut toujours très agréable, et à laquelle je me fais une gloire d'avoir été liée par mon mariage, en priant la même famille de se souvenir dans ses prières avec amour de l'âme de mon excellent mari et de la mienne. »

Les sommes exprimées dans ce testament, sans parler de celles qui ne sont pas précisées, sans compter non plus la pension viagère de 3,000 fr. au chevalier de la Coste, s'élèvent au chiffre considérable de 405,200 fr. ; ce qui, joint aux objets de valeur dont le prix n'est pas indiqué, aux créances remises et au mobilier à vendre, repré-

sente au moins, 500,000 fr. rien qu'en legs. On peut croire que les valeurs restantes à l'héritière universelle dépassaient ce chiffre : ce qui permet d'évaluer à plus d'un million les débris de la fortune des de la Coste, sauvés du naufrage par cette femme de tête et de cœur. Ce fut elle qui dirigea la barque pendant la tempête et qui soutint le moral de son époux par la fermeté de son caractère et les ressources de son industrieuse activité.

Le testament que nous venons d'analyser fut ouvert et publié « dans l'impérial-royal tribunal civil de Venise », le 10 décembre 1832. La testatrice était donc, à cette date, décédée depuis peu de temps. Le jour précis de sa mort n'est pas indiqué.

CYPRIEN PERROSSIER.

(A continuer).



DICTIONNAIRE

DES

DEVICES HÉRALDIQUES, NUMISMATIQUES, HISTORIQUES
ET FANTAISISTES DU DAUPHINÉ

(SUITE. — Voir les 90^e, 91^e, 92^e, 93^e et 94^e livraisons).

P

509. — PAIX ET PEU. — Bachasson de Montalivet (B).
510. — PAIX ET UNION. — Idem (M).
511. — PARCERE SUBJECTIS, DEBELLARE SUPERBOS.
— De Pontbriand.
512. — PARENTÉ D'ALLEMAN. — Dicton dauphinois (CH).
513. — PAR MOY SEUL. — Escalin des Aimars (CH).
514. — PARTOUT VIT ANCONNE. — Pracomtal-Anconne. Antoine de Pracomtal avait, suivant l'*Armorial du Dauphiné*, fait mettre sur les drapeaux de son régiment cette devise soldatesque, que Chorier a enregistrée, mais que d'Hozier n'a pas reproduite.
515. — PAS UNE NE M'ARRESTE. — De Vesc (C).
516. — PATIENCE VICTORIEUSE. — Sur un jeton de Claudine de Bérenger, femme de Lesdiguières (1598).
517. — PATRIÆ ET MUSIS. — Sur un jeton du *Lycée de Grenoble*, (l'*Académie delphinale* de 1796), et sur un *ex-libris* d'Augustin Blanc, bibliophile grenoblois.

518. — PATRIÆ MEMORES. — Société des Bibliophiles dauphinois.

519. — PATRIÆ VIRE. — Sur un jeton de la C^{ie} des fonderies et forges de Pont-Evêque (Isère).

520. — PAULATIM. — Sur une médaille de Saint-Antoine de Viennois (1596), que j'ai publiée dans la *Revue belge de numismatique* (1881).

521. — PAX IN VIRTUTE. — Du Vache de Château-neuf-de-l'Albenc (CH).

522. — PENNÆ NIDO MAJORES. — Lesdiguières (CH. et A.)

523. — PER CHRISTUM. — Depéry, év. de Gap (B).

524. — PERGE, AGE, VINCE OMNEM, MILES, VIRTUTE LABOREM. — St-Germain-Mérieu (CH). — Le vibailli Aimard-Joseph de St-Germain (1560) avait emprunté sa devise à Silius Italicus (lib. XII. v. 511).

525. — PER HÆC REGNUM ET IMPERIUM. — De Villeneuve (B) et l'*Armorial du Dauphiné*.

526. — PHARMACA ANIMÆ. — Sur un *ex-libris* de la Bibliothèque chrétienne publique et gratuite de Grenoble.

527. — PHILANTHROPIE, ZÈLE, VERTU, TRAVAIL, AMITIÉ, PROSPÉRITÉ, ÉCONOMIE. — Sur le diplôme de la *Soc. de bienfaisance du Soleil*.

528. — PIETATE, CONCORDIA ET MEDIOCRI FORTUNA. — Sous les armes de la famille de Rabot, au château d'Illins (Isère).

529. — PLACE, PLACE A MADAME! — Alleman (CH).

530. — PLAISANCE. — De Rohan (B).

531. — PLAISIR ET LOS. — Scholastique de Bectoz (CH). B. a dit : *Plaisir et lois* (!).

532. — PLUS D'HONNEUR QU'ED'HONNEURS. — Sur un jeton d'Adhémar de Grignan, XVIII^e siècle (C). — Cet auteur donne aussi cette devise au comte de Mérode, en Belgique.

533. — PLUS PENSER QUE DIRE POUR PARVENIR. — Gribaldi, Gribald ou Gribaudo.

534. — PLUS VALERE QUAM VIDERI. — Sur un jeton de G. Vallier, de Grenoble.

535. — PLUTOT CREVER QUE PLIER. — Sur un *ex-libris* du comte de Moreton de Chabrillant.

536. — PLUTOST MOURIR. — De Monteynard (CH). — C. en fait un *cri*, et le donne en latin : POTIUS MORI !

537. — POCO A POCO. — Edouard Raban, imprimeur à Grenoble (1635-42).

538. — POINT GÊNÉ, POINT GÊNANT. — Sur un *ex-libris* de M. Duparc (M).

539. — PONE ME UT SIGNACULUM SUPER COR TUUM, — Sur un sceau du Procureur de la Sylve-Bénite.

540. — POSTES PORTASQUE REFREGIT. — De Chabert.

541. — POST NUBILA PHŒBUS. — De Gasquet (B).

542. — POST TENEBRAS SPERO LUCEM. — Laurencin.

543. — POSUERUNT ME CUSTODEM. — La Trappe d'Aiguebelle.

544. — POTENTIA ET VIRTUTE. — De Tournon.

545. — POTIUS CRUCIARI QUAM DEDECORARI. — De Rochas d'Aiglun (B). — C. dit : POTIUS CRUCIARI QUAM FŒDARI.

546. — POTIUS MORI QUAM FŒDARI. — Torchefelon. — Cette devise appartient, du reste, à Anne de Breta-

gne, aux Rohan-Chabot et à cinq ou six autres familles nommées par Chassant.

547. — POUR BIEN. — Du Faure.

548. — POUR BIEN FAIRE. — Vulson de la Colombière (CH).

549. — POUR DIEU ET LE ROI, ET SANS DÉSIR DE RÉCOMPENSE. — Sur un *ex-libris* du comte de Chabrières.

550. — POUR ELLE TOUT MON SANG. — De la Porte de l'Arthaudière (CH).

551. — POUR L'AMOUR D'ELLE ! — Robe de Miribel.

552. — POUR LES CRÉQUY, MAILLY, D'AILLY,
TELS NOMS, TELLES ARMES ET TELS CRY.
D'OU L'ON DIT QU'ARMES PARLANTES
OU SONT BIEN BONNES OU BIEN MÉCHANTES.

— Diction (B).

553. — POUR LES DEUX. — Rivière. — (Armes : un ciboire et un sceptre en sautoir, et, au milieu, une épée haute (CH). — B. a dit : *Pour les Dieux !!!*

554. — POUR L'ÉTERNITÉ ! — Chandieu.

555. — POUR L'HONNEUR. — Humbert Guillot de Goulat de la Garenne (C).

556. — POUR TROIS. — De Latier de Bayanne.

557. — PREMENTEM PUNGO. — De Lannion.

558. — PRIMA GALLIARUM. — Sur une monnaie anonyme des Archevêques de Vienne.

559. — PRISCA LUX, DUX CERTA SALUTIS. — De Créquy (B).

560. — PRO DEO, FIDE ET REGE. — De Monteynard.
— B. dit : PRO FIDE ET REGE.

561. — PRO ME, DOMINE, RESPONDE. — De Grasse.
— Je donne sans preuve, à cette famille, la devise ci-dessus que je trouve dans Chassant et Tausin. J'avoue que mon seul motif de le faire est dans les vers publiés par l'*Armorial du Dauphiné* :

*Seigneur Dieu, exauce mon vœu
Et celui de toute ma race,
Qui t'en prie avec moy, de Grâce.*

562. — PRO PATRIA VIRTUS. — De Galbert (B).

563. — PROPRIOS OSTENTAT HONORES. — Le maréchal Blaise de Montluc (A).

564. — PRO REGE ! — Cri des Pourroy de l'Auberivières et de Quinsonnas.

565. — PROSCIDAM HOC VOMERE TERRAM. — Boffin (A.H).

566. — PROSPÉRITÉ. — Costaing de Pusignan (CH).
— C. a donné cette devise au même Costaing ; seulement, il a commis une grosse erreur en l'attribuant aussi à la famille de *Lusignan* : il a pris, en effet, Pusignan pour Lusignan, et, de Costaing de Pusignan, a fait deux familles : celle de Costaing et celle de Lusignan.

567. — PROUESSE DE TERRAIL. — Le chevalier Bayart. — Dicton (CH).

568. — PRUDENCE A PONTEVÈS. — De Pontevès (A.H).

569. — PRUDENTIA, SIMPLICITAS. — Sur une médaille de Jean Truchon, premier président du parlement de Grenoble, que j'ai publiée en 1874 et en 1877, (*Vie et Poésies de S. de Calignon*, par le C^{ie} Douglas, et *Bull. de la Société d'Archéologie de la Drôme*). — CH. a donné,

de cette devise, une forme un peu différente : PRUDENS SIMPLICITAS ; et B., à qui cette erreur ne pouvait pas suffire, a renchéri en disant : PRUDENTÈ, SIMPLICITÈ !!!

570. — PUGNAT, VIGILAT. — De Michal. — CH. dit : *Micha*.

Q

571. — QUÆ REGIO IN TERRIS NOSTRI NON PLENA LABORIS ? — Jean de Montluc, évêque de Valence et de Die (Voir : QUI BIEN COMPTE NE S'ABUSE).

572. — QUASI STELLA MATUTINA IN MEDIO NEBULÆ ET QUASI LUNA PLENA IN DIEBUS SVIS LUCET, ET JAM, QUASI SOL REFULGENS, SIC ILLE EFFULSIT IN TEMPLO. — Sur une médaille de Lesdiguières, citée par Videl.

573. — QUE CROIRE ? — Sur un *ex-libris* du comte d'Albon.

574. — QUE MON SANG SOIT LE DERNIER VERSÉ ! — Affre, archevêque de Paris.

575. — QUE NE FERAIS-JE POUR ELLE ? — Salvaing de Boissieu. — CH. dit : QUE NE FEROIS-JE POUR ELLE ?

576. — QUE NUL NE S'Y FROTTE ! — De Créquy. — Suivant le P. Anselme, la maison de Créquy a un porc-épic dans ses armes, avec ces mots pour devise. (Voir : NUL NE S'Y FROTTE et QUI S'Y FROTTE S'Y PIQUE).

577. — QUI BIEN COMPTE NE S'ABUSE. — Sur un jeton de Jean de Montluc, sieur de Balagny, maréchal de France, prince de Cambrai, ancien évêque de Valence et de Die.

578. — QUI CROIT EN DIEU CROIST. — Baile (CH).

579. — QUID VOLO NISI UT ARDEAT. — Guillaume Farel, d'après un vieil armorial neuchâtelois.

580. — QUIÈRES QUI N'A. — De Panisse (B).

581. — QUI ME ALIT, ME EXTINGUIT. — Diane de Poitiers (B). — C. donne cette devise au père de la Duchesse, avec une singulière explication du P. Bouhours. Il la transforme aussi en : *Quis me alit, extinguit.*

582. — QUI ME TOUCHE, JE LE PIQUE. — Des Isnards (branche du Comtat).

583. — QUI SE HUMILITAT EXALTABITUR. — Pierre de Boissat, dit l'*Esprit*, adopta cette devise lorsqu'il tomba dans la dévotion. Avant, il avait porté celle de : DUM VIVO, MULTA VIDEO (B).

584. — QUI S'Y FROTTE S'Y PIQUE. — De Créquy (B). — (Voir : QUE NUL NE S'Y FROTTE !)

585. — QUOD SIS ESSE VELIS, IN HISQUE MALIS. — Sur le château d'Illins (Isère), ancienne habitation de la famille de Rabot.

586. — QUOD TIBI HOC ALTERI. — Alph.-L'-Ant. Salamon, sénéchal de Montélimar (M).

587. — QUOD VIGILI DATUR STUDIO, ACCRESCIT VITÆ. — Claude Mitalier, vibailly de Vienne (CH).

588. — QUOS FERIT ILLUSTRAT. — De Laincel (B).

589. — QUOY QU'IL EN ADVIENNE. — Bocsozel-Montgontier (CH).

R

590. — RAMUM PRETENDIT. — Colisieux, bourgeois de Grenoble (1634) (M).

591. — RARA CINERE RARUS. — Sur une médaille

de Charles de Valois, fils de Charles IX et de Marie Touchet.

592. — *RATIO HOMINEM, VIRTUS VIRUM.* — Sur un jeton de Pierre Palmier, archev. de Vienne (1528-54). (*Revue belge de numismatique*, 1881.)

593. — *RECTA.* — Labarre (*A.H.*).

594. — *RECTÈ.* — Barrin de Chanron.

595. — *REFUGIUM DEUS NOSTER.* — Ville du Buis (Drôme) (*M.*).

596. — *REGES CÆLI ET TERRÆ DEDERUNT.* — Sur un *ex-libris* du couvent de la Charité de Grenoble.

597. — *REGI ARMANDUS, ET LEGI.* — D'Armand (*CH.*).

598. — *REGI DEVOTA JOVIQUE.* — Salvaing de Boissieu (*CH.*). — C. a dit : *Regi devotaque Jovi.*

599. — *REGIS VITA PRETIOSIOR MEA.* — Rigot.

600. — *REMIGIIS UTAR SI NON AFFLAVERIT AURA.* — Louis de Grolée, marquis de Bressieu (*CH.*). — Le M^{is} de Bressieu, suivant Vulson de la Colombière, avait pris pour devise *un vaisseau armé et fretté de voiles et de rames.*

601. — *RENITOR ONERATA.* — Jean Nicolas, libraire (1608-77).

602. — *RÉPUBLIQUE UNE INDIVISIBLE OU LA MORT.* — Devise de la Société des Jacobins de Grenoble.

603. — *RÉ QUE DIOU.* — Tailleyrand-Périgord. — C. donne cette devise à Bourneville.

604. — *RES, NON VERBA.* — Fisicat.

605. — *RESPICE FINEM.* — Valantier (?) (*M.*).

606. — *RES SANCTISSIMA CIVILIS SAPIENTIA.* — Sur

une médaille de Cujas (*Bull. de la Soc. d'archéologie de la Drôme*, 1878).

607. — RIDERE REGNARE EST. — Sur une médaille de la *Société du Régiment de la Calotte* (XVIII^e siècle), d'origine dauphinoise.

608. — RIEN NE M'ARRÊTE POUR DIEU ET MON DEVOIR. — De Vesc. — *B.* a dit : *Pas une ne m'arrête.*

609. — ROCHON, VAILLANCE. — De Rochon de Lapeyrouse (*B.*).

610. — ROI NE PUIS, PRINCE NE DAIGNE, ROHAN SUIS. — De Rohan. — *B.* a dit : *Roi ne puis, duc ne daigne, Rohan suis.*

611. — ROMAGNIEU ! — Cri des Rivoire.

612. — ROMANDISSORUM XENIOLUM, 1533. — Sur des médailles de François I^{er} et du Dauphin frappées à Romans (*Bull. de la Soc. d'arch. de la Drôme*, 1874).

(*A suivre.*)

G. VALLIER.



LE TRIÈVES

ET

SON PASSÉ

(SUITE. — Voir les 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 90^e, 91^e, 93^e et 94^e livraisons).

La Dauphine reconnaissait la vérité des faits énoncés et, des amis communs étant intervenus, accordait en dédommagement à Guigues le château de Puy-Boson (1), son mandement et toutes ses dépendances, les deux parts indivises du château de Morges et de son mandement. Mais elle s'en réservait la troisième partie, appartenant à elle et à ses prédécesseurs, d'après les aveux mêmes de Guigues.

Ce dernier pourrait encore participer, par moitié avec le Dauphin, aux publications faites dans la ville de Mens ; ses hommes ne seraient plus obligés de cuire au four comtal, et sur ceux de ces derniers, qui résideraient à Mens, il conserverait tout droit de justice, juridiction et tailles. Pour le mesurage du marché, les deux tiers lui en seraient rendus ainsi que les hommes dont les noms suivaient. De tous les torts dont il avait demandé justice, il en passait quittance pour la somme de soixante livres viennoises reçues à l'instant.

(1) Dans la commune actuelle de St-Sébastien, canton de Mens.

L'acte, passé devant de nombreux et nobles témoins, se terminait ainsi : « Voulant que toutes ces choses restent fermes et inviolables et que nul ne puisse y contrevenir, Nous [Béatrice] et ledit Bérenger, les avons stipulées et arrêtées par serment de notre personne, ordonnant à tous nos baillis et châtelains, qui sont au château de Cornillon et en la ville de Mens, de les garder et défendre contre tous pour ledit Bérenger et ses successeurs à perpétuité.

« Fait à Mens, le vendredi après l'octave de l'Épiphanie en 1271, en témoignage de quoi, Nous, B., comtesse et Guigues Bérenger, avouant toutes choses véritables, avons fait apposer nos sceaux aux présentes lettres (1). »

Humbert I^{er}, sur les instances de la dauphine Béatrice, dont il voulait ménager l'esprit, lui assigna, en 1284, un revenu de cinq mille livres sur les terres de l'Oisans, de Vizille, de la Mure et de Cornillon-en-Trièves. Il ne s'y réserva que le droit d'y lever des milices, en cas de guerre. Béatrice ne devait jouir de ces terres que sa vie durant et les laisser, lors de son décès, soit au Dauphin, soit à ses héritiers (2).

Pour aider aux Mensois à subvenir aux frais d'entretien de leur bourg, le dauphin Humbert leur céda (12 avril 1291) le treizain du vin qui s'y vendait. Le 3 février 1343, Jean, successeur d'Humbert, leur accorda aussi l'usage libre des fossés, à condition qu'ils lui en payeraient annuellement une rente de soixante sols, outre celle de soixante livres à lui due au moment de cette cession. Il confirma encore le droit du treizain. Enfin, le lendemain de

(1) *Etude sur l'allodialité dans la Drôme*, par M. H. de P., p. 355 et suiv.

(2) Chorier, *Hist. du Dauphiné*, t. I, p. 234, et t. II, p. 35.

la fête de S. Vincent, il leur donna la jouissance des revenus d'un four contre une nouvelle rente de vingt-deux livres viennoises (1).

Ces concessions furent confirmées, dans la suite, par les rois de France, entre autres par le dauphin Charles, fils aîné du roi Jean, le 5 mai 1354 (2).

De vives contestations s'élevèrent entre les habitants du bourg de Mens et ceux des villages qui en dépendaient, au sujet des revenus produits par les concessions précitées. Les seconds en demandaient une partie refusée opiniâtrement par les premiers ; mais un arrêt de 1354 déclara que ces revenus avaient toujours appartenu à ceux du bourg, pour les aider à payer leurs charges. Cette possession leur fut continuée dans la suite et nous la voyons mentionnée dans un état de leurs propriétés communales, du 4 vendémiaire an IV (3).

Le Dauphin possédait des moulins et des gauchoirs à Chardères ; Béatrice, qui en avait reçu la jouissance avec celle de la châellenie de Cornillon, les vendit, le 3 des calendes d'avril 1300. L'acte en fut signé par le châtelain du Trièves, noble Raymond de Chissé, au nom de la princesse. Le prix convenu fut une rente annuelle de soixante sétiers froment, mesure de Mens et payable à chaque fête de Toussaint. Les acquéreurs, Guillaume Albanel et Azimarète Garcin, reçurent tous les droits du vendeur aux charrois et corvées nécessaires pour les réparations desdits moulins et gauchoirs. Les habitants de Mens, St-Geni et St-Baudille devaient en outre continuer à faire moudre,

(1) *Inventaire.*

(2) *Ibidem.*

(3) *Ibidem et Mens, Registres des délibérations.*

comme par le passé, leur blé aux moulins de Chardères, sous peine des poursuites et amendes que le châtelain et le juge du lieu prononceraient et exigeraient sur la plainte des meuniers. Les Mensois étaient en plus obligés de porter blanchir aux mêmes gauchoirs toutes les toiles qu'ils faisaient de Noël à N.-D. de septembre ; mais sous prétexte que les gauchoirs n'étaient plus au Dauphin, ils commencèrent, bientôt après la vente, à ne plus satisfaire à leurs obligations. Leur amour-propre souffrait de ce que ce ne fût plus un intendant du prince qui présidât à la mouture de leurs grains et à l'apprêtage de leurs toiles.

Après de longues contestations et un procès devant le bailli de Graisivaudan, intervint une transaction par laquelle les habitants acceptèrent de porter, comme par le passé, leurs toiles à Chardères, mais furent exemptés de payer à Albanel et à Garcin les dommages causés par leurs précédents refus (22 avril 1321) (1).

Deux ans plus tard, ils furent gratifiés d'un nouveau bienfait par le régent Henri. Ils devaient se rendre tout armés aux cavalcades des Dauphins. D'après les doléances qu'ils firent parvenir au prince sur leurs misères augmentées encore par cette charge, celui-ci leur accorda, pour l'avenir, d'envoyer seulement « trois hommes armés » et équipés, lesquels devraient assister le Dauphin « dans ses guerres et lorsqu'il assiégerait ou serait assiégé, » et ne pourraient se retirer que le siège terminé (23 juillet 1322 (2) ».

Là ne s'arrêta pas la munificence du régent, car, la même année, il leur concéda encore la possession de l'hô-

(1) Mens, dossier et *Inventaire*.

(2) *Inventaire*.

pital construit dans le bourg, avec l'autorisation d'en disposer comme bon leur semblerait (1).

Déjà à cette époque, et probablement même depuis longtemps, les Hospitaliers de St-Jean de Jérusalem, connus plus tard sous le nom de Chevaliers de Malte, avaient des propriétés dans le Trièves et une commanderie à St-Maurice. Sur les instances du supérieur de cette maison, Pons d'Esparron, le dauphin Guigues VII, se trouvant à Mens, confirma, au mois de mars 1269, la possession des droits et biens dont jouissait l'ordre à St-Maurice et dans les environs et reçut, pour cette confirmation, cinquante livres tournois (2).

Il paraît que des contestations surgirent entre les religieux et le Dauphin, au sujet de ces mêmes biens, car, le 4 juin 1313, survint une transaction par laquelle le prieur, Albert de Noirchâteau, reconnut que tout ce que les Hospitaliers possédaient à St-Maurice, ils le tenaient en fief du prince, auquel ils devaient porter secours, quand besoin

(1) Mens, *Arrêt des commissaires exécuteurs de l'édit de Nantes*.

(2) Charte aux archives départementales des Bouches-du-Rhône, Fonds des Hospitaliers de St-J., et obligeamment communiquée par M. l'abbé J. Chevalier, professeur au Grand-Séminaire de Romans. — Quelques-uns ont prétendu que la commanderie de St-Maurice avait été donnée aux Hospitaliers, après l'abolition des Templiers, en même temps que celles de Vizille et Echirrolles ; mais le fait que nous venons de citer prouve le contraire. Au XV^e siècle, la première fut unie aux deux secondes qui avaient précédemment appartenu aux Templiers ; de là probablement la cause de l'erreur. D'autres ont écrit qu'elle était située à St-Jean-d'Hérans, dont le nom les a trompés. Ils n'ont pas pris garde que les maisons des Hospitaliers étaient, il est vrai, sous le patronage de S. Jean, mais sous le vocable de S. Maurice. D'ailleurs, la maison même de la commanderie existe encore à St-Maurice et est connue sous ce nom.

en serait. De son côté, le Dauphin confessa qu'il possédait par indivis la moitié de toute juridiction dans le territoire et mandement de St-Maurice; que le reste était aux Hospitaliers; que, si le droit de vingtième s'y percevait, il serait à partager entre eux et lui; enfin que la maison où demeuraient les religieux était à lui et qu'eux devaient en supporter les charges (1).

Parmi les nobles et autres hommes du Trièves qui furent présents à l'armée de Romans (1342), nous voyons les noms de Jean de Messenas, Lyonet de Bardonenche, François du Tau, Pierre de Pellafol, Lantelme de Pellafol, Jean du Tau, Guillaume de Brion, Humbert du Tau, François de Chaix, Arnaud du Serre, Raymond, Lambert, Guillaume et Jean de la Combe, André Rolland pour le vice-châtelain, Humbert Tyrombert pour le châtelain, Jean de Grolée. Ils y furent au nombre de vingt-six nobles, cinquante-huit roturiers et onze autres dépendant du roi de France. Le mandement de Mens en fournit à lui seul cent neuf (2).

Dans l'acte par lequel, la même année, Humbert, dauphin, constatait les revenus de ses états, afin d'amener le pape à les acheter, sont cités les châteaux des seigneuries dont il est le suzerain. Pour le Trièves, on y trouve ceux de Pellafol, Puy-Boson, Ambel, Monétier-d'Ambel, Morges, Châtelard, Bâtie-d'Avane, Clelles, Chichilianne, St-Maurice, Percy, Monétier-du-Percy, Ste-Eugénie (Feuillants), Esparron, Pipet, Brion et Beaufain (3).

Les seigneurs du Trièves prirent part aux dissensions qui divisèrent si longtemps le Dauphiné et la Provence,

(1) *Inventaire des archives des Dauphins de Viennois*, n° 1,233.

(2) *Ch. de documents in. sur le D.*, par M. U. Chevalier, p. 66-7.

(3) Ubi suprà

Un compte que rendit Humbert Granet à la Cour des Comptes, en 1368, indique Lantelme de Bardonenche, seigneur du Percy, François de Bardonenche, Pierre Reynier, prêtre, leur aumônier, gardant les passages de la Croix-Haute, de la montagne de Pailles et le col des Infornats, pendant l'année précédente. Mais comme ils étaient en trop petit nombre, on leur adjoignit Jean de Pellafol, Bolony de Darne, Guigues de Morges et Guigues d'Ambel (1).

Au même temps, Guigues de Morges fut chargé par le Dauphin de remettre à Foulque d'Agout les otages garants de l'observation du traité de paix signé en 1367 entre les parties belligérantes (2).

L'*Inventaire* des titres de l'ancienne Chambre des Comptes, que nous citons si souvent, donne, à la date du 4 mai 1317, une lettre de cette Chambre ordonnant de rétablir les titres seigneuriaux du Dauphin, détruits lors de l'incendie de Mens (1374) par Duguesclin. C'est par erreur qu'on a attribué cet acte au bon connétable, se reposant alors d'une pénible campagne contre les Anglais. Au même moment, nous voyons le roi, Charles V, concerter avec son connétable de sages ordonnances pour affranchir son territoire des Grandes Compagnies, composées des hommes ayant fait partie des armées licenciées après chaque campagne et parcourant la France qu'ils traitaient en pays conquis. Les provinces de l'Est et du Midi eurent plus que les autres à souffrir de leurs déprédations. Une de leurs bandes pénétra dans le Trièves et exigea probablement des habitants de Mens, pour les faire se racheter du

(1) *Généalogie des Bardonenche*, déjà citée.

(2) *Ch. de doc. historiques*, p. 185 et suiv.

pillage, de fortes sommes qui ne purent être fournies, puis livra le bourg aux flammes. Nous voyons d'ailleurs l'arrière-ban du Dauphiné convoqué, à cette même époque, par Charles de Bouville, gouverneur de la province, pour repousser ces bandes de pillards (1), et Hugues de La Tour, seigneur de Vinay, chargé de défendre la Mure contre eux (2).

Convoqués à Grenoble par le gouverneur Charles de Bouville (décembre 1377), avec tous les nobles et châtelains de la province, le seigneur de Morges, Guillaume et Guigues de Morges, le fils d'Artaud d'Arces, le seigneur de Pellafol, Artaud et Louis d'Arces convinrent de donner au Dauphin, en don gratuit, une livre d'or pour chaque feu qu'ils posséderaient dans leurs terres (3).

Il était un usage dont les seigneurs du Trièves se dispensaient volontiers, car il en coûtait à leur orgueil de reconnaître fréquemment, et surtout d'une manière trop apparente, leur vassalité. Par une lettre du 21 juin 1391, le gouverneur de la province les rappela au devoir et recommanda au châtelain de la contrée de veiller à ce que désormais une bannière, aux couleurs delphinales, fût arborée pendant trois jours consécutifs, sur les châteaux et forteresses, à chaque changement de propriétaire survenu par vente ou succession, suivant la coutume remontant au roi Boson et aussi suivant ce qui avait été fait par Guigues Bérenger, en 1270, lors d'un arrangement entre lui et Guillaume, évêque de Die (4).

Les officiers delphinaux faisaient encore arborer cette

(1) Guy-Allard, *Dictionnaire historique*.

(2) *La Mure et la Mateysine, d'après les notes de A. Fayolle*, p. 40.

(3) *Choix de documents historiques*, p. 189.

(4) *Inventaire*.

même bannière sur les châteaux des nobles vassaux du Dauphin pour les mettre sous la sauvegarde du prince, lorsque leurs propriétaires étaient à guerroyer en pays étranger ou prisonniers, afin que personne ne profitât de leur absence pour s'emparer de leurs propriétés. C'est ce qu'avait fait faire le chapitre de Die pour le château de Thoranne, quand Raymond et Pierre de Bérenger étaient prisonniers du sire d'Oza-Sèche (1). Nous savons, en effet, que le chapitre et l'évêque de Die étaient propriétaires dans le Trièves.

Au sujet de leurs possessions et de la réserve du droit de justice sur ceux qui se rendaient aux foires du Trièves, faite dans l'acte de 1326 (2), surgirent de nombreuses contestations entre l'église de Die et le Dauphin. Nous les trouvons d'abord mentionnées dans un acte de 1398, époque à laquelle intervint une transaction entre le gouverneur du Dauphiné et le chapitre représenté par son doyen (3).

Le procureur général de la Chambre delphinale avait demandé au chapitre de rendre hommage pour toutes ses possessions du Trièves ; il basait sa demande sur des documents tirés de la Chambre des Comptes, à la date du 4 décembre 1261, et sur une concession faite par l'empereur Frédéric (juin 1247) au dauphin Hugues. Le représentant du chapitre produisit de son côté un privilège de l'année 1178 accordé aussi par l'empereur. A la suite de longs pourparlers, il fut convenu que le chapitre et ses biens seraient sous la sauvegarde delphinale ; que le chapitre prêterait hommage pour son fief appelé la *Vallée de*

(1) Valbonnais, t. I, p. 230.

(2) Voir plus haut, aux pp. 348-9, la notice sur Prébois.

(3) *Inventaire*.

Tréminis et possédé alors par Jean de Bérenger, sieur de Morges, plus pour la moitié du château de Follians (Feuillants) tenu par le sieur de Prébois, ainsi que pour les fiefs de Thoranne, St-Martin, Clelles, St-Michel, la Bâtiéd'Avane, d'une partie du fief de Chichilianne, celui de Treffort et tous ceux qu'il possédait en outre dans le Trièves, sauf la réserve de la fidélité due au Souverain-Pontife. On ajouta encore les conditions suivantes : que si lesdits fiefs venaient à être sous le droit de commis, ce droit appartiendrait au chapitre, comme premier seigneur et comme devant avoir les premières appellations des mêmes fiefs ; enfin que le chapitre prêterait hommage, par procureur, pour les biens sus-énoncés, à chaque changement de Dauphin. La transaction parle de cet hommage rendu au moment même de sa signature. Le roi Charles VI ratifia cet accord en mai 1401.

Des démêlés bien plus graves que les précédents s'élevèrent peu après entre le gouverneur du Dauphiné et l'évêque de Die pour des motifs semblables. Tous les deux réclamaient comme leur appartenant, à l'exclusion de tout adversaire, la suzeraineté de plusieurs fiefs. La querelle portait principalement sur Prébois, Avert, Feuillants.

L'acte de vente de toute juridiction sur les hommes delphinaux de ces trois terres et leurs mandements, des droits de régale, pulvérage, passage et autres cédés au nom de François I^{er}, nous fait connaître l'objet du litige et la manière heureuse dont il se termine, après plus d'un siècle de durée. Voici en substance le contenu de cet acte passé entre le cardinal de Tournon et Laurent de Monteynard, dans l'une des salles du palais archiépiscopal de Lyon, en 1537. La vente est faite d'abord, y est-il dit, afin d'aider au roi à subvenir aux frais des guerres occasionnées par la

nécessité de défendre son royaume contre les entreprises de Charles V, empereur. Elle comprenait : « 1° Les hommes et sujets delphinaux juriditiables, ensemble toute juridiction, justice haute, moyenne et basse, mère et mixte, supère et régalle que le Roy-Dauphin, notre dit seigneur, a dans tous lesdits lieux de Prébois, Foillans, Ste-Eugénie, Avert, du Mas-du-Païs et de Cogulet qui ne font qu'un mesme mandement, et aussi les autres estrangers qui pourroient venir y habiter pour l'advenir, avesque la servitude que le Roy, notre seigneur, a de les suivre 2° Les droits de pulvéraiges et passaiges que le Roy-Dauphin, notre dit seigneur, a coutume prendre et lever dans les limites desdits lieux. Et ce moyennant le prix et somme de trois cent vingt-huit livres et quinze sols tournois (1). »

Dans une note ajoutée à l'acte, on lit ce qui suit : « Le sieur de Monteynard tient et fait hommage de Ste-Eugénie, du Mas-du-Païs et de Cogulet, la régalle d'Avert du Roy-Dauphin... Quant au chasteau et mandement de Prébois et aussi celui de Follians, il les tient en fief et hommage de Monseigneur l'évêque de Valence et Dye, réserve la moitié dudit Follians qui se meut et fait hommage au chapitre de Dye.

« Et combien que par les hommages de tous temps faits à cause des places, lieux et seigneuries cy-dessus écrites, par iceux hommages apparaisse Monseigneur l'évêque sus-nommé comme le seigneur de Prébois et Follians avec les autres lieux dépendants cy-dessus mentionnés ayant *mixtum et merum imperium actum*, ce néant-moins pour estre le tout assis au païs de Triesve, ledit chasteau del-

(1) Archives de M. Astier, du Perrier.

phinal de Mens depuis du temps en ça]entreprend et continue tous les ans faire la régalle des grands chemins qui vont depuis Mens à la Croix-Haute et aussi depuis ledit Mens le grand chemin que l'on va au col de Meneu (Menée) et autres chemins qui sont et passent dans la terre et mandement dudit Prébois, aussi devant le mas du Pais et leurs dépendances, que semble être chose indue et contre raison.

« Par quoi, pour éviter tout procès, vu que le Roy-Dauphin notre sire a donné tout pouvoir, comme l'on dit, à Monseigneur le Révérendissime cardinal de Tournon, de vendre ses biens, ledit de Monteynard, seigneur de Prébois, entend acheter icelle régalle et toute autre étant dedans son mandement et limites cy-dessous mentionnées, afin que ledit châtelain et Vibailly ny autres officiers delphinaux n'ayent aucune connaissance en sa terre et mandement dudit Prébois avec ses autres appartenances. »

Ainsi se terminèrent par cette vente les trop longues discussions qu'eurent le Dauphin et les évêques de Die à cause des empiètements des officiers du premier. Nous avons entendu plusieurs fois porter, contre les seconds, des accusations d'ambition et d'envahissement par des personnes du Trièves, et c'est ce qui nous a fait nous appesantir sur ces incidents.

Dès la fin du XIV^e siècle, et même beaucoup plus tôt, Mens était le centre du commerce qui se faisait dans le Trièves et avait des foires célèbres. Il en est parlé dans la vente passée entre Henri, régent de Dauphiné, et Bertrand Bérenger (12 oct. 1326). Les plus importantes étaient celles qui se tenaient le 1^{er} juin et le 4 octobre, fête de S. François. Cette dernière durait deux jours et attirait une foule d'étrangers. Le gouverneur de la province les approuva

de nouveau, en 1480, et les rendit franches du paiement de tous droits de passage, pulvéragage, leyde et autres (1).

La noblesse du Trièves prit part à la guerre qui eut lieu entre le Dauphin et Louis, prince d'Orange. L'un de ses membres, noble Humbert de Béranger, seigneur de Tréminis et Morges, dut vendre deux de ses terres, du consentement du conseil delphinal (17 août 1430), pour payer les frais de son entrée en campagne (2).

Un siècle plus tard, devait surgir la guerre fratricide qui divisa la France, au XVI^e siècle, ruina les populations du Trièves et fournit à la plupart de ses seigneurs l'occasion d'amasser des richesses immenses.

CHAPITRE V

RÉFORME ET GUERRES DE RELIGION DANS LE TRIÈVES.

En 1515, retentit tout à coup, dans l'Allemagne, un cri de révolte poussé par un moine apostat, Martin Luther. Ce cri trouva des échos puissants chez tous ceux dont un changement servirait les passions et l'ambition. Le protestantisme naissait et se préparait à remplir le rôle qui faisait dire à Guizot, sur la fin de sa vie : « La réforme religieuse, qui a été la révolution du XVI^e siècle, a jeté de grands troubles dans les âmes et les destinées humaines ; elle a suscité de grandes erreurs et de grands crimes ; elle s'est développée à travers des guerres cruelles, des désordres et des souffrances déplorables (3). »

(1) *Inventaire*.

(2) *Ubi supra*.

(3) Cité par le pasteur Arnaud dans l'avant-propos de son *Histoire des protestants du Dauphiné*, p. 11 et 13.

Les idées nouvelles ne tardèrent pas à pénétrer en Dauphiné et envahirent le Trièves. Elles y furent apportées, à ce que l'on croit, par Guillaume Farel, qui prêcha, à Gap, vers 1521 ou 1522. Rejeté par les siens, il parcourut divers lieux du Dauphiné, mais sans s'arrêter longtemps dans aucun (1). La tradition porte qu'il alla à Châtillon et de là dans le Trièves par le col de Menée. L'un des disciples de ce fougueux prédicant, le pasteur Froment, célèbre par son habileté et son inconduite qui le fit chasser même de Genève, était des environs de Mens (2), et fut probablement l'une des conquêtes qui signalèrent le passage de l'ami de Calvin dans cette région.

La plupart des auteurs protestants s'efforcent, pour arriver à la catholicité en leur faveur, de démontrer que, par les hérésies qui les ont précédés, ils remontent aux premiers siècles de l'Église. Ils ajoutent que, dans le Dauphiné, les voies avaient été préparées à la réforme par divers hommes aux idées excentriques, mais appelés par eux illustres, et par des hérésies ayant mis dans l'esprit des populations dauphinoises des sentiments d'indépendance et de révolte contre l'Église romaine et le clergé (3). L'un d'eux, le pasteur Blanc (4) confond les vallées de Freissinière et de Vallouise en Briançonnais avec celle du Trièves, et place des Vaudois dans cette dernière. Il fait plus et ne craint pas d'écrire ce qui suit : « Nous trouvons dans Valbonnais qu'à Mens, ils (les Vaudois) devaient payer un impôt extraordinaire de capitation. » Cette citation nous suffit pour

(1) Arnaud, l. c., t. I, p. 7.

(2) *Biographie du Dauphiné*.

(3) Voir Arnaud, l. c., et le pasteur Blanc dans sa *Statistique sur le canton de Mens*.

(4) Loco c., p. 261.

juger de la véracité de cet écrivain et du fonds qu'il faut faire sur les assertions par lesquelles il attribue à ces hérétiques ce qui ne regardait que les juifs, connus sous le nom de Lombards (1).

L'une des principales causes qui portèrent les populations de notre contrée à écouter les prédicants fut l'espoir de voir diminuer leur misère. Elles pensaient que l'introduction de la réforme rendrait moins lourds les impôts, excessifs alors, et ferait cesser les guerres meurtrières et ruineuses dont elles souffraient. Ce triste état de choses amenait de graves désordres favorables aux nouvelles opinions. Celles-ci avaient déjà fait, en 1526, de tels progrès que le parlement de Grenoble s'en effraya et « s'y opposa, dit Chorier (2) par ses arrêts et menaça autant ceux qui les

(1) Pour que le lecteur puisse mieux juger des procédés de cet écrivain, nous allons mettre en présence son texte et celui de Valbonnais. 1^o Texte du pasteur Blanc : « Un disciple de Valdo, nommé Joseph, ayant prêché la doctrine des Vaudois dans le diocèse de Die, dont le Trièves faisait partie, ils y furent *Joséphistes* : quelquefois ils étaient appelés, dit Perrin, du nom des contrées qu'ils habitaient, comme d'Alby, Albigeois..., de Lombardie, Lombards... Nous trouvons dans Valbonnais (*Histoire du Dauphiné*, t. I^{er}, 4^e discours), qu'à Mens ils devaient payer un impôt extraordinaire de capitation. Dans le compte de la châellenie de Cornillon-en-Trièves, rendu en 1322, la recette de ce droit est exprimée en ces termes : *Propensivd casanæ Lombardorum de mentio recepit...* » — 2^o Texte de Valbonnais (p. 74 du t. I) : « Il parait, par quelques comptes, que les juifs, pour avoir la liberté du commerce, payaient une autre sorte de taxe qui était imposée à titre de *cas* sur les banques ou comptoirs où ils exerçaient leur négoce. Dans le compte de la châellenie de Cornillon-en-Trièves, rendu en 1322, la recette de ce droit est exprimée en ces termes : *Pro pensiva casanæ Lombardorum de Mentio recepit.* »

(2) *Hist. du Dauph.*, t. II, p. 528.

publieroient, que ceux qui les embrasseroient, du dernier supplice, par le fer et par le feu. Il défendit même, sous de rigoureuses peines, la traduction de nos livres saints en nostre langue. »

Ces arrêts n'empêchèrent point les prédicants de parcourir le Trièves en secret et d'y faire des adeptes à la réforme; mais, en même temps, la guerre et la division entraient dans ce pays jadis si paisible et si uni. Les familles surtout furent troublées. Nous trouvons la trace de ce nouvel et triste état dans tous les papiers publics et privés de cette époque (1).

Les prédicants, en outre, usaient d'un moyen puissant, surtout auprès des simples et des ignorants : ils publiaient partout que l'évêque de Valence et de Die, dont la conduite ne paraissait pas à l'abri de tout reproche, avait embrassé la réforme. Beaucoup se laissèrent entraîner par la croyance à cette chute prétendue d'un évêque (2).

Ainsi se répandit le protestantisme dans toutes les classes de la société. Trente-cinq ans après son introduction en Dauphiné, le Trièves renfermait un assez grand nombre de ses partisans. En 1562, il était placé par le Synode des églises de la province, tenu à Montélimar, dans la première classe ecclésiastique, comprenant le Grésivaudan et le Viennois (3). Dès l'année précédente, Mens s'était formé en paroisse et avait demandé un pasteur à l'Église de Genève, qui ne put satisfaire à sa prière qu'un an plus tard (4).

(1) Tréminis, archives ; *Généalogie des Bardonenche*, et surtout *Minutes* des anciens notaires du Trièves.

(2) Réponses écrites d'un protestant engagé à se convertir au milieu du siècle dernier.

(3) Arnaud. l. c., t. I. p. 99.

(4) Ubi *suprà*, p. 80 et t. II, p. 249.

Aussitôt que les protestants se crurent assez forts, ils prirent les armes pour faire valoir leurs prétendus droits contre les ordonnances royales et les arrêts des parlements. Une guerre civile s'ensuivit et ensanglanta, pendant de trop nombreuses années, de vastes contrées, couvrit le sol de ruines, suscita des haines encore brûlantes. De longue date, ceux du Dauphiné s'y étaient préparés ; ils n'attendaient qu'un prétexte pour la faire éclater ; aussi, quand leurs coreligionnaires du reste de la France se révoltèrent contre l'autorité royale, ils appelèrent à leur secours le baron des Adrets et se rangèrent sous sa bannière. Nous ne les suivrons, dans cette guerre, qu'autant que celle-ci intéresse le Trièves. A leur tête étaient des capitaines que M. le pasteur Arnaud juge ainsi : « Les des Adrets, les Lesdiguières, les Gouvernet... et autres capitaines huguenots du Dauphiné étaient assurément des hommes fort peu désintéressés et encore moins religieux (1). » Oui, ajoutons-nous avec beaucoup d'autres, ils étaient peu religieux, et ce ne fut pas le désir d'une vie plus parfaite qui les attira à la réforme : leur histoire en témoigne. Ils n'étaient pas non plus désintéressés, car, entrés pauvres dans la carrière militaire, ils ne la quittèrent que lorsque, pour la plupart, ils purent en paix jouir d'une fortune considérable, amassée dans leurs expéditions militaires, et passer le reste de leurs jours à l'abri de tout châtiment de leur révolte. Pour des honneurs, ils feront plus et reviendront au catholicisme. Leurs intérêts seuls leur servirent de guides.

(A continuer).

A. LAGIER.

(1) Loco c., avant-propos, XII.

LES
AMIS DE JEAN DRAGON

*Professeur à l'Académie Protestante
de Die.*

(SUITE. — Voir les 90^e, 91^e, 92^e, 93^e et 94^e livraisons).

AMIS DE JEAN DRAGON
Professeur à Die.

I

Petrus ASPAISUS, Diensis, 1611 (1).

Étudiant en théologie à l'académie de Genève en 1596 et pasteur à Quint (2) en 1600, Pierre Appaix était d'une famille bourgeoise, trois fois nommée dans l'acte par lequel les Diois appelèrent au pape, de certaines décisions du concile de Vienne, touchant leurs libertés municipales, le 9 mai 1293, et dont l'un des membres les plus connus est le dominicain Jean Appaix, qui donna en 1515, une seconde édition des sermons de son oncle Jean Reynard, prieur du couvent des Dominicains de Die et vicaire-général de l'évêque Gaspard de Tournon. Raymond Appaix, son aïeul, consul de Die en 1557, est un des chefs

(1) Fol. 139.

(2) Vallée du canton de Die (Drôme), formant les communes de Ste-Croix, St-Etienne-et-St-Andéol-en-Quint, St-Julien-en-Quint et Vachères.

de famille de cette ville, qui réclamèrent en 1570, l'observation des ordonnances et édits du roi favorables aux Réformés ; — ce qui équivalait à dire, qu'il fut des premiers à embrasser la Réforme. — Enfin le capitaine Louis Appaix, son père, était un officier de la milice bourgeoise de Die, qui mourut de la peste à Quint, en 1586, « ayant ataint l'aage de quarante sept ou quarante huyt »
 « ans, ayant vequ le durant de sa vye fort vertueusement et »
 « s'estant trouvé en plusieurs combats durant les quatre »
 « guerres cyvyllles qui furent en ce royaume, à l'occa- »
 « sion des religions, où il se pourta tousjours vaylhement »
 « et en homme d'honneur ». Quant à sa mère, Clauda Gay, « femme diligente et vertueuse, playnne de grande »
 « amytié envers les siens et devotieuze en sa religion », qui naquit en 1550, se maria en 1564 et mourut à quatre-vingts ans, laissant deux fils et deux filles dont notre pasteur est le second, elle était fille du bourgeois Antoine Gay et de Jeanne Brunel, sa seconde femme, et conséquemment la sœur des capitaines Thomas et Gaspard Gay, de Die, dont les curieux mémoires ont été publiés par M. le chanoine Jules Chevalier (1).

Tant par sa famille maternelle que par sa famille paternelle, Pierre Appaix appartenait donc à la bourgeoisie de Die et c'est évidemment à cause de cela, que l'église protestante de cette ville, dont le pasteur, Guillaume Vallier (2), était alors d'un grand âge, le demanda pour second pasteur dès son arrivée à Quint ; et pour cela encore, que le Synode provincial après lui avoir tout

(1) *Cart. de Die.* — *Biog. du Dauphiné*, II, 349. — J. CHEVALIER : *Mém. des frères Gay*, 280, 299.

(2) Etudiant à l'académie de Genève en 1565, ce pasteur, qui était de Cervières en Piémont, mourut à Die en 1609.

d'abord permis de visiter de temps en temps l'église de Die, l'y attacha, vers la fin de 1601, sous condition de visiter souvent l'église de Quint, tant qu'elle ne serait pas pourvue d'un autre pasteur. Ce qui eut naturellement pour effet de créer des difficultés entre les deux églises. Or, une fois à Die, le jeune pasteur mit tout en œuvre pour faire avoir à sa ville natale, l'académie qu'il était alors question de fonder à Montélimar, pour les protestants du Dauphiné. Pour cela, il commença par se plaindre de l'état de décadence dans lequel était tombé le collège, qu'il y avait depuis longtemps déjà dans cette ville et, le consistoire de son église l'ayant ensuite chargé de négocier le retour d'un professeur de mérite, qui avait abandonné depuis peu ce collège, il conduisit si bien sa difficile entreprise que, le 28 octobre 1604, cinq représentants des églises réformées de la province, dont il était un, et huit représentants de l'église et de la ville de Die, parmi lesquels était le capitaine Gaspard Gay, son oncle maternel, signèrent un traité qui peut être considéré comme l'acte de fondation de l'académie protestante de cette ville, dont il avait été préalablement chargé de dresser les règlements, de concert avec le célèbre Chamier et les pasteurs Vallier et de la Colombière (1), et dont il fut enfin le premier recteur (2).

Devenu ainsi un homme important dans son parti et surtout à Die, Appaix n'en fut pas à l'abri pour cela, de certains mauvais vouloirs ; car il est bon de dire que, bien que pasteur, il n'appartenait nullement à la fraction in-

(1) Voir plus loin, la notice consacrée à ce pasteur.

(2) Actes des synodes de Serres (1600), de Nyons (1601), de Grenoble (1602) et d'Embrun (1603). — Registre des conclusions académiques. — Arch. de la Drôme, D 52, etc.

transigeante du parti protestant, mais était plutôt de ceux qui eussent été du clan des *Politiques*, au temps des guerres de religion ; et, comme il ne manquait naturellement pas de calvinistes intransigeants, dans une ville que l'on disait alors être une petite Genève, il y a tout lieu de supposer que ce sont ses dissentiments avec ces derniers, qui lui firent abandonner pendant quelques semaines, au commencement de l'année 1606, ses doubles fonctions de recteur et de pasteur à Die, pour aller desservir l'église de Crest. L'insistance avec laquelle il demandait, quelques mois plus tard, l'arriéré de ses gages, sous prétexte qu'il en avait besoin « pour faire des provisions et payer ses debtes, » semble également être le résultat d'un mouvement de mauvaise humeur, causé par les mêmes dissentiments et finalement, nous avons une preuve certaine de l'hostilité qu'il rencontrait chez quelques-uns de ses coreligionnaires diois, dans l'accusation qui fut portée contre lui, au sein du consistoire de Die, le 14 décembre de la même année. Quelques gentilshommes ayant dansé chez son beau-père, le capitaine Mourel, on prétendit qu'il avait permis ce divertissement absolument défendu par les synodes, et il y a même toute raison de croire, que les explications, d'ailleurs fort embarrassées, par lesquelles il répondit à cette accusation, ne furent acceptées qu'à cause du besoin que l'on avait encore de ses services (1).

En même temps qu'il s'occupait d'organiser et d'administrer la nouvelle académie, Appaix devait, en effet, lutter constamment pour le maintien de cet établissement à Die ; car la majorité s'étant prononcée pour cette ville, dans le synode de 1604, ce choix avait ensuite donné lieu à bien

(1) Conclusions académiques.

des récriminations, à cause de la difficulté des communications avec une ville qui était, pour ainsi dire, perdue dans les montagnes. On se plaignait, en outre, depuis quelque temps de la lenteur que les Diois mettaient dans l'exécution de leurs engagements touchant l'Académie, dont les premiers professeurs, difficilement recrutés, laissaient également beaucoup à désirer et, somme toute, les choses en arrivèrent bientôt à ce point, que le synode provincial de 1607, après avoir témoigné de ses sentiments pour le second pasteur de Die, en décidant qu'il serait officiellement recommandé aux tribunaux, devant lesquels il pouvait être appelé à plaider, à cause de certains différends avec le capitaine Chabanas (1), crut devoir mettre en discussion la validité du traité du 28 octobre 1604. En dépit de toutes les observations et protestations des représentants de l'église de Die, le transfèrement de l'académie à Montélimar y fut même décidé. Seulement inspirés et guidés par Appaix, à qui les faveurs du Synode faisaient si peu perdre de vue les intérêts de ses compatriotes, qu'il donna peu après sa démission de recteur, pour bien marquer l'opposition qu'il faisait aux décisions de cette assemblée, les Diois appelèrent de ces décisions au Conseil du roi, qui leur donna gain de cause, et le Synode qui ne pouvait que s'incliner devant la volonté du souverain, ayant alors demandé que certaines clauses du contrat « passé entre les églises du Dauphiné et ceux de la ville de Die » fussent amiablement modifiées, notre pasteur et l'avocat Poudrel (2), qui lui avait succédé dans le rectorat, s'y oppo-

(1) Jean Chabanas, ancien boucher de Die, qui s'étant improvisé capitaine pendant les guerres civiles, s'y enrichit d'une manière scandaleuse ; ce qui ne l'empêchait pas d'être receveur du consistoire de sa ville natale en 1602.

(2) Claude Poudrel, avocat, mari de Pétrésine Agenon, qui mourut à Pontaix le 11 avril 1650.

sèrent absolument. De telle sorte, que toutes choses restèrent dans leur état primitif⁽¹⁾.

Pour Appaix aussi bien que pour les Diois, ce fut, en un mot, une victoire complète, et cette victoire marque cependant le déclin de l'importance que le premier s'était acquise, par ses services, chez ses coreligionnaires et dans sa ville natale. Car du moment qu'il ne fut plus l'homme nécessaire, c'est-à-dire quand les Diois n'eurent plus à craindre qu'on leur enlevât leur académie, ceux de ses compatriotes qui ne partageaient pas ses tendances, le traitèrent ouvertement en suspect; et, pour ce qui regarde le Synode, dont il avait froissé toutes les susceptibilités et provoqué toutes les colères, en appelant de ses décisions à l'autorité civile, non content de l'avoir censuré, en même temps que les autres membres de l'église de Die, à cause de cet appel, il trouva prétexte pour lui infliger de nouvelles censures l'année suivante. Or, toutes ces rigueurs, loin d'amener notre pasteur à résipiscence, ne firent que l'irriter au contraire, le pousser davantage du côté de ceux qui contestaient aux synodes le droit de s'occuper d'autres affaires que de celles de la religion. Tellement que l'avocat diois, Charles Ducros, ayant été mis au ban du parti protestant, par le synode du Dauphiné, pour avoir accepté sans son consentement la charge de président en la Chambre de l'édit de Grenoble, il ne craignit pas de prendre ouvertement sa défense, ce qui lui valut d'être censuré une troisième fois, et qu'aux attaques de certains de ses compatriotes, il répondit en menaçant de s'adresser à la justice ordinaire, tant pour avoir raison de ses détracteurs que pour obtenir payement de ce

(1) Actes du synode de Montélimar (1607).

qui lui était dû par l'église de Die, à laquelle il demanda finalement son congé (1).

L'église de Die n'étant alors desservie que par Appaix, et les protestants dauphinois ne redoutant rien tant que l'intervention de la justice dans leurs affaires, les administrateurs de cette église tachèrent alors d'apaiser l'irascible pasteur, d'abord en le réconciliant avec son frère aîné, Jean Appaix, qui avait pris parti contre lui, puis en l'assurant qu'on « tascheroit de lui donner contentement en son « paiement et » qu'on « poursuivroit, selon la discipline « ecclésiastique, ceux qui sont en dispute avec lui » ; mais s'ils purent l'amener ainsi à renoncer aux poursuites judiciaires dont il les avait menacés, ils ne le firent pas revenir sur sa résolution de quitter Die. Si peu, qu'il préféra aller à Châtillon (2), simple village de quatre à cinq lieues plus avant dans les montagnes du Diois, dont il fut nommé pasteur vers la fin de l'année 1609 et qu'il ne semble pas s'être associé aux démarches que Gouvernet, le plus grand seigneur protestant du Dauphiné après Lesdiguières, fit cinq ou six mois après, pour le faire revenir à Die comme pasteur de sa maison. Non compris qu'il se renferma dès lors, si étroitement, dans l'exercice du ministère pastoral, qu'il n'est guère question de lui, que deux fois, pendant les vingt-huit années suivantes.

En 1622, le Synode voulant rassembler les matériaux d'une histoire des protestants du Dauphiné, le chargea de recueillir « les mémoires des églises du Diois, touchant les « faicts mémorables arrivés en icelles, depuis la Reformation », et transféré à Pontaix, village voisin de son

(1) Actes des synodes d'Orpierre (1608) et de St-Paul-Trois-Châteaux (1609).

(2) Chef-lieu de canton de l'arrondissement de Die (Drôme).

ancienne église de Quint, en 1626, il y était depuis huit ans, lorsqu'il fut poursuivi pour avoir prêché hors du lieu de sa résidence. Accusé en même temps de complicité dans les violences commises par les protestants de Pontaix, lors du rétablissement du culte catholique dans cette localité, en 1627, il fut même emprisonné ; mais le Conseil du roi devant lequel il se pourvut aussitôt, comme il l'avait fait vingt-six ans auparavant, à propos de l'académie de Die, ordonna son élargissement et condamna les auteurs de son incarcération à mille livres de dommages-intérêts. L'arrêt est du 24 novembre 1634 (1).

Sept ans plus tard, Pierre Appaix était remplacé, comme pasteur à Pontaix, par Jean Manuel ; mais nous ignorons si cette date est celle de sa mort et nous ne savons pas non plus s'il eut d'autres enfants que l'avocat Pierre Appaix, qui mourut à Die le 6 juin 1670, âgé de 66 ans (2).

On a de ce pasteur l'ouvrage suivant, qui est d'une extrême rareté : *Deux homélies, l'une des miracles du Christ au ventre de la sainte et glorieuse vierge sa mère, l'autre de l'extrême cheute et merveilleux relevement du roy Manassé ; item les fruicts d'ivers d'une muse chretienne*, par le sieur Pierre Appaix, Daulphinois 1598, in-8° ; et nous savons du reste, par l'album de Jean Dragon, que l'ancien recteur de l'académie de Die cultivait les muses, car on y trouve, de lui, un assez grand nombre de vers, dans lesquels il chante la nomination de ce dernier, comme pasteur à Crest et qui permettent de supposer que ce dernier partageait les sentiments

(1) Délib. du consistoire de Die. — Acte des synodes d'Embrun (1610) et du Pont-en-Royans (1622), ARNAUD : *Hist. des prot. du Dauphiné*, II, 73.

(2) Mortuaires de l'église de Die.

d'Appaix à l'endroit de Charles Ducros. En voici un échantillon :

*Le serpent eslevé au plus haut d'une perche,
Guerissoit les Hebrieux par les serpents mordus ;
Dragon tu gueriras la playe toute fraische
Du Dragon, sur ceux là qui sembloient jà perdus.*

*Chrestien tu vas à Crest, mais pasteur pour y paistre
Les brebis du Seigneur : Dieu soit avecques toy
Et en te bénissant, te fasse recognoistre,
Que c'est luy qui t'eslit pour pasteur de la foy.*

II

Johannes BALCETUS Pratagildensis, 1611 (1).

Jean Balcet, de Pragelas dans les vallées vaudoises (2), figure comme étudiant en philosophie sur la liste des écoliers de l'académie de Die et nous savons d'ailleurs, qu'il était âgé de vingt ans, lorsqu'il écrivit, tant en grec qu'en latin, quelques maximes touchant l'amitié, dans l'album de son ancien professeur, Jean Dragon. Trois ans après, il était proposant au saint ministère, autrement candidat au titre de pasteur, et refusé une première fois par le Synode, qui, tout en reconnaissant en lui « de « beaux dons de Dieu, l'exhorta à les cultiver encore « quelques années à l'Académie », il fut admis l'an suivant et chargé de desservir l'église de Chorges (3) (1615). Transféré à Pragelas, son pays natal en 1617, il y professa bientôt les doctrines arminiennes, contre les-

(1) Fol. 165.

(2) Avant le traité d'Utrecht (1713) les vallées vaudoises appartenaient à la France et formaient un colloque dit de Pragelas et du Valcluson.

(3) Chef-lieu de canton de l'arrondissement d'Embrun (Hautes-Alpes).

quelles s'élevaient alors d'une manière violente tous les calvinistes zélés, et dénoncé pour cela au Synode provincial, en 1621, il fut ensuite déposé par cette assemblée, à la suite d'une enquête, de laquelle il résulta que le pasteur de Pragelas avait fait preuve d'une « extrême pertinacité et obstination ». Aussi la sentence du Synode provincial, fut-elle confirmée par le synode général de Charenton (1623), dans les actes duquel on trouve le signalement que voici : « Jean Balset, autrefois ministre dans l'église de « Prajelas, âgé d'environ trente-deux ans, de petite stature « avec des cheveux noirs, mélancolique, délié et maigre, « qui penche un peu la tête avant, de grosses lèvres (1). »

Converti ensuite au catholicisme, Balcet publia en 1634, sous le titre de *Remonstrances à MM. les ministres des eglises pretendues reformées de France, Genève, Allemagne et pays circonvoisins, sur le faict de la justification et ses dependances*, un écrit que les pasteurs du Dauphiné dénoncèrent à ceux de Genève, en leur manifestant le désir qu'ils y répondissent ; puis un *Diurnal de la vraye eglise*, qui ne nous est connu que par la réponse qu'y fit le pasteur Daniel Pastor, son successeur à Pragelas. Enfin, ce dernier l'ayant probablement attaqué une seconde fois, il riposta par *La défense de la sainte messe et de ses dependances, contre les injustes accusations, erreurs et blasphêmes des ministres et en special du sieur Pastor, ministre de Pragela*, publication de l'année 1656. Enfin, nous avons encore de Balcet : *Theologia moralis sive templum divina justicia Deo patri sacrum...* Lugduni, 1664, in-4° (2).

(1) Actes des synodes du Pont-en-Royans (1614) et de Die (1621). — AYMON, II, 29.

(2) ARNAUD, *Les controverses relig. en Dauphiné*,

III

Ludovicus BEDARRIDA, *Orengius*, 1611 (1).

Il y a tout lieu de croire que cet ami de Dragon était le fils d'un Antoine Julien dit Bédarrides, dont la fille Madeleine épousa en 1595 François de La Croix, doyen de l'université d'Avignon, et qu'il appartenait conséquemment à une famille portant pour armoiries : *d'or au chevron d'azur, chargé de trois pattes de lion d'or*. En tout cas, il était d'Orange, étudiait la philosophie à l'académie protestante de Die en 1610 et, bien que ses études dussent être alors terminées, était encore étudiant dans cette académie au mois de février 1611, date à laquelle on voit l'imprimeur Jean Gautier se plaindre au Conseil académique « des insolences et menaces que bon nombre d'escolliers luy font tant de jour que de nuict, entr'autres les sieurs Gay, Bedarrides et Chastet ; disant avoir reçu des coups de l'un d'eux et qu'ils usent contre lui de vilains propos avec blasphèmes du nom de Dieu, tellement que s'il n'est assisté, il sera contraint de quitter la ville. » Ce qui fut cause que le Conseil, après avoir décidé que « les consuls et sergent seroient priés de veiller, notamment la nuit, sur les insolences qui se commettent en la ville et d'obtenir du magistrat les inhibitions nécessaires, contre les hostes, de ne donner aucuns vivres, auxdits escoliers, en leurs logis », chargea le Recteur de « dire à tous ceux qui tiennent des escoliers en leurs maisons, de ne permettre qu'ils jouent et sortent de nuit, autrement qu'on s'en prendra à eux ».

(1) Fol. 25.

Or, curieux rapprochement, dès qu'il fut rentré dans sa famille, à Orange, cet écolier indiscipliné entra en guerre contre l'un des pasteurs de cette ville, Paul Maurice (1), qu'il accusait de relâchement et de tiédeur, pour ne pas dire de trahison, parce qu'il était bien vu du prince Philippe-Guillaume de Nassau, à qui les protestants exaltés ne pardonnaient pas d'avoir accordé la liberté de conscience à ses sujets et conséquemment autorisé le rétablissement du culte catholique dans sa principauté en 1607. Josué Rossel (2), autre pasteur d'Orange, ayant pris parti contre son collègue, la situation de celui-ci devint même si difficile, au bout de quelque temps, qu'il demanda son congé à l'église d'Orange, pour se retirer à Tulette, et comme cela n'empêcha pas ses adversaires de continuer leurs attaques, le Synode provincial finit par intervenir (3).

Ce synode était celui du Dauphiné, dans la circonscription duquel fut presque toujours comprise la principauté d'Orange, alors même qu'elle n'était pas française, et c'est au mois de juillet 1614, que cette assemblée, naturellement désireuse de mettre fin à une querelle, qui menaçait de dégénérer en véritable scandale, enjoignit au colloque des Baronnies, qui s'en était déjà occupé, de suspendre le pasteur Rossel, pour un an, « au cas que, pour ce « sujet, il arrivât du trouble en l'église d'Orange », et

(1) Genevois, reçu pasteur en 1595, Paul Maurice desservit l'église d'Orange de 1603 à 1614, celle de Tulette en Dauphiné de 1614 à 1615; puis étant allé en Provence, dont il représenta les églises à l'assemblée politique de Loudun (1619) et dans les synodes nationaux de Charenton (1631) et d'Alençon (1637), il y fut pasteur d'Eyguières de 1619 à 1647. Mort en 1659, il a laissé plusieurs ouvrages de controverse.

(2) Pasteur à Orange dès 1600, décédé dans cette ville en 1622.

(3) Concl. acad. — Actes du syn. du Pont-en-Royans (1614).

trouva Bédarrides, « grièvement censurable pour avoir
« imputé au sieur Maurice plusieurs crimes et excès, des-
« quels il n'a rapporté preuves ». Quant à ce dernier,
dont le grand crime était d'avoir accepté une pension de
100 livres du prince d'Orange et emprunté, dans un mo-
ment de gêne, le double de cette somme à un ancien pro-
testant passé au catholicisme, il eut beau se défendre de
toute intention mauvaise, en disant qu'il « n'avoit accepté
« ladite pension que pour le plus grand bien de son église
« et reçu lesdites 200 livres, pour subvenir à la grande
« nécessité en laquelle il se trouvoit, estant contraint de
« quitter l'église d'Orange et n'ayant eu autre affaire
« avec le prêteur, la qualité duquel il a cru ne lui im-
« porter en ceste affaire » ; le Synode ne l'en déclara pas
moins « convaincu d'avoir fréquemment usé de paroles
« vaines, sales et oiseuses et contraires à l'édification,
« modestie et sobriété requises aux discours d'un pasteur;
« d'avoir parfois usé de nonchalance en sa charge et
« accepté gains deshonnêtes ». Ce pourquoi, Maurice fut
condamné « à vider l'église d'Orange, avec recomman-
« dation de se mieux conduire à l'avenir, s'il ne vouloit
« estre déposé ». Mais si le pauvre pasteur s'inclina de-
vant la sentence du Synode provincial, il n'en fut pas de
même de Bédarrides, qui menaça d'en appeler au Synode
national ; de telle sorte que la querelle continua, sans que
nous puissions en raconter les suites, attendu que nous ne
savons rien de plus de cet ancien étudiant de l'académie
de Die, sinon qu'il était ancien de l'église d'Orange en
1659 et probablement l'aïeul d'un autre Bédarrides, qui
devint gouverneur d'Orange vers 1665 et qui, s'étant ré-
fugié en Hollande vers 1701, y devint colonel au service
de ce pays.

IV

Samuel BENEDICTUS, 1611 (1).

Médecin bel esprit, qu'une traduction de la seconde semaine de Du Bartas, en vers latins, a fait comprendre parmi les célébrités dauphinoises du XVII^e siècle, Samuel Benoît est sans contredit un des écrivains de notre province et de cette époque, à propos duquel historiens et biographes s'entendent le moins. Ainsi Chorier, qui vante sa connaissance de la langue grecque, le dit-il être des Baronnies, petite contrée du Bas Dauphiné, correspondant à l'arrondissement de Nyons, tandis qu'il était de Vienne, suivant Guy Allard, qui s'est ensuite rangé à l'opinion de Chorier. Et si la *France protestante* est d'accord avec Galiffe, lorsqu'elle avance que Samuel Benoît fut baptisé à Genève le 14 juin 1578 et qu'il était le deuxième fils de Georges Benoît, apothicaire dauphinois émigré pour cause de religion, elle cesse de l'être lorsqu'elle fait obtenir, à ce dernier, droit de bourgeoisie en 1597; car l'auteur de l'*Histoire des familles genevoises* prétend que cet apothicaire dont la femme avait nom Salomé Cop, ayant été reçu habitant de Genève le 27 décembre 1569, en devint bourgeois le 10 avril 1572, et que membre du conseil de cette ville en 1582 et ancien du consistoire de son église deux ans après, il y mourut le 23 février 1596. Enfin, cet auteur ajoute que Samuel Benoît vint en Dauphiné au lendemain de la publication de l'édit de Nantes et qu'il y épousa une demoiselle D'Arthemalle, qui, devenue veuve, se remaria avec M. de Brion, gentilhomme de la province; tandis qu'il est dit en termes

(1) Fol. 142.

formels, dans les *Mémoires des frères Gay*, que Marie Gay, fille d'Antoine et sœur des auteurs de ces mémoires, ayant perdu en 1601 Pierre Valensan, apothicaire de Die, son premier mari, épousa en secondes noces « Monsieur M^e Samuel Benoît, natif de Seyne, environ trois ans après la mort dudict sire Vallensan (1) ».

Ce qu'il y a d'absolument certain, c'est que notre médecin était établi à Die, le 23 septembre 1601, date à laquelle tous les chefs de maison de cette ville, appartenant au culte réformé, furent convoqués dans le temple, pour y entendre les explications du premier consul, Charles Ducros, touchant les négociations engagées dans le but d'arriver à la fondation d'un collège protestant à Die ; qu'il fit partie de l'assemblée synodale, tenue en la même ville le 28 octobre 1604 et dans laquelle furent arrêtés les premiers règlements de l'académie qui remplaça le collège ; enfin qu'il était membre du bureau académique de Die en 1610. De Die, Samuel Benoît fut à Grenoble, qu'il habitait en 1612 et de Grenoble la plupart des biographes le font aller à Saumur, où Du Plessis-Mornay lui fit, disent-ils, avoir une chaire de médecine. Seulement ces écrivains ont évidemment confondu notre médecin avec Jean Benoît, autre fils de l'apothicaire, Georges Benoît, suivant la *France protestante* et Galiffe, et dans tous les cas professeur de médecine à l'académie de Saumur en 1611. Car indépendamment de ce que nous savons, par notre album, qu'à cette dernière date le Benoît qui nous occupe était encore à Die, ces auteurs disent en effet que le professeur de Saumur fut recommandé à Du Plessis-Mornay par Casaubon, à cause de sa traduction d'Horace

(1) CHORIER, *Estat pol.*, I, 122-123. — *France prot.*, éd. Bordier. — GALIFFE, IV, 278. — *Mém. des frères Gay*, 303.

en vers grecs et cette traduction est précisément de Jean Benoît, ainsi qu'il est facile de s'en convaincre en lisant son titre : *Q. Horacii Fl. carmina grecæ pari tum numero tum metro verso a Joh. Benedicto* (1).

Il y a, du reste, bien des raisons de croire, que Samuel Benoît, que nous retrouvons à Die en 1613, ne quitta plus cette ville ensuite et que c'est conséquemment là qu'il mourut, en 1620, suivant Galiffe. Puis, il est à peu certain, que de tous les ouvrages qui lui sont attribués, le seul qui soit réellement de lui est sa traduction de la deuxième semaine de Du Bartas, traduction qui, avec la dédicace au Dauphin, fils d'Henri IV, et quantité de vers encomiastiques, émanant en grande partie de professeurs à l'académie protestante de Die, forme un petit volume in-douze de 12 feuillets non numérotés et 162 pages, imprimé en 1609 chez Barthélemy Vincent, à Lyon, et dont le titre exact est : *Guillelmi Sallusti Bartasii poetarum nostri sæculi facile principi Hebdoruas II*. Seulement il faut lui restituer, par contre, un *Discours véritable d'une fontaine ornée de merveilleuses propriétés et vertus, trouvée près de Die*, 1610, in-4°, dont l'auteur est appelé, par erreur, Benoiseau, par M. Ad. Rochas (2).

V

C. BLOSSETUS, 1611 (3).

Sur la liste des étudiants de l'académie de Die en 1610, cet ami, ou plutôt cet ancien élève de Dragon, est appelé

(1) Délib. du consistoire de Die. — Conclus. acad. — Arch. de la Drôme, E 2239, 2245, 2246, etc.

(2) *Biographie du Dauphiné*, II, 454. — Note de M. Gustave Latune.

(3) Fol. 128.

« noble César de Blusset, de Triesves ». Il appartenait donc à cette famille Blosset ou Blusset, dont la noblesse fut reconnue, en 1458, dans une revision des feux de la paroisse du Monestier de Clermont, dont les armes sont : *d'azur à trois pals d'or, au chef de gueules chargé d'une fasce vivrée d'argent* et dont la principale illustration est le capitaine protestant Antoine de Blosset, maréchal-des-logis de la compagnie d'hommes d'armes de Lesdiguières et l'un de ses bons lieutenants pendant les guerres civiles du XVI^e siècle. Seulement, comme c'était encore là, une de ces familles de pauvres gentilshommes, dont les généalogistes ne s'occupent guère, nous ignorons absolument le degré de parenté que pouvait avoir notre étudiant, soit avec un Samuel de Blosset, ancien de l'église de Veynes, qui représenta cette église dans le synode provincial de 1608 ; soit avec un André Blusset, étudiant en théologie en 1610, qui pourrait bien être le même personnage qu'un pasteur de ce nom déposé en 1617 ; soit avec un Guillaume de Blosset ou de Blusset, autre étudiant, qui se compromit de la manière la plus grave dans une révolte en 1652, ce qui ne l'empêcha pas d'être sept ans plus tard un des lauréats de l'académie de Die ; soit enfin avec l'avocat David de Blosset, qui, nommé conseiller au parlement de Grenoble le 15 juillet 1754, l'était encore à la Révolution (1).

Tout ce que nous savons de cet étudiant gentilhomme, c'est qu'au mois d'août 1610, il eut avec un sieur Pierre Mercurin, qui devint plus tard pasteur en Provence, une querelle dont les conséquences furent sérieuses ; car Mer-

(1) CHORIER, *Estat pol.*, III, 115. — Actes du syn. d'Orpierre (1608). — Concl^{us}. acad. — Inv. des arch. de l'Isère.

curin ayant été chassé alors de l'Académie, « comme subject à blasphémer le nom de Dieu et atteint d'avoir assailli et battu le s^r de Blusset, escolier », il appela de cette sentence du Conseil académique au juge épiscopal, qui le déclara homme de bien. Ce qui donna lieu à des protestations de la part de l'académie et du consistoire de Die (1).

VI

Dionitius BOUTIENUS, *Montisbeloaretensis*, 1611 (2).

Cet étudiant en philosophie, — car c'en était un, — qui a si singulièrement traduit en latin le nom de Montbéliard, ne figure pas sur la liste de 1610. Serait-ce quelque parent d'un Jacob Boustier, qui était receveur des deniers académiques en 1602 ?

(1) Concl. acad.

(2) Fol. 177.

(A suivre)

J. BRUN-DURAND.





EXÉCUTION

DE

Arthur-Thomas, comte de Lally, baron de Tolendal

LIEUTENANT GÉNÉRAL, GOUVERNEUR DES INDES

La famille de Lally, originaire d'Irlande, suivit dans son exil, en France, le roi Jacques II. Gérard de Lally, baron de Tolendal, capitaine-major au régiment irlandais de Dillon (1) dont une partie tenait, pour lors, ses quartiers à Romans, en Dauphiné, y épousa en 1701, Anne de Bressac, veuve de Philippe du Vivier, président en la chambre des comptes de Grenoble. De cette union naquit, à Romans, le 13 janvier 1702, Arthur-Thomas de Lally, dont la première enfance se passa dans cette ville. Il embrassa de bonne heure la carrière des armes, sut s'y faire remarquer et, en 1756, fut nommé lieutenant général et gouverneur militaire des possessions françaises dans l'Inde. Sa sévérité lui avait créé de nombreux ennemis dans cette colonie dévorée par la concussion. Ceux-ci, appuyés sur l'autorité de Choiseul, de Maupeou, de Terray et de nombreux courtisans, surent profiter de la prise de Pondichéry par les Anglais, en 1761, pour porter les accusations les plus

(1) Propriété de la famille de Dillon, ce régiment a glorieusement servi la France, de 1690 à 1791. Il était, en grande partie, composé d'Irlandais restés fidèles à la cause des Stuarts.

odieuses contre le général vaincu. Enfermé à la Bastille et condamné, le 6 mai 1766, par arrêt du parlement de Paris, à avoir la tête tranchée, Lally fut exécuté le 9 du même mois.

De son mariage avec Félicité Grafton, morte en Irlande, en 1762, Arthur-Thomas de Lally avait eu un fils, Trophime-Gérard, né à Paris, le 5 mars 1751. Ce dernier, de l'assentiment du roi, réclama avec énergie et éloquence la réhabilitation de son père. La révolution arrêta le cours de cette longue procédure, mais l'opinion a toujours considéré cette cause comme gagnée.

La lettre suivante est relative à l'exécution d'Arthur-Thomas de Lally. Elle confirme certains faits déjà connus et donne quelques détails curieux et inédits.

A Monsieur,

Monsieur le président de St-Jullien (1)

à Grenoble

En Dauphiné.

Paris, le 10 may 1766.

« J'ai profité du courrier d'avant-hier, mon cher poupon (2), pour vous envoyer le précy de l'arrêt de M. de Lally. Vous l'avez sans doute vu par d'autre. Il avoit esté rendu de mardi après midy. Je vous avois écrit du

(1) François-Claude Bovier de Portes, de St-Jullien, nommé président à la chambre des comptes de Dauphiné, le 9 octobre 1753, sur la résignation de son père Joseph Bovier de Portes.

(2) Ces surnoms familiers étaient fort à la mode, à la fin du dix-huitième siècle.

matin et vous avertissois que le jugement alloit à la mort. On me l'avoit assuré de samedy, il y a aujourd'hui huit jours. L'exécution s'est faite hier vendredy, à quatre heures trois quarts du soir. La famille avoit obtenu qu'elle se feroit aux flambeaux, mais on a avancé cette triste cérémonie, dans la crainte qu'il ne se détruisit luy-même. Cette crainte étoit fondée, parce que le matin qu'on luy a lu son arrêt et après cette lecture, il s'est retiré dans un coin de la chambre et là il s'est donné un coup dans le ventre avec le fer d'un compas qu'il avoit soustroit, sans qu'on s'en apperçu, d'un étuy de mathématique qu'il avoit eu jusqu'à son jugement et qu'on ne luy avoit oté qu'après. Il avoit tiré aussi de ce même étuy un petit fer en triangle qu'il comptoit avaler pour... mais on s'en est apperçu et on luy a oté. Après il a tenté de s'étouffer avec sa langue, comme les indiens, on l'a vite connu et on luy a mis un baillon pour l'empêcher. Tout cela a déterminé à avancer la cérémonie qu'il a soutenue avec courage et sans se plaindre ny parler contre personne. Le bourreau l'a manqué deux fois et ce n'est que la troisième que la tête a été enlevée. Le premier coup luy a partagé la tête et l'on croit qu'il l'avoit tué (1). L'on ne parle d'autres choses depuis cinq à six jours. Le peuple est enchanté d'avoir vu exécuter quelqu'un comme il faut; dans les honnêtes gens le plus grand nombre applaudit au jugement, un petit nombre tout en le croyant juste, en sont

(1) La biographie de Michaud contient une notice fort intéressante sur la vie et la mort du comte de Lally, œuvre de son fils Gérard.

touchés. Le peu de parents ou d'amis qu'il avoit ont montré le plus grand intérêt..... (1) est allé se jeter aux pieds du roy qui en a été attendri. Milord Dillon (2) luy a écrit une lettre noble et touchante. Monsieur et Mme d'Altpiere sont partis pour la campagne. On doit juger aujourd'huy M. de Chaponay (3) et deux ou trois autres accusés sur lesquels on avoit prononcé un sursy, l'on croit qu'il y aura un plus amplement informé et qu'ils garderont la prison pendant ce temps. J'espère que dans peu de jours l'on ne parlera plus de cette malheureuse affaire dont réellement on est affligé et occupé même sans le vouloir.

« Vous ai-je mandé que le vin de Mme de Rohault (4) est arrivé ; elle l'a goûté, l'a trouvé bon, m'en a fait

(1) « Une parente avoit été se précipiter aux pieds du roi, et avoit fait entendre le cri de *grâce*. » *Mémoire au conseil-d'état du roi*, par Trophime-Gérard, comte de Lally-Tolendal.

(2) Thomas Lally avoit épousé une sœur de lord Théobald Dillon. James Lally leur fils, commandant le second bataillon du régiment de Dillon, fut tué au siège de Montmélian, en 1691. Gérard, son fils, père d'Arthur-Thomas, lui succéda dans sa charge. Arthur-Thomas avoit été créé, par le roi Charles-Edouard, en 1746, pair d'Irlande, comte de Lally de Moenmoye, et vicomte de Ballqmote, avec l'ancien titre de baron de Tolendal.

Marie-Elisabeth Dillon, fille aînée du lieutenant général Arthur Dillon, se consacra, avec dévouement, à l'éducation de son jeune cousin, Trophime-Gérard de Lally, devenu orphelin.

(3) Jacques-Hugues de Chaponay, chevalier de St-Louis, capitaine au régiment de Lally, fils de Pierre, marquis de Chaponay d'Eybens. Le conseil d'état, dans sa séance du 25 mai 1778, cassa et annula l'arrêt de 1766 condamnant le comte de Lally à mort, et son aide-de-camp, M. de Chaponay, à être *amendé et blâmé*.

(4) Gabrielle de la Mothe Houdancourt mariée, le 23 janvier 1751, à Charles-Joachim de Rouault, marquis de Gamache.

demander le prix que je luy dirai quand il vous plaira de m'en instruire.

« Je ne sais nulle autre nouvelle, ce dont je suis sur c'est de vous être attaché mon cher poupon pour la vie.

« Mille choses à Madame de St-Jullien et à tout le reste de ce qui vous appartient. »

Cette lettre n'est pas signée, mais son auteur est évidemment un parent ou un ami intime. Le mauvais état du cachet, timbré d'une couronne de marquis, ne permet pas de rétablir les armoiries.

H. DE TERREBASSE.





LE PRIEURÉ

DE

L'ILE DE SAINT-VALLIER

L'existence du prieuré de St-Vallier est révélée, pour la première fois, en 1247, par « les conventions « faites, en présence du prieur de Bonnevaux (prieur de « St-Vallier), entre Guigues, Dauphin, et Albert de La « Tour Le Vieux, qui remet et transporte, au Dauphin, le « château de St-Vallier (1) ».

Les consuls de St-Vallier estimèrent, en 1651, que « le prieuré de St-Vallier avoit été jadis fondé par les « anciens seigneurs de St-Vallier et devoit être sous les « protection et *advoyries* desdits seigneurs dont les plus « anciens qu'on ait pu apprendre, par titre et par l'histoire, ont été les anciens comtes de Bourgogne.... (2) ».

On lit, d'autre part, dans l'Inventaire de la chambre des comptes de Grenoble, au registre coté : *Secundus liber scripturarum Viennensii et Valentinesii* (lettre F, f° 595), « un extrait des privilèges et droits du prieur de St-Vallier, sans qu'il paroisse de celui qui les a concédés « ni la date, enregistrés à la chambre des comptes, en suite de son ordonnance du 3 janvier 1647 (3) ».

Mais on trouve, aux archives de la préfecture de la

(1) Inventaire des archiv. de la chambre des comptes de Grenoble. — Bib. nat., Mss. fr. 8,506 (tome IV, f° 400).

(2) ALBERT CAISE, *Histoire de St-Vallier*. — 1 vol., 1867 (page 19).

(3) ALBERT CAISE, *Cartulaire de St-Vallier*. — 1 vol., 1870 (page 89).

Drôme (1), le titre en langage du pays d'une liève de « las
« censas et las rentas que prent chasq an cessals li egleys-
« sia del *pryorat de l'Islla de Sain-Valer*; las quals
« moss. Joufreys de la Porta, priori de la dita egleysia
« del dit *priorat de l'Issla*; fei escrire a Berenger, lo
« notari de Sain-Valer, et confessor à chascun tene-
« menter en l'an de l'encarnation de nostrou Signor
« M.CC.LXXXII ».

En 1282, le bâtiment du *pryorat* était donc élevé sur une île : l'*Islla de Sain-Valer*.

D'ailleurs, il est stipulé, dans les *bons usages* donnés à la *vila de Sain-Valer*, le 8 novembre 1204, par le Dauphin Jean et Béatrix, sa mère, article XI, que *les moines et chanoines* ne devaient pas acquérir d'immeubles dans l'enceinte des remparts de la ville. Ils habitaient donc dans l'*Islla de Sain-Valer*, tandis que les chevaliers et leurs serviteurs demeuraient dans le château.

Voici cet article :

XI. « E tuit aquil omen qui masons ant a Sain-Valer
« la poon donar e vendre a toz omas e a totas fennas,
« *forz a sanz e a monjos e a chanonjos e a chavallers e a*
« *sirvenz*; aqüst *non i devon* avé maison, per l'usatge de
« la vila (2) ».

(1) Arch. de la Drôme. Fonds St-Ruf. — Publiées par M. U. Chevalier.

(2) Charte de la Biblioth. de Grenoble (publiée dans la Petite Revue des Bibliophiles dauphinois, 3^e livraison, 1870, Grenoble).

Cette pièce est ainsi décrite à l'inventaire des archives de la chambre des comptes de Grenoble : « Dans la caisse de St-Marcelin est un petit cayer, « fort uzé, où la fin est rompue, dans lequel on lit une espèce de tarif ou « règlement, pour les droits du seigneur de St-Vallier, soit pour la levée « de la leyde de vente des grains et des marchandises, comme aussi pour « les deniers communs, et autres charges semblables, dressé, en l'*assemblée* « *politique* dudit lieu, en 1204, en langage du pays. Fait par André, Dau- « phin, étant audit lieu, le 8 novembre. Copie en papier, non signée. »

Dans l'acte de 1332 (1), se rapportant à la collation faite à Humbert Rivoire, par le Dauphin Guigues, du prieuré de St-Vallier, on lit encore *Prioratus insulæ Sancti-Valerii*. Cette pièce est inventoriée au tome IV des archives de la chambre des comptes (2).

Mais la dénomination de prieuré de l'île de St-Vallier ne se rencontre plus dans les actes parvenus jusqu'à nous, à dater de 1337, où Valbonnais rapporte le texte d'une bulle de restitution du prieuré de St-Just de Vienne « *proprietas monasterio Sancti-Valerii* ». Le modeste prieuré de l'Issla de Sain-Valer a donc pris de l'extension, il a été réédifié près de l'église de St-Vallier et justifie alors l'appellation de monastère.

D'autre part, on constate que, jusque vers le milieu du XVI^e siècle, dans les actes et terriers de la seigneurie de St-Vallier, la portion de territoire enclavée, au sud de la ville, dans un triangle, dont les deux grands côtés étaient formés par la Galaure et le béal (canal) des moulins, et dont la base était le Rhône, prend la dénomination d'*Île de la Brasserie* (3).

Nous avons donc la quasi certitude que le *grand tène-*

(1) BOURCHENU DE VALBONNAIS. — A l'article *Monasterio Sancti-Valerii* (tome II, page 7. — Preuves de l'Histoire du Dauphiné).

(2) Au registre coté : Pilati, 1331-32 (f° 51) est la donation ou collation faite, le 30 janvier 1332, par Guil., Dauphin de Viennois, du prieuré de l'*Isle de St-Vallier*, dont il était collateur et patron, à frère Humbert Rivoire, chanoine dudit prieuré.

(3) Dans l'inventaire général de Messire de La Croix-Chevrières fait à Grenoble en 1681 (archives du château de St-Vallier), on lit : 1^o 1558. — « Copie de transaction entre le procureur de dame Diane de Poitiers (M. Guillaume Amazan, prieur de St-Vallier) et les habitants de St-Vallier « concernant l'*Île dudit Saint-Vallier* (La Brassière). »

2^o 1559. — « Ratification faite par dame Diane de Poitiers du partage « fait, par ses agents, de l'*Île de la Brassière* dudit Saint-Vallier. »

ment de pré de la Brassière, enclavé par les eaux du fleuve, de la rivière et du béal, était déjà considéré comme une île, au commencement du XIII^e siècle, car, d'après les coutumes de St-Vallier de 1204, les moulins existaient (1) et conséquemment le canal de la Brassière.

Or, le prieuré de St-Vallier possédait un moulin (2) et une grange dans l'île de la Brassière.

Serait-ce donc là qu'il faudrait placer l'établissement primitif du prieuré dont on ignorait le fondateur lorsque le prieur, Jean-Antoine Bret, fit enregistrer ses droits et privilèges, le 3 janvier 1647, à la chambre des comptes de Grenoble ?

Il existe aussi d'autres îlots ou relaiés (formés d'alluvions) du Rhône et de la Galaure, notamment aux abords des prairies de la Brassière. Ces îlots sont quelquefois submergés, lors des crues du Rhône, et ces crues occasionnaient jadis des débordements tels que les habitants de St-Vallier, dans leurs remontrances faites au domaine, en 1701, disaient : « Les ravages que le fleuve et la rivière causent, par leurs inondations, sont toujours « plus grands et plus fréquents, de sorte qu'il est à

(1) Art. XXV. — « *Els molins de Sain-Valer an moldre li omen e las « fennas de la vila lo sester per. l. copa oitenal e no li deu donar ajuage si « no li ajua, e si li ajuda, dara li per l'ufatge dels molins de Sain-Valer ».*

(2) « Au registre *Denominationes Viennensii et Valentinesii* (f^o 89) est « le dénombrement fait, le 3 septembre 1540, par Jean de Sahune, abbé « de St-Ruf, hors Valence, et administrateur du prieuré de St-Vallier, uni « à ladite abbaye, par lequel il déclare posséder : le bastiment et circuit « dudit prieuré, où il y avait 13 religieux ; plus une *grange* avec sa maison « d'habitation, terres, prés, vignes et mandement de Vals et d'Albon, con- « tenant environ 180 sétérées ; plus un *moulin* audit mandement de St- « Vallier, en champ, valant annuellement 36 setiers, moitié froment, moitié « seigle ».

« craindre que ladite communauté ne soit un jour entièrement détruite ou ruinée (1) ».

Il n'est pas admissible qu'on pût jamais élever une construction de quelque importance sur les *terrains mouvants* et graveleux des îlots ou *relaissés* d'alluvions dont il est question et qui varièrent au cours du siècle, soit en nombre, soit en superficie, surtout avant l'édification moderne de la digue de St-Vallier qui est venue, un peu tard, opposer une barrière aux empiètements des eaux.

Ceci dit, si le prieuré primitif « *Pryorat de l'Islla de Saint-Valer* », bientôt inondé, ruiné et emporté par les ravages du Rhône, ne fut pas construit, dès l'origine, près du moulin, en champ de la Brassière, désignée comme une île, à cause de la disposition des lieux, alors je ne verrais pas de site plus favorable à son premier établissement que l'île de Sarras (2) (en face du port de St-Vallier sous le pont du Rhône) qui dépendait de la seigneurie de St-Vallier, avant de passer, en 1608, aux mains du seigneur de Sarras, vicomte de Chasteau-Cloud.

Salvaing de Boissieu nous apprend que le prieur de St-Vallier, en vertu d'anciens privilèges octroyés par les

(1) Archives nationales. — Registres du domaine du Dauphiné (XI^e vol., f^o 766). Cote KK, 1194.

(2) « L'isle, au milieu du Rhône, confrontant ycelui de toutes parts, « à l'endroit et vis-à-vis le terroir appelé *Champchenu* et ladite ville est du « mandement et paroisse de St-Vallier, à présent dite l'île de Sarras, parce « qu'elle a été acquise, il y a 40 ou 50 ans (1608), par le feu s^r de Chasteau-Cloux, seigneur de Sarras, des s^{rs} du Port, le prédécesseur desquels « nommé noble Joachim de Monteil, s^r du Port, l'avoit ci-devant reconnu, « en l'année 1555 et le 15 du mois d'août, es-mains de M^{rs} Henry Matheron, « du fief et directe de dame Diane de Poitiers, de même que le bordage et « attache du port de St-Vallier et appuyage de la traille d'ycelui ». — (Reconnaissance générale de la communauté de St-Vallier et Vals, 1651. — Voir ALBERT CAISE, *Histoire de St-Vallier*, page 112).

Dauphins d'Albon, percevait *deux blancs* (6 deniers tournois) par bateau, chargé ou non, remontant le Rhône (1).

Conséquemment le prieur de St-Vallier devait avoir une construction fortifiée, dans une île voisine de St-Vallier, pour surveiller la navigation du fleuve et précisément c'est dans cette *île de St-Vallier*, acquise avec le droit de péage par le seigneur de Sarras, que se trouvait établi en 1608 le bureau des péages (2).

Dans l'une ou l'autre de ces hypothèses, on est forcé de conclure que les bâtiments du prieuré de St-Ruf, jadis érigés sur l'emplacement de la mairie de St-Vallier, n'y ont été édifiés que postérieurement à la fondation du prieuré de l'*Islla de Saint-Valer*, vers le XIV^e siècle, puisque, dans la bulle de 1337, on le nomme pour la première fois *Monasterio Sancti-Valerii*, sans qu'il soit jamais parlé depuis, dans aucun acte, du prieuré de l'*Isle de St-Vallier*. D'autres titres plus anciens auraient fixé ce point topographique intéressant, mais ils ont sans doute disparu, lors du vol des papiers commis dans le cabinet du prieuré, en mai 1562 (3).

(1) SALVAING DE BOISSIEU, *Usage des fiefs*. — 11^e partie, n^o 105.

(2) Arrêt du parlement de Grenoble du 9 décembre 1602 au profit de M^{re} Balthazard de Rochebaron, vicomte de Chasteau-Cloud, et contrats sur le sujet des péages avec le s^r duc d'Aumale, héritier de Diane de Poitiers, du 8 octobre 1608. (Archives de M. de La Croix-Chevrières, seigneur de St-Vallier. — Inventaire de 1681, n^o 22).

(3) « L'an 1562 et le 29 mai est comparu F. Blaise, consul, lequel a dit « et déclaré, comme seroit venu à sa notice, que ces jours passés certain « cabinet du prieuré seroit entr'ouvert par fracture qu'auroit esté faite de la « serrure ou autrement par quelques gens qu'il ignore...., que ledit même « cabinet auroit esté encore et par deuxième fois ouvert par autre fracture « et brisement de la porte et serrure faite, cette nuit passée, par quelques « gens mal vivants qui, comme est à présumer, auroient prins, pillé et dé- « robbé les biens, meubles et ornements d'église, *papiers* et autres choses « qui estoient reastées dans ledit cabinet. (Archives de la préfecture de Valence. Fonds St-Ruf. — Dossier : Pillement du prieuré de St-Vallier).

Bref, il me semble irréfutable que le prieuré de l'*Islla de Saint-Valer* jouissait de la propriété de toutes les îles (1) de St-Vallier ou réputées telles, et fut fondé seulement, vers la fin du XII^e siècle, dans l'île de Sarras ou l'île de la Brassière, par Béatrix, Dauphine de Viennois, et ses fils, peut-être pour accomplir un vœu de leur père Hugues de Bourgogne, parti en terre sainte, lors de la III^e croisade, durant laquelle il périt.

Il demeure en effet certain d'après l'acte de 891, recueilli par le bibliothécaire de Colbert, Baluze (2), celui de 1095, relevé par M. Giraud, dans son cartulaire de St-Barnard (3) et la bulle *Callixtine* de 1191 (4), qu'il n'y avait, dans ces temps reculés (c'est-à-dire avant la III^e croisade), à St-Vallier qu'une église : « *in loco qui vocatur « Sancti-Valerii »* » et des clercs : « *Clerici Sancti-Valerii* ».

Telles sont les réflexions qui m'ont été suggérées par l'étude des documents qui avaient échappé à mon premier examen, lorsque je publiai, en 1867, une histoire de Saint-Vallier.

(1) Il est aussi fait mention, dans la reconnaissance de 1651 et autres titres, de l'*île de la Goulle* (près St-Vallier et la plus considérable avec celle de Sarras) appartenant aux s^{rs} de Semons, juge, de Chabannes, Landuron et Servient, où les habitants de St-Vallier avaient droit de pacage. (Archives de M. le comte Paul de Chabrillan. — Château de St-Vallier.)

(2) Biblioth. nationale. — Mss., fonds Baluze, arm. III, paquet 2, n^o 1, f^{os} 330-331.

(3) GIRAUD, *Essais historiques sur l'abbaye St-Barnard de Romans*, vol. des preuves, page 18, n^o 7.

(4) Nicolas CHORIER, *Histoire générale du Dauphiné*, 2 vol. in-f^o 1661 (tome II, page 35).

ALBERT CAISE.

de la Société des Gens de Lettres.

Blidah, 15 septembre 1890.

SÉANCE DU 12 AOÛT 1890

PRÉSIDENCE DE M. BRUN-DURAND.

MM. de Gallier et Vallentin s'excusent par lettre de ne pouvoir assister à la séance.

M. Sagnier, de l'académie de Vaucluse, présenté par MM. Vallentin et Lacroix, est proclamé *membre correspondant*.

Lecture est donnée d'une Circulaire de M. le Ministre de l'Instruction publique concernant une étude des variations successives que les salaires industriels ou agricoles ont subies dans la région depuis cinquante ans, et une enquête sur les maisons à peu près semblables des cultivateurs, leur forme, leur orientation, leurs dépendances, etc.

Le questionnaire annexé à l'enquête sera communiqué aux membres désireux d'y répondre.

M. Brun-Durand signale la faveur dont jouit actuellement le jurisconsulte italien, Julius Pacius, et annonce deux publications récentes à son sujet. « L'une, dit-il, due à notre éminent correspondant, M. Marcel Fournier, professeur à l'Ecole de Droit de Paris, met en lumière un curieux document sur cet écrivain ; l'autre, de M. Osmont, de la Bibliothèque nationale, fait connaître les manuscrits du jurisconsulte, et doit paraître dans les *Annales du Midi*. Ces travaux ne pourront que nous intéresser vivement, car Pacius est une des gloires de l'Université de Valence, dans laquelle il enseigna pendant près de vingt

ans ; nous ne pouvons oublier non plus qu'il est mort dans cette ville, et que ses descendants fixés à Die, s'y sont éteints, il y a une cinquantaine d'années, dans une situation ne rappelant guères l'illustration de leur auteur. »

M. Brun-Durand demande si quelque membre de la Société connaîtrait des documents inédits sur Pacius, — non pour lui toutefois, mais comme intermédiaire, — et posséderait quelque livre de raison à publier.

M. l'abbé Jassoud décrit, dans une lettre, un ancien cimetière au quartier des Gras, près de Mantaille, et appelle l'attention sur son emplacement où des fouilles pourraient donner de bons résultats.

Une note non datée, mais de la première moitié de ce siècle, lue par M. le Secrétaire, nous reporte à l'époque des *pataches* et *carrioles*.

De Marseille à Aix, excellentes diligences à 1 fr. 15 pour 8 lieues de poste et 1 fr. de plus dans le coupé.

D'Aix à Avignon, le luxe diminue et les prix augmentent. D'Avignon à Orange, les voitures sont encore supportables ; mais là, on vous jette dans des carrioles de 5^e classe, sans rideaux, percées sous les pieds et sur les côtés, où les voyageurs sont entassés et les bagages exposés.

A la Palud, les pataches deviennent dangereuses, insalubres, et souvent conduites par des enfants ne doivent qu'à la singularité de leur construction de ne pas verser à tout instant.

L'auteur de la note, après avoir signalé ces abus, ajoute que d'Avignon à Valence, il n'y a ni bureau, ni règlement et que la moindre plainte est accueillie par des quolibets ou par des injures.

Dans les grandes messageries, les voyageurs sont traités

avec politesse et les plus grands égards ; mais le soldat, le petit marchand, l'ouvrier, l'agriculteur et le modeste employé se trouvent à la merci d'entrepreneurs que l'autorité ne surveille pas suffisamment.

Depuis lors, grâce aux chemins de fer, les voyages sont devenus plus faciles.

La séance est terminée par une lecture de M. le chanoine Ulysse Chevalier sur l'authenticité de quelques chartes impériales, qu'il se propose d'établir ou de combattre, et par le récit que M. Alphonse Nugues fait d'une excursion dans les Hautes-Alpes, où il a dessiné en artiste accompli plusieurs monuments curieux.

M. le chanoine Chevalier, en annonçant à la Société qu'il a trouvé un éditeur pour son *Régeste Dauphinois*, demande s'il ne pourrait pas obtenir une livraison du *Bulletin* pour publier les plus anciennes chartes de St-Ruf. A cause de la science paléographique de notre collègue et de l'importance de l'abbaye valentinoise, sa proposition est favorablement accueillie.

A. LACROIX.

CHRONIQUE

UN POÈTE OUBLIÉ

Malgré les recherches de l'érudition, quelques écrivains demeurent parfois dans un injuste oubli, et tel a été le sort de JEAN-FRANÇOIS MONYER, né à Laval sur St-Barthélemy-de-Vals, vers 1778, et décédé à Saint-Vallier, à 84 ans, le 6 décembre 1852.

Son père s'appelait Antoine Monyer et sa mère Marie Eymar. Il entra d'abord dans la congrégation de l'Oratoire et, quand elle fut supprimée à la Révolution, dans l'enseignement public où il resta 25 ans.

Nous le trouvons ensuite directeur intérimaire de l'Institution nationale des colonies et commissaire de police à Paris. A ses goûts littéraires et artistiques il savait unir les recherches de l'érudition et l'étude des sciences naturelles. La botanique avait notamment ses préférences et il avoue dans une note avoir traversé plusieurs fois la Savoie en herborisant. Une remarque à ce propos mérite d'être citée ; elle concerne le rosage ou *Rhododendrum ferrugineum*, arbrisseau charmant qui émaille les rochers des Alpes. « Il était, dit-il, en si grande quantité sur le mont Cenis en 1813, surtout près du télégraphe, que les habitants du col de ce mont l'arrachaient pour le feu de leur cuisine. C'était à l'époque où une commission avait été créée par Napoléon pour élever au milieu du passage du mont Cenis un temple monumental à la paix. L'auteur était logé depuis un mois à l'hospice des pères respectables du mont Cenis qui le comblèrent de prévenances. Il gravissait seul, tous les deux jours, les sommets couverts

de neiges et de glaces perpétuelles qui règnent des deux côtés du passage. Il y a fait un second séjour en 1829, en se rendant à Turin. Il ne restait plus de rhododendrons que dans quelques endroits inabornables. »

Les notes du *Chevalier chrétien* révèlent à chaque instant l'érudition de l'ancien professeur ; quant au magistrat, nous croyons pouvoir lui appliquer les vers suivants de l'auteur :

L'homme maître de lui, quel que soit son état,
Artisan ou guerrier, ministre, magistrat,
Qu'il tienne en main le sceptre ou fatigue la rame,
D'un sordide intérêt n'est jamais combattu.
A-t-il des passions ? il n'en est point l'esclave,
Pour arriver au bien, il brise toute entrave ;
Frappé des coups du sort, il n'est point abattu ;
Là surtout apparaît la grandeur de son âme.

Les événements politiques accomplis au début de sa carrière lui firent abandonner sa vocation religieuse ; il se maria, et son livre nous apprend l'existence heureuse des deux époux :

Adèle, elle dure à toujours
Amitié qu'anime l'estime :
Elle heure (1), elle charme les jours ;
Adèle, elle dure à toujours.
Quand hymen fixe les amours,
Ce nœud des cœurs est bien intime.
Tendre amitié dure à toujours,
Quand amour se joint à l'estime.

Malheureusement, quoi qu'en dise la poésie, la félicité n'est pas durable en ce monde et l'auteur se vit tout à coup frappé dans ses affections les plus chères en perdant à la fois son épouse, son dernier enfant, le seul frère qui lui restait et le plus ancien de ses amis.

Il avait alors 66 ans ; au lieu de fléchir sous le poids de tant de douleurs, il reprit le luth de ses jeunes années et remplaçant les romances, les élégies, les chansons et pastorelles d'alors, il aborda résolument le genre épique.

(1) Pour *rend heureux*.

Voici le titre de son livre :

Le Chevalier chrétien ou les chastes amours de Ponce de Meyrueis et de Rose de Roquedol. Légende du XII^e siècle, en douze chants, dédiée aux dames ; traduction libre et développement du poème d'un troubadour du treizième siècle, précédé d'un sirvente sur la puissance de Dieu et l'immortalité de l'âme. Deuxième édition. Par F. Monyer, ancien membre de la congrégation de l'Oratoire, ancien directeur par intérim de l'institution nationale des colonies, etc., ex-commissaire de police de la ville de Paris, retraité. Prix : 6 fr. Paris, Guilbert-Danelle, 1846, 376 pp. in-12.

Le baron de Roquedol a une fille, merveille de beauté, et Ponce de Meyrueis la demande en mariage ; mais il faut pour l'obtenir rapporter le glaive d'Algaïs, géant musulman dont les quatre fils gardent les *monts maudits* dans les Alpes. Tel est le sujet abordé par le troubadour Perdigon et complété par l'auteur.

Inutile d'ajouter que Ponce est victorieux et épouse Rose de Roquedol ; qu'il y a là matière à d'amples descriptions et à de nombreux combats et que l'auteur s'en tire parfois avec un réel bonheur.

Nous lui reprocherons d'avoir employé trop de mots anciens et créé trop de néologismes : quand on traduit il faut être intelligible (1) ; mais nullement d'avoir adopté le vers libre et les rimes croisées.

On doit encore à Monyer les *Merveilles et histoire patriotique du ci-devant Dauphiné*, par un Dauphinois fixé à Paris. — Paris, Didot, 1830, broch. in-8°.

A. LACROIX.

(1) Un exemple justifiera mieux notre observation : l'auteur écrivait à un de ses amis :

Par mille faux plaisirs tandis que tu t'abuses,
Je me livre au travail, frappé par le malheur :
Je suis *culteur* des dieux et *cultivateur* des muses,
Que ne suis-je *cultivateur* ?

BIBLIOGRAPHIE

Le collège de Tournon en Vivarais d'après les documents originaux inédits, par Maurice Massip, ancien archiviste du département de l'Ardèche, Paris, Alph. Picard, 1890, 1 vol. in-8°, 323 pp. Ce collège, fondé en 1536, par le cardinal François de Tournon, ne fut construit qu'en 1548. Simple école de philosophie et de grammaire à l'origine, il ne tarda pas avec ses trois régents : Péliisson, Quintin et Mahot à former une université libre, à côté de l'université de Valence et à délivrer, dit-on, 500 diplômes de bacheliers ou maîtres ès arts en un an. Tant de grammairiens se laissèrent entraîner par leurs régents vers la théologie et la réforme. Le Cardinal céda le collège le 6 janvier 1560, à la Compagnie de Jésus. Jacques de Banne y comptait 700 écoliers environ en 1605. Un incendie détruisit ses bâtiments le 3 avril 1714, et le 3 avril 1763, 23 pères jésuites et 13 frères coadjuteurs le quittèrent ; mais il fut sauvé par les lettres patentes de 1776, qui appelèrent les Oratoriens à sa direction. Une école centrale y fut placée en l'an VII avec neuf professeurs et un collège en 1802.

L'histoire de ces vicissitudes et de ceux qui les provoquèrent ou les subirent ne manque ni de grandeur, ni d'attrait. M. Massip connaît également l'art de présenter et de prouver les faits ; il a écrit un livre plein de recherches, agréable à lire et utile à consulter pour l'étude des mœurs des étudiants, de la marche de l'enseignement public, et des faits accomplis dans la ville de Tournon. Composé pour les anciens élèves de son lycée, le travail de l'auteur s'adresse à tout le monde, et si les érudits y regrettent l'absence de pièces justificatives, devenues de mode aujourd'hui, l'indication exacte des sources leur permettra aisément de les retrouver.

— *Voyage humoristique, politique et philosophique au mont Pilat*, par le docteur Francus. Première édition,

Lyon, imprimerie du *Salut public*, 1890, 1 vol. in-12, 328 pp.

Cette description exacte du mont Pilat se trouve encadrée dans un roman très bien conduit, où différents personnages s'agitent et parlent dans la sphère de leurs convictions. L'auteur, qui sait unir les charmes du style aux recherches de l'érudition et de la science, a le talent de toujours instruire et charmer le lecteur.

— *Paray-le-Monial et son fondateur. Etude critique*, par Ulysse Chevalier, chanoine honoraire, correspondant de l'Institut. Lyon, Vitte, 1890, br. in-8°, 16 pages.

L'auteur, après avoir raconté de quelle façon il a pu reconstituer le cartulaire de Paray-le-Monial, nous apprend que le fondateur de ce monastère, le comte Lambert, était fils de Robert, vicomte d'Autun, et d'Ingeltrude, qu'ayant épousé Adélaïde de Vermandois, il devint le premier comte héréditaire de Châlons-sur-Saône, en 968, et mourut en 988.

Quant à faire de ce Lambert un comte de Valentinois, M. Chevalier s'y refuse carrément, pour les raisons suivantes :

Lambert, comte de Valentinois, fils de Gontard et d'Ermengarde, eut de Falectrude, son épouse, Adémar et Lambert ; dans une charte du 27 juin 985 il donna à l'abbaye de Cluny, pour reconstruire le monastère de St-Marcel de Félines, divers immeubles situés dans le comté de Valentinois près du ruisseau de Merdaric, de l'eau du Roubion et de la montagne appelée Milune.

Adémar succéda à Lambert, son père, et en 1037, il vendit à Cluny le lieu de Sauzet.

Par conséquent, le comte de Châlon et le comte de Valentinois forment deux personnalités et St-Marcel-de-Châlon et St-Marcel-de-Sauzet deux localités, absolument distinctes.

Voilà le fond de la thèse à laquelle l'auteur a su donner des développements historiques d'un réel intérêt.

— *De Bordeaux à Jérusalem par les voies romaines (Itinerarium à Burdigala Hierusalem usque)* (333-37,

1884-89), par le frère Meunier. Avignon, Séguin, 1890, br. in-12, 24 pp.

L'auteur a suivi de nouveau l'Itinéraire et voici pour notre région les indications qu'il donne :

Civitas Arausione (Orange) XV milles (13 d'après le manuscrit de Vérone, *Mutatio ad Lectoce* (Le Lez) XIII milles, non mentionnée dans le manuscrit précité ; *Mutatio Novem Craris* (Logis de Berre) V milles et X dans le manuscrit ; *Mansio Acuno* (Montélimar) XV milles, X dans le manuscrit ; *Mutatio Vancianis* (Bance) XII milles, XI dans le manuscrit ; *Mutatio Umbenno* (les Battendons) XII, aucune indication dans le manuscrit ; *Civitas Valentia* (Valence) VIII ; *Mutatio Cerebeliaca* (Montoisson ou Upie) XII ; *Mansio Augusta* (Aouste) X ; *Mutatio Darentiaca* (près Saillans) XII ; *Civitas Dea Vocontiorum* (Die) XVI ; *Mansio Luco* (Luc) XII ; *Mutatio Vologatis* (près les Boulignons) VIII.

Les *mutationes* ou relais servaient aux courriers d'Etat et aux personnages officiels ; on y entretenait d'ordinaire 20 chevaux ; quant aux *mansiones* d'où est venu le nom de maison, les troupes et les voyageurs y renouvelaient leurs provisions.

D'après l'auteur, la lieue gauloise équivalait à 2 milles romains et le mille à 1.481 mètres 50, le pas étant de 1 mètre 4815.

Il y a d'autres renseignements non moins curieux dans ce petit livre intéressant.

— Roger Vallentin. *Un denier coronat inédit de Charles VIII frappé à Marseille*. Paris, Rollin et Feuardent, 1890, br. in-8° de 3 pages. — *Le sceau de la cour commune d'Allan*. Valence, J. Céas, 1890, in-8°, 5 pp. La première a paru dans la *Revue numismatique* et la deuxième dans ce *Bulletin*. Notre jeune et vaillant collègue cueille ainsi toujours de nouveaux succès.

— *Notice sur Aubert-Dubayet, député de l'Isère à l'assemblée législative de 1791, ministre de la guerre*, par Edmond Maignien, conservateur de la Bibliothèque de Grenoble. Grenoble, X. Drevet, 1890, br. in-18, 34 pp.

Excellente monographie d'un militaire et diplomate oublié par les historiens de la province et qui eut ses heures de célébrité.

Jean-Baptiste-Annibal, né à la Louisiane le 29 août 1759, d'une famille grenobloise, revint dans la province encore jeune et s'engagea à 18 ans. Il fit la campagne d'Amérique et devint en 1790 membre de l'administration départementale de l'Isère, puis président du Directoire, député à l'assemblée nationale en 1791, général de brigade en 1793, général en chef de l'armée des côtes de Cherbourg en 1795 et ambassadeur à Constantinople en 1796. Il y mourut à 38 ans. Cette vie si active est parfaitement étudiée par M. Maignien.

— *Félix Longueville, l'épicier de la Drôme, bienfaiteur insigne de l'œuvre de la Propagation de la Foi. Notice biographique*, par l'abbé Cyprien Perrossier, archiviste diocésain de Valence. Valence, Imprimerie Valentinoise, 1890, br. in-16, de 62 pp. Voilà un de ces chrétiens qui se sacrifient pour une bonne œuvre et meurent entièrement pauvres. Au moyen âge, il eût été placé au rang des saints, et la notice de M. l'abbé Perrossier rappelle pour le fond une page de la *Légende dorée*. Elle est à lire et à méditer.

— *La Sainte Épine de l'ancien couvent des Dominicains du Buis*, par Louis Chavanet, curé de Chaudebonne. Valence, Imprimerie Valentinoise, 1890, br. in-8°, 13 pp.

— Léon Sollier, avocat au barreau de Valence. *Catholicisme et démocratie constitutionnelle*. Paris, Alb. Savine, 1890, 1 vol. in-12, 130 pp. Œuvre d'un penseur sérieux et d'un écrivain convaincu.

— *Les martyrs de l'Église de Grenoble décapités à Privas en 1794 : M. d'Allemand et M. Bac*, par A.-M. de Francieu. Lyon, Cote, 1890, 1 vol. in-12, 236 pp. Livre émouvant, écrit avec sincérité et avec un réel talent d'exposition.

— *Notre-Dame-de-Paris...*, par l'abbé André Fayolle, missionnaire apostolique, officier d'académie, aumônier du collège de Valence. Paris, 1890, in-12.

Le livre que voici, n'est certainement pas de ceux dont on entretient d'ordinaire les lecteurs de ce *Bulletin*, et nous croyons quand même, devoir en dire un mot, d'abord parce qu'il est d'un compatriote, ensuite parce qu'il est d'une attachante lecture, enfin parce qu'il est un livre d'archéologie et d'histoire, en même temps qu'un ouvrage de piété. Appelé, pour la seconde fois, cette année-ci, à prêcher le mois de Marie dans l'église métropolitaine de Paris, M. l'abbé Fayolle ne s'est pas contenté, en effet, d'adresser de pieuses exhortations à son auditoire; par une heureuse innovation, il y a mêlé des réflexions artistiques et historiques sur le monument dans lequel il parlait; monument dont il a fait ainsi ressortir les beautés, expliqué le symbolisme et rappelé les principaux souvenirs. Et comme son livre est le résumé de ses sermons, il justifie d'autant plus son épigraphe : *Lapides clamabunt*, que ce que M. l'abbé Fayolle a vu surtout dans la basilique de Notre-Dame-de-Paris, c'est, si je puis m'exprimer ainsi, un hymne en pierre.

Disons de plus, que ce résumé de sermons est accompagné de bon nombre d'indications utiles, notamment d'un inventaire des statues et bas reliefs de Notre-Dame, et qu'il est en outre enrichi d'un plan et de quatorze photo-gravures.

Des livres à leur illustration la distance est imperceptible. Aussi annoncerons nous ici l'apparition d'un nouveau chef-d'œuvre artistique : *la Carcovelado* de Grivel, ornée de jolis dessins par M. Morice Viel. Le poème, la nature et l'imagination ont tour à tour inspiré les charmantes figures, arabesques, vues et silhouettes semées à profusion dans le livre. Avec une plume et de l'encre de Chine, mais surtout avec son talent et son esprit, l'artiste complète à la fois l'auteur et l'imprimeur, l'un, en donnant la vie à ses pensées, et l'autre, en couvrant ses pages blanches d'illustrations réussies. M. Morice Viel lutte avec avantage contre la gravure au burin et contre tous les procédés connus, pour la finesse du trait et le moelleux de l'ensemble. Un livre sorti de ses mains devient un bijou artistique, et comme les manuscrits enluminés du moyen âge, un trésor de famille et de bibliothèque, unique en son genre.

Le *Bulletin* a déjà signalé la valeur de l'artiste et le

Livre va publier prochainement quelques-unes de ses illustrations. C'est là une preuve de juste notoriété ; mais pour bien apprécier son mérite, il faut voir et avoir un livre illustré par lui.

La Société a encore reçu de M. le Ministre de l'Instruction publique :

— *Le Journal des Savants*, livraisons de janvier à août 1890 ;

— *Bibliographie des travaux historiques et archéologiques, publiés par les Sociétés savantes de la France, dressée sous les auspices du Ministère de l'Instruction publique*, par Robert de Lasteyrie et Eugène Lefèvre-Pontalis. Tome II, 1^{re} livraison ;

— *Bulletin historique et philologique du Comité des travaux historiques et scientifiques*. Année 1890, n° 1 ;

— *Bulletin Archéologique* du même Comité. Année 1890, n° 1 ;

— *L'épigraphie chrétienne en Gaule et dans l'Afrique romaine*, par Edmond Leblant (Instructions adressées aux correspondants du ministère), 1890 ;

— *Romania. Recueil trimestriel consacré à l'étude des langues et des littératures romanes*, publié par Paul Meyer et Gaston Paris. Juillet 1890.

Un compte rendu de l'ouvrage de M. d'Arbois de Jubainville, intitulé : *Recherches sur l'origine de la propriété française et des noms de lieux habités en France*, nous permet de retrouver l'étymologie de *Pisanciacum* (Pisancçon) dans *Pisantius*, de *Clariacum* (Clérieu) dans *Clarius*, de *Carliacum* (Charlieu) dans *Carlius*, de *Geniciacum* (Génissieu) dans *Genicius*, etc.

Errata : Aux pages 345, 361, 377, 393, 409 lire XXIV^e au lieu de XXII^e.

J. BRUN-DURAND et A. LACROIX.

